

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 76 - 77

JUILLET - AOÛT 1991

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

Sommaire

- **LE SORT DES RÉFUGIÉS KURDES**
 - **UNE FORCE D'INTERVENTION RAPIDE POUR LA PROTECTION DES KURDES**
 - **INTERVENTION DE L'ARMÉE TURQUE AU KURDISTAN IRAKIEN**
 - **NEGOCIATIONS KURDO-IRAKIENNES DANS L'IMPASSE**
 - **TURQUIE : LA POLICE TIRE SUR DES CIVILS LORS DES OBSÈQUES D'UN MILITANT KURDE**
 - **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**
-

LE SORT DES RÉFUGIÉS KURDES

LE mouvement de retour au Kurdistan irakien s'est accéléré tout au long des mois de juillet et d'août. En Turquie, hormis les 30.000 réfugiés installés depuis 1988 dans les camps de Mardin, Mus et Diyarbakir il ne reste plus de Kurdes irakiens.

En Iran, en revanche, fin août plus de 400.000 Kurdes irakiens demeuraient encore dans les camps installés au Kurdistan iranien, sous l'autorité du Croissant-Rouge et des Gardiens de la révolution.

Si le rapatriement de plus d'un demi millions de Kurdes réfugiés à la frontière turque a été pris en charge par la coalition alliée dans le cadre de l'Opération *Provide Comfort* ; celui des centaines de milliers de Kurdes que l'exode d'avril dernier avait conduit en Iran n'a bénéficié d'aucun dispositif d'assistance. A l'heure actuelle on estime à 850.000 le nombre de ces «réfugiés» de retour

dans leur pays, souvent dans les ruines de leurs villes (Qala Diza, Penjwin, Halabja, etc...) ou leur villages détruits ou errant dans les montagnes, sans abri ni emploi.

Alertés par les organisations kurdes et informés par leurs propres représentants dans la région les Alliés semblent bien conscients de l'urgence et de l'ampleur de ce drame qui a notamment été évoqué à Paris au cours du Conseil de ministre du 31 juillet par le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner et le secrétaire d'Etat à la Défense Jacques Mellick. Dans leur communication les deux intervenants ont d'abord dressé un bilan de l'opération d'assistance menée entre le 7 avril et le 19 juillet par les Alliés, qui a permis aux cinq cent mille Kurdes d'Irak qui avaient trouvé refuge en Turquie de «regagner en toute confiance leurs foyers». La France a «distribué 2500 tonnes de produits de première nécessité, apporté une aide médicale à plus de douze mille personnes et contribué à

la remise en état des villages. Un réfugié sur cinq a transité par les relais humanitaires français installés en territoire irakien». Cet effort a mobilisé «2100 militaires, dont 3 ont trouvé la mort et coûté plus de 200 millions de francs» conclut la communication qui ajoute : «Un effort reste à faire de la part de la CEE pour aider plusieurs centaines de milliers de Kurdes irakiens réfugiés en Iran à regagner leur pays. Sur proposition de la France, la Communauté européenne a accepté de consacrer 70 millions de francs à une opération en faveur des réfugiés kurdes rentrant d'Iran, placée sous la double bannière de la CEE et de l'ONU. Nous assistons, à travers cette action à la naissance d'une Europe humanitaire» a souligné Jack Lang, porte-parole du gouvernement, qui a précisé que la France, la Grande-Bretagne et l'Italie y participeront directement tandis que le Danemark et le Luxembourg fourniront une con-

tribution financière : «Aujourd'hui comme hier la France ne laissera pas ces réfugiés sans secours» a ajouté M. Lang avant d'indiquer : «L'idée est d'obtenir le droit pour les réfugiés de rentrer chez eux dans des villages sûrs et remis en état, ce qui demande des actions de déminage et la reconstruction des infrastructures indispensables : électricité, eau potable etc.».

Fin août, les discussions entre la CEE et le gouvernement irakien pour obtenir le feu vert de ce dernier à la mise en route de cette opération humanitaire n'avaient toujours pas abouti. Il reste encore quelques semaines avant le début du rude hiver kurde pour éviter de nouveaux drames, voire un nouvel exode vers l'Iran de centaines de milliers de réfugiés kurdes à la dérive, sans abri ni secours.

UNE FORCE D'INTERVENTION RAPIDE POUR LA PROTECTION DES KURDES

DANS une décision rendue publique le 12 juillet simultanément à Washington, Paris et Londres, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, ont annoncé que «la situation s'étant améliorée pour les Kurdes», ils allaient «retirer leurs troupes du nord de l'Irak et d'en redéployer une partie en Turquie, pour maintenir une force de dissuasion» destinée à éviter que Bagdad ne sévisse à nouveau contre la population kurde. Le Département de la Défense américain a indiqué que le retrait des troupes s'effectuerait avant le lundi 15 juillet.

La décision alliée est assortie d'un avertissement clair : les forces de la coalition sont «déterminées à répondre militairement à toute action de la part de l'Irak qui menacerait la paix» a déclaré le porte-parole du Pentagone M. Pete Williams. A Paris, le communiqué de la présidence de la République indique notamment : «La vigilance continue, toutefois, de s'imposer au sujet du comportement des autorités irakiennes. La France a donc adressé, en liaison avec ses partenaires, les mises en garde appropriées. Aucun obstacle à l'action humanitaire, poursuivie par les Nations-Unies et les organisations non gouvernementales présentes dans la zone ne sera toléré. Conformément aux dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et notam-

ment, de la résolution 688, la France prendra les initiatives qui appellerait le non-respect par l'Irak de ses obligations ainsi que toute atteinte aux droits de l'homme. A cet effet la France maintiendra une présence militaire dans la région au niveau approprié en liaison avec les autres pays intéressés».

Dans la soirée du 12 juillet, la Turquie a accepté «le principe du déploiement provisoire d'une force multinationale sur le sol turc, destinée à protéger les populations kurdes du nord de l'Irak après le retrait des troupes alliées de l'opération «Provide Comfort». Affirmant que son pays «accordait une grande importance à la poursuite de la tranquillité assurée dans la région» le ministre turc des Affaires étrangères a indiqué que «les détails concernant la formation et les règles régissant la mission de cette force de protection étaient en train d'être déterminées entre les autorités militaires».

La force d'intervention rapide, d'environ de 2500 à 3000 hommes, sera assurée d'une couverture aérienne composée d'hélicoptères de combat et de chasseurs et comprendra des contingents provenant de huit pays : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Turquie, Italie, Espagne, Belgique et Pays-Bas. Basée à Silopi, à proximité de la frontière irakienne, elle a pour mission de

«répondre militairement à toute action irakienne qui perturberait la paix». Le mandat de cette force est fixé, en principe, jusqu'à fin septembre.

Le 14 juillet, à l'issue du sommet de Rambouillet les présidents Bush et Mitterrand ont, à nouveau, menacé l'Irak d'une nouvelle intervention militaires, incluant des attaques aériennes, si Saddam Hussein s'en prend aux Kurdes et aux Chiites ou s'ils continuent d'essayer de fabriquer des armes nucléaires. Les présidents n'ont pas précisé ce qui pourrait déclencher une telle intervention ou si une nouvelle résolution du Conseil de sécurité serait nécessaire à cette fin. De son côté, le Pentagone a indiqué que «l'armée de Bagdad, les forces de police et les gardes frontières irakiens, devaient continuer à éviter la zone de sécurité délimitée par la coalition». De même, «aucun avion ou hélicoptère irakien ne sera autorisé à survoler une portion du territoire située au nord du 36e parallèle» (au-delà de laquelle commence la «zone de sécurité»), a-t-il ajouté.

Cependant, moins d'une semaine après ces avertissements, des affrontements sanglants ont opposé dans les villes de Souleimanieh et Arbil les Kurdes aux troupes irakiennes. Des hélicoptères militaires irakiens ont mitraillé la population. Selon le porte-parole des Nations-Unies, au cours de ces affrontements 500 Kurdes ont été tués ou blessés; 20.000 autres ont quitté ces deux villes pour se réfugier dans la montagne. Les causes exactes de cette tuerie restent encore indéterminées. Selon de nombreux témoignages, c'est l'intervention de troupes irakiennes contre des

manifestations hostiles au régime, à l'occasion du 23ème anniversaire de sa prise de pouvoir, qui a déclenché la spirale meurtrière. Les Peshmergas, aidés de nombreux habitants en armes ont alors pris d'assaut les postes irakiens, faisant 2500 prisonniers, dont 70 officiers. Ces deux villes encerclées par d'imposantes forces irakiennes sont alors formellement passées sous contrôle kurde et le calme est progressivement revenu.

En pourparlers à Bagdad, certains dirigeants kurdes ont qualifié de «provocation des forces hostiles à la paix» ces «incidents regrettables». De leur côté, estimant que les affrontements ne semblaient pas résulter d'une volonté délibérée des Irakiens à écraser les Kurdes et qu'ils s'étaient déroulés en dehors de la zone de sécurité, les Alliés ont indiqué qu'il n'y avait pas matière à intervention. Un porte-parole américain, Richard A. Boucher, a déclaré à ce sujet, «Nous sommes très préoccupés par cette nouvelle flambée d'affrontements. Nous appelons les deux parties à éviter toute escalade ou extension de la violence». En visite en Turquie, le président Bush a, le 20 juillet, rappelé à ses interlocuteurs turcs la mission assignée à la force d'intervention rapide : «cette force a pour but d'éviter une répétition des événements horriblement brutaux dans le nord (de l'Irak). Nous ne prévoyons pas de l'utiliser. Nous espérons que Saddam Hussein, ayant appris sa leçon, ne se lancera pas dans le genre de carnage qui avait causé notre intervention». Se référant aux récents affrontements qui ont encore endeuillé le Kurdistan, M. Bush a déclaré que «le problème semblait en voie de solution et qu'il ne nécessitait donc pas l'intervention des alliés».

INTERVENTION DE L'ARMÉE TURQUE AU KURDISTAN IRAKIEN

POUR la quatrième fois depuis 1984, la Turquie est intervenue, le 5 août dans le Kurdistan irakien pour détruire «les camps des terroristes séparatistes». Au moins 20.000 soldats soutenus par des blindés ont participé à cette opération décidée en pleine réunion interministérielle de l'Organisation de la Conférence islamique. Plusieurs escadrilles de bombardiers F-4 et F-104, des hélicoptères Puma et Sikorsky ont effectué pendant quatre jours plus

de 130 sorties pour bombarder d'une manière intense la zone frontalière sur une profondeur de 20 à 25 km.

Dans une conférence de presse donnée le 7 avril, le premier ministre turc Mesut Yilmaz a affirmé que les troupes turques avaient «infligé de lourdes pertes aux bandits» et que son pays avait décidé d'occuper «une zone de cinq kilomètres profondeur dans le nord de l'Irak afin de créer une zone tampon

destinée à empêcher l'infiltration de bandes terroristes et l'ordre a été donné d'ouvrir le feu contre toute personne pénétrant sans autorisation dans cette zone».

Cette décision turque, prise, semble-t-il sans consultation préalable des alliés stationnant dans la région pour protéger les Kurdes d'Irak a suscité des remous au sein de la coalition et la colère des Kurdes irakiens. Nechirvan Barzani, l'un des principaux dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan qui contrôle cette région, a «condamné cette opération turque menée en violation du droit international». Il a indiqué qu'il ignorait s'il y avait eu des pertes dans les rangs des combattants kurdes de Turquie, mais qu'il avait «des preuves que des avions turcs ont bombardé plusieurs camps de réfugiés kurdes irakiens ainsi que le village du Khera Zouk, dans le district du Sherwan et qu'on avait déploré au moins 15 morts et 48 blessés». De son côté, M. Mohsin Dizayee, représentant personnel de Massoud Barzani, en visite en Turquie a publiquement réfuté l'argument du «vide de pouvoir dans le nord de l'Irak» avancé par Ankara comme justification à son agression. Cet argument ne tient pas a-t-il souligné. «La Turquie bombarde notre territoire sous prétexte que nous ne serions pas en mesure d'empêcher les incursions des guérilleros kurdes de Turquie. Au même moment, en Turquie même ces combattants enlèvent une dizaine de touristes dans la région de Van. Faut-il en conclure qu'il y a aussi un vide de pouvoir en Turquie ?»

Contrairement aux trois interventions précédentes de l'armée turque, effectuées dans le cadre de l'accord de sécurité irako-turc du 14 octobre 1984, qui autorisait des «poursuites à chaud» contre les militants kurdes sur le territoire voisin et qui a expiré en 1989, la dernière opération militaire turque a été menée sans le consentement de Bagdad qui l'a condamné et qui a eu beau jeu d'accuser les Etats-Unis d'avoir des «doubles standards» sur le problème kurde, «protecteurs

des Kurdes d'Irak, silencieux sur le sort des Kurdes de Turquie».

Déclenchée en plein mois d'août, l'aventure militaire turque a néanmoins irrité certaines chancelleries. Premier à réagir, Hans-Dietrich Genscher a accusé la Turquie «d'attaquer des civils kurdes dans le nord de l'Irak». Il s'agit «de graves violations de la loi internationale et des principes de l'Acte final d'Helsinki» a estimé le ministre allemand des affaires étrangères qui ajoute que le comportement du gouvernement turc «méprise les valeurs communes que défendent les partenaires de l'OTAN, ce qui compromet ses relations avec la communauté européenne». Moscou a également dénoncé l'intervention des troupes turques : «Quels que soient les objectifs et les raisons, elle ne se justifie pas, et à notre avis, cette voie ne répond pas aux normes en train d'être mises en place pour la solution des problèmes, d'autant qu'il s'agit de la violation des frontières d'un Etat souverain» indique le communiqué du ministère soviétique des affaires étrangères publié le 9 août. De même, la Grèce a condamné ces opérations «qui dépassent le cadre étroit d'un incident de frontières ou d'une chaude poursuite» et sont des actions qui «violent la législation internationale». La radio de Téhéran a pour sa part comparé «l'incursion des troupes turques au nord du territoire irakien à l'attitude de l'Irak contre son voisin» soulignant que «l'agression de Saddam Hussein contre le Koweït a été réalisée avec les mêmes préparations et arguments».

Face à ces réactions internationales de plus en plus hostiles, la Turquie a dû finalement renoncer à son idée de création de «zone tampon» et retirer ses troupes du Kurdistan irakien sans résultat tangible. Les opérations de guérilla du PKK qui ont continué pendant l'intervention militaire turque, ont redoublé d'intensité depuis. L'opposition turque qui s'était solidarisée avec le gouvernement n'a pas manqué de stigmatiser cette «opération politicienne aussi bruyante qu'inefficace».

NÉGOCIATIONS KURDO-IRAKIENNES DANS L'IMPASSE

UNE délégation kurde dirigée par les deux principaux chefs du Front du Kurdistan, Massoud Barzani et Jalal Talabani, est arrivée le mercredi 10 juillet à Bagdad pour reprendre les négociations avec le gouvernement central. Le 30 juin, le Front avait rejeté un projet d'accord sur le statut d'autonomie kurde parce qu'il excluait de larges portions du territoire kurde du bénéfice de cette éventuelle autonomie et qu'il ne prévoyait pas de calendrier précis pour la transition à une démocratie pluraliste (cf. le numéro de juin du Bulletin).

A Bagdad, les deux dirigeants kurdes ont longuement rencontré le prince Sadruddine Agha Khan, délégué exécutif de l'ONU en Irak pour l'informer et à travers lui le secrétaire général des Nations-Unies, à la fois du sort des populations civiles kurdes et de l'état des négociations avec le régime irakien.

M. Barzani est resté dans la capitale irakienne avec une délégation représentant l'ensemble des organisations du front tandis que J. Talabani entreprenait fin juillet une tournée d'information qui l'a notamment conduit à Ankara, Londres, Paris, Madrid et Rome où il a procédé à des consultations avec des dirigeants alliés pour tenter de connaître leur vision de l'avenir de l'Irak.

Malgré des réunions âpres et laborieuses pendant

plus de 5 semaines avec la direction irakienne, la délégation kurde n'a pas obtenu d'amélioration significative du projet d'accord précédent. Le 16 août, dans une déclaration faite à Soulaymanieh, une des principales villes du Kurdistan, le numéro deux irakien, Izzat Ibrahim, a affirmé que «l'accord avec le Front du Kurdistan était pratiquement conclu». Cet «accord constituera un saut qualitatif sur la voie de la consolidation de la victoire» a ajouté le vice-président irakien qui a été l'un des principaux partenaires de la délégation kurde dans les pourparlers de Bagdad.

Cet optimisme de commande n'a pas été suivi d'effet. Le 24 août, une mission irakienne dirigée par le même Izzat Ibrahim s'est rendue au quartier général kurde à Chaqlawa pour «aplanir les difficultés ultimes sur la voie de la conclusion d'un accord définitif qui renforce l'unité nationale et l'autonomie du Kurdistan». Rencontre visiblement restée infructueuse.

Fin août, après quatre mois et demi de discussions, de déclarations d'intentions, d'annonces de «signature imminente d'un accord définitif», les négociations kurdo-irakiennes étaient dans l'impasse. A moins d'une initiative politique des Alliés et/ou du Conseil de sécurité de l'ONU, les Kurdes semblaient avoir peu de chances de faire céder le régime irakien sur leurs revendications essentielles.

TURQUIE : LA POLICE TIRE SUR DES CIVILS LORS DES OBSÈQUES D'UN MILITANT KURDE

UNE personnalité kurde connue pour son engagement en faveur des droits de l'homme, Vedat Aydin, 39 ans, président de la fédération de Diyarbakir du Parti du Travail du Peuple (HEP), a été trouvé mort le 8 juillet en bordure d'une route, à environ 60 kilomètres de la capitale kurde où trois jours plus tôt il avait été appréhendé à son domicile par des hommes armés se présentant comme des policiers, selon le témoignage de sa femme. La victime avait reconnu ces derniers qui étaient venus, pour l'amener une fois de plus au siège de la police

politique pour interrogatoire. La découverte du corps mutilé, aux jambes et bras brisés, et au crâne fracturé, criblé de 16 balles, de ce militant courageux et très populaire, a suscité une immense émotion dans l'opinion kurde. Accourus de l'ensemble du Kurdistan plus de 50.000 personnes ont participé le 10 juillet à ses obsèques qui se sont rapidement transformées en une gigantesque protestation contre la politique anti-kurde et la sale guerre coloniale menées par le gouvernement turc au Kurdistan. Tous les commerçants avaient baissé leurs rideaux en signe de deuil. Imputant

cet assassinat à la Contre-guerrilla (équivalent turc du *Glaudio* italien) les manifestants en colère ont pendant six heures exprimé leur rejet du colonialisme turc et revendiqué les droits et la liberté du peuple kurde. La police est alors massivement intervenue tirant à balles réelles sur des civils désarmés, au premier rang desquels les parlementaires de la région. Bilan : au moins 5 morts et 107 blessés dont 38 par balles. Plusieurs députés kurdes du HEP (Ahmet Türk, Adnan Ekmen, Ibrahim Aksoy, Salih Sümer) blessés ont dû être hospitalisés. La police a en outre procédé à 353 arrestations.

Cette nouvelle tuerie, s'ajoutant à une série

d'exécutions extra-judiciaires, aux exactions quotidiennes de l'armée et de la police, à la torture pratiquée d'une manière routinière, au quadrillage militaro-policier du Kurdistan, accentuent l'exaspération de la population kurde dont de larges secteurs se radicalisent. Une radicalisation qui touche aussi les communautés kurdes d'Anatolie. Faute d'avoir le courage de prendre à bras-le-corps le problème kurde et de lui apporter une solution démocratique et civilisée, la Turquie s'engage mois après mois dans un processus de confrontation qui pourrait bien se transformer à terme en un conflit armé ouvert et généralisé à l'échelle de tout le pays.

REVUE DE PRESSE

Juillet 1991

BAGDAD ENFONCE UN COIN DANS LE FRONT DU KURDISTAN : Les deux principales composantes du mouvement kurde se sont divisées, ce week-end, sur le projet d'accord sur le Kurdistan. Si le PDK de Barzani se déclare prêt à le signer, l'UPK de Talabani le rejette. (*Libération*, 1er juillet 1991), p. 1.

LE JEU DANGEREUX DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, July 1, 1991), p.2.

LE CONCERT DE ROCK LONDONNIEN POUR LES KURDES A RECUEILLI PRES DE 600 MILLIONS DE FRANCS. (*Le Soir*, 20 juin 1991), p. 2.

FAISONS SAVOIR AU LEADER IRAKIEN QUE DES BOMBES A NOUVEAU PEUVENT TOMBER. (*International Herald Tribune*, July 1, 1991), p.3.

ANNE-MARIE LE MELEDER DOUZE JOURS AU KURDISTAN AVEC UNE EQUIPE D'«AIDE MEDICALE INTERNATIONALE». (*Ouest-France*, 1er juillet 1991), p. 4.

LE REJET PAR LES KURDES DE L'ACCORD D'AUTONOMIE SOULEVE DE NOUVELLES CRAINTES SUR LA SECURITE. (*International Herald Tribune*, July 1, 1991), p.3.

QUE SADDAM SENTE LA PEINE. (*International Herald Tribune*, July 2, 1991), p.3.

SITES NUCLÉAIRES IRAKIENS : L'ONU ET BUSH MENACENT BAGDAD. Alors que la confusion règne entre factions kurdes face à Bagdad, le Conseil de sécurité de l'ONU et George Bush durcissent le ton pour que cessent les entraves irakiennes aux missions des experts de l'ONU pour visiter des sites nucléaires. (*Quotidien de Paris*, 1er juillet 1991), p. 6.

LA CONCLUSION D'UN ACCORD SUR L'AUTONOMIE DU KURDISTAN EST RETARDEE. (*Le Monde* 1er juillet 1991), p. 6.

IRAK : LES INCIDENTS AUTOUR DES SITES NUCLEAIRES ET LES NEGOCIATIONS SUR L'AUTONOMIE. Washington menace à nouveau Bagdad. Divergences au sein du mouvement kurde. (*Le Monde*, 2 juillet 1991), p. 7.

MEDECINS MILITAIRES FRANÇAIS AU KURDISTAN : 11.000 CONSULTATIONS. (*Quotidien de Médecin*, 2 juillet 1991), p. 7.

LES ALLIES VEULENT UNE BASE EN TURQUIE. La Force d'intervention rapide, actuellement basée dans le nord de l'Irak pour veiller à la sécurité des Kurdes, pourrait bientôt se déplacer de l'autre côté de la frontière. (*Libération*, 2 juillet 1991), p. 8.

IRAK : LE BLUFF DE SADDAM. Une fois de plus, il tente de jour au plus fin. Raté... (*L'Express*, 4 juillet 1991), p. 8.

LES KURDES FONT PRESSION POUR LA DEMOCRATIE EN IRAK. (*The Financial Times*, July 4, 1991), p.9.

PRES DE 7.000 REFUGIES KURDES AURAIENT PERI COTE TURC AVANT L'ARRIVEE DES SECOURS. (*Le Soir*, 6 juillet 1991), p. 9.

UN SENTIMENT CROISSANT QUE SADDAM DOIT S'EN ALLER. L'IRAK AURAIT PENDU 18 OFFICIERS COMME COMPLOTEURS. (*International Herald Tribune*, July 5, 1991), p.9.

POUR LA PREMIERE FOIS : RENCONTRE ENTRE LES CHEFS DE L'OPPOSITION KURDE ET L'ETAT-MAJOR DES ALLIES (*Le Monde*, 6 juillet 1991), p. 10.

DE RETOUR DU KURDISTAN : Un premier détachement de neuf hommes est arrivé hier après-midi du Kurdistan au quartier de Rose. Retrouvailles. Emotion. (*Sud-Ouest*, 6 juillet 1991), p.10.

SADDAM LE PARRAIN. (*International Herald Tribune*, July 8, 1991), p.11.

IRAK : RUMEURS DE PUTSCHS MANQUES. Après l'échec de trois coups d'Etat, dix-huit généraux et officiers supérieurs auraient été pendus en juin. (*Libération*, 8 juillet 1991), p.12.

PRES DE 7.000 KURDES ONT PERI DANS LEUR EXODE VERS LA TURQUIE. (*Le Monde*, 8 juillet 1991), p.12.

KURDISTAN : LA COLLABORATION CALCULEE DES PESHMERGAS. Les combattants kurdes favorisent un retour progressif et contrôlé de l'administration centrale irakienne au Kurdistan d'Irak. (*Le Quotidien de Paris*, 10 juillet 1991), p.12.

ONU : LE TEST DE LA DERNIERE CHANCE. Selon la mission de l'ONU, dix-huit généraux irakiens ont été pendus en juin. L'option militaire brandie par George Bush reste ouverte. (*Le Figaro*, 8 juillet 1991), p.13.

KURDISTAN : DROITS D'UNE MINORITE. (*Le Courrier*, 11 juillet 1991), p.13.

DES KURDES MASSACRES : Dans le sud-est anatolien à majorité kurde et sous l'état d'urgence, des obsèques ont tourné à la démonstration contre la police. Et au drame. (*24 Heures*, 11 juillet 1991), p.14.

LES ETATS-UNIS VOIENT LE BON, LE MAUVAIS ET LE LAID DANS LES RELATIONS NUCLEAIRES DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, July 11, 1991), p.14.

TURQUIE : ASSASSINAT D'UN MILITANT DES DROITS DE L'HOMME. LORS DES OBSEQUES LA POLICE TIRE ET TUE TROIS PERSONNES. ATTAQUE CONTRE L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME. (*Helsinki Watch*, July 11, 1991), p.15.

LES TROUPES AMERICAINES DOIVENT AIDER A LA PROTECTION DES KURDES IRAKIENS. Une force multinationale est prévue comme un avertissement à Saddam. (*International Herald Tribune*, July 12, 1991), p.17.

REDEPLOIEMENT DU CONTINGENT FRANÇAIS EN IRAK ET MISE EN GARDE A BAGDAD. (A.F.P., 12 juillet 1991), p. 17.

LA SITUATION EN IRAK : Un bouclier américain pour les Kurdes. Washington devrait annoncer aujourd'hui l'envoi d'une Force d'intervention rapide basée en Turquie et destinée à prévenir toute agression irakienne contre les Kurdes. (*Le Quotidien de Paris*, 12 juillet 1991), p. 18.

RETRAIT DES FORCES ALLIEES EN IRAK, MAIS MAINTIEN D'UNE FORCE DE DISSUASION EN TURQUIE. (A.F.P., 12 juillet 1991), p. 19-20.

TURQUIE : Situation tendue au Kurdistan. (*Le Monde*, 13 juillet 1991), p. 21.

GEORGE BUSH TROUVE DES ALLIES CONTRE BAGDAD. Paris et Londres menacent à leur tour. (*Ouest-France*, 13 juillet 1991), p. 21.

LES KURDES S'EN PRENNENT A L'AMBASSADE TURQUE. (*International Herald Tribune*, July 13, 1991), p. 21.

REDEPLOIEMENT DES TROUPES ALLIEES A LA FRONTIERE TURCO-IRAKIENNE. Création d'une force de dissuasion. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 13 juillet 1991), p. 22.

BUSH MENACE ET LES ALLIES SE REPLACENT : Alors que Washington, Paris et Londres annoncent leur retrait du nord de l'Irak et leur redéploiement en Turquie, le Président américain a à nouveau évoqué une reprise des bombardements si Bagdad continuait à dissimuler ses installations nucléaires. (*Libération*, 13 juillet 1991), p. 23.

LA NOUVELLE DONNE DU KURDISTAN. Alors que commence le retrait des troupes occidentales du nord de l'Irak, la résistance kurde hésite à conclure un accord avec Bagdad. (*La Croix*, 13 juillet 1991), p. 24.

NEGOCIATIONS A BAGDAD. Les Kurdes Barzani et Talabani reprennent leurs négociations avec Saddam Hussein. Il s'agit de définir les contours du

futur Kurdistan irakien. Et les limites de la souveraineté. Espoirs permis. KURDES TURCS EN COLERE. (24 Heures, 13-14 juillet 1991), p. 25.

L'EMISSAIRE DES NATIONS-UNIES CHERCHE A ASSOUPHIR L'EMBARGO POUR AIDER L'IRAK. Il y a un besoin désespéré de nourriture et de médicaments soutient Sadruddin. Bush approuve les 20 cibles éventuelles en Irak. (*International Herald Tribune*, July 13-14, 1991), p. 26.

MENAÇANT DE BOMBARDER LES INSTALLATIONS NUCLEAIRES EN IRAK, LES ETATS-UNIS METTENT EN PLACE UNE FORCE ALLIÉE «DE DÉPLOIEMENT RAPIDE» EN TURQUIE. (*Le Monde*, 14 juillet 1991), p. 27.

L'AIDE AUX REFUGIES KURDES. La Croix-Rouge française fait le point. (*L'Eveil de Haute Loire*, 14 juillet 1991), p. 27.

JETS DE PIERRES, COUPS DE FEU. A Berne et à Zurich, la police est intervenue contre deux fois cinquante Kurdes. Des arrestations et des nombreux dégâts. (24 Heures, 15 juillet 1991), p. 28.

TURQUIE : LE RAS-LE-BOL DES KURDES D'ANATOLIE. Après l'assassinat d'un de leurs leaders et la répression lors de ses obsèques, les Kurdes intensifient les attaques contre les villages jugés progouvernementaux. (*Libération*, 15 juillet 1991), p. 28.

BUSH ET MITTERRAND DONNENT A SADDAM UN AVERTISSEMENT. ILS MENACENT D'ENTREPRENDRE UNE ACTION MILITAIRE SI BAGDAD FABRIQUE UNE BOMBE NUCLEAIRE OU REPRIME LES KURDES. (*International Herald Tribune*, July 15, 1991), p. 29.

LES KURDES AUX ALLIES : «NE NOUS QUITTEZ PAS». (*Le Quotidien de Paris*, 15 juillet 1991), p. 29.

DEUX JOURS DE JEÛNE POUR LES KURDES D'ALSACE POUR DENONCER LA «REPRESSION» EN TURQUIE. (A.F.P., 15 juillet 1991), p. 30.

INVITE PAR L'INSTITUT KURDE, LE THEATRE KURDE DE TBILISSI APPLAUDI LORS DE SA TOURNEE EN FRANCE. (*Svobodnaya Grâziya*, 16.07.1991), p. 31.

TURQUIE : LA POLICE TUE DOUZE MILITANTS D'EXTRÊME GAUCHE. (*Le Monde*, 16 juillet 1991), p. 31.

QUI PROTEGERA LES KURDES ? (*Le Monde*, 16 juillet 1991), p. 32.

LA TOURNEE DU THEATRE KURDE DE TBILISSI EN FRANCE. LE SUCCES DE LA PIECE SINDJO DONNE SA FILLE EN MARIAGE. (*Veçerni Tbilisi*, 17.07.1991), p. 33.

UNE QUARANTAINE DE KURDES EXPULSES DE LOCAUX D'UNE BANQUE TURQUE A PARIS. (A.F.P., 16 juillet 1991), p. 33.

L'ARMEE TURQUE ASSASSINE AU KURDISTAN DE TURQUIE. (*Rouge*, 18 juillet 1991), p. 34. PLUSIEURS ONG FRANÇAISES SE DISENT «DESTABILISEES» DANS LEUR TRAVAIL AU KURDISTAN IRAKIEN. (A.F.P., 18 juillet 1991), p. 34.

SADDAM ATTAQUE LES KURDES: MISE EN GARDE DES ETATS-UNIS. VICTIMES EN IRAK DEPUIS DIX ANS: BUSH PREPARE L'OFFENSIVE. BAGDAD RECONNAIT DETENIR «LE SUPER-CANON» (*La Repubblica*, 20 luglio 1991), p. 35.

LA TENSION MONTE DANS LE GOLFE, L'ONU REVELE QUE LE REGIME DE BAGDAD CONTINUE A CACHER LA TECHNOLOGIE ET LE MATERIEL ATOMIQUES. MISE EN GARDE AMERICAINNE (*La Stampa*, 20.07.1991), p. 37.

SANGLANT ACCROCHAGE EN IRAK ENTRE L'ARMEE ET LES REBELLES. UN NOUVEAU MASSACRE DES KURDES ENTREPRIS PAR LES TROUPES DE SADDAM. UNE DEMONSTRATION PACIFIQUE DEBOUCHE SUR UN BAIN DE SANG, DE 100 A 500 MORTS (*Il Giornale*, 20 luglio 1991), p. 38.

L'ONU DECIDERA LUNDI SI SADDAM PEUT VENDRE DU PETROLE. L'ONU PRESENTE L'ADDITION A L'IRAK (*Il Manifesto*, 20 luglio 1991), p. 39.

PRET A ATTAQUER SADDAM EN SIX HEURES (*L'Unita*, 20 luglio 1991), p. 40.

KURDISTAN : AFFRONTLEMENTS ET ACCUSATIONS. Le sang coule à nouveau au Kurdistan irakien, pour la première fois depuis l'écrasement en mars dernier par Bagdad de la rébellion kurde qui avait suivi la guerre du Golfe. (*Tribune Le Progrès*, 20 juillet 1991), p. 41.

NOUVEAUX COMBATS AU KURDISTAN : De 100 à 500 victimes selon les sources. L'incertitude règne quant aux responsables et aux motifs de ces affrontements entre soldats irakiens et forces kurdes. (*Tribune le Progrès*, 20 juillet 1991), p. 42.

L'ONU ET LES ETATS-UNIS DOUTENT DE LA

BONNE FOI DE L'IRAK. Alors que Bagdad affirme avoir déclaré tous ses équipements nucléaires. (*Le Monde*, 20 juillet 1991), p. 43.

TORTURE EN TURQUIE. (*The New York Times*, July 20, 1991), p. 43.

KURDISTAN IRAKIEN : LA MECHE RALLUMEE. PREMIERS TROUBLES SANGLANTS DEPUIS LA RÉVOLTE DE MARS. VIOLENTS TROUBLES AU KURDISTAN D'IRAK : 500 morts et blessés selon l'ONU. (*Télégramme de Brest*, 20 juillet 1991), p. 44.

LES TROUPES IRAKIENNES SE SONT AFFRONTÉ AVEC DES KURDES APRES LE RETRAIT DES ALLIÉS. L'ONU ÉVALUE À 500 LE NOMBRE DE VICTIMES DANS DEUX INCIDENTS CETTE SEMAINE DANS LE NORD... LA TURQUIE DOIT FAIRE MIEUX. (*International Herald Tribune*, July 20-21, 1991), p. 45.

INCIDENTS AVEC LES KURDES ET DOUTES NUCLEAIRES. Tout est en place pour justifier, le moment venu, une intervention militaire américaine. (*Le Figaro*, 20 juillet 1991), p. 46.

LES KURDES DE NOUVEAU SOUS LE FEU. Cinq cents Kurdes ont été tués ou blessés dans de violents combats les opposant à l'armée irakienne au nord-est de l'Irak. Mais les Américains et le principal dirigeant kurde restaient, hier, réservés sur ces incidents, se refusant à impliquer directement Saddam Hussein. (*Le Quotidien de Paris*, 20-21 juillet 1991), p. 47.

BUSH : PAS D'INTERVENTION PROCHAINE AU KURDISTAN. A Ankara, le président américain a fait baisser la tension. Mais la nervosité n'a pas disparu. (*Le Figaro*, 22 juillet 1991), p. 48.

DES COMBATS IRAKO-KURDES MENACENT LE CESSEZ-LE-FEU. Selon l'ONU, cinq cents personnes auraient été tuées ou blessées dans les affrontements qui ont opposé, mercredi et jeudi, peshmergas et soldats irakiens. Action délibérée de Bagdad ou provocation kurde, ou même iranienne, ces événements compromettent l'accord irako-kurde qui était presque signé. (*Libération*, 20 juillet 1991), p. 49.

ENCORE DES VICTIMES AU KURDISTAN IRAKIEN (*Il Manifesto*, 21 luglio 1991), p. 50.

20.000 KURDES SUR LE CHEMIN DE L'EXODE : GEORGE BUSH S'INQUIÈTE. (*Le Journal du Dimanche*, 21 juillet 1991), p. 51.

LES KURDES FUIENT LE CAMP DE BATAILLE DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, July 22, 1991), p. 51.

MISSION EN PAYS KURDE : «VOUS ÊTES AU KURDISTAN LIBÉRÉ, WELCOME!». (*L'Indépendant*, 22 juillet 1991), p. 52.

L'IRAK ACCUSE L'IRAN D'AVOIR SUSCITÉ LES COMBATS AU NORD DU KURDISTAN. Alors que les Occidentaux lancent un appel au calme. (*Le Monde*, 22 juillet 1991), p. 53.

BAGDAD EMPECHE LA RELEVÉ DES ÉQUIPES DE MÉDECINS DU MONDE AU KURDISTAN IRAKIEN. (A.F.P., 22 juillet 1991), p. 54.

LA SITUATION EN IRAK ET LES DÉCLARATIONS DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN EN TURQUIE. M. Bush écarte une intervention immédiate de la force alliée contre Bagdad. Étrange cohabitation à Souleymanieh : Dans l'agglomération entourée par l'armée, la police irakienne patrouille aux côtés des combattants kurdes. (*Le Monde*, 23 juillet 1991), p. 55.

L'ARMÉE IRAKIENNE SEMBLE CEDER LA VILLE DE SOULAIMAINIYA AUX KURDES. (*International Herald Tribune*, July 23, 1991), p. 57.

LES KURDES ET L'ARMÉE IRAKIENNE (*The Financial Times*, July 23, 1991), p. 58.

BUSH DONNE DES SIGNAUX D'ASSOUPPLISSEMENT DANS LES RÉACTIONS CONTRE L'IRAK. LE CHANGEMENT VISE À PERMETTRE À BAGDAD D'ACHETER DE LA NOURRITURE ET DES MÉDICAMENTS. (*International Herald Tribune*, July 23, 1991), p. 58.

LES DERNIERS HELICOPTÈRES ENGAGÉS AU KURDISTAN DE RETOUR EN FRANCE. (A.F.P., 24 juillet 1991), p. 59.

L'IRAK AURAIT LIBÉRÉ 3000 OPPOSANTS. L'amnistie, condition à un accord avec les Kurdes, aurait notamment concerné la famille martyre des el-Hakim. (*Libération*, 25 juillet 1991), p. 59.

ARCHITECTES ET INGÉNIEURS DU MONDE RECONSTRUIT AU KURDISTAN IRAKIEN. (*Lyon Libération*, 26 juillet 1991), p. 59.

PRES D'IRAK, UNE FORCE DURE AVEC UN NOM DOUX. Le nom de code «Marteau suspendu» a semblé trop belliqueux pour une opération de protection. L'or de Bagdad prend de l'éclat comme le dinar plonge. (*International Herald Tribune*, July 26, 1991), p. 60.

AVIGNON : LES OISEAUX RARES DU KURDISTAN. Le mardi et le jeudi à Sanandaj, au cœur du Kurdistan sunnite, c'est jour de zekr. Un

chant rythmé par de grands tambourins et des exhortations obsédantes du nom de Dieu. Entre temps, on peut, pour retourner sur terre, fumer les meilleurs narguilés de toute la Perse. Abas KamaL Ndi, lui, préserve en cassette, ou en farsi sur IBM, la culture kurde. (*Libération*, 29 juillet 1991), p. 61.

LES QUARANTE-DEUX NUITS QUI ONT CASSE L'IRAK. Un bilan mystérieux. (*Le Figaro*, 30 juillet 1991), p. 62.

SELON LE JOURNAL BRITANNIQUE «THE INDEPENDENT», LONDRES A VENDU DES MATIERES NUCLEAIRES A L'IRAK. (*Le Monde*, 28 juillet 1991), p. 63.

M. TALABANI DEMANDE L'AIDE DE LA FRANCE POUR QUELQUES 600.000 KURDES IRAKIENS TOUJOURS DEPLACES. (A.F.P., 31 juillet 1991), p. 64.

ENTRETIEN MERCREDI A PARIS DE MM. DUMAS ET TALABANI. Le président de l'Union Patriotique du Kurdistan irakien, M. Jalal Talabani, sera reçu mercredi en fin de matinée à Paris, par le ministre des Affaires étrangères M. Roland Dumas, a annoncé mardi le ministère des Affaires étrangères. (A.F.P., 30 juillet 1991), p. 64.

LA FRANCE ESTIME QUE «LE DRAME DU PEUPLE KURDE N'EST PAS TERMINE». «Un effort reste à faire» de la part de la CEE pour aider plusieurs centaines de milliers de Kurdes irakiens réfugiés en Iran à regagner leur pays, ont indiqué mercredi devant le Conseil des ministres le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner et le secrétaire d'Etat à la Défense Jacques Mellick. (A.F.P., 31 juillet 1991), p. 65.

DES CHIITES ECRASES DES KURDES QUI NEGOCIENT. (*Le Monde*, 31 juillet 1991), p. 66.

LES KURDES : Une nation sans frontières. (*La Revue des Caisses d'Epargne*, Juin/Juillet 1991), p. 68.

LES COMBATS REPRENENT ENTRE LES KURDES ET LES SOLDATS IRAKIENS. RAPPORTS CONTRADICTOIRES SUR LES PERTES. (*Gazette Telegraph*, July 20, 1991), p. 70.

DES AFFRONTEMENTS AURAIENT FAIT 500 VICTIMES. KURDISTAN : LE RETOUR DE LA VIOLENCE. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 20 juillet 1991), p. 71.

TROUBLES SANGLANTS AU KURDISTAN : Plusieurs centaines de morts dans des combats entre l'armée irakienne et des insurgés kurdes, jeudi dans le nord du pays. (*Nord Matin*, 20 juillet 1991), p. 72.

PAS D'INTERVENTION AMERICAINE AU KURDISTAN. (*Nord Eclair*, 21 juillet 1991), p. 72.

KURDISTAN : L'OCCIDENT S'INQUIETE. Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont appelé vendredi toutes les parties au nord de l'Irak à faire preuve d'un maximum de retenue après les derniers incidents dans la région, a indiqué le représentant britannique à l'ONU, Sir David Hannay. (*Liberté de l'Est*, 21 juillet 1991), p. 73.

APRES LA NOUVELLE FLAMBEE DE COMBATS EN IRAK. 20.000 Kurdes sur les routes. (*L'Alsace*, 21 juillet 1991), p. 73.

KURDISTAN : LES PESHMERGAS ONT REMPLACE LES IRAKIENS. (*Le Quotidien de la Réunion*, 23 juillet 1991), p. 74.

DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE : EFFETS DE LA NOUVELLE LOI. (*Le Courrier*, 31 juillet 1991), p. 75.

Août 1991

IRAK : LES DISCUSSIONS A L'ONU SUR UNE LEVEE PARTIELLE DES SANCTIONS. Londres et Washington sont réservés sur le projet français d'aide humanitaire. (*Le Monde*, 1er août 1991), p. 75.

IRAK : PARIS VEUX RELANCER L'ASSISTANCE AUX KURDES : Le premier bilan des opérations humanitaires de la CEE et de l'ONU montre l'ampleur des besoins qui restent à satisfaire. Et la France n'abandonne pas son idée d'un droit d'ingérence humanitaire. (*Le Quotidien de Paris*, 1er août 1991), p. 76.

UNE COMMUNICATION DE MM. KOUCHNER ET MELICK AU CONSEIL DES MINISTRES. La France souhaite une action humanitaire en faveur des Kurdes réfugiés en Iran. (*Le Monde*, 2 août 1991), p. 76.

JALAL TALABANI AU «FIGARO» : «SADDAM VEUT UN ACCORD AVEC LES KURDES». Mais le leader de l'UPK, admet l'âpreté de la négociation. (*Le Figaro*, 2 août 1991), p. 77.

SOUTENU PAR LE SENAT, BUSH AVERTIT L'IRAK. (*International Herald Tribune*, August 3-4, 1991), p. 77.

GUERRE DU GOLFE : LES RESULTATS NE SONT PAS TOUS LA, MAIS L'ISSUE PARAIT SOMBRE. (*International Herald Tribune*, August 3, 1991), p. 78.

UNE GUERRE ARRETEE A JUSTE TITRE. (*International Herald Tribune*, August 3, 1991), p. 79.

LES ABUS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (*The Washington Post*, August 4, 1991), p. 79.

KIRKOUK, UNE CARTE VITALE POUR BAGDAD. 90% du brut irakien proviendrait actuellement du complexe du Kirkouk. Une bonne raison pour que les Irakiens refusent d'inclure la ville dans la future région autonome kurde. (*Libération*, 6 août 1991), p. 80.

TURQUIE : DIX ALLEMANDS ENLEVÉS. Selon les autorités turques, des séparatistes kurdes pourraient être à l'origine du kidnapping. (*Libération*, 5 août 1991), p. 80.

LA TURQUIE VEUT POURSUIVRE LES REBELLES KURDES. (*International Herald Tribune*, August 7, 1991), p. 81.

ANDREOTTI REÇOIT TALABANI. (*Il Manifesto*, 6 agosto 1991), p. 1991), p. 81.

LES KURDES TIENNENT LES ALLEMANDS. Une organisation kurde de Turquie proche du PKK a revendiqué, hier à Bonn, l'enlèvement des dix touristes. (*Libération*, 7 août 1991), p. 81.

LES KURDES : ET MAINTENANT LES TURCS ! L'armée turque relance l'offensive contre les rebelles kurdes... en territoire irakien. (*Lyon Matin*, 7 août 1991), p. 82.

ATTAQUE TURQUE CONTRE DES KURDES EN IRAK. Un prétexte pour Ankara. (*Liberté*, 7 août 1991), p. 82.

L'ARMÉE TURQUE RELANCE L'OFFENSIVE SUR LES KURDES. Blindés et avions de combat ont franchi la frontière sans encombre. (*Dauphiné Libéré*, 7 août 1991), p. 83.

OPERATION TURQUE EN IRAK CONTRE LES KURDES. L'opération de l'armée turque contre des «terroristes séparatistes» kurdes dans le nord de l'Irak, rapportée hier par la presse turque, relance l'offensive menée depuis 1984 contre les rebelles indépendantistes kurdes de Turquie installés dans le Kurdistan irakien. (*Le Var Matin*, 7 août 1991), p. 83.

RAID TURC EN TERRITOIRE IRAKIEN. LES FORCES D'ANKARA BOMBARDENT LES REBELLES DU PKK. «UNE OFFENSIVE POUR LA PACIFICATION DES CONFINS». (*Corriere della Sera*, 7 agosto 1991), p. 84.

RELANCE DE L'OFFENSIVE CONTRE LES REBELLES KURDES. (*Journal Ile de la Réunion*, 7 août 1991), p. 85.

KURDISTAN IRAKIEN : INTENSES PILLONNAGES TURCS. 92 sorties de l'aviation contre des positions de rebelles en Irak du Nord. (*Lyon Matin*, 8 août 1991), p. 85.

L'EXODE DES CHRÉTIENS BRIMÉS A BAGDAD. Rêvant d'Occident, des dizaines de milliers de chrétiens assyriens fuient l'Irak. La guerre a porté un rude coup au statut relativement privilégié que leur accordait le régime de Saddam. (*Libération*, 7 août 1991), p. 86.

LES FORCES D'ANKARA ATTAQUENT LES SEPARATISTES KURDES JOIGNENT L'ASSAULT CONTRE DES ABRIS PROCHES DES FRONTIÈRES. (*International Herald Tribune*, August 8, 1991), p. 87.

LA TURQUIE OCCUPE UNE PARTIE DU KURDISTAN IRAKIEN. Violation du droit international. (*L'Humanité*, 8 août 1991), p. 87.

UNE «ZONE-TAMPON» TURQUE. Nouvelle étape dans la lutte contre les séparatistes kurdes. (*Dauphiné Libéré*, 8 août 1991), p. 88.

L'IRAK : L'OFFENSIVE TURQUE CONTRE LA GUERRILLA KURDE. (*La Voix du Nord*, 8 août 1991), p. 88.

KURDES DE TURQUIE. La persécution continue. Quatre conseillers nationaux reviennent choqués d'un voyage privé au sud-est de la Turquie. (*L'Hebdo*, 8 août 1991), p. 89.

A SAVOIR : LA TURQUIE RECONNAÎT LE RAID ANTI-KURDE EN IRAK. (*Charante Libre*, 8 août 1991), p. 89.

KURDISTAN: TROIS ANS DE «FRONT» (*Il Manifesto*, 8 août 1991), p. 90.

TURQUIE : OPERATION MILITAIRE EN TERRITOIRE IRAKIEN. (*Le Figaro*, 8 août 1991), p. 90.

LES TROIS ANNEES DU FRONT DU KURDISTAN IRAKIEN LA TURQUIE BOMBARDE POUR LE QUATRIÈME JOUR LES KURDES. LE SILENCE INTERNATIONAL. (*Il Manifesto*, 9 agosto 1991), p. 91.

EN TURQUIE, CE BARRAGE QUI COMMANDE TOUT. En maîtrisant le Tigre et l'Euphrate, le pays de Turgut Özal fait coup double. Il augmente sa production d'électricité, irrigue des terres jusqu'ici incultes. Et s'assure une position de fournisseur du monde arabe. Un pipeline aquatique ? L'idée est lancée. (*L'Express*, 8 août 1991), p. 92.

L'AUTRE QUESTION KURDE. L'opération menée ces derniers jours par l'armée turque contre des «terroristes séparatistes» dans le nord de l'Irak rappelle qu'il existe également un «problème kurde» en Turquie. (*Le Monde*, 8 août 1991), p. 94.

ANKARA TRAQUE DES KURDES EN IRAK. Depuis trois jours, l'armée turque poursuit, dans le nord de l'Irak, une vaste opération contre les «terroristes» du Parti des travailleurs du Kurdistan. Après en avoir informé les organisations kurdes irakiennes. (*Libération*, 8 août 1991), p. 95.

LES KURDES ENTRE DEUX FEUX. (*Le Quotidien de Paris*, 8 août 1991), p. 95.

BOMBES SUR LES KURDES. OFFENSIVE MASSIVE DE LA TURQUIE EN IRAK. UNE INTERVIEW DE TALABANI. TENSION AUX CONFINS DE LA TURQUIE ET DE L'IRAK ANKARA DECIDE DE CREER UNE ZONE-TAMPON CONTRE LES INFILTRATIONS DES GUERRILLEROS KURDES. (*Avanti*, 8 agosto 1991), p. 94.

L'ATTAQUE D'ANKARA. LA TURQUIE VEUT CREER UNE ZONE-TAMPON EN TERRITOIRE IRAKIEN. AU TERME DE SON VOYAGE EN ITALIE TALABANI ANNONCE «UNE LIBERATION RAPIDE DES OTAGES ALLEMANDS». (*Il Manifesto*, 8 agosto 1991), p. 96.

L'ATTAQUE D'ANKARA: LA TURQUIE VOUDRAIT CREER UNE ZONE TAMPON DANS LE TERRITOIRE IRAKIEN. TALABANI ANNONCE A LA FIN DE SON VOYAGE EN ITALIE, «LES OTAGES ALLEMANDS SERONT BIENTOT LIBERES. LE PACTE SECRET AVEC SADDAM HUSSEIN (*Avanti*, 8 agosto 1991), p. 97, 98 et 99

L'OFFENSIVE TURQUE CONTRE LES PESHMERGAS KURDES. ANKARA DECIDE DE CREER UNE «ZONE TAMPON» DANS LE NORD DE L'IRAK. LES NEGOCIATIONS ENTRE LES KURDES ET LES AUTORITES DE BAGDAD «NE PEUVENT QUE RENFORCER LA POSITION DE SADDAM» nous déclare un dirigeant de l'opposition communiste. (*Le Monde*, 9 août 1991), p. 99.

LES KURDES PROMETTENT DE RELACHER LES TOURISTES. (*The European*, August 9, 1991), p. 100.

LA TURQUIE DECLARE QUE SON OBJECTIF EN IRAK DU NORD EST D'ETABLIR UNE «ZONE-TAMPON». (*International Herald Tribune*, August 9, 1991), p. 100.

L'ONU VA AUTORISER L'IRAK A VENDRE DU PETROLE POUR ACHETER DE LA NOURRITURE

ET DES MEDICAMENTS. (*International Herald Tribune*, August 9, 1991), p. 101.

L'ARMEE TURQUE S'INSTALLE EN IRAK. Ankara a lancé une offensive aérienne et terrestre contre les bases irakiennes du PKK, mouvement de guérilla kurde opérant en Turquie. Les Occidentaux observent. (*La Croix*, 9 août 1991), p. 101.

TURQUIE : LA MANIERE FORTE CONTRE LES KURDES. Ankara poursuit son offensive militaire. (*La Croix*, 10 août 1991), p. 102.

TURQUIE, LA 20e CONFERENCE ISLAMIQUE. LE PROBLEME KURDE OCCULTE. (*Ouest-France*, 10 août 1991), p. 103.

L'INCURSION CONTRE LES REBELLES KURDES EN IRAK EST TERMINEE AFFIRME LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, August 7, 1991), p. 104.

POURSUITE DES RAIDS TURCS EN IRAK. (*L'Humanité*, 9 août 1991), p. 104.

TURQUIE : POURSUITE DES OPERATION MILITAIRES CONTRE LES MAQUISARDS KURDES EN IRAK. (*Le Monde*, 10 août 1991), p. 104.

MANIFESTATION DE KURDES A PARIS. Mille cinq cent Kurdes environ, -originaires pour la plupart du Kurdistan de Turquie- se sont rassemblés samedi devant le consulat général de Turquie à Paris pour protester contre les opérations militaires de la Turquie contre les populations kurdes de Turquie et d'Irak, ont annoncé les organisateurs. (*A.F.P.*, 10 août 1991), p. 105.

MANIFESTATIONS KURDES EN EUROPE. Les militants kurdes protestent contre les opérations militaires turques au Kurdistan irakien. (*Libération*, 10 août 1991), p. 105.

LES KURDES ONT RELÂCHÉ LEURS OTAGES. (*Le Quotidien de Paris*, 10 août 1991), p. 105.

IMMIGRATION : LE «TOPKAPI-VINTIMILLE» DES CLANDESTINS KURDES DEMANTELE PAR LA POLICE. (*Libération*, 10 août 1991), p. 106.

LES KURDES, PEUPLE DE L'AVENIR. (*La Croix*, 10 août 1991), p. 107.

L'OFFENSIVE TURQUE AU KURDISTAN IRAKIEN. Bonn et Moscou dénoncent la «violation de la loi internationale» par l'armée d'Ankara. (*Le Monde*, 11-12 août 1991), p. 108.

TURQUIE : RAIDS SUR LE KURDISTAN. (*Le Var Matin*, 9 août 1991), p. 108.

- TURQUIE : LA CHASSE AUX «BANDITS DES MONTAGNES» LE DESARROI DES KURDES. (Ouest-France, 13 août 1991), p. 108.
- LA TURQUIE CONCLUT UN ACCORD AVEC LES KURDES IRAKIENS SUR LA SECURITE FRONTALIERE. (The Christian Science Monitor, August 13, 1991), p. 109.
- LES KURDES PEUVENT JOUER UN ROLE-CLEF DANS LA CONSTRUCTION DU FUTUR L'IRAK. LES EXTREMISTES KURDES ENTRAINES A LA GUERRILA AU LIBAN. LEUR CHEF MEPRISE LES NEGOCIATIONS, SE DIT EN FAVEUR DES RAIDS ARMES ET DES «LEÇONS POLITIQUES». L'IRAK ACCUSE LES ETATS-UNIS DE DOUBLE STANDARD AU SUJET DES KURDES. (The Christian Science Monitor, August 13, 1991), p. 111.
- L'INCURSION TURQUE AU KURDISTAN IRAKIEN. Ankara n'a toujours pas annoncé la date du retrait de ses troupes. (Le Monde, 13 août 1991), p. 112.
- PRES D'UN MILLIER DE MANIFESTANTS A PARIS A L'APPEL DU COMITE DU KURDISTAN. (A.F.P., 15 août 1991), p. 112.
- LES PESHMERGAS APPUIENT LA TURQUIE CONTRE LE PKK. (El Mundo, 15 de Agosto de 1991), p. 114.
- TURQUIE : TERREUR CONTRE LES KURDES. (Témoignage Chrétien, 17 août 1991), p. 115.
- KURDES : BAGDAD CLAIRONNE UN ACCORD FLOU. (Le Quotidien de Paris, 17 août 1991), p. 116.
- UNE FAMILLE DE QUINZE KURDES, DONT DOUZE ENFANTS, DEVRA QUITTER LA FRANCE. (A.F.P., 22 août 1991), p. 116.
- POUR UNE FAMILLE KURDE D'IRAK LE CAUCHEMAR A PRIS FIN A PLOUFRAGAN. (Télégramme de Brest, 24 août 1991), p. 117.
- LA GUERRE TURQUE CONTRE LES KURDES SOUS LES YEUX DES OCCIDENTAUX (Il Manifesto, 28 agosto 1991), p. 118.
- NOUVELLE NEGOCIATION IRAKO-KURDE. Les représentants du Front du Kurdistan et de Bagdad auraient repris leurs discussions samedi. (Libération, 26 août 1991), p. 118.
- TRAGEDIE KURDE, GUERRE DU GOLFE ET AIDE INTERNATIONALE. (Hommes & Libertés, Juillet-Août 1991), p. 119.

IRAK

Libération 1^{er} juillet 1991

Bagdad enfonce un coin dans le Front du Kurdistan

Les deux principales composantes du mouvement kurde se sont divisées, ce week-end, sur le projet d'accord sur le Kurdistan. Si le PDK de Barzani se déclare prêt de le signer, l'UPK de Talabani le rejette.

Les négociations que Saddam Hussein a engagées depuis deux mois et demi avec les Peshmergas, à défaut d'aboutir, lui auront au moins permis de faire apparaître des divergences au sein du Front du Kurdistan. Le projet d'accord, conclu au début du mois à Bagdad, divise les deux principaux mouvements kurdes — l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani). Depuis hier, communiqués et démentis se succèdent autour de ce texte, dont la signature était considérée comme imminente.

Dimanche, un porte-parole de l'UPK, Ahmed Barmarni, annonce à l'AFP que le Front du Kurdistan — qui regroupe les huit principaux partis kurdes — a rejeté les propositions de Bagdad. « Le régime de Saddam Hussein avait posé des conditions inacceptables », explique ce proche de Jalal Talabani, chef de l'UPK et co-président du Front. Les Irakiens demanderaient notamment aux Peshmergas de rendre leurs armes lourdes et de fermer leurs deux stations de radio clandestines. Ces derniers devraient également s'engager à ne plus entretenir de contacts directs avec l'étranger et lutter « contre les ennemis intérieurs et extérieurs ».

« Quelques heures plus tard, dans un communiqué, l'autre chef du Front, Massoud Barzani, dément « catégori-



Peshmergas. Saddam leur demande leurs armes lourdes.

quement toutes les informations selon lesquelles l'accord aurait été rejeté ». Le chef du PDK nie également l'existence de divergences au sein du Front. Il affirme que des « discussions très positives se déroulent pour l'instant » entre les organisations kurdes. « Certes, il existe des points à ajuster et à rajouter. Mais, ajoute-t-il, nous ne sommes pas loin de signer cet accord. » Et de critiquer ceux qui prétendent négocier « à travers les ondes radio ». Une allusion aux informations pessimistes diffusées sur la station de l'UPK. La veille, un représentant à Téhéran du PDK, Bamrani Chowkat, promettait « une bonne nouvelle d'ici deux à trois jours ».

De sources alliées participant à l'opération « Provide Comfort », on confirme pourtant l'échec des pourparlers irako-kurdes. En raison notamment de nouvelles conditions posées par Saddam Hussein et jugées inacceptables par les Peshmergas. « Bagdad veut que les Kurdes attribuent publiquement aux Alliés les actes de vandalisme, les destructions d'écoles et autres méfaits », indique le capitaine britannique, Mike Page, des Royal Marine, citant des chefs rebelles. Les autorités irakiennes auraient durci leur attitude après l'annonce d'un début de retrait allié du Kurdistan.

Les ponts ne sont pas pour autant rompus avec le régime baassiste. Une

délégation devrait se rendre prochainement soit dans la capitale, soit à Erbil, une ville située au nord de l'Irak. Les deux grands leaders peshmergas, Jalal Talabani et Massoud Barzani, chef du PDK, participeraient ensemble à ce dernier tour de table. Jalal Talabani avait dirigé la première phase des travaux, qui s'était achevée sur un « accord de principe » avec Bagdad, tandis que le second avait négocié les détails du projet d'autonomie et de démocratisation de l'Irak.

« Nous (le Front) avons préparé deux textes de contre-propositions et les avons votés à l'unanimité pour les soumettre aux représentants de Bagdad lors des négociations qui doivent reprendre prochainement », poursuit Ahmad Barmarni. Ces deux documents insisteraient à nouveau sur la nécessité de normaliser « la situation dans le nord de l'Irak » et d'adopter « une loi pour une autonomie kurde dans le cadre de la démocratisation en Irak ».

Outre les dernières exigences de Bagdad qui, insiste-t-on au PDK, « ne figurent pas dans le projet d'accord », des points essentiels ont été laissés en suspens par les négociateurs. Les frontières de la future région autonome n'ont pas été fixées. Talabani et Barzani s'opposent aussi sur le statut de Kirkouk. Cette cité pétrolière fait partie intégrante du Kurdistan pour le premier, alors que le second se contenterait d'une administration mixte kurdo-arabe.

Massoud Barzani semble accepter de revoir la copie, mais met en garde contre une attitude intransigeante qui risquerait de relancer la guerre civile. « L'accord doit être signé, après sa révision, insiste-t-il. Car c'est la seule solution pour servir la cause des Kurdes et la paix. » A l'UPK, on réplique que « l'accord sera signé par tout le monde, ou par personne ».

Ch.B. (avec AFP et Reuter)

COMMENTAIRE

MARC KRAVETZ

SADDAM HUSSEIN SURVEILLÉ DE PRES

Mauvais jour pour Saddam Hussein. Après avoir dû, sans joie particulière on imagine, ordonner de laisser opérer la mission de l'ONU chargée d'inspecter les sites nucléaires irakiens, Saddam Hussein voit s'évanouir l'espoir de signer, au moins dans l'immédiat, l'accord avec le Front kurde. D'un côté, il lui faut donc admettre que les clauses

particulièrement draconiennes qui lui furent imposées pour prix de l'arrêt des combats avec les troupes de la coalition ne sont pas négociables, de l'autre, il doit renoncer à la démonstration attendue d'unité nationale dont il espérait sans doute qu'elle élargirait sa marge de manœuvre à l'intérieur comme à l'extérieur.

On a un peu de mal à croire

que les soldats qui ont interdit à Falluja l'accès d'un site nucléaire aux inspecteurs de l'ONU, vendredi dernier, ont agi de leur propre chef comme le laisse entendre ce journal irakien dirigé par le propre fils de Saddam. Mais l'incident ne serait-il qu'un geste d'humeur, la réaction immédiate et menaçante de George Bush a au moins rappelé à Saddam Hussein qu'il ne pouvait pas espérer desserrer l'étau. Il en a du reste clairement pris acte le soir même. Gageons que, dans les jours à venir, la mission onusienne trouvera en effet le

meilleur accueil et toutes les facilités requises pour son travail.

Le volet kurde de l'affaire est un peu plus délicat. Soit, si l'on en croit les déclarations des uns et des autres, les dirigeants kurdes ne sont pas d'accord entre eux sur l'accord négocié à Bagdad. S'agit-il de véritables divergences sur le texte lui-même : la question de Kirkouk — faut-il ou non exiger d'inclure la cité pétrolière dans le Kurdistan autonome ? — et le flou peu artistique des clauses portant sur la démocratisation de l'Irak et la future

Constitution du pays? S'agit-il d'une sorte de distribution des rôles entre les deux principaux chefs kurdes qui se sont relayés lors des discussions de Bagdad? Un peu des deux peut-être mais, quoi qu'il en soit, le véritable obstacle est ailleurs. L'accord irako-kurde ne se résume pas en effet à ces clauses. Pour être crédible, il appelle des garanties. Or, c'est bien

sur ce point que l'affaire semble buter. Les nouvelles exigences de Saddam Hussein vis-à-vis du Front kurde sont d'autant plus inquiétantes qu'elles rappellent les procédés et procédures qui vouèrent l'accord de 1970 à l'échec. Réclamer en effet des

responsables kurdes qu'ils dénoncent la présence des alliés au nord de l'Irak et s'engagent à défendre le régime revient ni plus ni moins à en faire les otages de Bagdad. Jalal Talabani, puis Massoud Barzani, après avoir l'un et l'autre évoqué l'idée de garanties internationales à l'accord éventuel qu'ils allaient négocier à Bagdad y ont vite renoncé. Trop vite? Saddam Hussein, intraitable sur ce point, y a vu une faiblesse de ses interlocuteurs et, comme à l'accoutumée, a cherché à l'exploiter pour un avantage plus grand. Grosse erreur de calcul car, non seulement il permet aux responsables

kurdes de repousser la signature, mais il donne encore plus d'arguments à ceux des Kurdes, les milliers de réfugiés en particulier, qui, accord ou pas, sont viscéralement convaincus qu'il n'y a pas d'avenir pour eux en Irak tant que Saddam sera au pouvoir. Dans l'incident de Falluja comme dans la négociation avec les Kurdes, Saddam Hussein décidément ne surprend pas son monde, tentant à chaque occasion de reprendre ici ce qu'il a perdu ou concédé là. Ainsi a-t-il toujours agi, ainsi persévère-t-il. Et tout aussi évidemment, il semble ignorer les leçons de l'Histoire pourtant plus que rudement

administrées dans un passé très récent. Certes, l'essentiel pour le Président irakien, est d'obtenir le plus vite possible la levée des sanctions qui frappent son pays. Pour ce faire, il n'a d'autre voie que se soumettre aux résolutions de l'ONU. Mais dans le même temps, il semble acharné à vouloir prouver qu'il est, et reste, le maître absolu de l'Irak, garant de son intégrité et de son indépendance, face à l'ennemi américain comme aux dissidents de l'intérieur. Les deux objectifs semblent difficilement compatibles. N'empêche, il persiste. Cette fois, c'est raté. Nul doute qu'il pense déjà à la prochaine.

MONDAY, JULY 1, 1991

Herald Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

Iraq's Dangerous Game

Hide and seek, as Iraq is choosing to play it, is an exceedingly dangerous game. Twice in the past week Iraqi forces have blocked United Nations inspection teams from carrying out searches for nuclear materials. The inspectors are operating under the authority of the UN cease-fire resolution, which the Iraqis accepted. That resolution instructs the inspectors to locate and remove all materials usable in nuclear weapons including, among other things, the highly enriched uranium that Iraq possesses allegedly for research. That is the commitment that the Iraqi Army has now broken.

The allies are continuing the sanctions, with the embargo on oil sales and ban on imports other than food and medicine. But even that squeeze, with its promise of further suffering for Iraq's people, has not deterred the Iraqi government from trying to evade the requirements of the cease-fire. Iraq now announces that Saddam Hussein has instructed his forces to cooperate with the United Nations. But it is performance, not announcements, that counts. Continued evasion of the conditions of the cease-fire, and resistance to them, would justify further resort to military force by the allies.

The purpose of the war in the first place was not merely to push Iraq back out of Kuwait. It was to strip Iraq of the weapons, particularly the illicit weapons of mass de-

struction, that made it a menace to every country within range of its missiles. Until that process of disarmament has been accomplished, the war is not over.

President George Bush is clearly correct when he says that the Iraqis have violated the cease-fire and that the evidence incontrovertibly demonstrates it. When the UN inspectors turned up at an army barracks in Baghdad, they were blocked from entering. Meanwhile they could see large crates being loaded onto trucks that rolled out another gate. The same thing happened at another military installation near Al Falujah. As the inspectors were prevented from entering at one entrance, the Iraqis hastily pushed suspected gear onto trucks and sent it out another. When the inspectors began to film it, the Iraqis fired over their heads and tried to seize the cameras.

Under the cease-fire resolution the inspectors are also to seize and destroy or remove all chemical and biological weapons, as well as the equipment for making them. Similarly, they are to destroy all missiles with ranges over 150 kilometers. So far Iraq has not permitted the inspectors to make much progress. The United Nations still has a job to finish in Iraq. All the world must hope that it can be finished peacefully. But, one way or the other, it has to be finished.

— THE WASHINGTON POST.

LE SOIR 20 JUIN 1991

Le concert de rock londonien pour les Kurdes a recueilli près de 600 millions de francs

Le gigantesque concert de rock qui a eu lieu le 12 mai à Londres et son appel en faveur des Kurdes ont permis de recueillir 57 millions de livres (près de 600 millions de francs).

Selon M. Jeffrey Archer, qui avait lancé l'idée du concert, outre les 10 millions de livres donnés par le gouvernement britannique, 3,8 millions de livres ont été versés en Grande-Bretagne par des sociétés et des personnes privées.

31,4 millions ont été offerts par des gouvernements étrangers, auxquels s'ajoutent 11,7 millions de dons privés étrangers.

Le concert, baptisé "La Simple Vérité" (The Simple Truth), avait réuni une vingtaine de stars du rock qui avaient chanté pendant cinq heures devant quelque 12.000 spectateurs à Wembley Arena (nord-ouest de Londres). Retransmis par la BBC, le concert avait été diffusé dans 38 pays.



Let the Iraqi Leader Know the Bombs Can Fall Again

NEW YORK — Saddam Hussein has committed the one blunder that may unite the United States and the United Nations again behind the renewed use of force against Iraq. He tried to hide machinery to make nuclear weapons and got caught.

If Mr. Hussein does not follow through on his order to grant UN inspection teams instant and full access to all facilities — or if there are any doubts or questions — President George Bush should move swiftly to orchestrate international support for surgical air strikes against suspected nuclear, chemical and biological weapons sites.

Mr. Bush, not a man to bluff, is headed toward that military option. "We've got to bomb Iraqi weapons depots and hideouts sooner or later," said a senior and informed administration official.

It is not nearly enough for the official Iraqi press agency to announce that Mr. Hussein was "shocked" to hear his troops would not let UN inspectors do their job and that he ordered future good behavior. U.S. intelligence has been tracking the convoy for days, ever since Iraqi troops began loading machinery onto the trucks at a suspected nuclear site. Satellites have been following the convoy's every movement as it first traveled 80 miles this way and then many miles in another direction. U.S. intelligence led the UN inspectors to the convoy on Friday.

Now Mr. Hussein knows this convoy cannot hide. But he does not know what else we know. Far more disconcerting, we do not know what else we do not know.

By Leslie H. Gelb

An Iraqi defector recently revealed the location of several nuclear sites previously unknown to Washington. Several chemical and biological plants and storage areas must have similarly escaped U.S. detection and air attack.

The United States and the United Nations went to war in good part to destroy Iraq's growing potential to wage war with these weapons of mass destruction. The allies cannot afford to risk Mr. Hussein's holding on to this capability.

There are two ways to lower this risk: Mr. Hussein's instant and continuing compliance with UN inspection rights, and pinpoint bombing attacks.

Many administration officials, and particularly Pentagon officials, still prefer the peaceful route. They still believe that UN sanctions blocking all nonhumanitarian exports to Iraq will work and lead to Mr. Hussein's downfall.

But increasingly, key administration officials are arguing that full UN sanctions cannot survive tragic reports of widespread pestilence and dying babies. They fear that Mr. Hussein will be able to use this as a wedge to ensure his own survival, as well as the survival of some weapons of mass destruction. They say that the only way to help the Iraqi people and eliminate the nuclear and chemical threats is to drive Mr. Hussein from power. And the only way to do that, they argue, is to start selective bombing.

Their case is persuasive. Renewed limited air strikes in unpopulated areas will rekindle Baghdad's sense of Mr. Hussein's vulnerability and his costs to Iraq's future. That, in turn, could ignite the Iraqi leader's overthrow.

First, however, administration hawks have to contend with the Pentagon's zeal to stay out of Iraqi affairs entirely for fear of being drawn back into large-scale fighting. This zeal to get out quickly whatever horrors happen in Iraq has sent the wrong signal to Mr. Hussein. It suggests to him that he can violate UN cease-fire terms, including inspections, without worrying about the ultimate sanction — renewal of allied air attacks.

The danger of Mr. Hussein miscalculating American will and trying to develop some kind of biological, chemical or nuclear capability has to be considered grave. He would not have taken the chance of trying to save the nuclear weapons-making machinery in that convoy unless there were a real payoff. He did not run such risks for something inconsequential.

Mr. Bush's record once the war stopped has not been impressive. He did not enforce the ban against Iraq's use of helicopters. He allowed Mr. Hussein to slaughter Kurds and Shiites until faced with pictures of deaths linked to his geopolitical indifference.

But Mr. Hussein and his cohorts would do well to recall that, while Mr. Bush can be shortsighted, he has a well-established disposition to follow failure with force.

The New York Times.

Infirmière-anesthésiste à Redon

Anne-Marie Le Meleder douze jours au Kurdistan avec une équipe d'« Aide médicale internationale »

Sa démarche ne répond à aucun intérêt personnel. Au contraire, son expérience lui aura coûté quelques jours de salaire. Pourtant, si elle en parle, c'est pour des questions d'argent: Anne-Marie Le Meleder, infirmière anesthésiste à l'hôpital de Redon vient de rentrer d'une mission de douze jours au Kurdistan avec « Aide médicale internationale », une association de bénévoles qui, pour mener à bien ses opérations humanitaires à travers le monde et notamment auprès des Kurdes, doit faire appel à la générosité publique.

Générosité, esprit de solidarité, mais aussi goût de l'aventure, voilà ce qui a amené Anne-Marie Le Meleder à adhérer à l'association « Aide médicale internationale », il y a déjà six ans.

Contactée une première fois pour une mission de longue durée en Amérique Latine, elle n'avait alors pu répondre à l'appel. Mais quand elle a entendu à la télévision que « Aide médicale internationale » recherchait des volontaires pour aller porter assistance pendant quelques semaines aux Kurdes d'Irak, elle a posé sa candidature. Le 4 mai, on lui téléphonait pour partir la semaine suivante pendant un mois à Ranyah, au nord-est de l'Irak, près de la frontière iranienne.

En se portant candidate, Anne-Marie Le Meleder a aussi fait une demande de disponibilité à l'hôpital, demande accordée tout de suite par la direction et le médecin anesthésiste. C'est ainsi qu'elle a pu rejoindre dans les délais l'équipe avec qui elle allait participer à la réouverture du bloc opératoire de l'hôpital de Ranyah, un chirurgien, un médecin chef de mission, un autre infirmier, et deux personnes chargées de la logistique.

En taxi jusqu'à Bagdad

« Nous sommes partis le 11 mai pour Amman, en Jordanie où nous avons obtenu nos visas irakiens. De là en taxi, nous avons rejoint Bagdad après 14 heures de route. Là, nous avons passé deux jours: c'était la première mission d'« Aide médicale internationale » à passer par la capitale irakienne et il fallait prendre contact avec le « Croissant Rouge », pour nous faire connaître et pour avoir des renseignements sur la mission. Il

fallait aussi obtenir les laissez-passer nécessaires pour se rendre au Kurdistan. Les Irakiens ne s'opposent pas à ce que des équipes médicales aillent là-bas, mais rien qu'au mois de mai, ils ont délivré une soixantaine de visas et ils commencent à tiquer un peu ».

Il faudra encore trois jours aux membres de l'équipe pour atteindre son but, au nord-est du pays, après avoir franchi une série de postes de contrôle de l'armée irakienne puis des Peshmergas, les combattants kurdes.

« On est arrivés sur place le 17 mai, en sachant seulement qu'il y avait des besoins en matière de chirurgie, sans autre précision. Nous avons donc découvert Ranyah, une ville d'environ 8 000 habitants et son hôpital, 150 à 200 lits, un établissement qui fonctionnait avec trois médecins kurdes, mais sans chirurgien ni anesthésiste. Il a fallu commencer par nettoyer le bloc, passer la serpillière, ranger, remettre le matériel en état, réparer les prises électriques. Dès le lendemain, les opérations ont pu débiter ».

Les gamins qui jouent avec les grenades

Des interventions chirurgicales liées en majorité à la guerre: « Beaucoup de plaies provoquées par des grenades ou des mines. Les victimes: des gamins qui jouent avec les engins qu'ils trouvent, et des réfugiés de retour d'Iran. Beaucoup de pansements de brûlures aussi, et des blessures par balles, des accidents dont sont victimes les Kurdes en maniant leur « kalachnikov » ».

Anne-Marie Le Meleder restera douze jours sur place, avec l'équipe de « Aide médicale internationale » et les membres d'autres organisations non gouvernementales (Médecins sans frontières, Médecins du monde).

Douze jours à vivre et travailler dans des conditions difficiles: « On a commencé par dormir par terre, à huit dans une chambre désaffectée de l'hôpital, avant que les Peshmergas ne mettent une maison à notre disposition. Le matin, on commençait à opérer vers 8 h jusqu'à midi, et on reprenait de 16 h jusqu'à la nuit. Avec une pause obligatoire généralement de 12 h 30 à 16 h, en raison des coupures de courant et d'eau qui ont lieu tous les jours dans ce créneau horaire ».

Au total, Anne-Marie Le Meleder aura ainsi participé à 40 interventions sous anesthésie générale



Anne-Marie Le Meleder, de retour d'une mission de 12 jours au Kurdistan

et soigné quelque 75 patients accueillis au bloc opératoire pour refaire leurs pansements. Et ce avec des moyens techniques limités: « On avait emporté un peu de matériel et retapé ce qu'on a trouvé sur place. Rien à voir avec ce dont on dispose en France: il y avait très peu d'oxygène et il fallait donc l'économiser, il n'y avait pas non plus de respirateur ni d'appareils de surveillance cardiaque ».

« Au début, on appréhende, et puis on se dit qu'il ne faut pas trop se poser de questions. Au bout du compte, cela s'est plutôt bien passé. Les Kurdes sont des montagnards qui ont des conditions de vie très rude et qui font preuve d'une résistance très forte. Il y a une seule personne que nous n'avons pu opérer sur place, faute de moyens et qui a dû être évacuée sur un autre hôpital. Pour les autres, il n'y a pas eu de problème, et quand je suis repartie, ils allaient tous bien ».

Former la relève

Quand elle est repartie, après avoir tout juste eu le temps d'apprécier la chaleur de l'accueil des Kurdes, Anne-Marie Le Meleder et les membres de l'équipe dont elle faisait partie ont laissé l'hôpital de Ranyah sans chirurgien, mais seulement pendant quelques jours: « Une nouvelle équipe est arrivée deux jours plus tard qui doit être relayée à son tour ces jours-ci ».

Une assistance par roulement qui est efficace mais qui ne satisfait pas l'infirmière redonnaise ni l'association « Aide médicale internationale ». Parce qu'elle reste difficile à mettre en œuvre, « J'ai pris un congé sans solde pour partir, beaucoup de mes collègues aimeraient en faire autant mais ont des impératifs financiers qui les empêchent: C'est aussi un problème qu'il faudrait peut-être régler ».

Parce qu'elle est coûteuse: envoyer tous les mois cinq personnes au Kurdistan représente une dépense importante, et « Aide médicale internationale » intervient ailleurs dans le monde. Et surtout parce qu'il ne s'agit pas là de une solution durable.

Anne-Marie Le Meleder pourrait repartir au Kurdistan à l'automne prochain. Pour travailler au bloc opératoire de l'hôpital de Ranyah, mais aussi espère-t-elle pour former des Kurdes au métier d'infirmier-anesthésiste: « Il faut absolument trouver des relais sur place et éviter de créer une dépendance ».

Mais la formation aussi coûte cher: l'association manque de moyens pour atteindre l'efficacité souhaitable au Kurdistan. Et le meilleur moyen de monter de l'intérêt à l'aventure d'Anne-Marie Le Meleder, c'est encore d'envoyer un chèque à « Aide Médicale Internationale », 119, rue des Aman-diens, 75020 Paris (15-1 46 36 04 04).

SANG DONNÉ = VIE SAUVÉE

By Alan Cowell
New York Times Service

CAIRO — Kurdish leaders in northern Iraq have rejected an autonomy deal offered by Baghdad and said they would demand the renegotiation of critical points, raising new uncertainty about the fate of their followers as U.S. and allied protection is reduced in Iraq.

The Kurdish quest for greater autonomy than Baghdad was offering apparently reflects confidence that the proposed creation of an allied force in neighboring Turkey will force President Saddam Hussein into new concessions, according to members of the exiled Iraqi opposition alliance meeting in Damascus.

The goal of the force in Turkey would be to deter persecution of the 3.5 million-member Kurdish minority in Iraq.

Feeling betrayed by the outcome of the Kurds' talks with Baghdad, the opposition alliance on Saturday began a two-day meeting in Damascus to develop new strategies for seeking the overthrow of Mr. Hussein, opposition officials said.

The Kurdish leaders, mainly Massoud Barzani of the dominant Kurdistan Democratic Party and Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan, have been trying to negotiate an autonomy accord with Baghdad since the collapse of revolts in northern and southern Iraq in March. As many as 2 million Kurds fled northern Iraq when Mr. Hussein's forces crushed the uprising.

[A spokesman for the Patriotic Union said Sunday that the government had put forward "unacceptable conditions" to a coalition of seven Kurdish parties, Agence France-Presse reported from Shaqlawa, Iraq.

[Baghdad had called on the Kurds "to lay down their arms, fight against domestic and external enemies and to sever all ties with the Western world," the spokesman said. He said the coalition was calling for "normalization of the situation in northern Iraq and the adoption of a law for Kurdish autonomy within a program of democratization in Iraq."]

As the talks on Kurdish autonomy have continued, the allied force of 12,000 soldiers sent to northern Iraq to create safe havens for returning Kurds has been reduced to 3,700 and is expected to withdraw altogether.

The proposed departure of the force initially put pressure on the Kurds to offer concessions to the Iraqi government, which offered them a much smaller autonomous area than they are demanding, diplomats in Baghdad said recently.

But the allies' new plans, which were discussed Saturday in Turkey by U.S. and Turkish officials, apparently have emboldened Kurdish leaders to harden their stance. The allied proposal calls for stationing a mobile force of 5,000 U.S. and European soldiers in southeastern Turkey.

Iraqi opposition officials said in Damascus that the Kurds' objections seemed to be based on Baghdad's demands that:

- It continue to control the major oil center of Kirkuk, which the Kurds say is their historic capital.
- The Arab Ba'ath Socialist Party retain its supremacy, a status rejected by Kurds seeking democratic elections throughout Iraq.
- The Kurds denounce the foreign intervention in northern Iraq.

Mr. Barzani was quoted as saying that the size of the proposed autonomous area was the principal point of contention in the negotiations.

Officials of other nations fear that a breakdown in the talks or fresh retribution from Baghdad could come momentarily, causing Kurds to flee again across the border into Iran and Turkey.

But some Kurdish officials figure that Mr. Hussein will offer new concessions in an effort to restore a sense of normalcy and to secure an end to international sanctions.

Kurds' Rejection of Autonomy Deal Raises New Security Fears

TUESDAY, JULY 2, 1991

INTERNATIONAL
Herald Tribune
Published With The New York Times and The Washington Post

Let Saddam Feel the Pain

The suffering of the Iraqi people cries out for compassion. Shortages of food, medicine, clean water and electricity now threaten to cause more death and disease than the Gulf war. Indeed, the worsening plight of Iraq's vulnerable children and powerless adults virtually demands some easing of the economic sanctions. Why make the Iraqi people suffer for the crimes of Saddam Hussein?

But the sanctions remain one of the few levers by which the allied coalition hopes to disarm Iraq's nuclear, chemical and biological capabilities. As Iraq disdainfully evades international inspectors, the allies know they need every bit of pressure they can muster.

There may be a way out of this problem: Permit Iraq to resume oil exports, but impound the earnings and apply some of them to humanitarian assistance.

Satellite photos and defectors' reports make clear that Iraq continues to violate the terms of the UN cease-fire. Iraq supplied misleading accounts of its nuclear arms program and still tries to conceal arms-making equipment and facilities from international inspectors. As if to underscore reports that Washington is weighing military options, President George Bush says "all means necessary" may be used to enforce the cease-fire resolution. But bombing during the war did not succeed in eliminating Saddam Hussein's nuclear capacity.

Lifting sanctions without qualification

would leave the Iraqi dictator with no reason to obey the UN cease-fire resolution. Worse yet, he would give priority to rebuilding the military machine that keeps him in power. He would blame his foreign foes for whatever pain his people continued to endure.

A wiser course would be to let Iraq export oil but turn the proceeds over to the United Nations. The Security Council can empower a special committee to disburse the money, allocating 30 percent to a reparations fund for Kuwait.

Part of the balance could be earmarked for genuine humanitarian aid, to be distributed under UN auspices by relief agencies. The Iraqi people should be left in no doubt about who is providing the emergency aid. Another portion could be used to defray expenses of the international effort to assure safe havens for Iraqi Kurds. And finally, as some suggest, the remainder could be kept in a special fund to be given to Iraq once it is rid of Saddam Hussein.

What makes this feasible is Iraq's dependence on readily monitored petroleum sales. Allied bombing did not destroy Iraq's refineries or its pipelines to Turkey and Saudi Arabia. There are no major obstacles to a swift resumption of exports that can earn Iraq \$17 billion a year. And Mr. Hussein has little choice but to accept any terms that the world dictates.

— THE NEW YORK TIMES.

Sites nucléaires irakiens

L'ONU et Bush menacent Bagdad

Quotidien
de Paris
1^{er} juillet 1991

Alors que la confusion règne entre factions kurdes face à Bagdad, le Conseil de sécurité de l'ONU et George Bush durcissent le ton pour que cessent les entraves irakiennes aux missions des experts de l'ONU pour visiter des sites nucléaires.

LE président du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, PDK, Massoud Barzani, a démenti « catégoriquement » hier « la nouvelle selon laquelle l'accord d'autonomie » en cours de négociation entre les Kurdes et Bagdad « a été rejeté ». « Nous ne sommes pas loin de signer cet accord », souligne M. Barzani, dans un communiqué diffusé à Paris par un porte-parole du PDK, Jafar Guly, tout en relevant qu'il existe des « points à ajuster ou à rejeter ». Il précise qu'une délégation du Front du Kurdistan se rendra à Bagdad « dans les jours qui viennent, pour renégocier » ces points. « Des discussions très positives se déroulent actuellement au sein de la direction du Front du Kurdistan », indique le communiqué, en faisant valoir que « l'accord doit être signé après sa révision, car c'est la seule solution qui puisse servir au problème kurde et à la paix ».

Un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), autre composante du Front du Kurdistan, avait annoncé un peu plus tôt que le Front avait refusé les propositions de Bagdad sur l'autonomie des Kurdes.

Toutefois, M. Ahmed Bamarni, proche collaborateur du chef de l'UPK Jalal Talabani, avait affirmé à l'AFP que les négociations avec Bagdad en vue d'un nouveau projet d'accord vont reprendre prochainement. « Le régime de Saddam Hussein avait posé des conditions inacceptables à la partie kurde », a expliqué M. Bamarni. Il a indiqué que Bagdad demandait au Front du Kurdistan une coalition de partis kurdes du nord de l'Irak, « de poser les armes, de lutter contre les ennemis intérieurs et extérieurs du régime et de couper toute relation avec le monde occidental ».

Outre l'UPK de M. Talabani, le

Front du Kurdistan, qui avait mené la rébellion de mars dernier contre le régime du président Saddam Hussein après la fin de la guerre du Golfe comprend notamment le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Barzani, considéré comme la plus importante formation kurde irakienne. « Nous (le Front) avons préparé deux textes des contre-propositions et les avons votés à l'unanimité pour les soumettre aux représentants de Bagdad lors des négociations qui doivent reprendre prochainement », a déclaré le porte-parole.

M. Bamarni a ajouté que dans ces deux textes le Front du Kurdistan demandait « la normalisation de la situation dans le nord de l'Irak et l'adoption d'une loi sur une autonomie kurde dans le cadre d'une démocratisation en Irak ». « Une délégation du Front poursuivra prochainement les négociations qui doivent reprendre à Bagdad ou à Erbil » (à 400 km de la capitale irakienne).

Washington durcit le ton

Par ailleurs, l'ONU et Washington ont durci le ton après les entraves mises par l'Irak aux missions de contrôle pour les experts de l'ONU des sites nucléaires irakiens. C'est ainsi que vendredi le Conseil de sécurité avait décidé à l'unanimité que l'Irak doit permettre « un accès immédiat et sans restrictions » aux experts nucléaires de l'ONU de tout le matériel qu'ils n'ont pu voir à la suite de l'incident au cours duquel des coups de feu en l'air ont été tirés dans leur direction.

De son côté, le président George Bush a clairement laissé entendre samedi que la force pourrait à nouveau être utilisée pour contraindre le président irakien Saddam Hussein à se plier aux décisions de l'ONU concernant l'abandon de ses programmes d'armement nucléaire, bactériologique et chimique. M. Bush a indiqué en réponse à une question sur l'utilisation de la force que « les résolutions existantes des Nations unies l'autorisent clairement ». M. Bush a ajouté que les Etats-Unis, « comme tout le monde, voulaient que toutes les résolutions de l'ONU soient appliquées » par l'Irak.

Faisant référence à l'incident de vendredi au cours duquel des sol-

dat irakiens ont tiré en l'air pour intimider des observateurs de l'ONU se rendant sur le site d'une installation nucléaire, M. Bush a souligné que ce comportement « ne pouvait pas être admis ».

Suite à ces menaces américaines à peine voilées, l'agence officielle irakienne INA a publié un communiqué indiquant que Saddam Hussein a donné ordre aux autorités compétentes de « coopérer pleinement avec les experts de l'ONU, en respect des engagements irakiens » à l'égard de l'organisation internationale. Selon l'agence, Saddam Hussein a également demandé au ministre des Affaires étrangères, dont deux fonctionnaires accompagnent des missions d'inspection de l'ONU en Irak, « de donner immédiatement les ordres nécessaires à toutes les structures et à tous les organes pour qu'ils permettent sans hésitation les visites et les inspections demandées par les missions de l'ONU ».

● Les chefs d'Etat ou de gouvernement des Douze ont annoncé samedi à Luxembourg que Bagdad ne devra pas espérer la levée des sanctions prononcées contre l'Irak tant que ce pays ne se conformera pas aux résolutions 687 et 688 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptées lors de la guerre du Golfe.

LE MONDE 1^{er} juillet 1991

La conclusion d'un accord sur l'autonomie du Kurdistan est retardée

En dépit de l'optimisme affiché ces derniers temps par certains dirigeants kurdes, la conclusion d'un accord avec le régime de M. Saddam Hussein - souvent annoncée comme imminente - paraît se heurter à des résistances et des divergences au sein du Front du Kurdistan. Un porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a déclaré, vendredi 28 juin, qu'« une réunion des leaders kurdes dans le nord de l'Irak, destinée à approuver l'accord d'autonomie, s'était terminée jeudi soir sans ratification » de cet accord. « Les dirigeants kurdes vont maintenant engager de nou-

veaux pour parler avec le gouvernement irakien sur plusieurs questions en suspens », a-t-il ajouté.

De sources kurdes à Damas, on indique que le projet d'accord avait notamment été rejeté en raison de nouvelles conditions posées par Bagdad et considérées comme inacceptables, par exemple l'obligation pour les Kurdes de remettre leurs armes lourdes aux autorités irakiennes. De plus, M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'autre grand parti kurde, a exprimé de très sérieuses réserves sur l'accord négocié à Bagdad par M. Barzani, a-t-on précisé de même source. - (UPI.)

IRAK : les incidents autour des sites nucléaires et les négociations sur l'autonomie

Washington menace à nouveau Bagdad

Le président George Bush a clairement laissé entendre samedi 29 juin que la force pourrait à nouveau être utilisée pour contraindre le président Saddam Hussein à se plier aux décisions de l'ONU. « *Les résolutions existantes des Nations unies l'autorisent clairement* », a-t-il déclaré en réponse à une question sur l'utilisation éventuelle de la force contre Bagdad. M. Bush a fait ces déclarations à la veille de l'arrivée, dimanche 30 juin, en Irak d'une mission de l'ONU.

Trois hauts fonctionnaires des Nations Unies, arrivés dimanche 30 juin à Bagdad pour convaincre l'Irak de permettre le libre accès à ses installations nucléaires, ont rencontré pendant une heure le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein Khudayer. « *Nous sommes ici pour discuter de l'application des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU* », a déclaré à son arrivée M. Hans Blix, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). La délégation est aussi composée de M. Rolf Ekeus, qui dirige la Commission spéciale de l'ONU, ainsi que du sous-secrétaire général de l'ONU chargé des affaires de désarmement, M. Yasushi Akashi.

Obstruction

Interrogé sur le succès de la rencontre avec M. Khudayer, M. Ekeus a estimé « *qu'il était trop tôt pour se prononcer* ». La délégation doit également rencontrer le premier ministre, M. Saadoun Hammadi, a-t-il précisé, mais il a refusé de se prononcer sur la possibilité d'un entretien avec le président Saddam Hussein.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni d'urgence vendredi, avait ordonné à l'Irak de ne plus

empêcher les experts de l'ONU d'inspecter ses sites nucléaires, après une série d'incidents qui ont amené les Etats-Unis à envisager une nouvelle intervention militaire. M. David Kay, chef de l'équipe d'experts qui s'est vu refuser l'accès à la base militaire de Falloujah, a déclaré avoir envoyé aux Nations unies un film montrant les obstacles opposés par les autorités irakiennes à leur travail d'inspection des sites nucléaires.

Les militaires ont notamment tiré des coups de feu en l'air quand les inspecteurs ont essayé de photographier des véhicules chargés de matériel qui quittaient le site en toute hâte. Déjà, en début de semaine, des inspecteurs de l'ONU avaient dû attendre soixante-douze heures avant de pouvoir entrer dans une autre base militaire, à Abou Ghraib, près de Bagdad. Quand ils ont pu y pénétrer, mercredi, des équipements qu'ils y avaient vus de loin avaient été retirés.

Les inspecteurs de l'ONU se trouvent en Irak en vertu de la résolution 687, adoptée le 3 avril. Elle prévoit la destruction des capacités nucléaires, chimiques et biologiques de l'Irak et de ses missiles balistiques. Vendredi, M. Saddam-Husseïn avait ordonné aux responsables de son pays de coopérer sans réserve avec les experts envoyés par l'ONU pour inspecter ses installations nucléaires.

De son côté, le quotidien *Babylone*, dirigé par le fils de M. Saddam Hussein, Oudai, a critiqué dimanche les fonctionnaires irakiens, qu'il rend responsables des contretemps. « *Combien de temps encore notre administration continuera-t-elle à agir d'une façon si chaotique? Une telle réaction peut nuire à la fois à notre peuple et au pays et aider notre ennemi à mettre à exécution son complot* », écrit le fils de M. Saddam Hussein. - (AFP, Reuter.)

Divergences au sein du mouvement kurde

Rejet de « *conditions irakiennes inacceptables* », selon les uns, simple « *ajustement* » de points mineurs, selon les autres. Perceptibles depuis déjà un certain temps, les divergences au sein du mouvement kurde sur l'état des négociations engagées avec Bagdad, en vue d'un accord d'autonomie du Kurdistan, se sont davantage manifestées dimanche 30 juin. Dans un premier temps, un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani - l'une des deux principales formations - a annoncé le rejet du projet d'accord négocié par M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Mais il n'a fallu que quelques heures à ce dernier pour démentir.

Proche collaborateur de M. Talabani, M. Ahmed Bamarni a ainsi affirmé que « *le régime de Saddam Hussein avait posé des conditions inacceptables à la partie kurde* » et que les négociations avec Bagdad en vue d'un nouveau projet d'accord devraient reprendre prochainement. Il a précisé que le régime de M. Saddam Hussein demandait au Front du Kurdistan - coalition de tous les partis kurdes - « *de déposer les armes, de lutter contre les ennemis intérieurs et extérieurs du régime et de couper toute relation avec le monde occidental* ». « *Nous [le Front] avons préparé deux textes*

de contre-propositions et les avons votés à l'unanimité pour les soumettre aux représentants de Bagdad lors des négociations qui doivent reprendre prochainement », a ajouté M. Bamarni.

Celui-ci a ajouté que, dans ces deux textes, le Front du Kurdistan demandait « *la normalisation de la situation dans le nord de l'Irak et l'adoption d'une loi pour une autonomie kurde dans le cadre d'une démocratisation en Irak* ». M. Bamarni a, en revanche, assuré qu'il n'existait entre le Front et le gouvernement de Bagdad que des « *divergences mineures* » sur la délimitation de la région autonome kurde. « *Une délégation du Front poursuivra prochainement les négociations, qui doivent reprendre à Bagdad ou à Irbil (au Kurdistan)* », a-t-il dit.

Du côté du PDK, la tonalité est totalement différente. M. Bazarni a tenu à démentir lui-même que la direction kurde ait rejeté le projet d'accord, assurant, au contraire que celui-ci était très près d'aboutir. Seul point de convergence entre l'UPK et le PDK : les négociations doivent se poursuivre avec le régime irakien. « *Nous allons très prochainement nous rendre à Bagdad pour mettre au point le texte définitif de l'accord et le conclure* », a encore déclaré M. Barzani. - (AFP.)

QUOTIDIEN DU MEDECIN 2 juillet 1991

Médecins militaires français au Kurdistan : 11 000 consultations

Onze mille consultations médicales et une centaine d'interventions chirurgicales ont été réalisées au bénéfice des Kurdes par les médecins militaires français, à l'occasion de l'opération « Libage », apprend-on au Service de santé des armées. Le Service de santé des armées a déployé au Kurdistan irakien, dans le cadre de l'intervention militaire alliée, 5 postes de secours, une antenne médicale de 20 lits, une antenne chirurgicale de 12 lits et un hôpital médical de campagne de 150 lits. Outre les 11 000 consultations et la centaine d'interventions chirurgicales effectuées, les médecins militaires français ont vacciné 7 000 personnes, essentiellement contre la rougeole.

A l'heure actuelle, les structures médicales militaires françaises ont été rapatriées et seuls demeurent au Kurdistan irakien les médecins militaires français chargés d'assurer le soutien sanitaire des forces françaises demeurant sur place. B. K.

LE MONDE

2 juillet 1991

Les alliés veulent une base en Turquie

La Force d'intervention rapide, actuellement basée dans le nord de l'Irak pour veiller à la sécurité des Kurdes, pourrait bientôt se déplacer de l'autre côté de la frontière.

La Force d'intervention rapide pourrait être bientôt déployée en territoire turc. Les alliés mettent la dernière main à ce projet de contingent destiné à protéger les Kurdes contre les troupes de Saddam Hussein. Selon des sources américaines, les modalités et la composition de ce corps d'armée devraient être annoncées après la visite de George Bush à Ankara, les 20 et 21 juillet. Pour éviter un nouvel exode vers les montagnes des assurances doivent être données aux populations civiles. Or, d'un côté, les alliés, Américains en tête, souhaitent se retirer du borbier irakien. D'où la nécessité de trouver une formule de rechange. De l'autre, le risque de voir les réfugiés reprendre le chemin de la Turquie s'accroît. Parallèlement, des divergences apparaissent entre les différentes factions rebelles, et les négociations sur

l'autonomie du Kurdistan semblent s'enliser. Deux facteurs qui rendent « plus urgentes la constitution et la mise en place » d'une présence militaire occidentale dans la région, estime-t-on côté américain. « Nous sommes proches d'un accord final », a déclaré hier Paul Wolfowitz, sous-secrétaire américain à la Défense, à l'issue d'une visite de cinq jours à Ankara. L'envoyé de Washington reconnaît qu'à travers cette opération, intitulée *Poised Hammer* (Marteau suspendu), les alliés poursuivent un double objectif. Ils créent les conditions politiques d'un départ d'Irak et conservent un droit de regard sur le Kurdistan. « Le point principal est le retrait des forces de la coalition du nord de l'Irak. Ces troupes résiduelles joueront un rôle dissuasif, non un rôle de police. »

Reste à obtenir le feu vert du gouvernement d'Ankara pour autoriser ce

contingent à s'installer près de la frontière, à Silopi par exemple, ou sur une base de l'OTAN, tel l'aérodrome d'Inçirlik. La Turquie, pour l'instant, se contente de répéter que ces propositions « sont actuellement à l'étude ». Selon des sources militaires turques, la Force se composerait de 5000 soldats. De son côté, l'opposition irakienne, toutes tendances confondues, vient de se prononcer à Damas pour l'arrêt des négociations irako-kurdes. Les représentants d'une trentaine de formations ont décidé hier de dépêcher une délégation dans le Kurdistan irakien afin de « convaincre » les Peshmergas de continuer la lutte contre Bagdad. Mais, les dirigeants kurdes s'affirment aujourd'hui déterminés à poursuivre les pourparlers avec les autorités baassistes. Les chefs des deux principaux partis, Jalal Talabani de l'UPK et Massoud Barzani du PDK, ont déclaré hier à l'AFP qu'ils « é-

taient pressés d'aboutir » à un accord. Le principal point d'achoppement reste toujours la fixation des frontières de la région autonome et notamment le statut de Kirkouk. Pour Massoud Barzani, les garanties démocratiques données par Bagdad sont « essentielles ». Mais l'avant-projet de loi sur le multipartisme, dévoilé hier par le quotidien gouvernemental irakien *al-Joumhouriya*, comporte de nombreuses restrictions. Le texte interdirait notamment tout parti politique fondé « sur une base confessionnelle ». Les formations devront en outre s'engager à défendre « la révolution du 17 juillet 1968 », qui a vu l'arrivée au pouvoir du parti Baas, « l'indépendance de l'Irak, son intégrité territoriale et son unité nationale ». Enfin, seul le parti Baas serait autorisé au « sein des forces armées et des forces intérieures de sécurité ».

D'après AFP et Reuter

L'EXPRESS 4 juillet 1991

« Saddam Hussein aurait intérêt à se souvenir que les conséquences de son dernier refus d'observer une résolution des Nations unies ont été plutôt terribles pour son peuple. » Dans la bouche de Thomas Pickering, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, l'observation prend des allures de solennel avertissement. Les obstacles dressés par l'administration irakienne devant les fonctionnaires de l'Agence internationale de l'énergie atomique, désireux d'inspecter deux installations « suspectes », ont fait remonter d'un ton la rhétorique anti-Saddam à Washington. Ces déclarations de matamore ne semblent pas destinées à préparer l'opinion à une nouvelle intervention massive. Mais personne ne peut exclure une action aérienne ou de commando contre des équipements ayant échappé aux bombardements de l'hiver dernier. Car, cinq mois après la guerre du Golfe, de tels

IRAQ Le bluff de Saddam

Une fois de plus, il tente de jouer au plus fin. Raté...

SYGMA



Avec le leader kurde Jalal Talabani, en avril dernier.

propos traduisent la formidable frustration qu'éprouve George Bush à voir Saddam Hussein toujours au pouvoir.

L'Irakien ne fait apparemment que tester les limites de la détermination internationale à imposer les termes de la résolution

de cessez-le-feu du 3 avril, qui l'oblige à détruire toutes ses armes chimiques, biologiques, balistiques et nucléaires. Le voici, s'il en était besoin, parfaitement éclairé sur l'état d'esprit de la Maison-Blanche. « Aussi longtemps que Saddam sera en place, nous main-

tiendrons le maximum de sanctions », dit à L'Express un proche collaborateur du président américain. Les négociations compliquées entre Bagdad et la communauté kurde — sans véritable résultat jusqu'à présent — facilitent la tâche de Washington. Car un accord à tonalité « démocratique » entre Saddam Hussein et la minorité du Nord constituerait, pense le chef d'Etat irakien, un premier pas sur le chemin de la levée des sanctions qui le frappent. Il n'en est pas question pour le moment.

Les controverses entre mouvements kurdes sur l'état d'avancement des pourparlers montrent pourtant que Saddam espère pouvoir se prévaloir bientôt d'un accord avec les rebelles. Mais les risques qu'il prend en titillant l'ONU et la Maison-Blanche ont de quoi surprendre. Il avait déjà sous-estimé une fois la volonté de George Bush de lui faire la guerre. Croit-il à nouveau pouvoir imposer son « bluff » ? Jean Lesieur ■

Kurds to press for democracy in Iraq

By Edward Mortimer

IRAQI Kurdish leaders have assured other opposition groups that they will insist on democracy for all Iraq as a precondition for any agreement with the Baghdad government on Kurdish autonomy.

The pledge was contained in a letter from the political bureau of the Iraqi Kurdistan Front, including Mr Massoud

Barzani who conducted the negotiations in Baghdad, to a joint meeting of London and Damascus-based opposition "action committees" which finished in Damascus on Monday.

The meeting accepted an invitation to send a four-man delegation to Kurdistan, representing the main currents of non-Kurdish opposition in Iraq.

In its letter, the Kurdistan Front confirmed that Baghdad had so far not made any "serious proposals" on democratisation, and that therefore the draft agreement as it stands is not acceptable.

The Damascus meeting called on the United Nations to send observers to all parts of Iraq to report on violations of human rights, and to become

directly involved in the distribution of food and medicine, employing thousands of Iraqis for that purpose.

The costs, it said, should be paid for out of frozen Iraqi assets in the west.

In addition, "safe havens" should be set up all over Iraq, duplicating the arrangements being worked out with the UN for the Kurdish area after western forces have withdrawn.

The meeting urged that President Saddam Hussein should be put on trial for war crimes.

All groups represented - including communists, dissidents Ba'athists and Islamic parties as well as pro-western liberals - agreed on a strategy of seeking international support for efforts to over-

throw President Saddam, rejecting arguments that this would infringe Iraqi sovereignty or play into the hands of "imperialism".

This strategy appeared not to the taste of their Syrian hosts. At a meeting with some of the delegates, Mr Abdulhalim Khaddam, the Syrian vice-president, warned them that imperialists were seeking to destroy Iraq as a country, and that "we as Arabs should preserve Iraq as an independent state, with its territorial integrity".

For that reason a general conference of the Iraq opposition, which the meeting decided to call within the next six months in order to elect a united leadership, will probably be held in Europe rather than the Middle East.

July 5, 1991

LE SOIR 6 juillet 1991

Près de 7.000 réfugiés kurdes auraient péri côté turc avant l'arrivée des secours

Au moins 6.700 Kurdes, en majorité des enfants, fuyant l'Irak en direction de la Turquie ont péri durant les mois d'avril et mai derniers, selon les autorités sanitaires américaines.

Selon le dr Michael Toole, responsable du bureau de la santé internationale du Centre de Contrôle des maladies (CDC), un organisme gouvernemental américain basé à Atlanta (Georgie), que 63% des victimes sont des enfants âgés de moins de cinq ans sur une population de réfugiés côté turc évaluée à 400.000 Kurdes.

Ces estimations ne tiennent pas compte du million et demi environ de Kurdes irakiens qui avaient choisi de se réfugier en Iran parce que le CDC n'a pas participé aux efforts de secours dans ce pays, a précisé M. Toole, membre d'une délégation du CDC revenue d'une tournée dans la région.

Selon ce responsable américain, il resterait à l'heure actuelle quelque 10.000 réfugiés kurdes à la frontière turque et environ 500.000 à la frontière iranienne.

M. Toole a aussi indiqué que la coordination relativement rapide des secours civils et militaires alliés dans les zones où s'étaient concentrés les réfugiés a contribué à faire baisser le taux de mortalité de 380 pour 1000 dans un camp, au début du mois d'avril, à environ 2 pour 10.000 vers la mi-mai pour l'ensemble de la région sous protection internationale.

Huit pays avaient envoyé des troupes protéger les Kurdes fuyant l'Irak et les organisations de secours provenaient d'au moins 20 pays.

Pour leur part, les Etats-Unis ont dépensé environ 443 millions de dollars, dont 328 millions provenant du Pentagone, selon Mme Renée Bafalis, porte-parole de l'AID (Agence américaine pour l'aide au développement international).

INTERNATIONAL Herald Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

Saddam the Godfather

Having gassed Kurdish villages and dishonored a 1970 agreement for Kurdish autonomy, Saddam Hussein now makes another offer that he believes his Kurdish subjects cannot refuse.

He promises them free elections to a Kurdish parliament, pluralism and a free press. But the fine print exposes these concessions as a sham.

He demands that Iraqi Kurds support his own Ba'ath party "until martyrdom," denounce the international intervention that saved their lives and oppose all of Baghdad's enemies, including "the Zionist-American imperialist threat."

These are godfather terms, rubbed in by Saddam Hussein's insistence on undivided control of the oil city of Kirkuk, the major Kurdish city in northern Iraq.

The two principal Kurdish leaders, Massoud Barzani and Jalal Talabani, have rejected these humiliating conditions. What should strengthen their negotiating power are allied plans, now under discussion in Ankara, for stationing a mobile force of 5,000 American and European soldiers in southeastern Turkey.

This seems the least the world can do for Iraqi Kurds who fled in terror from Saddam's tanks and warplanes when it became clear that Desert Storm would not protect them. It took a global outcry to induce President George Bush to come to the rescue.

Beginning in April, 12,000 allied soldiers entered northern Iraq to create a safe haven

for as many as 2 million Kurdish refugees. Only 3,700 soldiers remain, and Saddam Hussein is plainly calculating that American impatience will hasten a final withdrawal as soon as the Kurds reach agreement with Baghdad on autonomy.

This contemptuous approach to the Kurds is consistent with Saddam's refusal to permit allied scrutiny of his nuclear facilities. He is the same leader who calculated that revolutionary Iran would be a pushover, that Iraq could devour Kuwait. A tyrant with no claim to legitimacy, who has brought ruin to his people, Saddam has yet to utter a syllable that suggests remorse or error.

Sanctions and the possible threat of resumed hostilities may be the only means of staying a vengeful bloodbath in Iraq.

What Kurds are demanding makes moral and political sense: a new Iraqi constitution, with democratic rights for Shiites as well as Kurdish minorities. The Kurds look hopefully to the rest of the world for help, despite past betrayals at the hands of foreign friends.

Pulling allied forces from northern Iraq will remove the shield that now protects the Kurds. Allied agreement to station a mobile force in Turkey seems essential to prevent another panicky exodus.

It would also give an immediate boost to the Kurdish negotiators in Baghdad and provide a vital guarantee of their future security in the sole language that Saddam Hussein respects.

— THE NEW YORK TIMES.

IRAK : pour la première fois

LE MONDE 6 juillet 1991

Rencontre entre les chefs de l'opposition kurde et l'état-major des alliés

L'état-major des forces alliées basées dans le nord de l'Irak a rencontré, mercredi 3 juillet, pour la première fois, les chefs du Front du Kurdistan pour discuter « de l'avenir de la zone de sécurité » dans cette région, a-t-on appris de source militaire américaine à Zakho. Le commandant du contingent américain, le général américain John Shalikashvili, accompagné des chefs des contingents britannique, français et italien, s'est entretenu à Al-Amadiyah (à l'est de Zakho) avec les principaux dirigeants kurdes, MM. Massoud Barzani et Jalal Talabani, chefs du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), ainsi qu'avec les leaders des six autres partis qui forment le Front du Kurdistan.

Selon le porte-parole, les deux parties ont évoqué l'éventualité du maintien d'une « force militaire

résiduelle » pour assurer la protection des Kurdes d'Irak. Elles ont, en outre, exprimé leur « satisfaction de la coordination » qui existe actuellement entre elles. Le projet d'installation en Turquie d'une force de « réaction » rapide en remplacement de celle déployée dans la « zone de sécurité » a fait l'objet de demandes adressées par les alliés à la Turquie, il y a environ deux semaines. Ankara se contente toujours de déclarer que ces propositions sont « actuellement à l'étude ».

Négociations avec Bagdad

La réunion de mercredi intervient alors que les chefs kurdes se préparent à reprendre les négociations avec le gouvernement de Bagdad en vue d'un accord sur l'autonomie du Kurdistan. Un pre-

mier projet d'accord a récemment été rejeté par une partie de l'opposition kurde (le Monde du 2 juillet).

Par ailleurs, le Parlement irakien a adopté, jeudi, une loi sur le multipartisme qui autorise l'existence de formations d'opposition tout en les maintenant dans un carcan. Ainsi, notamment, seul le parti Baas (au pouvoir) aura le droit d'avoir des activités au sein de l'armée et des forces de sécurité. La loi, votée à l'unanimité, stipule également que les nouveaux partis politiques doivent défendre la souveraineté et l'unité de l'Irak et « être fiers » du bilan de la révolution de 1968, qui a amené le Baas au pouvoir. Cette loi doit être maintenant ratifiée par le Conseil de commandement de la révolution, instance suprême du pouvoir. — (AFP, Reuter.)

SUD - OUEST 6 juillet 1991

De retour du Kurdistan...

Un premier détachement de neuf hommes est arrivé hier après-midi du Kurdistan au quartier de Rose. Retrouvailles. Emotion

Nouvelles scènes émouvantes de retrouvailles hier vers 17 heures, au quartier de Rose du 5^e Régiment d'hélicoptères de combat de Pau-Uzein. Après le retour des hommes qui avaient participé à l'opération Daguet, ce fut hier le tour d'une partie des soldats partis le 24 avril en mission au Kurdistan. Neuf des trente hommes envoyés à la frontière turque-irakienne et à l'intérieur de l'Irak pour une mission à la fois humanitaire et militaire ont retrouvé avec un plaisir non dissimulé le sol béarnais, accueillis par leur famille.

« Dans un premier temps, nous avons été à la frontière syrienne, puis à la frontière turco-irakienne. Pendant trois semaines, nous avons pénétré à l'intérieur de l'Irak non loin des palais d'été

et d'hiver de Saddam Hussein, raconte le commandant Bonnet, chef du détachement. Nous avons d'abord eu un rôle humanitaire. Tandis que les soldats américains se chargeaient du ravitaillement en nourriture, nous nous étions chargés de trouver des relais, des axes pour faire redescendre les réfugiés en Irak. A la suite de quoi notre mission est devenue plus militaire puisque nous assurons la sécurité des camps. A cet égard, nous n'avons rencontré aucun problème avec les soldats irakiens ».

Quant aux relations avec les militaires turcs, la réponse se fait plus laconique. « Ça s'est bien passé », répondra seulement le commandant Bonnet sans autre commentaire. Puis il y eut bien sûr le contact avec les réfugiés

dans des camps où chaque jour les enfants mouraient par dizaine.

« C'est l'horreur surtout chez les gosses. Il faut voir ce que c'est », ajoute l'adjudant Renault, les yeux rivés au sol. « En Irak, nous avons été magnifiquement accueillis par les Kurdes. Ils nous ont même invités à manger chez eux » ; « Certes, ils savaient que les Américains leur envoyaient de la nourriture, mais n'ignoraient rien du fait que les Français étaient à l'origine de la résolution 688. D'où les remerciements qu'ils nous prodiguaient », renchérit le commandant Bonnet.

Tandis que les négociations se poursuivent entre chefs kurdes et irakiens, la situation semble peu à peu revenir au calme. « Il faut assurer la sécurité au nord du 36^e parallèle, explique le commandant

Bonnet. Quelques problèmes se posent encore avec les étudiants qui ne peuvent pas encore rentrer ».

« La vie agricole est repartie. La vie reprend, remarque pour sa part l'adjudant Renault. De la montagne les gens sont redescendus dans la plaine. Ils ont peur du retrait complet des troupes américaines et françaises ».

Le reste du détachement du 5^e RHC regagnera dans les jours qui viennent le quartier de Rose. Seuls deux hommes resteront sur le terrain pour assurer un poste de « sécurité incendie ». Hier soir, les des images de souffrance et de mort vécues en direct, les neuf militaires enfin de retour avaient hâte de rentrer retrouver les leurs après deux mois et demi d'absence.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JULY 8, 1991

A Growing Sense That Saddam Must Go

By Thomas L. Friedman
New York Times Service

WASHINGTON — While President George Bush is going through the diplomatic motions of trying to get the Iraqis to surrender their nuclear weapons-making equipment peacefully, many administration officials are beginning to come around to the view that there is no diplomatic solution for their Iraq problem. The only solution, in this view, is the removal of President Saddam Hussein.

Wars do not usually end with the defeated general still in power in his capital, but for a variety of reasons the Bush administration was prepared to live with the Iraqi leader.

But that decision is now under review. Mr. Saddam's relentless efforts to retain his nuclear bomb components are making it increasingly difficult for Washington to justify having left him in power.

In fact, many officials now acknowledge that as long as he is there, the Gulf war will never really be over.

Few in the administration, however, want to admit that stark conclusion publicly, because to speak the words aloud would require doing something about them, and the fact is that Mr. Bush has been ambivalent about Mr. Saddam's fate since the day the war ended.

Mr. Bush inadvertently acknowledged the source of that ambivalence last week when he was asked whether he was disappointed about the lack of democratization in Kuwait. "The war wasn't fought about democracy in Kuwait," Mr. Bush bluntly retorted.

The war was, instead, fought to restore the status quo. And, as every U.S. policymaker knows, before Mr. Saddam invaded Kuwait he was a pillar of the Gulf balance of power and status quo preferred by Washington.

His iron fist simultaneously

held Iraq together, much to the satisfaction of the American allies Turkey and Saudi Arabia, and it prevented Iranian Islamic fundamentalists from sweeping over the eastern Arab world.

It was only when the Iraqi dictator decided to use his iron fist to dominate Kuwait and Saudi Arabia that he became a threat.

NEWS ANALYSIS

But as soon as Mr. Saddam was forced back into his shell, Washington felt he had become useful again for maintaining the regional balance and preventing Iraq from disintegrating.

That was why Mr. Bush never supported the Kurdish and Shiite rebellions against him, or for that matter any democracy movement in Iraq. The president felt that Mr. Saddam and his army were broken and no longer represented any external threat, especially since Mr. Bush contentedly assumed that his intelligence re-

ports were correct and that all of Mr. Saddam's nuclear capabilities had been destroyed.

Sooner or later, Mr. Bush argued, sanctions would force Mr. Saddam's generals to bring him down, and then Washington would have the best of all worlds: an iron-fisted Iraqi junta without Mr. Saddam. In the meantime, the foreign policy expert in Mr. Bush said: Ignore him.

But Mr. Saddam and his generals are not following the scripts that Washington handed them. The generals have not removed Mr. Saddam, and he is refusing to let the chastened and defeated foe ready to preserve tacitly a "Pax Americana" in the Gulf.

"You see, there are two Saddams," said Fouad Ajami, a Middle East expert at Johns Hopkins University. "The man in power with whom we were ready to live because we thought he was diminished, and keeping him around seemed convenient, and the symbolic Saddam — the man

whom George Bush turned into a devil to mobilize the American public in a national crusade against, and whose continuing presence still taunts the victor."

Mr. Bush was ready to ignore the symbolic Mr. Saddam, taunts and all, as long as the real one was a strategic asset, not a threat. But those days may be over.

Mr. Bush has begun hinting at a military strike to knock out Mr. Saddam's remaining nuclear equipment, while leaving him in power. But some officials wonder whether he will not just try to build another bomb. Mr. Saddam's willingness to risk continued economic sanctions in order to preserve his nuclear program suggests that he remains more interested in personal aggrandizement and revenge than in rebuilding his country.

Indeed, Mr. Saddam has a unique personal incentive to continue trying to obtain a nuclear weapon quickly: It would deter the West from coming after him; it could be the vehicle for his revenge, blackmail, or intimidation against Israel or those Arab states who opposed him; it would be of enormous value for his own political resurrection in the Arab world and, symbolically, it would be the ultimate thumb in the eye of George Bush.

The longer Mr. Saddam is in power, the more incentive his Arab neighbors will have for doing business with him again and reintegrating him into Arab politics. Business is business and there is a lot of reconstruction business to be done in Iraq. Already, one can hear murmurings from Egypt that Iraq has been punished enough.

In the Middle East, "the hand you cannot cut off, you kiss," said Elie Kedourie, the Iraqi-born historian. The Arab leaders, he added, know well the rules of their world, which Mr. Bush too may soon have to confront: "Either you cut a deal with Saddam or you kill him, but there is no third way."

Iraq Reportedly Hanged 18 Officers as Plotters

Agence France-Presse

MANAMA, Bahrain — Eighteen Iraqi Army generals and high-ranking officers were executed last month for plotting to overthrow President Saddam Hussein, UN sources said here Sunday.

The sources, who took part in recent United Nations missions to Iraq, said the unidentified officers were hanged rather than killed by a firing squad, as is the normal practice in the military for high-ranking officers.

The army has mounted three coup attempts since February, according to the sources, when Iraq was expelled from Kuwait by a U.S.-led force. The sources said the information came from Iraqi interlocutors. The latest effort appeared to have been mounted shortly after a Muslim religious holiday in the last week of June, the sources said.

The army chief of staff, General Hussein Rashid Takriti, was dismissed last month with no announcement of a new posting. In early June, after an abortive anti-government revolt by the Kurds, General Abdel-Wahab Mohammad Hussein was dismissed from his post as coordinator with the allied forces that were deployed in northern Iraq. Kurdish sources said the general had been arrested on charges of "activities against the regime."

LIBERATION 8 juillet 1991

Irak : rumeurs de putschs manqués

Après l'échec de trois coups d'Etat, dix-huit généraux et officiers supérieurs auraient été pendus en juin.

L'armée irakienne aurait tenté à trois reprises depuis sa défaite de février de renverser Saddam Hussein, et tous les officiers « responsables » ont été pendus. C'est ce qu'ont affirmé hier ces sources au sein des missions de vérification de l'ONU opérant en Irak, citant des informations recueillies auprès d'interlocuteurs irakiens. Selon ces mêmes sources, dix-huit généraux et officiers supérieurs irakiens ont ainsi été exécutés en juin pour avoir conspiré contre le régime. Leur identité n'a pas été révélée.

La dernière tentative de coup d'Etat, apprend-on encore, aurait eu lieu peu avant la grande fête musulmane de l'Aïd al-Adha, qui a commencé le 22 juin. Mais d'autres éléments permettaient déjà de penser qu'une purge importante de l'armée avait été effectuée récemment. Début juin, le général Abdoulwahab Mohammed Hussein avait remplacé soudainement le général Naswan Tahoun comme interlocuteur de la coordination des forces alliées au nord de l'Irak. Des sources kurdes avaient alors affirmé

que Tahoun avait disparu après avoir été arrêté pour « activités menées contre le régime ». En juin également, le chef d'état-major de l'armée irakienne, le général Hussein Rachid al-Takriti, avait été limogé et remplacé par le général Iyad Fatayeh al-Raoui. Sans explication.

Ces informations, si elles se confirment, témoignent de la difficulté de Saddam Hussein à se maintenir à la tête de l'Irak après l'humiliation de la guerre du Golfe : jusque-là, les militaires, et plus particulièrement les troupes d'élite, ont en effet toujours été l'une des clefs du pouvoir du Président irakien. Mais sa capacité à déjouer les tentatives de putsch prouve aussi qu'il garde le contrôle du régime.

Sur le terrain, les experts de l'ONU ont par ailleurs annoncé que la dernière ogive balistique déclarée par l'Irak avait été détruite, tandis qu'une mission nucléaire internationale arrivait à Bagdad pour poursuivre l'enquête sur le potentiel atomique irakien.

D'après AFP

LE MONDE 8 juillet 1991

Près de 7 000 Kurdes ont péri dans leur exode vers la Turquie

Au moins 6 700 Kurdes, en majorité des enfants, ont péri durant les mois d'avril et mai derniers, alors qu'ils fuyaient l'Irak en direction de la Turquie, selon les autorités sanitaires américaines. Le Dr Michael Toole, responsable du bureau de la santé internationale du Centre de contrôle des maladies (CDC), un organisme gouvernemental américain basé à Atlanta, estime que 63 % des victimes sont des

enfants âgés de moins de cinq ans, sur une population de réfugiés - côté turc - évaluée à 400 000 personnes.

Ces estimations ne tiennent pas compte d'environ un million et demi de Kurdes irakiens réfugiés en Iran, le CDC n'ayant pas participé aux secours dans ce pays. Selon le Dr Toole, il resterait quelque 10 000 Kurdes à la frontière turque et environ 500 000 à la frontière iranienne. - (AFP.)

QUOTIDIEN DE PARIS 10 juillet 1991

Kurdistan

La collaboration calculée des peshmergas

Les combattants kurdes favorisent un retour progressif et contrôlé de l'administration centrale irakienne au Kurdistan d'Irak, par souci de ménager l'avenir mais aussi face aux difficultés pour gérer les régions du nord de l'Irak placées sous la protection des alliés occidentaux.

« Nous voulons réapprendre à vivre avec le pouvoir central. Nous avons demandé à ses représentants qui ne sont pas impliqués dans la répression d'assurer leur tâche sans crainte », affirme un responsable du Front du Kurdistan, une coalition regroupant depuis 1988 les principaux mouvements kurdes. Les peshmergas (combattants kurdes) ont accepté depuis dimanche l'installation d'un poste de contrôle commun avec la gendarmerie irakienne à l'entrée de Dohouk, sur la route qui mène à Mossoul, la grande ville du nord de l'Irak sous contrôle gouvernemental.

Les gendarmes venus de Mossoul y adoptent un profil bas. Leurs armes sont remises dans leur voiture, alors que les peshmergas portent ostensiblement leurs fusils d'assaut Kalachnikov en bandoulière.

Selon un officier kurde, la décision de renforcer la sécurité commune sur les axes routiers a été prise après une expérience similaire réussie dans la ville d'Erbil, plus à l'est.

Dans les deux grandes villes de la zone de sécurité, Zakhō (125 000 habitants) et Dohouk (150 000 habitants), les peshmergas assistent les alliés occidentaux dans les tâches de sécurité, mais les servi-



Les peshmergas assistent les alliés dans les tâches de sécurité.

ces publics sont toujours assurés par l'Etat. Un peu plus de 3 600 militaires appartenant à la coalition anti-irakienne (Américains, Britanniques, Néerlandais, Espagnols, Français et Italiens), ainsi que des agents de sécurité de l'ONU non armés, se trouvent dans le nord de l'Irak depuis avril dernier, après la répression de la rébellion kurde par le pouvoir central et l'exode de réfugiés qui avait suivi.

La volonté de ne pas rompre les liens avec le pouvoir s'explique aussi par le fait qu'une part importante de la population est composée de fonctionnaires de l'Etat ou d'appelés. Les salaires et les soldes continuent à être envoyés toutes les fins de mois depuis la capitale régionale, Souleimanieh, tandis que

l'approvisionnement en blé et en carburant est assuré par l'Etat.

Résultat de cette coopération : les services de voirie, d'eau, d'électricité et les feux de signalisation fonctionnent. Le téléphone néanmoins reste coupé, les centraux ayant été incendiés par la foule en colère lors de l'insurrection de mars et d'avril. Même si les trois couleurs du drapeau kurde, vert, rouge et jaune ne flottent nulle part, les peshmergas se sont arrogé une prérogative de taille attribuée à l'Etat : ils perçoivent pour leur compte les taxes sur les camions de marchandises de « biens humanitaires » qui proviennent de Turquie, les forces de la coalition anti-irakienne ayant refoulé les douaniers irakiens de ce côté de la frontière.

LE FIGARO 8 juillet 1991

La destruction de l'arsenal irakien

ONU : le test de la dernière chance

*Selon la mission de l'ONU, dix-huit généraux irakiens ont été pendus en juin.
L'option militaire brandie par George Bush reste ouverte.*

Des membres des missions onusiennes actuellement en Irak ont révélé, hier, que dix-huit généraux et officiers irakiens ont été pendus au cours du mois de juin pour avoir conspiré contre le régime de Saddam Hussein. Selon ces mêmes sources, l'armée irakienne aurait essayé à trois reprises depuis la défaite de la guerre du Golfe de renverser le régime du raïs.

La dernière ogive balistique, sur les vingt-huit déclarées par l'Irak, a été détruite samedi, ont annoncé les experts de l'ONU mandatés à cette fin, tandis qu'une mission nucléaire internationale arrivait à Bagdad pour poursuivre l'enquête sur le potentiel atomique irakien.

Les ogives conventionnelles ont explosé à 45 kilomètres au nord de Bagdad. Auparavant, les fusées elles-mêmes avaient été broyées par des chars. « Pour ce qui est de cette mission, elle n'a aucune indication laissant penser que les Irakiens possèdent d'autres missiles », a déclaré Douglas England, chef de la mission de l'ONU. (AFP.)

NEW YORK :

Jean-Louis TURLIN

Dans une lettre au Conseil de sécurité des Nations unies — qui s'est réuni en consultation privée vendredi —, Saddam Hussein a promis aux équipes d'inspection onusiennes « un accès prompt et sans entraves », avec toutes les garanties de sécurité, aux sites d'armements irakiens. « Nous avons souvent entendu cela dans le passé », a déclaré le représentant adjoint des États-Unis à l'ONU, Alexander Watson, résumant ainsi le scepticisme de ses collègues du Conseil, « échaudés » par les incidents du 28 juin dernier : deux jours après l'annonce d'une pleine coopération des autorités irakiennes, des coups de feu avaient été tirés en direction d'un groupe d'inspecteurs tentant d'examiner un convoi soupçonné de « démantement » du matériel d'enrichissement de l'uranium.

Une nouvelle fois — mais sans doute la dernière —, Bagdad aura l'occasion de mettre ses gestes en accord avec sa parole. Une équipe de trente-sept experts représentant vingt-deux pays est arrivée samedi, avec pour mission non avouée de trancher le vrai débat : le régime irakien tente-t-il de dissimuler les preuves de l'existence d'un programme

d'armement nucléaire secret, comme l'affirment les États-Unis ?

Saddam Hussein a aussi promis au Conseil de sécurité de l'ONU, pour hier soir ou aujourd'hui, une liste complète des installations nucléaires de son pays. Une première liste, loin d'être exhaustive, avait été fournie aux termes de l'accord de cessez-le-feu. Les sites alors déclarés avaient été inspectés par une première délégation onusienne. Une deuxième équipe avait été envoyée pour visiter les sites repérés par les satellites américains. C'est à ce moment que les Irakiens multiplièrent les difficultés qui aboutirent à l'épisode du 28 juin.

A l'issue d'une visite de trois jours à Bagdad, en compagnie notamment du directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Hans Blix, le responsable de la commission onusienne chargée de l'élimination des armes irakiennes de destruction massive, le Suédois Rolf Ekeus, avait remis, jeudi, un rapport largement négatif au secrétaire général de l'ONU. Selon M. Ekeus, les matériels liés à la recherche nucléaire dont l'Irak a procédé à la destruction n'ont pas de réel « intérêt pour la production d'ar-

mes nucléaires ». Autrement dit, les Irakiens n'ont révélé que le minimum pour se mettre en conformité apparente avec la résolution 687, qui fixe les conditions du cessez-le-feu, à savoir, entre autres, la fourniture de tous les détails sur le stockage et la production d'armes chimiques, biologiques, balistiques et nucléaires.

Il appartiendra à la troisième mission onusienne de l'AIEA, dirigée par le Grec Demetrius Perricos, de trouver ce qui a été jusqu'alors caché.

Du succès de sa mission, prévue pour une semaine, dépendra l'attitude du Conseil de sécurité, dont l'impatience est manifeste. L'option militaire, dont le président américain George Bush ne cesse d'affirmer qu'elle reste ouverte et autorisée par la violation apparente des termes du cessez-le-feu, n'a pas encore été « discutée », selon le représentant soviétique Yuli Vorontsov. Mais la pression américaine se fait sentir. Samadi, Stephen Solarz, membre démocrate de la commission des affaires étrangères à la Chambre des représentants, a déclaré que, « si Saddam refuse de se plier à ses obligations, le cessez-le-feu devra être considéré comme nul et non avenue ».

J.-L. T.

Le Courrier 11 juillet 1991

Kurdistan

Droits d'une minorité

Le Comité du Kurdistan organise un rassemblement devant le palais des Nations Unies demain, jeudi 11 juillet, de 13 h. à 16 h., afin d'attirer l'attention de la réunion d'experts sur les minorités nationales, qui se tient actuellement à Genève. Le but de la manifestation est de rappeler que le peuple kurde ne jouit pas des droits fondamentaux des minorités et de demander que la question des Kurdes soit abordée par les experts de cette réunion.

Par ailleurs, plusieurs organisations de soutien au Kurdistan annoncent qu'une soirée aura lieu le vendredi 12 juillet dès 20 h., à l'Université (Uni-Bastions, salle B 106), en hommage au leader kurde iranien, le Dr. Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, assassiné à Vienne le 13 juillet 1989 en même temps que deux autres personnalités kurdes.

CO

24 HEURES 11 juillet 1991

Des Kurdes massacrés

Dans le sud-est anatolien à majorité kurde et sous l'état d'urgence, des obsèques ont tourné à la démonstration contre la police. Et au drame.

● Au moins cinq personnes auraient été tuées et plusieurs dizaines d'autres blessées par la police alors que des participants, hier à Diyarbakir, se rendaient aux funérailles du président local du Parti populaire du travail (PPT-gauche), selon des témoignages recueillis par téléphone par l'Agence France Presse (AFP).

Parmi les blessés se trouvent notamment des femmes et des enfants qui ont été écrasés par la foule prise de panique lors de la fusillade, selon les mêmes sources.

La «contre-guérilla» en accusation

Aucune version officielle des événements n'avait malheureusement pu être obtenue mercredi en fin d'après-midi auprès de la super-préfecture de Diyarbakir, responsable des provinces sous état d'urgence du sud-est anatolien, à majorité kurde. Plus de 50 000 personnes

ont participé aux obsèques de Vedat Aydın, retrouvé mort lundi à 100 km de Diyarbakir, qui se sont transformées en manifestation de protestation contre les forces de l'ordre, en particulier contre «la contre-guérilla» accusée par le PPT d'être responsable de l'enlèvement et de l'assassinat de Vedat Aydın.

Manif de six heures

«Vive le PKK» (Parti des travailleurs du Kurdistan, principale organisation kurde en lutte armée contre Ankara), «Vive Apo» (président du PKK), «A bas la contre-guérilla et les colonialistes» (pouvoir central d'Ankara) étaient les principaux mots d'ordre des protestataires. La gigantesque manifestation a duré plus de six heures, dans cette ville de deux mille cinq cents habitants, où les magasins étaient fermés en guise de protestation contre «l'assassinat de Vedat Aydın». Les protestataires, qui portaient des bande-

roles tricolores (jaune-rouge-vert, couleurs nationales kurdes interdites par les autorités turques), se sont attaqués aux postes et véhicules blindés de la police à coups de pierres, cela toujours selon les mêmes sources.

Retrouvé mort lundi à Maden (100 km de Diyarbakir), Vedat Aydın avait été enlevé dans la nuit de samedi à dimanche par «des personnes armées qui s'étaient présentées comme des policiers de la section politique», selon son épouse Sukran.

Une affirmation démentie par la suite par les autorités turques. Quatre députés et cinq responsables régionaux du Parti Populaire du Travail (PPT, gauche) ont été blessés et hospitalisés par la police à Diyarbakir, a déclaré mercredi à l'AFP M. Mahmut Alinak, député du PPT, contacté par téléphone dans cette ville où des incidents auraient fait plus de cinq morts et des dizaines de blessés. — (afp)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JULY 11, 1991

U.S. Sees Good, Bad and Ugly in Iraq's Nuclear Disclosure

By Elaine Sciolino
New York Times Service

NEWS ANALYSIS

WASHINGTON — Iraq's disclosure that it has embarked on a secret program to enrich uranium that could be used to make a nuclear weapon has left the Bush administration both heartened and dismayed.

President George Bush and some other senior officials initially interpreted the admission as a positive indication that Iraq was responding to American threats of renewed military strikes and capitulating to the stringent terms of the UN cease-fire. That document requires the destruction of Iraq's nuclear, chemical and biological weapons and long-range ballistic missiles.

Underlying the public statements, apparently, is embarrassment that Iraq may have succeeded in hiding an ambitious nuclear program from American intelligence. There is also the firm belief that Baghdad is still withholding information.

The State Department spokeswoman, Margaret D. Tutwiler, said Tuesday that the document that Saddam Hussein turned over to the United Nations and the Vienna-based International Atomic Energy Agency on Monday was full of "significant omissions and discrepancies."

There is also a growing sense within the administration of the limits of renewed military action. Fixed sites can readily be destroyed in military strikes, but it is not so easy to sight easily movable military equipment or weapons-grade uranium.

Administration officials have begun to conclude, reluctantly, they say, that as long as Mr. Saddam is in

power, any weapons-destruction program relies to some extent on his goodwill.

"We can bomb all we want, but we'll never get all his material and equipment by bombing," a Pentagon official said. "We can use bombing as a technique to punish Saddam or to scare him. But when the dust has settled, you still could have some material left plus the nuclear experts."

Baghdad submitted the declaration detailing its clandestine nuclear program and material Monday as it came under increasing international pressure. UN inspectors had discovered Iraqis trying to hide a convoy of suspicious equipment.

The Iraqi document, obtained at the United Nations, openly justified the secret nuclear program, arguing that it was intended for peaceful purposes.

Iraq feared "exaggeration, abuse and aggression" if the program was revealed, said Iraq's foreign minister, Ahmed Hussein Khodair, in a letter to Secretary-General Javier Pérez de Cuéllar that accompanied a lengthy inventory of Iraq's nuclear program.

Iraq, Mr. Khodair added, "had sound reasons of national security which induced it not to declare certain components of the program."

The document revealed the existence of sites in which clandestine activity designed to produce enriched uranium was taking place, as well as a complicated network of intermediate installations to prepare large amounts of uranium ore for use in those processes.

One unnamed installation was so large that it produced 100 tons of uranium dioxide and had the capacity to produce 185 tons of uranium a year.

Reacting to news of the Iraqi disclosure, President Bush told a group of foreign journalists on Monday: "There is some, quote, good news, unquote, coming out of Baghdad today. I haven't seen it, but wherein Saddam once again states that he will fully cooperate and have inspectors. Well, let's see whether that can work before we have to go further with options."

When specifically asked about military action, Mr. Bush replied: "No, I can't talk about anything other than to just say the options are open."

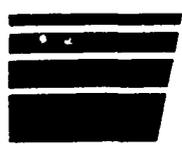
The current administration strategy is to continue stringent sanctions against Iraq and to bolster the UN experts who are combing the Iraqi countryside in search of weapons of mass destruction.

The idea is to blanket the country with as many intrusive international inspectors as possible, for as long as it takes.

The United States has assigned some of its best nonproliferation experts and analysts to the team, while others are supposed to provide the team with detailed intelligence on the location and scope of Mr. Saddam's arsenal of nonconventional weapons.

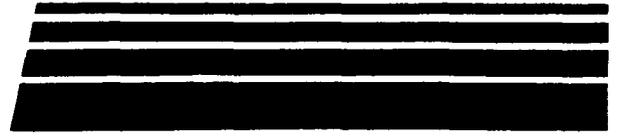
"In our view what Iraq has revealed is just the tip of the iceberg," a senior administration official said. "This underlines the need for having an extremely active, intrusive and exhaustive inspection effort until we satisfy ourselves."

Particularly troubling to administration officials is the belief that Iraq has produced enough weapons-grade uranium to build at least one nuclear device.



Helsinki Watch

A COMMITTEE OF HUMAN RIGHTS WATCH



July 11, 1991

TURKEY: HUMAN RIGHTS ACTIVIST KILLED; POLICE SHOOT AND KILL THREE AT HIS FUNERAL; HUMAN RIGHTS ASSOCIATION ATTACKED

Helsinki Watch is deeply disturbed by the killing of human rights activist Vedat Aydin in Southeast Turkey. Mr. Aydin, 39, a former teacher who was the president of the People's Labor Party (HEF) in Diyarbakir, was one of the founders of the Diyarbakir branch of the Turkish Human Rights Association (HRA).

Helsinki Watch is equally disturbed by the deaths of three people who were killed by police who shot into the crowd of people attending Mr. Aydin's funeral in Diyarbakir on July 10, and by recent attacks on the Turkish Human Rights Association.

Helsinki Watch urges the government of Turkey to halt the increasing violence in southeastern Turkey, and to investigate promptly and thoroughly the killing of Vedat Aydin, the fatal shootings of civilians during his funeral, and the other recent violent incidents directed at members of the Turkish Human Rights Association.

The Killing of Vedat Aydin

On Friday, July 5, 1991, Mr. Aydin was taken from his home by several armed men who identified themselves as police officers. Police officials later denied that he had been taken into custody. On Monday morning, July 8, his body was found beside a road in Ergani, about 60 kilometers from Diyarbakir; Mr. Aydin's skull was fractured, both legs were broken, and his body had 15 or 16 bullet wounds.

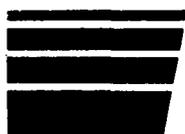
According to Mr. Aydin's wife, Sukran Aydin, Mr. Aydin told her on July 5 that he recognized the armed men as policemen, and would go with them to police headquarters to be interrogated. The Ministry of the Interior has denied that security forces were involved in Mr. Aydin's death.

Vedat Aydin had been on trial in Ankara State Security Court for giving a speech in Kurdish at the annual meeting of the Turkish Human Rights Association in Diyarbakir in October 1990; he had been imprisoned for two months in connection with that charge.

Turkey: Human Rights Activist Killed

1

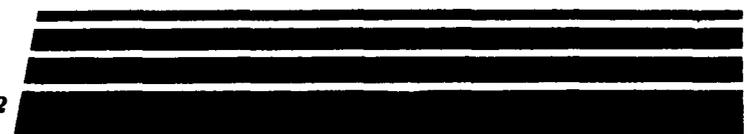
News From Helsinki Watch



HELSINKI WATCH

485 Fifth Avenue New York, N.Y. 10017-6104
(212) 972-8400 Fax: (212) 972-0905

1522 K St. N.W. Suite 910 Washington, D.C. 20005-1202
(202) 371-6592 Fax: (202) 371-0124



Three Killed During Mr. Aydin's Funeral

During Mr. Aydin's funeral in Diyarbakir on July 10, which was attended by thousands of people, a mass demonstration took place in which people shouted slogans praising Mr. Aydin and the PKK (the Kurdish Workers' Party, the Kurdish separatist organization waging guerrilla warfare in southeast Turkey). Police fired into the crowd, killing three people: Behzat Ozkan, Bahattin Tufan and Mehmet Dogan, who was 14 years old. Unofficial reports indicate that nine other people were killed as well.

Regional Governor Hayri Kazakcioglu confirmed the three deaths, and reported that 107 others had been injured (38 with bullet wounds), and that 353 people had been detained.

Attacks Against Members of the Human Rights Association

Mr. Aydin's death is particularly disturbing because it is the fourth violent incident directed against members of the Human Rights Association in southeast Turkey since the middle of June. On June 18, an explosive device destroyed the car of lawyer and HRA member Mustafa Ozer, which was parked outside of his house. On June 25, at midnight, the Diyarbakir office of the HRA was bombed, causing extensive damage. On July 2, a car bomb exploded in Batman, injuring Siddik Tan, a board member of the Batman HRA, his 10-year-old son and a friend; the car was demolished.

The Human Rights Association has suffered other incidents recently: the Siirt HRA office was destroyed, the secretary general of the Urfa branch was beaten, and provincial governors shut down HRA branches in Batman, Gaziantep and Urfa.

Since its founding in 1986, the Turkish Human Rights Association has suffered continual harassment. Its officers and members have been tried for such offenses as holding meetings and distributing literature. Most of these trials have ended in acquittals, but some members have been detained for varying periods of time. Branches have been closed for such offenses as having copies of banned books in their libraries, or for providing shelter for families of prisoners who were on hunger strikes. Other branches have been raided by police, who confiscated their membership lists. Helsinki Watch documented 39 cases of harassment of HRA activists during 1989, including detentions and allegations of torture, and 24 such cases during 1990.

* * *

News From Helsinki Watch is a publication of Helsinki Watch, an independent organization created in 1978 to monitor domestic and international compliance with the human rights provisions of the 1975 Helsinki Accords. The Chair is Robert L. Bernstein; Vice Chairs, Jonathan Fanton and Alice Henkin; Executive Director, Jeri Laber; Deputy Director, Lois Whitman; Washington Representative, Catherine Cosman; Staff Counsel, Holly Cartner; Staff Consultant, Ivana Nizich; Orville Schell Fellow, Robert Kushen; Associates, Sarai Brachman, Pamela Cox, and Mia Nüchun.

Helsinki Watch is a component of Human Rights Watch, which includes Americas Watch, Asia Watch, Africa Watch, and Middle East Watch. The Chair is Robert L. Bernstein and the Vice Chair is Adrian W. DeWind. Aryeh Neier is Executive Director; Kenneth Roth, Deputy Director; Holly J. Burkhalter, Washington Director; Susan Osmos, Press Director.

Helsinki Watch is affiliated with the International Helsinki Federation for Human Rights, which is based in Vienna.

International Herald Tribune July 12, 1991

U.S. Troops To Assist in Protection of Iraqi Kurds

A Multinational Force In Turkey Is Planned As Warning to Saddam

By Ann Devroy
Washington Post Service

WASHINGTON — The Bush administration plans to announce this week that U.S. troops will participate in a multinational rapid-deployment force to be stationed along the Turkish border to deter President Saddam Hussein of Iraq from aggression against the Kurds in his country.

A senior administration official said that the establishment of what he called a "residual force" in Turkey was intended to provide a "very visible warning" to Mr. Saddam against attacking the Kurds in northern Iraq.

Most of the hundreds of thousands of Kurds who fled to Turkey in March as Iraqi forces moved to suppress a Kurdish rebellion have

returned under Western protection, but many continue to fear retribution.

The announcement is expected from the Defense Department on Friday. It comes as the United States continues to engage in an international battle aimed at eliminating Iraq's nuclear capability after the discovery that it had not been destroyed during the Gulf war.

Mr. Saddam's survival in power, his continuing ability to pose a threat to the Kurds, his retention of nuclear material and his diversion of humanitarian supplies to rebuild his military forces all have become a "constant irritant" to President George Bush, aides say.

That irritation was reflected Wednesday when Mr. Bush criticized the Iraqi leader as a liar with "bloody hands" and warned that the United States was "deadly serious" about forcing compliance with the international agreements that formally ended the war.

[Mr. Bush and Prime Minister John Major of Britain had a telephone conversation Thursday to discuss further action to eliminate Iraq's nuclear capability, a senior British government official said, according to Reuters.

[The official said Mr. Major was determined that "by whatever means it takes we will not allow Saddam Hussein to rebuild his nuclear capability."]

In his comments Wednesday, Mr. Bush said he had "reason to believe" that Mr. Saddam "is hiding and has not come totally clean" on his nuclear capability, despite a 29-page letter that Iraq sent the United Nations this week outlining its nuclear research program.

Administration officials who declined to be quoted by name said Iraq had recently buried nuclear bomb-making equipment in the desert to escape U.S. detection.

According to administration sources, the

United States has decided to participate in a brigade-sized force of roughly 5,000 troops that will be based at least initially in southeastern Turkey and that will include British, French and Turkish military units. About 1,500 U.S. soldiers and 1,800 allied troops remain in northern Iraq. Some 4,100 U.S. and 1,000 allied troops are in Turkey.

The forces in northern Iraq are expected to depart this month, either to join the new residual force or to leave the region.

The number of Americans expected to be part of the rapid deployment force was not immediately clear, but officials said the U.S. contribution would be primarily in air power.

Among the U.S. combat units in northern Iraq or southern Turkey, according to Pentagon officials, are elements of the 3d Battalion of the 725th Parachute Infantry Regiment (Airborne) and the 24th Marine Expeditionary Unit.

The allied ground troops are expected to be capable of returning to northern Iraq by parachute or helicopter. Because such an airlifted force would not be equipped with heavy armor or artillery, it would probably rely on helicopter gunships and fixed-wing attack planes and fighters in any confrontation with Iraqi tanks.

Officials said that Turkey had agreed to provide an army unit to the force but would limit its use to "cross-border" problems with the potential of spilling over from Iraq into Turkey.

Reuters reported earlier from Ankara:

Turkish Army commandos patrolled the southeastern city of Diyarbakir on Thursday, and Prime Minister Mesut Yilmaz appealed for calm after 12 people were killed in the worst Kurdish unrest in Turkey this year.

A.F.P. — A.F.P. —

FRA0358 3 I 0300 FRA /AFP-PR82

Alliés-Irak-Kurdes lead

Redéploiement du contingent français en Irak et mise en garde à Bagdad

PARIS, 12 juil (AFP) — La France a décidé de redéployer ses forces actuellement en place dans le nord de l'Irak mais de maintenir une présence militaire dans la région, et a adressé à Bagdad une "mise en garde" pour que l'ONU et les organisations humanitaires puissent poursuivre leurs missions auprès des Kurdes.

Ces décisions ont été rendues publiques par un communiqué officiel diffusé vendredi soir, à Paris par l'Elysée, alors que Londres et Washington devaient faire une annonce similaire.

Les Alliés estiment, selon le communiqué, que les forces militaires mises en place au nord de l'Irak pour aider les populations Kurdes ont maintenant rempli leur mission.

"Le redéploiement du contingent français est donc maintenant possible, souligne le communiqué. L'opération humanitaire se poursuit sous l'autorité des Nations Unies".

Estimant toutefois que "la vigilance continue de s'imposer au sujet des autorités irakiennes, la France a donc adressé, en liaison avec ses partenaires, les mises en garde appropriées", ajoute-t-il.

"Aucun obstacle à l'action humanitaire poursuivie par les Nations-Unies et les organisations non gouvernementales présentes dans la zone ne sera toléré", dit encore le texte qui ajoute qu'en cas contraire, la France sera appelée "à prendre des initiatives". "A cet effet, la France maintiendra une présence militaire dans la région au niveau approprié, en liaison avec les autres pays intéressés".

Pour les Kurdes dont la situation "reste préoccupante à la frontière irako-iraniennne", la France, avec ses partenaires de la CEE, "apportera son concours sur le plan humanitaire aux actions spécifiques que préparent actuellement les Nations Unies".

La situation en Irak

Un bouclier américain pour les Kurdes

Washington devrait annoncer aujourd'hui l'envoi d'une Force d'intervention rapide basée en Turquie et destinée à prévenir toute agression irakienne contre les Kurdes

LES Etats-Unis devraient annoncer aujourd'hui l'envoi des troupes qui participeront à une force d'intervention rapide multinationale, basée en Turquie et destinée à prévenir toute agression irakienne contre les Kurdes en Irak, a rapporté hier le « Washington Post ». Le journal ajoute, citant un haut responsable de l'administration, que cette force « résiduelle », qui doit être stationnée le long de la frontière turco-irakienne, a pour objectif de mettre en garde « de façon très visible » le président Saddam Hussein contre toute attaque contre les Kurdes dans le nord de l'Irak.

Cette force aura la taille d'une brigade d'environ 5 000 hommes et inclura des unités britanniques, françaises et turques. Elle sera basée, au moins initialement, dans le Sud-Est de la Turquie, précise le « Post ».

La contribution américaine reposera essentiellement sur l'armée de l'air, ajoute le « Post », citant des responsables américains. « Il y aura un dispositif aérien suffisamment important pour signifier à Saddam Hussein qu'en cas de besoin nous pourrions l'atteindre vite, et que nous le ferons », a assuré le haut responsable américain cité par le journal.

Environ 4 100 soldats américains et 1 000 autres soldats alliés sont actuellement stationnés en Turquie. Mille cinq cents militaires américains et 1 800 soldats alliés sont en outre encore déployés dans le nord de l'Irak.

Près de 500 000 Kurdes, fuyant la répression des forces de Bagdad, s'étaient réfugiés en Turquie en mars. La plupart d'entre eux sont rentrés en Irak sous la protection des alliés.

Le gouvernement irakien a demandé mercredi au Comité de sanctions de l'ONU l'autorisation, pour des « raisons humanitaires », de vendre du pétrole pour une valeur de 1,5 milliard de dollars (plus de 9 milliards de francs) et le dégel de fonds irakiens d'un montant d'un milliard de dollars.

Dans une lettre adressée au président du Comité de sanctions du

Conseil de sécurité, l'ambassadeur autrichien Peter Hohenfellner, le chef de la diplomatie irakienne Ahmed Hussein affirme que l'embargo économique, imposé en août dernier par le Conseil à la suite de l'invasion du Koweït, pourrait provoquer la mort de 170 000 enfants d'ici à la fin de cette année.

Toutefois, si les sanctions de l'ONU contribuent à plonger la majorité des dix-huit millions d'Irakiens dans la détresse, les réticentes du régime de Bagdad à détruire son potentiel nucléaire hypothèquent leur levée, même partielle, estiment les milieux diplomatiques et de l'ONU dans la capitale irakienne. La mission d'évaluation humanitaire de Sadruddine Agha Khan, en Irak depuis lundi, est convaincue que « si rien n'est fait maintenant, l'Irak sera confronté rapidement à une crise de grande envergure », selon M. Bernd Bernander qui coordonne l'aide de l'ONU en Irak.

Les quatre groupes de travail de cette mission — énergie, alimentation, santé et eau — ont mis la dernière touche à leurs rapports mercredi et Sadruddine Agha Khan doit remettre ses recommandations lundi au secrétaire général de l'ONU Javier Perez de Cuellar. « Ce qui est sûr, a indiqué Otto Denes, du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), c'est que l'aide humanitaire ne pourra jamais combler le trou dans les importations alimentaires et médicales de l'Irak » provoqué par l'interdiction qui est faite à Bagdad de vendre son pétrole depuis onze mois.

De fait, la situation se dégrade rapidement, assure un expert de l'ONU : « On assiste, a-t-il dit, à une paupérisation des Irakiens ».

Le Conseil de sécurité commencera lundi prochain à discuter des suites à donner aux différents rapports concernant l'importance qu'il y a lieu désormais d'accorder aux installations nucléaires irakiennes.

Lors d'une réunion dite de consultations, les membres du Conseil entendront notamment Rolf Ekeus, président de la commission spéciale de l'ONU chargée de l'élimination de toutes les armes de destruction massive de l'Irak y

compris de ses installations nucléaires.

Les Etats-Unis ont réalisé, après le retour d'Irak de l'équipe d'inspection de l'ONU, que ce pays s'était doté d'une capacité nucléaire bien plus importante qu'initialement estimée, ont déclaré hier des responsables américains. « La commission spéciale a informé les responsables de l'ONU que la quantité d'uranium enrichi en possession des Irakiens pourrait leur permettre de fabriquer 20 à 40 armes nucléaires », selon un responsable qui a requis l'anonymat. « Mais il leur aurait fallu 10 ans de travail ininterrompu pour y parvenir », a-t-il ajouté.

M. Ekeus devrait également demander au Conseil de lui donner les moyens de renforcer les inspections sur place de ses experts nucléaires en adoptant par exemple une nouvelle résolution au contenu très technique afin de contraindre l'Irak à laisser inspecter ses installations et à dévoiler toutes celles qui ne sont pas encore connues.

La menace de Bush à Saddam

George Bush a mis en doute mercredi le caractère exhaustif des renseignements donnés cette semaine par le président Saddam Hussein sur le programme nucléaire de l'Irak.

Dans une conférence de presse à la Maison-Blanche, M. Bush a estimé que l'admission par l'Irak qu'il avait bien poursuivi depuis la fin de la guerre du Golfe son programme d'équipement en armements nucléaires était un pas dans la bonne direction mais a ajouté qu'on ne pouvait faire confiance au « tyran » Saddam Hussein. L'Irak a révélé lundi dernier pour la première fois aux Nations unies un programme étendu de production d'uranium enrichi utilisable pour la mise au point d'armes nucléaires.

A.F.P. —A.F.P. —

FRA0450 3 I 0706 FRA /AFP-QW28

Irak-Alliés-Kurdes prév

Retrait des forces alliées en Irak, mais maintien d'une force de dissuasion en Turquie

Le 12 juil (AFP) - Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont décidé vendredi de retirer leurs troupes du nord de l'Irak et d'en redéployer une partie en Turquie, pour maintenir une force de dissuasion destinée à éviter que Bagdad ne sévisse à nouveau contre les populations Kurdes.

Cette force de dissuasion doit être composée de troupes américaines, françaises, britanniques néerlandaises et turques, selon les informations disponibles vendredi.

La décision, annoncée simultanément à Washington, Paris et Londres, a été prise parce que la situation s'est "améliorée" pour les Kurdes, la quasi-totalité des 400.000 réfugiés kurdes qui avaient fui dans les montagnes à la frontière irako-turque ayant regagné leurs villes et leurs villages, selon un communiqué du Foreign Office. La majorité des Kurdes qui avaient fui du côté iranien "en ont fait de même", a indiqué de son côté la présidence française.

Cette décision est néanmoins assortie d'un avertissement très clair: la coalition internationale est "déterminée à répondre militairement à toute action de la part de l'Irak qui menacerait la paix", a déclaré le porte-parole du Pentagone M. Pete Williams. A Paris, la présidence de la République a souligné qu'"aucun obstacle à l'action humanitaire poursuivie par les Nations-Unies et les organisations non gouvernementales présentes dans la zone ne sera tolérée".

200 à 300 Français

Les déclarations officielles font état d'un "redéploiement" des forces actuellement dans le nord de l'Irak sans indiquer le lieu de ce "redéploiement". Mais on a précisé de source gouvernementale britannique et de source autorisée à Paris que la force de dissuasion alliée serait stationnée en Turquie, non loin de la frontière irakienne.

Le Département de la Défense américain a indiqué que le retrait du nord de l'Irak se ferait avant lundi. La taille de la force résiduelle alliée n'avait pas encore été précisée vendredi en début de soirée, mais le Washington Post indiquait jeudi qu'elle comprendrait 5.000 hommes.

Paris s'est borné à indiquer qu'elle maintiendrait une "présence militaire au niveau approprié". On précisait de bonne source que le contingent français compterait 200 à 300 hommes. La Grande-Bretagne a indiqué qu'elle y participerait à hauteur d'une compagnie des Royal Marines (environ 300 hommes). Les Etats-Unis qui disposaient de 1.400 hommes sur place n'avaient pas précisé la taille de leur contingent.

Selon le Foreign Office, ces forces "de dissuasion" disposeront d'une "puissance aérienne importante" et seront chargées de protéger les populations du nord de l'Irak contre une éventuelle reprise de la répression par Bagdad.

A.F.P. —A.F.P. —

"nouvelle menace"

Ces forces seront prêtes "si les circonstances le demandent, à intervenir rapidement: à retourner (en Irak) si nécessaire pour protéger la sécurité des réfugiés et du personnel des Nations-Unies et à prendre tout autre mesure qui pourrait être requise".

L'annonce de cette décision avait été précédée jeudi par des consultations téléphoniques des présidents George Bush et François Mitterrand, ainsi que du Premier ministre britannique John Major.

Depuis plusieurs semaines, les alliés examinaient les conditions du retrait de leurs troupes du nord de l'Irak où elles étaient intervenues pour installer des zones de protection pour les centaines de milliers de Kurdes jetés sur les routes de l'exode par la répression du régime irakien.

Des consultations avaient notamment eu lieu fin juin, en marge du Conseil ministériel de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe à Berlin, où le chef de la diplomatie française Roland Dumas avait souhaité que le retrait des troupes alliées du nord de l'Irak s'effectue dans des conditions garantissant que les Kurdes "ne soient pas à la merci d'une nouvelle menace" du Président Saddam Hussein.

Les alliés étaient convenus de confier le relai aux Nations-Unies. Il y a actuellement 250 "Gardes bleus" de l'ONU sur place et ils doivent être bientôt 500, indique-t-on de source autorisée à Paris.

mn-ps/dbo

AFP 122021 JUL 91

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —

FRA0364 3 GP 0334 FRA /AFP-PU97

Alliés-Irak-Kurdes

Redéploiement du contingent français en Irak : texte intégral du communiqué

PARIS, 12 juil (AFP) - Voici le texte intégral du communiqué diffusé vendredi soir par la présidence de la République française concernant le redéploiement du contingent français actuellement en Irak, tout en maintenant une présence militaire dans la région et la mise en garde de Paris à Bagdad:

"Les forces militaires mises en place au Nord de l'Irak dans le cadre de l'opération humanitaire engagée au profit des populations kurdes à la suite de l'adoption, par le Conseil de sécurité, de la résolution 688, à l'initiative de la France, ont maintenant rempli leur mission. Les réfugiés kurdes en Turquie ont, dans leur quasi totalité, regagné l'Irak. Du côté iranien, la majorité d'entre eux ont fait de même. Le redéploiement du contingent français est donc maintenant possible. L'opération humanitaire se poursuit sous l'autorité des Nations Unies.

"La vigilance continue, toutefois, de s'imposer au sujet du comportement des autorités irakiennes. La France a donc adressé, en liaison avec ses partenaires, les mises en garde appropriées. Aucun obstacle à l'action humanitaire poursuivie par les Nations Unies et les organisations non-gouvernementales présentes dans la zone ne sera toléré.

"Conformément aux dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et, notamment, de la résolution 688, la France prendra les initiatives qu'appellerait le non-respect par l'Irak de ses obligations ainsi que toute atteinte aux droits de l'homme. A cet effet, la France maintiendra une présence militaire dans la région au niveau approprié en liaison avec les autres pays intéressés.

"Par ailleurs, la France rappelle que le problème des réfugiés kurdes reste préoccupant à la frontière irako-iranienne. Avec ses partenaires de la Communauté européenne, elle apportera son concours sur le plan humanitaire aux actions spécifiques que préparent actuellement les Nations Unies".

vd/mfo

AFP 121820 JUL 91

QUEST-FRANCE 13 juillet 1991

LE MONDE 13 juillet 1991

TURQUIE

Situation tendue au Kurdistan

Trois personnes au moins ont été tuées, une soixantaine d'autres blessées et plus de 250 arrêtées à Diyarbakir, mercredi 10 juillet, lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur une foule de plus de 20 000 personnes qui participait aux funérailles de Vedat Aydin. Agé de trente-six ans, ce dirigeant kurde local du Parti travailliste du peuple (HEP) et de l'Association des droits de l'homme, dont le corps, criblé de balles après avoir été apparemment torturé, avait été retrouvé, lundi 8 juillet, dans la province d'Elazig, avait été arrêté chez lui, vendredi dernier, par quatre hommes armés se prétendant policiers.

Les forces de l'ordre ont ouvert le feu lorsque les manifestants ont commencé à scander des slogans séparatistes. Plusieurs personnes, dont quatre députés kurdes du Parlement, ont été blessées dans la panique et les combats qui s'ensuivirent. Huit combattants kurdes du PKK ont également été abattus par l'armée turque, mercredi 10 juillet, dans la province de Siirt. - (Corresp.)

**George Bush trouve des alliés contre Bagdad
Paris et Londres menacent à leur tour**

Les mises en garde américaines adressées à Bagdad prennent forme. Chacune à leur manière, la France et la Grande-Bretagne apportent leur appui à George Bush

George Bush a multiplié les conversations téléphoniques, jeudi, pour faire connaître son point de vue sur la situation qui prévaut en Irak.

Si on ignore, officiellement, ce qu'il a pu dire à François Mitterrand, on connaît en revanche le contenu de sa conversation avec le Premier ministre britannique, John Major: Il l'a entretenu de ses craintes de voir reconstituer le potentiel nucléaire irakien et de la situation des populations kurdes.

Vendredi, la Grande-Bretagne a donc apporté son soutien aux menaces américaines en faisant savoir qu'elle « utiliserait tous les moyens dont elle dispose » pour empêcher Saddam Hussein de se refaire une santé nucléaire.

La France, de son côté, a décidé - tout comme les États-Unis - de redéployer ses forces toujours en place dans le nord de l'Irak, mais en maintenant une présence militaire « avec les autres pays intéres-

sés », car la situation des Kurdes « reste préoccupante à la frontière irako-iranienne », explique Paris, et « aucun obstacle à l'action humanitaire poursuivie par les Nations unies et les organisations non gouvernementales présentes dans la zone ne sera toléré. »

Les mises en garde adressées depuis quelques jours à

Bagdad prennent donc une forme plus concrète. Une force multinationale d'intervention rapide est en cours d'installation en Turquie. Composée de 5 000 hommes (Américains, Français, Britanniques, Hollandais, Italiens, Espagnols), elle aura pour objectif de prévenir toute agression irakienne contre les Kurdes.



Le représentant de l'ONU, le prince Sadruddin Agha Khan (à droite), a rencontré le leader du Parti démocratique Kurde, Massoud Barzani, vendredi à Bagdad.

Photo AFP

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE JULY 13, 1991

Kurds Raid Turkish Embassy

Compiled by Our Staff From Dispatches

LONDON — Kurdish demonstrators stormed and ransacked the Turkish Embassy in London on Friday and then surrendered, officials said.

The police said no one was hurt when about 30 people crashed through the embassy doors to protest the treatment of Kurds by the Turkish government.

There were other demonstrations by Kurds in Europe, too. About 60 Kurdish protesters in the Netherlands clashed with policemen outside the Turkish Consulate in Deventer, and about 50 Kurds in Brussels occupied the offices of Amnesty International.

The London demonstrators

briefly occupied the embassy before being forced out by the police. The police trained their guns on the embassy as the protesters, chanting slogans, streamed out with their arms up. At least 20 were arrested.

Commander Robert Marsh of Scotland Yard said the demonstrators held the Turkish Embassy for about an hour and 20 minutes and did "quite a lot of damage."

"They rubbished the place and damaged pictures and furniture," said Commander Marsh, a member of Scotland Yard's Royalty and Diplomatic Protection Group.

The semi-official Anatolian News Agency of Turkey reported that shots were heard at the embassy. But the Scotland Yard officer said, "There is no evidence that

anybody has been assaulted or shot at."

A Kurdish demonstrator outside the embassy said the protest was organized by the National Liberation Front of Kurdistan to draw attention to a clash between Kurds and the police in the southern Turkish town of Diyarbakir.

Twelve people were reported killed by security forces in Diyarbakir and other Kurdish villages, in the worst violence involving Kurds in Turkey this year.

"We wanted to show the world, especially Turkey, that when Kurds are being killed by Turkish forces we Kurds in Britain won't stand by and watch," said a protester who said he was from Diyarbakir.

Redéploiement des troupes alliées à la frontière turco-irakienne

Création d'une force de dissuasion

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont décidé hier de retirer leurs troupes du nord de l'Irak et d'en redéployer une partie en Turquie, pour maintenir une force de dissuasion destinée à éviter que Bagdad ne sévisse à nouveau contre les populations kurdes. Cette force de dissuasion doit être composée de troupes américaines, françaises, britanniques, néerlandaises et turques.

La décision, annoncée simultanément à Washington, Paris et Londres, a été prise parce que la situation s'est « améliorée » pour les Kurdes, la quasi-totalité des 400 000 réfugiés kurdes qui avaient fui dans les montagnes à la frontière irako-turque ayant regagné leurs villes et leurs villages, selon un communiqué du Foreign Office. La majorité des Kurdes qui avaient fui du côté iranien « en ont fait de même », a indiqué de son côté la présidence française.

Cette décision est néanmoins assortie d'un avertissement très clair : la coalition internationale est « déterminée à répondre militairement à toute action de la part de l'Irak qui menacerait la paix », a déclaré le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams. A Paris, la présidence de la République a souligné qu'« aucun obstacle à l'action humanitaire poursuivie par les Nations Unies et les organisations non gouvernementales présentes dans la zone ne sera tolérée ».

Les déclarations officielles font état d'un « redéploiement » des forces actuellement dans le nord de l'Irak sans indiquer le lieu de ce « redéploiement ». Mais on a précisé de source gouvernementale britannique et de source autorisée à Paris

que la force de dissuasion allée serait stationnée en Turquie, non loin de la frontière irakienne.

Le Département de la Défense américain a indiqué que le retrait du nord de l'Irak se ferait avant lundi. La taille de la force résiduelle allée n'avait pas encore été précisée hier soir, mais le Washington Post indiquait jeudi qu'elle comprendrait 5 000 hommes.

200 à 300 Français

Paris s'est borné à indiquer qu'elle maintiendrait une « présence militaire au niveau approprié ». On précisait de bonne source que le contingent français compterait 200 à 300 hommes. La Grande-Bretagne a indiqué qu'elle y participerait à hauteur d'une compagnie des Royal Marines (environ 300 hommes). Les Etats-Unis, qui disposaient de 1 400 hommes sur place, n'avaient pas précisé la taille de leur contingent.

Selon le Foreign Office, ces forces « de dissuasion » disposeront d'une « puissance aérienne importante » et seront chargées de protéger les populations du nord de l'Irak contre une éventuelle reprise de la répression par Bagdad. Ces forces seront prêtes, « si les circonstances le demandent, à intervenir rapidement :



à retourner (en Irak) si nécessaire pour protéger la sécurité des réfugiés et du personnel des Nations Unies et à prendre toute autre mesure qui pourrait être requise ».

L'annonce de cette décision avait été précédée jeudi par

des consultations téléphoniques des présidents Bush et Mitterrand ainsi que du Premier ministre britannique John Major.

Depuis plusieurs semaines, les alliés examinaient les conditions du retrait de leurs

troupes du nord de l'Irak où elles étaient intervenues pour installer des zones de protection pour les centaines de milliers de Kurdes jetés sur les routes de l'exode par la répression du régime irakien.

Des consultations avaient notamment eu lieu fin juin, en marge du Conseil ministériel de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à Berlin, où le chef de la diplomatie française Roland Dumas avait souhaité que le retrait des troupes alliées du nord de l'Irak s'effectue dans des conditions garantissant que les Kurdes « ne soient pas à la merci d'une nouvelle menace » du président Saddam Hussein.

Les alliés étaient convenus de confier le relais aux Nations Unies. Il y a actuellement deux cent cinquante « gardes bleus » de l'ONU sur place et ils doivent être bientôt cinq cents.

Un nouvel avertissement des « Cinq »

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont lancé hier un nouvel avertissement à l'Irak, exigeant que Bagdad révèle avant le 25 juillet la nature et les sites de toutes ses installations nucléaires, a-t-on appris de source diplomatique. Ces sources ont toutefois affirmé qu'il ne s'agissait pas là d'un véritable ultimatum. Cet avertissement a été

transmis par les ambassadeurs de Chine, des Etats-Unis, d'URSS, de France et de Grande-Bretagne à l'ambassadeur irakien à l'ONU Abdul Amir Al Anbari, à qui ils ont rappelé notamment les obligations de son pays découlant des résolutions du Conseil de sécurité et principalement de la 687.

Pour mieux assurer le contrôle des sites nucléaires

irakiens, les « Cinq » préparent actuellement un projet de résolution faisant notamment obligation à l'Irak de laisser libre l'accès aux endroits de quelque nature qu'ils soient.

Lundi, le Conseil doit tenir une réunion dite de consultation pour prendre connaissance de cette ébauche de projet de résolution

Le communiqué de l'Elysée

Voici le texte intégral du communiqué diffusé vendredi soir par la présidence de la République française concernant le redéploiement du contingent français actuellement en Irak, tout en maintenant une présence militaire dans la région et la mise en garde de Paris à Bagdad :

« Les forces militaires mises en place au nord de l'Irak, dans le cadre de l'opération humanitaire engagée au profit des populations kurdes à la suite de l'adoption, par le Conseil de sécurité, de la résolution 688, à l'initiative de la France, ont maintenant rempli leur mission. Les réfugiés kurdes en Turquie ont, dans leur quasi-totalité, regagné l'Irak. Du côté iranien, la majorité d'entre eux ont fait de même. Le redéploiement du

contingent français est donc maintenant possible. L'opération humanitaire se poursuit sous l'autorité des Nations Unies.

« La vigilance continue, toutefois, de s'imposer au sujet du comportement des autorités irakiennes. La France a donc adressé, en liaison avec ses partenaires, les mises en garde appropriées. Aucun obstacle à l'action humanitaire poursuivie par les Nations Unies et les organisations non gouvernementales présentes dans la zone ne sera toléré.

« Conformément aux dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et, notamment, de la résolution 688, la France prendra les initiatives qu'appellerait le non-respect par l'Irak de ses obligations, ainsi que toute atteinte aux droits de l'homme. A cet effet, la France maintiendra une présence militaire dans la région au niveau approprié, en liaison avec les

autres pays intéressés.

« Par ailleurs, la France rappelle que le problème des réfugiés kurdes reste préoccupant à la frontière irakiano-iranienne. Avec ses partenaires de la Communauté européenne, elle apportera son concours sur le plan humanitaire aux actions spécifiques que préparent actuellement les Nations Unies. »

Le feu vert de la Turquie

La Turquie a hier soir accepté le principe du déploiement provisoire d'une force sur le sol turc, destinée à protéger les populations kurdes du nord de l'Irak après le retrait des forces alliées de l'opération de « Provide Comfort ».

Le chef de la diplomatie turque, M. Safa Giray, a par ailleurs indiqué que la Turquie participerait également à cette force « à un niveau

convenable », ajoutant que les détails concernant la formation et les règles régissant la mission de cette force « étaient en train d'être déterminés entre les autorités militaires ».

M. Safa Giray a précisé que la Turquie « accordait une grande importance à la poursuite de la tranquillité assurée dans la région », après le retrait des forces alliées.

Les autorités turques avaient reçu à la mi-juin une demande de chacun des alliés pour l'installation sur le sol turc d'une force militaire, destinée à protéger les Kurdes du nord de l'Irak contre une éventuelle attaque de l'armée irakienne et à éviter la répétition de l'exode des réfugiés kurdes d'Irak.

Plus de 21 000 soldats des forces alliées, principalement américains, français et britanniques, avaient été déployés dans le nord de l'Irak pour cette opération militaro-humanitaire.

LIBERATION 13 juillet 1991

Bush menace et les alliés se replacent

Alors que Washington, Paris et Londres annoncent leur retrait du nord de l'Irak et leur redéploiement en Turquie, le Président américain a à nouveau évoqué une reprise des bombardements si Bagdad continuait à dissimuler ses installations nucléaires.

New York, de notre correspondant

Parallèlement au déploiement d'une force d'action rapide dans le sud de la Turquie pour protéger les réfugiés kurdes, les Etats-Unis et la France ont annoncé hier leur retrait militaire du nord de l'Irak. Selon le Pentagone, les effectifs compris dans ce redéploiement se chiffrent à 3 300 soldats alliés, dont 1 500 Américains. L'opération devrait être achevée lundi. Afin de préserver la sécurité des milliers de Kurdes réfugiés dans le nord de l'Irak, il est prévu qu'aucun avion ou hélicoptère irakien ne devra survoler la zone située au nord du 36^e parallèle. Par ailleurs, une force multinationale de 2 500 à 3 000 hommes de différentes nationalités sera prête à intervenir depuis la Turquie.

Cette décision ne signifie pas que les alliés aient renoncé à faire pression sur Saddam Hussein. Les Etats-Unis menacent de reprendre à tout moment les bombardements sur l'Irak si Bagdad persiste à soustraire aux experts des Nations unies ses installations nucléaires. Cette semaine, le président Bush a approuvé une liste d'une vingtaine d'objectifs militaires qui lui a été soumise par le Pentagone. Selon le *New York Times* et l'agence Reuter, il s'agirait de centres de commandement et de contrôle militaires, ce que Washington a admis vendredi. Depuis deux

jours, des informations non officielles sont distillées à l'intention des médias américains sur une possible reprise des opérations militaires si l'Irak ne respecte pas les termes de la résolution 687 votée par le Conseil de sécurité le 3 avril dernier. Jeudi, la chaîne de télévision NBC avait indiqué que le Pentagone avait plusieurs options possibles, dont une liste de, cette fois, une centaine d'objectifs liés aux activités nucléaires de l'Irak. Un raid est techniquement tout à fait faisable : il reste en Arabie Saoudite de nombreux chasseurs bombardiers — parmi lesquels les avions invisibles F-117A — et des attaques pourraient être lancées depuis les porte-avions actuellement dans la région.

Jeudi, George Bush, en vacances dans sa résidence de Kennebunkport, s'était entretenu au téléphone avec le Premier ministre britannique John Major ainsi que François Mitterrand pour leur rappeler la nécessité de maintenir la pression sur l'Irak pour qu'elle respecte les dispositions de la résolution de l'ONU sur les armes de destructions massives.

A New York, le Conseil de sécurité devrait entendre lundi le rapport des experts de retour d'Irak. « Il y a neuf chances sur dix pour que leurs conclusions débouchent sur une proposition de résolution qui sera discutée dans la semaine », affirmait hier une source

occidentale aux Nations unies. Cette résolution pourrait contenir la menace implicite d'une intervention militaire pour détruire les installations nucléaires qui ont survécu à la campagne aérienne de janvier-février. Mais selon les milieux onusiens, en dépit des menaces, les Etats-Unis veulent surtout que cette commission spéciale, chargée de superviser l'anéantissement des armes de destruction massive, fonctionne correctement. Le Pentagone serait ainsi tout à fait conscient du fait que si 43 jours de campagne aérienne ne sont pas venus à bout des installations irakiennes, un nouveau raid ne changera pas grand-chose. Les satellites espions américains ont d'ailleurs détecté des opérations de camouflage et de transport de ce qui reste du matériel nucléaire irakien.

Washington est d'autant plus agacé par cette défiance qu'en janvier dernier, une semaine après le début des bombardements, George Bush en personne avait clamé que « les attaques précises ont éliminé Saddam du business nucléaire pour un bon moment... ». Il y a deux jours, Pete Williams, le porte-parole du Pentagone avait confessé lors de son point de presse quotidien : « Par diverses sources de renseignements, nous apprenons aujourd'hui des choses que nous ignorions lorsque nous avons établi les plans de

bombardements de leurs installations nucléaires... ».

Avant le début de la guerre aérienne, les services de renseignements américains avaient pourtant décelé des indices laissant croire que l'Irak avait massivement recours aux fameux calutrons, cette technologie rustique servant à l'enrichissement d'uranium à des fins militaires. Selon le *Washington Post*, des particules radioactives relevées sur des vêtements d'otages occidentaux, qui avaient été détenus sur des sites de recherches nucléaires, avaient permis de déduire que les ingénieurs irakiens avaient recours aux calutrons pour produire de l'uranium enrichi. Mais les observations — très partielles — des membres de la commission spéciale des Nations unies ont révélé que l'Irak avait développé simultanément trois filières d'enrichissement d'uranium, des plus simples aux plus sophistiquées, que les bombardements étaient loin d'avoir mis hors d'état de nuire en totalité.

Même si les officiels américains répètent qu'aucune attaque n'est imminente, le gouvernement israélien reste très préoccupé par une possible reprise des hostilités. L'agence Reuter rapportait hier que le gouvernement a décidé d'inspecter les abris antiaériens et de revoir toutes les procédures d'urgence en cas d'attaque aérienne, comme ce fut le cas l'hiver dernier.

Frédéric FILLOUX

Kurdes Alors que commence le retrait des troupes occidentales du nord de l'Irak, la résistance kurde hésite à conclure un accord avec Bagdad

La nouvelle donne du Kurdistan

Aux prises depuis trois mois avec le régime de Bagdad pour négocier un nouveau statut d'autonomie du Kurdistan irakien, la résistance kurde va voir changer sa donne dans les prochains jours. Washington souhaite annoncer le plus rapidement possible la constitution puis le stationnement en Turquie d'une force multinationale, forte d'environ 5 000 hommes, qui se tiendrait prête à intervenir au nord de l'Irak pour protéger les populations kurdes en cas d'attaque des troupes de Saddam Hussein.

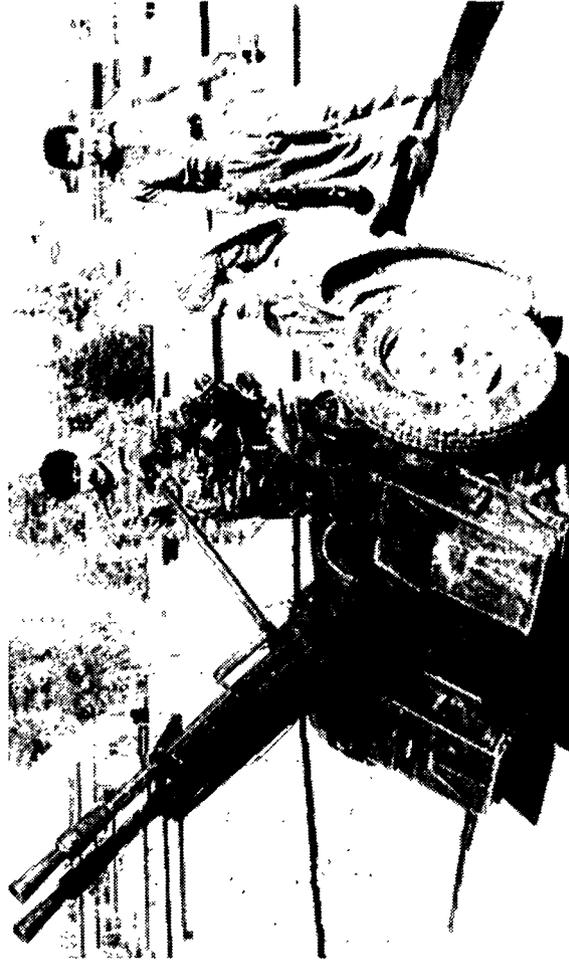
Le lancement de l'opération reste encore conditionné à l'approbation des Turcs. Le président Turgut Özal a donné son accord de principe et aurait même été l'un des initiateurs du projet, mais son nouveau premier ministre, Mesut Yılmaz, semble tenté de faire monter les enchères avant la visite de George Bush le 19 juillet, à Ankara, au cours de laquelle sera évoqué le problème chypriote.

Selon les premières informations diffusées par le Pentagone à Washington, environ 2 000 hommes seraient déployés à Silopi, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière ira-

kienne, dans la vallée du Tigre, et le reste à proximité de la base aérienne de l'Otan à Incirlik, dans le sud de la Turquie. Leur rapidité d'intervention serait fondée sur des hélicoptères.

L'installation de cette force permettra de retirer les quelque 3 400 soldats américains, britanniques, français ou néerlandais encore présents dans la « zone de protection » mise en place en avril au nord de l'Irak, pour accélérer le retour des réfugiés ayant fui en Turquie et en Iran. Des organisations humanitaires présentes au Kurdistan craignent qu'un tel départ ne provoque une nouvelle panique, alors que plusieurs centaines de milliers de réfugiés sont toujours concentrés en Turquie et surtout en Iran.

La présence de soldats occidentaux au nord de l'Irak était considérée par la résistance kurde comme un atout majeur dans sa négociation avec Bagdad. Interdisant aux forces de répression du régime de Saddam Hussein l'entrée dans la zone de protection, le déploiement des troupes alliées liaient *de facto* la diplomatie de leur gouvernement à l'évolution de la situation en Irak tandis qu'officiellement, Washington, Londres ou



Combattants kurdes de l'Union patriotique du Kurdistan, à Zakho (nord de l'Irak) le 27 mars 1991. (Photo AFP.)

entre Bagdad et les Kurdes sur la délimitation de la zone d'autonomie « deviendront secondaires » et que « nous sommes prêts à faire beaucoup de concessions si nous obtenons la séparation entre le Baas (le parti au pouvoir en Irak) et l'Etat ». La loi sur le multipartisme récemment adoptée par le Parlement irakien lui paraît insuffisante car elle n'autorise l'action politique qu'aux partis qui se soumettent aux principes de la révolution du 17 juillet 1968, date de la prise du pouvoir par le Baas.

« C'est prendre d'une main ce qu'on donne de l'autre, estime Ahmad Bamarni, le porte-parole. La garantie qui permettrait de signer un accord serait une date pour des élections libres supervisées par un corps d'observateurs neutres. »

Plus vague, un des proches assistants de Massoud Barzani, le docteur Kamel, affirme qu'un accord ne pourra être garanti que par « un climat de confiance et de liberté ». Le chef du PDK a certifié à plusieurs reprises qu'il ne signera pas un accord avant d'avoir obtenu l'agrément de tous les membres du Front du Kurdistan.

Jean-Christophe PLOQUIN

caution internationale, il insiste pour que la résistance obtienne des concessions réelles de Bagdad, notamment dans le domaine de la démocratisation du régime. Les négociations ont aussi pour but, selon la stratégie, d'affaiblir Saddam Hussein afin de précipiter son éventuel départ ou renversement.

Un des porte-parole de l'UPK à Chaklawa, l'une des bases de la résistance en Irak, a ainsi affirmé, jeudi, que les divergences

Paris s'abstenaient de fournir un cadre et des garanties internationales aux négociations. La perspective de leur retrait a aujourd'hui exacerbé les divergences qui se manifestent depuis plus d'un mois entre les deux principales formations de la résistance kurde. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui est retourné le 10 juillet à Bagdad pour un nouveau round de discussions à la tête d'une délé-

gation rassemblant les six formations réunies au sein du Front uni du Kurdistan, manifeste un certain empressement à signer un accord avant le départ des Alliés qui affaiblira, juge-t-il, la position des Kurdes.

Jalal Talabani, leader de l'Union du peuple kurde (UPK), qui a lui aussi rejoint la capitale irakienne mais sans faire partie de la délégation officielle, craint toute précipitation. Davantage soucieux d'une

24 heures 13-14 juillet 1991

Négoiations à Bagdad

Les Kurdes Barzani et Talabani reprennent leurs négociations avec Saddam Hussein. Il s'agit de définir les contours du futur Kurdistan irakien. Et les limites de la souveraineté. Espoirs permis.

● Sadruddine Agha Khan, le délégué exécutif de l'ONU en mission humanitaire en Irak, a rencontré hier les chefs de l'opposition kurdes venus à Bagdad négocier avec les autorités un accord d'autonomie pour leur région.

Le délégué de l'ONU devait déjeuner avec Jalal Talabani et Massoud Barzani dans la résidence où ils séjournent depuis leur arrivée à Bagdad mercredi.

Interrogé par les journalistes sur la possibilité de signer un accord avec le gouvernement irakien, M. Talabani, le chef de l'Union patriotique kurde (UPK), a répondu: «Nous espérons», et il s'est refusé à tout autre commentaire, renvoyant les journalistes à M. Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). M. Barzani a assuré aux journalistes qu'il «n'avait aucun commentaire à faire en ce moment».

Les deux chefs kurdes doivent reprendre leurs négociations avec les autorités de Bagdad, interrompues il y a trois semaines, en vue d'aboutir à un accord garantissant une certaine autonomie au Kurdistan et une plus grande démocratie en Irak.

Des approches différentes

Les deux principaux chefs kurdes d'Irak suivent des approches différentes dans la négociation en cours avec Bagdad pour redéfinir le statut d'autonomie du Kurdistan.

Si Barzani, 45 ans, apparaît comme le dirigeant le plus charismatique parmi les Kurdes d'Irak, Talabani, 56 ans, soigne plus les contacts internationaux et se dit moins pressé de signer un accord avec Bagdad.

«Si c'est un bon accord, je le signe, mais pas question de brader la cause kurde», explique Talabani.

«Trente ans de guerre, cela suffit, il est temps de vivre en paix entre Kurdes et Arabes», déclare Barzani.

Si beaucoup de dissemblances les séparent, les deux hommes œuvrent côte à côte en espérant arracher au régime de Saddam Hussein ce que le mouvement kurde n'a pas obtenu en trente années de lutte entrecoupées de trois accords restés lettre morte.

Longue lutte commune

Barzani, qui dirige le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ont une longue histoire commune de combats, jalonnée de négociations, avec Saddam Hussein, qui a su utiliser les luttes d'influence des chefs pour diviser le mouvement kurde.



Massoud Barzani (à droite) salué par un officier irakien.

Keystone/EPA

Considéré comme la «locomotive» diplomatique de la cause kurde, Talabani a réussi à reconstituer dans son QG à Chaklawa au cœur du Kur-

distan, dans un des hôtels, une organisation qui tranche avec le laisser-aller qui règne au siège tout proche de son rival et allié. — (afp)

Kurdes turcs en colère

● Des manifestants kurdes ont occupé pendant un peu plus d'une heure, hier en fin de matinée, l'ambassade de Turquie à Londres. Ils se sont rendus sans résistance peu après 12 h 30 locales.

Les manifestants, entourés par la police, sont sortis en criant des slogans, tandis que d'autres manifestants conti-

naient, devant l'ambassade, à brandir des pancartes dénonçant la répression contre les Kurdes en Turquie.

La police a commencé à fouiller l'ambassade après avoir évacué tout le personnel. Des informations non confirmées avaient fait état un peu plus tôt de coups de feu, mais aucune arme n'a été trouvée, a précisé la police.

Selon des témoins, les policiers ont arrêté une trentaine de manifestants. La police avait encerclé le bâtiment situé dans le quartier de Belgravia, en plein centre de la capitale.

Selon un haut responsable de l'ambassade, qui a refusé de donner son nom, les manifestants seraient des membres du Parti ouvrier kurde. — (afp)

UN Emissary Seeks Easing Of Embargo To Help Iraq

*Food and Medicine
Desperately Needed,
Sadrudin Contends*

By Paul Lewis
New York Times Service

BAGHDAD — The head of a United Nations mission to Iraq called Friday for the

Security Council to relax sanctions so that the country could buy food, medicine and other essential supplies, saying that otherwise it was heading for "a major catastrophe."

"Sanctions were never designed to make people suffer the way they are suffering now," Prince Sadrudin Aga Khan said at a press conference, adding, "We need to design an acceptable formula for easing them."

The Security Council's Sanctions Committee will meet in New York Monday to consider an Iraqi request to be allowed to sell about \$1 billion worth of oil on international markets to finance the humanitarian purchases.

Speaking at the end of his mission's visit to Iraq, Prince Sadrudin said he would present a concrete plan in Geneva on Monday under which the United Nations could relax sanctions so that Iraq got cash to pay for essential imports while simultaneously ensuring that the money was correctly spent and the goods that were bought were fairly distributed around the country.

He said that either the Security Council could allow Iraq to sell limited quantities of oil

or the United States and other countries could release money from the overseas bank accounts they have blocked.

Asked about the Bush administration's contention that Iraq still has secret caches of gold and foreign currency around the world sufficient to pay for such imports, former Attorney General Elliot L. Richardson, who is a member of the UN mission, replied that Iraqi officials had assured him that this was untrue.

About \$5 billion worth of foreign Iraqi assets are now blocked.

Presenting the mission's assessment of Iraqi nutritional difficulties, Sir John Moberly, a former British ambassador to Baghdad, said low-priced government rations accounted for only a third of an average family's needs.

As a result, he said, people are being forced to sell jewelry, furniture and television sets to buy extra rations on the free market, where prices have soared since the end of the Gulf war. But many people are now running out of resources, he said.

Before the Gulf crisis, Iraq had been spending \$2 billion a year on importing 70 percent of its people's food needs. Without any money to spend on such imports now, Sir John said, there are "signs of impending famine around the country."

Bush Approves 20 Contingency

Targets in Iraq

By Eric Schmitt
New York Times Service

WASHINGTON — President George Bush has approved a list of about 20 Iraqi command-and-control targets that would be attacked if Baghdad refused to comply with international sanctions to destroy its nuclear technology, according to Pentagon officials.

U.S. officials quickly added that no air strike was imminent.

Administration officials have concluded that punitive strikes on Iraqi leaders would inflict more pain on President Saddam Hussein and his high command than strikes aimed at sites where Baghdad is suspected of hiding equipment and materials used to develop nuclear or chemical weapons, a senior Pentagon official said.

The United States has several squadrons of fighter and attack planes, including about 20 F-117 Stealth fighters, left in Saudi Arabia.

The announcement of the new target list is another attempt to intimidate the Iraqi government into full compliance with the United Nations-mandated destruction or removal of its nuclear materials and biological and chemical arsenals. It also reflects a shift in thinking by senior administration officials, who in recent days have acknowledged the difficulty of striking this material, much of which can be moved easily.

[Iraq's UN ambassador was summoned by the five permanent members of the Security Council on Friday and told to provide a full disclosure of Iraqi nuclear materials in two

weeks or face serious consequences, diplomats told Reuters in New York.

[The sources said the five were "non-specific" about possible consequences. "This is an attempt to elicit from them finally what they should have done in the first place — and not related to what is rumbling out of Washington," said a senior envoy close to the talks.]

In a 15-minute telephone call on Thursday, Mr. Bush and Prime Minister John Major agreed that Mr. Saddam had violated the United Nations resolution ordering Baghdad to provide details of its nuclear weapons so they can be removed or destroyed, British officials said.

Administration officials said Thursday that some UN inspectors had concluded that Iraq possessed enough raw uranium to build 20 to 40 nuclear weapons over 10 years, but only if work proceeded without a hitch. That assessment reflects the "high end" of Iraq's nuclear potential, they said.

"That might have been their ultimate goal, but it doesn't reflect anything like their current capability," an administration official said.

About 100 pounds (45 kilograms) of weapons-grade uranium that Iraq has acknowledged to be in its possession is under international safeguards. But administration officials said this week that they believed Baghdad may have clandestinely produced enough to build at least one nuclear device. It is believed that a bomb can be made from as little as 55 pounds of enriched uranium.

Kiosk

Last of Allies Leaving Iraq

WASHINGTON (Reuters) — The Pentagon said Friday that the final 3,300 U.S. and allied forces had begun pulling out of northern Iraq in an operation due to end Monday, and that the coalition would establish a rapid deployment force to protect Iraqi Kurds once the troops are out.

The Pentagon spokesman, Pete Williams, said the allies had warned Baghdad that they maintained "a clear interest in peace within Iraq" and reserved the right to enforce peace militarily through the strike force. The force is expected to be based in Turkey.

Menaçant de bombarder les installations nucléaires en Irak

Les Etats-Unis mettent en place une force alliée « de déploiement rapide » en Turquie

Washington, Paris et Londres ont mis en garde l'Irak, vendredi 12 juillet, le menaçant implicitement de représailles en cas de non-respect des obligations de l'ONU. Le président George Bush a approuvé une liste de postes de commandement et de centres de contrôle irakiens susceptibles d'être bombardés par l'aviation américaine si Bagdad refuse d'appliquer la résolution 687 sur la destruction de son matériel nucléaire. De son côté, la France a annoncé le maintien dans la région d'une présence militaire « au niveau approprié ».

« Aucun obstacle à l'action humanitaire poursuivie par les Nations unies et les organisations non gouvernementales présentes dans la zone ne sera toléré », précise le communiqué de l'Élysée. La mise en garde conjointe des alliés fait suite à des discussions par téléphone, jeudi, entre le président Bush, le président Mitterrand et le premier ministre britannique, M. John Major.

NEW-YORK

de notre correspondant

Le Pentagone a annoncé le 12 juillet que les forces militaires alliées mises en place au mois de mai dernier dans le nord de l'Irak pour protéger la population kurde des représailles de Bagdad, avaient commencé à se retirer de cette zone; l'opération devrait s'achever le 15 juillet. Estimant que la situation humanitaire qui avait justifié cette présence militaire de la coalition s'est « améliorée », M. Pete Williams, le porte-parole du département de la défense, a toutefois précisé que la coalition continuerait à surveiller la situation et que le retrait des quelque 3 300 militaires alliés encore présents dans le nord de l'Irak s'accompagne de la mise en place d'une « force de déploiement rapide » installée « à proximité » et destinée à garantir la sécurité des réfugiés.

M. Williams a refusé de préciser si elle serait installée en Turquie, mais selon certaines sources proches du Pentagone, cette force d'environ 2 500 à 3 000 hommes, assurée d'une couverture aérienne composée de chasseurs et d'hélicoptères de combat et regroupant

des contingents provenant de huit pays (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Turquie, Italie, Espagne, Belgique et Pays-Bas) serait effectivement installée dans la partie est de la Turquie, à proximité de la frontière irakienne de façon à « pouvoir répondre militairement à toute action irakienne qui perturberait la paix ».

Réunion du Conseil de sécurité le 15 juillet

Cette opération fait suite à la visite récemment effectuée en Turquie par le sous-secrétaire à la défense, M. Paul Wolfowitz, afin d'obtenir d'Ankara l'accord permettant de faire stationner des troupes étrangères dans ce pays. Le porte-parole du Pentagone a indiqué, par ailleurs, que l'armée de Bagdad, les forces de police et les gardes frontières irakiens, devaient continuer à éviter la zone de sécurité délimitée par la coalition. De même, « aucun avion ou hélicoptère irakien ne sera autorisé à survoler une portion de territoire située au nord du 36^e parallèle » (au-delà de laquelle commence la « zone de sécurité »), a-t-il ajouté.

Selon certaines sources proches de l'administration, le président

Bush aurait approuvé une liste d'une vingtaine d'objectifs militaires situés en territoire irakien qui pourraient être bombardés si Bagdad ne se conforme pas à l'ensemble des dispositions prévues par la résolution 687 du Conseil de sécurité et prévoyant notamment la destruction totale de ses équipements nucléaires (le Monde du 13 juillet) dont l'existence a été confirmée par une mission spéciale de l'ONU. Le chef de cette mission, l'ambassadeur suédois Rolf Ekeus, présentera son rapport le lundi 15 juillet devant le Conseil de sécurité. Une communication jugée déterminante par l'administration américaine et par les membres du Conseil après les informations selon lesquelles Bagdad a volontairement dissimulé les détails d'un important programme nucléaire dont le caractère militaire ne fait plus de doute.

A quelques heures de la réunion du Conseil de sécurité, le ton était à la fermeté parmi les cinq membres permanents. Sans qu'il soit possible de préjuger une nouvelle action militaire contre l'Irak, même si elle est implicitement autorisée par les précédentes résolutions votées par le Conseil.

SERGE MARTI

Mise en garde française

Voici le texte de la mise en garde adressée, vendredi 12 juillet, à l'Irak par la France - en liaison avec les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité - contre le non respect des obligations imposées par l'ONU :

« Les forces militaires mises en place au nord de l'Irak dans le cadre de l'opération humanitaire engagée au profit des populations kurdes à la suite de l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 688, à l'initiative de la France, ont maintenant rempli leur mission. Les réfugiés kurdes en Turquie ont, dans leur quasi-totalité, regagné l'Irak; du côté iranien, la majorité d'entre eux ont fait de même. Le redéploiement du contingent français est donc maintenant possible. L'opération humanitaire se poursuit sous l'autorité des Nations unies.

» La vigilance continue, toutefois, de s'imposer au sujet du comportement des

autorités irakiennes. La France a donc adressé, en liaison avec ses partenaires, les mises en garde appropriées. Aucun obstacle à l'action humanitaire poursuivie par les Nations unies et les organisations non gouvernementales présentes dans la zone, ne sera toléré.

» Conformément aux dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et, notamment, de la résolution 688, la France prendra les initiatives qu'appellerait le non-respect par l'Irak de ses obligations ainsi que toute atteinte aux droits de l'homme. A cet effet, la France maintiendra une présence militaire dans la région au niveau approprié en liaison avec les autres pays intéressés.

» Par ailleurs, la France rappelle que le problème des réfugiés kurdes reste occupant à la frontière irako-iranienne. Avec ses partenaires de la Communauté européenne, elle apportera son concours sur le plan humanitaire aux actions spécifiques que préparent actuellement les Nations unies.»

Eveil de Haute Loire 14 juillet 1991

L'aide aux réfugiés kurdes

LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE FAIT LE POINT

On nous communique :

A l'heure où les réfugiés ont entrepris lentement le retour dans leurs villes et leurs villages, la Croix-Rouge Française a souhaité faire le point des actions et des opérations diversifiées, menées en leur faveur.

C'est ainsi qu'ont été expédiés à Tabriz et à Orumiyeh :

- 760 tentes,
- 18.000 couvertures,
- 45 tonnes de nourriture ;
- des kits de médicaments pour 5.000 personnes,
- 2 véhicules 4 × 4.

Le montant de ces aides s'élève à 8 millions de francs. Dans le même temps, un convoi destiné aux réfugiés kurdes en Iran, organisé par le ministère des Affaires étrangères, a permis de rassembler 15.000 couvertures et des aides alimentaires.

Les volontaires de la Croix-Rouge Française ont largement participé à l'ensemble des opérations :

- 5 personnes étaient présentes à la première mission d'accompagnement des envois en Turquie, du 8 au 16 avril ;
- dans le même temps, 7 personnes

effectuaient une mission identique en Iran.

A travers les différentes actions mises en œuvre et exécutées à un rythme soutenu, la Croix-Rouge Française a rempli sa mission d'auxiliaire des pouvoirs publics et a assuré son concours aux actions humanitaires organisées par le mouvement international des Croix-Rouge et Croissant-Rouge.

La mobilisation de la Croix-Rouge départementale et des comités de la Haute-Loire a permis de récolter la somme de 80.179 francs, 46.340 francs pour les Kurdes, 33.139 francs pour les sinistrés du Bangladesh et 700 francs pour le Mali.

Une fois de plus, nos compatriotes ont été généreux et nous les en remercions.

Ces sommes ont été expédiées intégralement au siège central. Les frais de timbres, pour envoyer aux donateurs les reçus fiscaux, ont été pris intégralement sur notre budget de fonctionnement.

La présidente
du conseil départemental
de la Croix-Rouge :
G. GOUJON

Jets de pierres, coups de feu

A Berne et à Zurich, la police est intervenue contre deux fois cinquante Kurdes. Des arrestations et des nombreux dégâts. L'ozone avait également mobilisé 500 personnes outre-Sarine.

24 HEURES 15 juillet 1991

● Entre 50 et 100 Kurdes ont manifesté samedi devant l'ambassade de Turquie à Berne. Selon les manifestants, six coups de feu ont été tirés depuis le bâtiment, à quoi ils ont répliqué par des jets de pierres, brisant des vitres et une caméra. La police est alors intervenue, interpellant deux personnes après avoir fait usage de gaz lacrymogènes. L'ambassade a refusé de confirmer ou de démentir les tirs, dont la police a indiqué ne pas avoir trouvé trace. Hier, une cinquantaine de Kurdes sont revenus devant l'ambassade et fait des dégâts évalués à plusieurs milliers de francs, notamment en lançant un objet enflammé dans le hall d'entrée. La police a arrêté 13 personnes.

A Zurich, une manifestation non autorisée a réuni samedi devant le consulat de Turquie quelque 50 à 60 Kurdes. A l'aide de sprays, ils ont dessiné des graffiti sur la façade du bâtiment. Ils ont également enfoncé

une porte et endommagé une voiture. Les dégâts sont estimés à quelque 30 000 francs. Quatre personnes ont été arrêtées.

A Bâle, 50 à 100 Kurdes ont aussi protesté hier avec des banderoles et des danses populaires contre l'oppression de leur peuple en Turquie. Certains avaient commencé une grève de la faim. Les trois manifestations étaient organisées dans le cadre de la Journée nationale de résistance et de lutte pour la dignité humaine proclamée par le Parti des travailleurs du Kurdistan.

Ozone plus attrayant

Samedi à Zurich, quelque 500 personnes ont par ailleurs répondu à l'appel du WWF et d'un comité local de cyclistes pour protester contre le smog estival. Les orateurs ont notamment critiqué le gouvernement cantonal, qui a interdit aux autorités de la ville de fermer le centre à la circulation pour lutter contre la pollution atmosphérique. — (ats)

TURQUIE

Le ras-le-bol des Kurdes d'Anatolie

Après l'assassinat d'un de leurs leaders et la répression lors de ses obsèques, les Kurdes intensifient les attaques contre les villages jugés progouvernementaux.

La vague actuelle de manifestations des Kurdes de Turquie contre les forces de l'ordre, amorcée mercredi lors des sanglantes funérailles d'un de leurs hommes politiques, s'est durcie samedi avec une série d'attaques à la grenade en Anatolie, au sud du pays. Dix-huit personnes, dont onze civils, seraient mortes lors de ces raids du PKK, selon l'agence de presse anatolienne.

A Harmancik, les hommes du Parti des travailleurs du Kurdistan auraient décimé une famille dans la nuit de samedi à dimanche, tuant grands-parents et petits-enfants lors de l'assaut de leur maison. A Caglayancerit, quinze à vingt autres membres armés du mouvement ont tué l'un des gardes du village et deux enfants de sa famille, âgés d'une dizaine d'années. « Le PKK a choisi d'intensifier ses attaques sur les villages qu'il considère comme progouvernementaux », a analysé Mustapha Demir, le gouverneur de la province de Kahramanmaraş. Plus de cent personnes sont mortes depuis le début juin lors d'affrontements semblables dans cette région.

En marge de ces assauts, plusieurs

milliers de Kurdes ont pacifiquement investi samedi plusieurs localités d'Anatolie pour manifester contre les forces de l'ordre. Dans leur cas aussi, il s'agissait de protester contre le mystérieux assassinat de Vedat Aydin, le président local du Parti populaire du travail (parti né il y a deux ans d'une scission à gauche des députés kurdes du SHP, le parti social démocrate) dont le corps a été retrouvé lundi dernier à 100 km de Diyarbakir, et contre la mort deux jours plus tard, sous les balles de la police, d'une « dizaine au moins » (selon les Kurdes) de personnes assistant à ses obsèques. Les autorités elles-mêmes ont reconnu que 3 personnes ont été tuées, et 107 blessées, lors des funérailles.

Quatre mille personnes ont ainsi bloqué samedi la route de la soie qui relie la Turquie à l'Irak, entre Cizre et Nusaybin, en scandant des slogans hostiles à « l'Etat turc » et en brandissant des portraits d'Abdullah Ocalan, le secrétaire général du PKK, en lutte armée contre le pouvoir central depuis l'été 1984. A Idil et Nusaybin, des paysans qui organisaient illégalement une marche de protestation ont été dispersés sans incident. A Konya, la

police a arrêté 135 des manifestants réunis pour honorer la mémoire de Vedat Aydin. Tandis qu'à Izmir, le port de la mer Egée, quatre personnes ont été interpellées pour avoir crié des slogans favorables aux Kurdes lors d'une marche organisée, de façon légale cette fois, pour que toute la vérité soit faite sur le meurtre du leader kurde.

Les forces de l'ordre, plus ou moins violemment prises à partie lors de ces manifestations, ont de nouveau fait parler d'elles ce week-end à Istanbul, en lançant un assaut sanglant contre Dev-Sol, le plus radical des groupes turcs de guérilla urbaine. Dix membres de l'organisation (qui s'était notamment illustrée pendant la guerre du Golfe en dynamitant une vingtaine de cibles alliées et en assassinant deux Américains) ont été tués et une douzaine arrêtés lors d'une série de raids nocturnes qui ont permis à la police de saisir 36 revolvers, une centaine de bombes et différents types d'explosifs. Une spectaculaire opération coup de poing à une semaine de la visite en Turquie du président américain George Bush.

D'après AFP, Reuter

LIBERATION 15 juillet 1991

International Herald Tribune July 15, 1991

Bush and Mitterrand Give Saddam a Warning

They Threaten Military Action if Baghdad Makes Nuclear Bomb or Represses Kurds

By Joseph Fitchett
International Herald Tribune

RAMBOUILLET, France — President George Bush and President François Mitterrand of France threatened Sunday to order new military attacks against Iraq if Saddam Hussein persecuted Iraqi Kurds and Shiites or continued trying to make nuclear weapons.

With France sounding firmly in support, Mr. Bush can probably expect all five permanent members of the UN Security Council to back the tough U.S. attitude toward Mr. Saddam, Western diplomats said.

Emerging from an hour of talks, the two leaders spoke in forceful terms that suggested that a renewal of limited military action has become a likely option in view of the postwar behavior of the Iraqi leader.

Mr. Bush again characterized Mr. Saddam as a liar and repeated that Washington would oppose any help for Iraq until he was removed from power.

At a news conference given by the two leaders, Mr. Bush said the United States and France were "shoulder to shoulder" in agreeing on the need to keep up international pressure on the Iraqi leader.

Mr. Mitterrand said France would need to see that "the information was clear enough to justify an intervention."

This remark prompted Mr. Bush to say that he had incontrovertible proof of Iraqi transgressions, apparently referring to Iraqi attempts to pursue a secret nuclear weapons program.

Earlier, Mr. Mitterrand had said that a new Western military intervention, probably involving air strikes, would be justified to protect Iraq's minorities, including Kurds and Shiite Muslims, or to halt any attempt to develop a nuclear arm.

"If that need arises, we are ready," Mr. Mitterrand said Sunday in his Bastille Day television interview, which has become an annual presidential platform.

Answering questions later with Mr. Bush, the

French leader said that he and the American president had ordered their top military aides to assess the nuclear threat posed by Iraq, adding that a small French force and some air power had been sent to Turkey.

From that position, the French and U.S. units would be ready to intervene on behalf of Iraqi Kurds or to strike at several sites that appear, in light of recent disclosures, to be crucial to Iraqi attempts to produce weapons-grade nuclear material.

Mr. Bush and Mr. Mitterrand skirted the specifics of what might trigger military action and what, if any, fresh international resolutions might be needed.

Noting that the threat of fresh attacks had now prompted Mr. Saddam to pledge compliance with the nuclear aspects of the Security Council's cease-fire terms, Mr. Bush said that he hoped "this last confession will be followed to a T" in every detail by the Iraqi leader.

Mr. Bush's stopover in France was part of a series of bilateral talks that he has been holding with those taking part in the economic summit conference in London this week.

For Mr. Mitterrand, the occasion to play host to Mr. Bush was a welcome political lift after several months in which his Socialist Party and his personal political ratings have dropped sharply from their peak during the Gulf war. The meeting provided visibility for Mr. Mitterrand's statesmanship at a time of mounting domestic woes.

Mr. Bush repeatedly cited what he called "the extraordinarily helpful" counsel that he had received from the French president and said that the two governments were cooperating again as they had done in the Gulf crisis.

Among points of contention between Paris and Washington: what France views as overbearing U.S.

pressure to ensure a new lease on life for the North Atlantic Treaty Organization, and U.S. objections to European Community attempts to become the focal point for defense cooperation among the European allies.

When Mr. Mitterrand raised these issues Sunday, the two men agreed to devote a separate discussion to defense while they are in London together this week, a French presidential aide said.

By taking the security issue in hand directly, the two apparently hope to dispel recent reports of bickering between the officials in Paris and Washington.

Recent impressions of French inflexibility on defense policy have isolated Paris from its neighbors, who had been heartened by earlier indications that Mr. Mitterrand was preparing to consider modifying the traditional Gaullist insistence on total national independence.

Some French readiness for European defense cooperation — along with the planned NATO changes that Mr. Mitterrand is known to dislike — is essential for the EC to reach full agreement, even on economic union, which is on the schedule later this year, officials from several European countries said Sunday.

A German official said that his government felt "unready and unwilling to put the Deutsche mark into the improved EC unless there is also a defense component and concession by France."

The show of solidarity on Sunday between the Bush administration and Mr. Mitterrand's contingent is expected at least to blur the two governments' quarrel about future security arrangements in Europe.

By setting the meeting outside Paris at Rambouillet, a historic chateau often used for state talks, Mr. Mitterrand kept the occasion distinctly separate from the traditional military ceremonies on Bastille Day, which this year focused on France's performance in the Gulf.

Quotidien de Paris 15 juillet 1991

Les Kurdes aux alliés : « Ne nous quittez pas »

Plusieurs centaines de Kurdes irakiens, venus de la ville frontalière irakienne de Zakho, ont manifesté samedi pour protester contre le départ des forces alliées du nord de l'Irak, bloquant la frontière. Les manifestants portaient des pancartes sur lesquelles était écrit en anglais : « Ne nous quittez pas, qui va nous protéger ? » et scandaient « Vive Bush, à bas Saddam », a-t-on constaté sur place.

Selon des officiers américains, 4 000 autres personnes manifest-

taient à l'entrée de Zakho, située à 15 kilomètres de la frontière irako-turque, et n'ont pas été autorisées à se rendre à la frontière.

Deux manifestations non autorisées d'opposants kurdes ont aussi eu lieu devant l'ambassade de Turquie à Berne et devant le consulat turc à Zurich et ont mal tourné. Six personnes ont été arrêtées, mais trois ont rapidement retrouvé la liberté. Ces manifestations ont provoqué pour plus de 30 000 francs suisses (environ 120 000 FF) de dégâts.

A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—

FRA0333 4 61 0172 FRA /AFP-HK25

Divers-Kurdes

Deux jours de jeûne pour les Kurdes d'Alsace pour dénoncer la "répression" en Turquie

STRASBOURG, 15 juil (AFP) - Une centaine de Kurdes, "sympathisants" du Front national de Libération du Kurdistan (ERNK), mouvement indépendantiste kurde, ont observé deux jours de jeûne dimanche et lundi à Strasbourg pour "attirer l'attention sur la situation de leurs compatriotes en Turquie", a-t-on appris sur place.

"Il y a actuellement des intifadas kurdes en Turquie", a déclaré à l'AFP un militant, lançant un appel aux autorités françaises pour qu'elles "interviennent auprès du gouvernement turc".

Lundi après-midi, environ 70 militants ont également investi la cour de la station régionale de FR3, dans le but de "sensibiliser les médias".

Le 14 juillet est célébré chez beaucoup de Kurdes comme la "Journée de la dignité" depuis 1982, ont indiqué certains ressortissants, précisant que cette date commémore l'action de quatre Kurdes emprisonnés qui avaient mené une grève de la faim jusqu'à la mort.

fka/sc/cgd

AFP 151825 JUL 91

FRA0344 4 16 0146 FRA /AFP-HR29

France-Turquie-Kurdes

Fin de l'occupation des locaux de la section française d'Amnesty International par une centaine de Turcs

PARIS, 15 juil (AFP) - Une centaine de Turcs se réclamant du Comité contre la "loi anti-terroriste" turque, qui avaient occupé lundi après-midi les locaux de la section française d'Amnesty International à Paris pour protester contre des violences policières dans leur pays, ont mis fin à leur mouvement, a-t-on appris auprès d'Amnesty en fin d'après-midi.

Ils exigeaient également d'Amnesty une "grande action" en faveur des Kurdes de Turquie. Une occupation similaire des locaux de l'organisation humanitaire avait eu lieu la semaine dernière en Belgique.

Amnesty envisage d'arrêter toutes ses actions concernant la Turquie si ce genre de pratique se poursuit, selon un responsable de l'organisation à Paris contacté par téléphone.

FRA0289 4 1 0163 FRA /AFP-GW91

France-Turquie

Jets de pierre contre l'ambassade de Turquie : douze Kurdes interpellés

PARIS, 15 juil (AFP) - Douze Kurdes ont été interpellés, lundi après-midi, après que des pierres eurent été jetées contre les vitres de la façade de l'ambassade de Turquie, dans le 16ème arrondissement de Paris, a-t-on appris de source policière.

Ils étaient entendus, peu avant 17h00, dans les locaux de la 1ère Division de police judiciaire (DPJ), chargée de l'enquête.

On ignorait l'ampleur exacte des dégâts, qualifiés, selon les premiers éléments de l'enquête, de "matériels et légers".

Dimanche, vers 16h30, des engins incendiaires avaient été lancés contre la façade du consulat de Turquie, boulevard Malesherbes (8ème), par, selon la police, une quarantaine de Kurdes rassemblés devant celui-ci. La porte d'entrée avait été partiellement calcinée et un auvent avait été détruit. La brigade criminelle a été saisie de cette enquête, a-t-on indiqué lundi.

A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—

Svobodnaya Grúziya 16.07.1991

Им аплодировал

Париж

Впервые за двенадцать лет существования побывал за рубежом Тбилисский курдский народный театр. Гастроли этого коллектива проходили во Франции. Театр познакомил зарубежного зрителя с тремя своими работами разных лет — постановками «Свекровь» М. Шахалова, спектаклем «Соседя», который создавался непосредственно всей группой, и пьесой «Сенджо выдает дочь замуж» А. Бойка.

Эта поездка, несомненно, явилась серьезным испытанием для народного театра. Она состоялась благодаря поддержке правительства республики, а также содействию господина Кендала Незана — президента Курдского института в Париже.

Он приезжал в Грузию в прошлом году, познакомился с творчеством курдского театра и пригласил артистов во Францию.

Надо отметить, что Курдский институт в Париже — учреждение авторитетное во всем мире, и не только среди курдов. Сотрудники института поддерживают связь со своими коллегами из многих стран, ведут исследовательскую работу, пропагандируют курдское искусство. Институт также издает журналы и сборники на семи языках. Все это делается для того, чтобы мировая общественность познакомилась с положением курдов в разных странах и, главное, в Курдистане.

Мы даже не могли предположить, что во Франции нам окажут столь теплый прием. — говорит художественный руководитель Курдского народного театра Мраз Джафаров. — Гастроли прошли с 15 по 27 июня. С нашими спектаклями познакомилась не только в Париже, но и в его пригородах и городе Рене. Во Франции сегодня проживает примерно 100 тысяч курдов. Не только наши соотечественники пришли на спектакли, но и французы, турки, армяне, представители грузинской диаспоры во Франции.

Признаюсь, все мы очень нервничали, сначала был даже некоторый испуг, так как в первый день зал не заполнился. Однако уже следующие спектакли прошли с ажиотажем.

Состоялось очень много встреч, мы стали участниками нескольких пресс-конференций, просто беседовали со зрителями. И каждый раз нас просили рассказать о положении курдов в СССР, и, в частности, в Грузии. Мы были даже удивлены, насколько хорошо французы информированы обо всем, что происходит у нас в республике. И тем не менее информация эта весьма не полная.

Именно поэтому я рассказывал правду о положении национальностей в Грузии, о национально-освободительном движении в республике, о том, как у нас прошли выборы первого Президента и какую заботу проявляет правительство Грузии к национальностям. Я неоднократно подчеркивал, что курдское население в Грузии не притесняется (а об этом спрашивали постоянно), объяснял, что все делается для развития нашей культуры, искусства. Приводил в пример не только курдский театр но и подчеркивал, что в Тбилиси есть и курдский ансамбль, и радио-передача на курдском языке. а недавно организована Ассоциация курдов при Всегрузинском обществе Руставели, курдский язык изучается в нескольких школах, издаются произведения наших писателей и поэтов...

В общем примеров было приведено предостаточно. Но главное, я говорил о встрече курдского населения с господином Звиадом Гамсахурдиа и Председателем Верховного Совета Республики Грузия господином Акакием Асатнани, об их благожелательном отношении ко всем нам и нашим проблемам, о желании создать в Грузии курдский культурный центр. Все сказанное вызвало огромный интерес аудитории.

О нас писала французская пресса. Рецензии были положительными. А самый главный сюрприз ожидал труппу в конце гастролей. Дело в том, что Курдский институт предложил нашему театру еще одну поездку. Теперь уже по странам Европы, а также выступления в Курдистане. Они состоятся в будущем году. Это не только вдохновляет, но и заставляет работать с двойной отдачей.

Ирина МИРИАНАШВИЛИ.

TURQUIE

La police tue douze militants d'extrême gauche

ISTANBUL

de notre correspondante

A quelques jours de l'arrivée du président américain George Bush, attendu samedi 20 juillet à Ankara, les forces de sécurité turques, agissant apparemment sur dénonciation, ont frappé un grand coup contre le mouvement d'extrême gauche Dev-Sol, qui avait revendiqué une série d'attaques contre des compagnies étrangères et le meurtre de deux ressortissants américains durant la guerre du Golfe. Douze militants de cette organisation ont en effet été tués à Istanbul et Ankara.

Vendredi soir, des policiers, vêtus de gilets pare-balles et équipés d'explosifs et d'armes automatiques, ont attaqué simultanément cinq appartements utilisés par Dev-Sol dans divers quartiers résidentiels d'Istanbul. Dix militants, au moins, dont une femme, ont trouvé la mort lors de l'opération et une douzaine d'autres ont été arrêtés. Selon le chef de la police, M. Mehmet Agar, deux policiers ont été blessés lors d'échanges de coups de feu qui ont duré près de trois heures. Dans les locaux utilisés par le groupe, qui, selon la police, prévoyait des attaques contre des intérêts américains dans les jours à venir, d'importantes quantités d'armes ainsi que des bombes et des munitions ont été saisies. Lors d'une opération similaire à Ankara dimanche soir, deux autres militants de gauche ont été abattus par la police.

Lutte anti-kurde

Mais la violence qui a marqué cette semaine en Turquie n'a pas été limitée aux grandes villes de l'ouest du pays. Dans le sud-est, dix huit personnes ont été victimes, ce week-end, de la lutte de plus en plus violente qui sévit entre le mouvement séparatiste PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et les forces armées turques.

Neuf civils, dont cinq enfants, appartenant à la famille de militants progouvernementaux, ont été tués lorsque les combattants du PKK ont attaqué deux villages dans la province de Karamanmaraş durant la nuit de samedi à dimanche. A Diyarbakir, deux membres des forces armées, turques ont été abattus par le PKK.

De leur côté, les forces de sécurité ont annoncé avoir abattu sept combattants du PKK, qui avaient attaqué des installations appartenant au gouvernement dans la province de Bitlis. La lutte entre le

PKK et les forces gouvernementales ont fait plus de trois mille victimes au cours des sept dernières années. Mais récemment, le PKK semble avoir considérablement intensifié ses activités et plus de cent personnes ont trouvé la mort dans la région du sud-est au cours des six dernières semaines.

Samedi, plusieurs milliers de manifestants kurdes ont défilé dans plusieurs localités de la région, scandant des slogans hostiles aux autorités, pour protester contre les violents affrontements au cours desquels trois civils avaient été tués par l'armée, et qui avaient marqué, mercredi, les funérailles d'un homme politique kurde, M. Vedat Aydin, assassiné par des inconnus.

NICOLE POPE

Série d'attentats contre des intérêts turcs en Europe

Une série d'attentats contre des intérêts turcs en Europe ont été perpétrés samedi 13 et dimanche 14 juillet à Francfort, Paris et Bruxelles pour protester contre les opérations « anti-terroristes » menées par la police à Istanbul dans la nuit de vendredi à samedi (voir par ailleurs). Ces attentats n'ont fait aucun blessé, et ont causé des dégâts matériels limités.

A Francfort, des inconnus ont jeté, dimanche, un engin incendiaire dans les locaux vides de la compagnie aérienne Turkish Airlines, provoquant des dégâts matériels peu importants. Le même jour, un cocktail Molotov a été lancé contre la façade du consulat de Turquie à Paris. Selon les premiers témoignages, une quarantaine de jeunes gens qui s'étaient approchés de l'immeuble ont pris la fuite aussitôt après le jet de l'engin. L'un d'entre eux a été interpellé.

Dimanche encore, un cocktail Molotov a été lancé contre le siège de la banque turque Halk Bankasi à Bruxelles. La veille, un inconnu avait lancé un cocktail Molotov contre la façade du bureau des Turkish Airlines dans le centre de la capitale belge. Samedi, une cinquantaine de manifestants kurdes ont jeté des pierres sur l'ambassade de Turquie à Berne. A Zurich, des manifestants ont tracé des graffitis sur la façade du consulat de Turquie et endommagé un véhicule diplomatique. — (AFP, Reuter.)

Qui protégera les Kurdes ?

ZAKHO

de notre envoyée spéciale

« La nation kurde n'oubliera jamais ce que vous avez fait pour elle. Vous l'avez sauvée dans sa plus dure expérience. » Chef du front uni du Kurdistan, Mahomet Khaled Bosali, lui-même usé par les épreuves, entouré de ses peshmergas armés jusqu'aux dents, ne trouve plus ses mots pour dire au revoir au général Garner, commandant des forces américaines dans le secteur.

A quelques kilomètres de la frontière turque, sur une des routes écrasées de soleil, l'adieu des Kurdes aux troupes alliées qui quittent ce lundi 15 juillet le Kurdistan d'Irak, se veut chaleureux. Troquant sa casquette vert olive pour le turban kurde, le général Garner, enthousiaste, affirme : « Les marines et les Kurdes sont désormais frères. Nous avons tous vécu ici une merveilleuse expérience. Ne nous oubliez pas. »

Entraînant le chef kurde sur sa Jeep, il fait en sa compagnie un tour d'honneur devant quelques centaines d'enfants tout juste amenés par camion. Brandissant des calicots qui proclament « Votre travail n'est fait qu'à moitié. Qui nous protégera quand vous partirez? », ils applaudissent en hurlant « Oui, oui Bush ». « Non, non Saddam » au passage de tous les véhicules militaires qui regagnent la Turquie.

Si les Américains sont les plus nombreux et objet de toutes les sollicitudes, Français et Italiens circulent aussi dans ce secteur qui ne sera plus « protégé » qu'à distance par la force d'intervention rapide que les alliés mettent en place en Turquie.

Une initiative qui rassure quelque peu la population, inquiète d'un départ qui s'opère alors qu'on attend toujours la signature d'un accord entre le gouvernement de Bagdad et le front uni du Kurdistan. Annoncée comme imminente - les deux leaders kurdes, MM. Jabal Talabani, chef de l'union patriotique du Kurdistan et Massoud Barzani, chef du parti démocratique du Kurdistan, ont été reçus séparément au cours des cinq dernières semaines par le président Saddam Hussein, - la conclusion de cet accord buterait toujours sur la question de Kirkouk que les Kurdes veulent voir

intégrer dans la province autonome du Kurdistan et aussi sur la responsabilité du maintien de la sécurité à l'intérieur du Kurdistan.

Celle-ci, assurée pour l'instant par les peshmergas aidés d'un nombre minime de policiers irakiens, ne pose pas de problème, affirme, ravi, un commerçant de Dohouk. « Maintenant tout va bien. Notre peuple est revenu puisque les Irakiens sont à 10 kilomètres de la ville. »

Le dernier barrage de l'armée irakienne sur la route Mossoul-Dohouk prend en effet quelque peu l'allure d'une frontière et, pour mesurer le fossé qui sépare aujourd'hui le Kurdistan sous contrôle allié du reste de l'Irak, il suffit de voir la peur des fonctionnaires de Bagdad de s'aventurer dans la région.

Pillé, ravagé, à moitié brûlé, le gouvernorat de Dohouk porte encore les traces de la révolte de mars. Nommé par Bagdad, le nouveau gouverneur, un Kurde, ne peut agir désormais qu'en liaison étroite avec les représentants du front uni, intermédiaire indispensable pour tout rapport avec la population. De nouveau animée - 80 % des familles auraient regagné leurs foyers - Dohouk n'entend pas retomber sous le joug de Bagdad et, comme partout au Kurdistan, a enlevé du paysage toutes les photos du président

Saddam Hussein.

« Quand Saddam redeviendra puissant »

Si, sur les étals à même le trottoir, on peut acquérir tous les portraits des leaders historiques de la lutte des Kurdes, on chercherait en vain celui du président irakien, omniprésent dans le reste du pays. Deuxième manifestation d'indépendance, les Kurdes refusent aussi les nouveaux billets de 50 et 100 dinars mis sur le marché à Bagdad et dont la fabrication grossière se ferait, assurent certains diplomates, à l'aide de photocopieuses à laser très perfectionnées « rapportées » du Koweït.

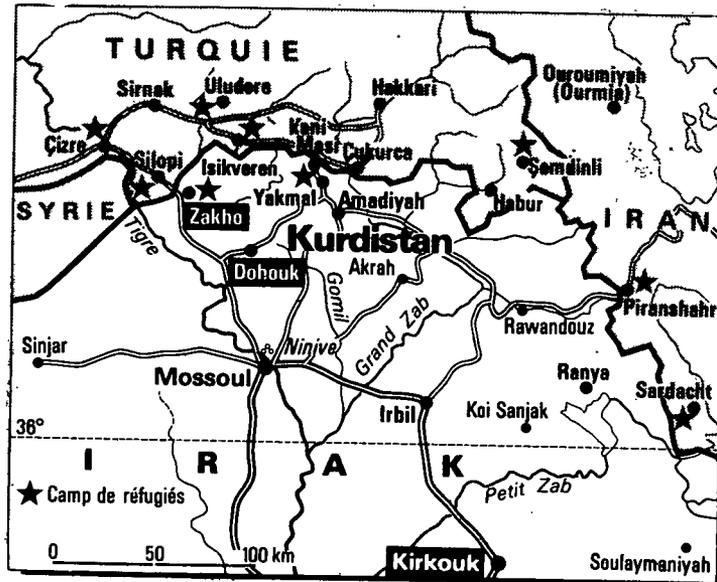
Le retrait des troupes alliées ne devrait pas, en tout cas, remettre en cause le retour de la population « fatiguée et à la recherche de la paix », souligne un responsable kurde. « Certes, les gens ont peur, dit-il, mais pas assez pour reprendre la route d'un exode » sur le bien-fondé duquel certains ne craignent pas de s'interroger. « Le problème pour nous, affirme Mohamed, un jeune homme qui a fait six ans d'armée lors de la guerre contre l'Iran, c'est quand Saddam Hussein redeviendra puissant. Nous, nous espérons que l'Occident ne le laissera pas de nouveau acquérir une grande force militaire. »

Les gardes de l'ONU présents dans la région patrouillent pour surveiller la situation mais leur très léger armement, un simple revolver à la ceinture, ne constitue pas une grande dissuasion. De plus, sans interprètes, ils n'ont aucun moyen de communication avec les gens et, souligne un garde, « même s'ils nous demandaient de l'aide on serait bien incapables de les comprendre ».

La meilleure assurance des Kurdes aujourd'hui est sans doute l'attention internationale dont ils bénéficient à l'inverse des chiites du Sud, nous confie un responsable. « Nous avons au moins gagné le fait que la paix au Kurdistan soit plus ou moins inscrite dans le maintien du cessez-le-feu. Saddam Hussein ne peut reprendre les hostilités contre eux maintenant, certain de se voir encore une fois puni. C'est notre meilleure garantie et nous l'avons payée cher. »

Enclave quasi autonome au sein de l'Irak, le Kurdistan profite à plein d'une liberté qu'il voudrait bien toutefois inscrire définitivement dans les faits, même si ce nouveau chapitre des difficiles relations avec Bagdad n'en marquera sûrement pas la fin.

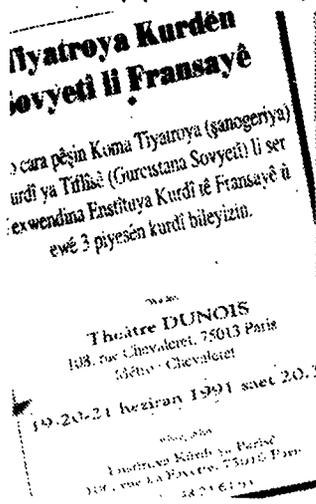
FRANCOISE CHIPAUX



Гастроли курдского театра

«СЕНДЖО ВЫДАЕТ ДОЧЬ ЗАМУЖ»...

Veçernî Tbilîsî 17.07.1991



Дом культуры работников госторговли хорошо известен своими театральными традициями. Сколько поколений тбилисцев разных национальностей и возрастов выступали и продолжают выступать на его самодеятельной сцене, радуя зрителей поистине профессиональным мастерством.

«Вечерка» не раз писала о выступлениях курдского вокального и танцевального ансамбля, а несколько лет назад в Доме «поселился» еще и курдский народный театр со своим национальным, колоритным репертуаром. Его спектакли пользуются большим успехом и, как выяснилось, не только дома. Перемены в общественно-политической жизни республики дали возможность курдскому театру предстать и перед зарубежным зрителем.

Буквально на днях коллектив, возглавляемый Муразом Джафаровым, вернулся из первой гастрольной поездки по Франции, где находился по приглашению Курдского института куль-

туры и лично его президента — известного курдского общественного деятеля, господина Кендала Незана.

«Сенджо выдает дочь замуж», «Свековъ», «Соседи» вызвали интерес в Париже и его пригородах, где в течение десяти дней спектакли проходили при аншлаге (надо сказать, что во Франции довольно многочисленная курдская диаспора).

Помимо спектаклей, Курдским институтом культуры, устроившим для гостей из Тбилиси исключительно теплый прием, были организованы различные культурные мероприятия, экскурсии. Посетили они и грузинское кладбище в Левиле.

Состоялись встречи с курдской общественностью Парижа и близлежащих городов, с представителями различных организаций и общин. Не меньшей популярностью, чем спектакли, пользовалась своеобразная пресс-конференция перед их началом, когда артисты отвечали на многочисленные вопросы зрителей о том,

как живут курды в Грузии. Краткий экскурс в историю республики, рассказ о происходящих в ней политических процессах, национальном движении и месте в нем национальных меньшинств, разделяющих и поддерживающих стремление грузинского народа к независимости, с большим вниманием были восприняты французской общественностью.

Можно смело сказать, что первые зарубежные гастроли труппы, ее миссия (и не только театральная) увенчались успехом, о чем писала и французская пресса. Тогда же была достигнута договоренность о перспективах дальнейших контактов с Курдским институтом культуры, курдскими общественными организациями в европейских странах.

Пользуясь случаем, коллектив театра выражает благодарность профсоюзу работников торговли, его Дому культуры за оказанное содействие и обращается к читателям «Вечернего Тбилиси», горожанам всех национальностей, приглашая их принять участие в вечернем концерте дружбы. Ждем ваших предложений.

Роман СОЛОГАШВИЛИ, художественный руководитель Дома культуры работников госторговли.

По просьбе автора гонорар перечисляется в фонд пострадавших от землетрясения в Грузии.

На снимках: афиши выступлений Тбилисского курдского театра; фотография на память у Эйфелевой башни (Фотохроника САКИНФОРМа).

FRA0401 4 I 0116 FRA /AFP-PJ34
France-Turquie-Kurdes

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

Une quarantaine de Kurdes expulsés des locaux d'une banque turque à Paris

PARIS, 16 juil (AFP) — Une quarantaine de personnes se réclamant de la défense des intérêts kurdes ont été expulsés mardi par la police des locaux d'une banque turque qu'ils occupaient à Paris.

Vers 15H30, une quarantaine de Kurdes s'étaient barricadés dans les locaux de la banque turque Mnak, 14 rue des Mathurins, à Paris (9ème), pour protester contre la politique du gouvernement d'Ankara.

Vers 17H30, le directeur de la banque a fait appel à la police qui a expulsé les occupants. Ces derniers ont été conduits pour vérification d'identité au siège de la police judiciaire.

gr/af/eb
AFP 161922 JUL 91

A.F.P. —A.F.P. —

FRA0333 4 I 0310 FRA /AFP-GB02

Irak-ONG

Plusieurs ONG françaises se disent "déstabilisées" dans leur travail au Kurdistan irakien

LYON, 18 juil (AFP) - L'association humanitaire Action Nord-Sud, dont le siège est à Lyon, estime que "les organisations non gouvernementales (ONG) travaillant aux côtés des Kurdes dans le nord de l'Irak sont déstabilisées par le départ des armées alliées et le durcissement diplomatique entre l'Irak et l'ONU".

Dans un communiqué diffusé jeudi, Action Nord-Sud (ANS), qui regroupe plusieurs ONG présentes dans le Kurdistan irakien depuis la fin avril, indique qu'une de ses équipes médicales est bloquée à Amman.

"Depuis le 1er juillet, les procédures de demande de visas pour les volontaires des ONG sont bloquées par les autorités irakiennes". "Les équipes en place à Zakho sont fatiguées et ne voient toujours pas arriver la relève prévue", ajoute ANS.

"Ce blocage s'inscrit clairement dans le cadre de la pression de Bagdad sur les payx occidentaux", selon le consortium humanitaire.

En outre, "devant la tension croissante en Irak, Action Nord-Sud, comme la plupart des ONG encore dans la région a d'ores et déjà prévu un plan d'évacuation (de ses volontaires) sur Silopi, à la frontière turque, dans le cas du déclenchement d'un nouveau conflit armé".

Enfin, une mission d'évaluation d'ANS dans l'Est du Kurdistan a montré que les besoins médico-sanitaires y sont "énormes". Mais l'association française, uniquement présente à Zakho jusqu'à présent, "souhaite observer l'évolution de la situation" avant d'y envoyer l'équipe prévue. "En cas d'attaque, une évacuation des volontaires expatriés serait difficile", explique le communiqué.

Action-Nord regroupe les associations Handicap International, Vétérinaires sans frontières, Altair (agronomie), Architectes et ingénieurs du monde et Bioforce (formation des volontaires).

oo/lt

ROUGE 18 juillet 1991

KURDISTAN DE TURQUIE

● L'armée turque assassine

Dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 juillet, des policiers ont enlevé à Diyarbakir - capitale du Kurdistan de Turquie - Vedat Aydin, Kurde, professeur âgé de trente-sept ans, membre de l'Association turque des droits de l'homme, très connu comme président de la section de Diyarbakir du Parti du travail du peuple (HEP). Au matin du 8 juillet, son corps criblé de balles a été retrouvé sur le bord de la route.

Ce meurtre survient à la suite d'une série d'attentats en chaîne au Kurdistan de Turquie. Le 18 juin, à 2 h du matin, un explosif détruisait le véhicule de l'avocat Mustafa Özer.

Le 25 juin, une explosion détruisait le bureau de l'Association des droits de l'homme à Diyarbakir. Le 2 juillet, l'explosion d'une bombe blessait grièvement Sidik Tan, mem-

bre de l'Association de Batman des droits de l'homme.

Le 10 juillet, le peuple kurde de Turquie a suivi l'enterrement de Vedat Aydin. Tous les commerçants avaient fermé les rideaux de leurs magasins. Trente mille personnes ont suivi le cortège funéraire et ont fait un sit-in au cimetière où repose aujourd'hui Vedat Aydin. Des milliers de personnes étaient venues des villes et des districts avoisinants. Les forces de l'ordre ont fait feu sur le cortège, une dizaine de participants au moins ont été tués. Des centaines d'autres sont blessés ou ont disparu, selon le comité du Kurdistan de Paris. L'autocar du Parti du travail du peuple a été bombardé, le président du parti et plusieurs de ses députés ont été blessés.

Ces faits remettent à leur place les affirmations diffusées par l'Etat turc et son agence de presse officielle, qui sont reprises par l'AFP et publiées notamment dans *le Monde* du 9 juillet ou *Libération* du 15. Selon ces deux journaux, des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) auraient tué sept

personnes dans la nuit du 5 au 6 juillet dans la province de Karamanmaras, et onze civils - grands-parents et petits-enfants - à Harmancik et Caglayancerit. Les représentants du PKK en Europe rejettent ces accusations, qui visent à faire passer les militants du PKK pour des terroristes et à justifier ainsi la politique d'occupation militaire et de répression meurtrière de l'armée turque au Kurdistan.

C'est pas le PKK qui agresse le peuple kurde. C'est l'armée turque qui occupe le Kurdistan et cherche à couvrir sa politique criminelle en accusant les guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan d'actions qu'ils n'ont pas commises. Les militants du PKK ont participé, quant à eux, aux côtés de dizaines de milliers de Kurdes, au cortège qui a rendu un dernier hommage à Vedat Aydin, comme à la manifestation de dizaines de milliers de participants venus de Cizre, Nuzabin, qui ont bloqué, le 14 juillet, la route de la soie entre l'Irak et la Turquie, scandant des slogans hostiles à l'Etat turc et favorable au PKK.

M.M.

politica estera

La Repubblica
sabato 20 luglio 1991

Sale la tensione nel Golfo, l'Onu rivela che il regime di Bagdad continua a nascondere tecnologie e materiali atomici

Saddam attacca i curdi, monito Usa

dal nostro inviato
ENNIO CARETTO

ATENE - Lo spettro di una seconda guerra del Golfo Persico si è ripresentato proprio nel momento in cui a Creta il presidente Bush visitava una delle basi da dove la superpotenza potrebbe attaccare l'Iraq. A soli quattro giorni dallo sgombero delle truppe alleate dal Kurdistan, l'Onu ha infatti annunciato lo scoppio di sanguinosi scontri tra la Guardia repubblicana di Saddam Hussein e i curdi a Sulejmania e ad Arbil, con circa 500 tra morti e feriti secondo le fonti dell'Onu. La guardia di Saddam avrebbe espulso 73 osservatori dell'Onu dalla prima città e 54 dalla seconda, mentre i curdi avrebbero fatto prigionieri un migliaio di iracheni. Incidenti sarebbero esplosi anche nel sud dell'Iraq tra gli sciiti e le truppe del rais con numerose perdite da entrambe le parti.

La reazione americana è stata immediata e ferma. La casa viaggiante al seguito di Bush ha ricordato che «una delle possibili ragioni di un'azione militare contro Bagdad è proprio la repressione dei curdi e degli sciiti». A Washington, il Pentagono ha aggiunto che «la forza multilaterale di stanza a Silopi in Turchia è pronta a intervenire nel Kurdistan», e

che essa «conosce benissimo il terreno perché vi ha costruito le sue basi e i campi di profughi». Il dipartimento di Stato però ha introdotto una nota di cautela. Pur definendo la situazione «seria» il portavoce Boucher ha notato che «gli scontri sono avvenuti fuori della zona di sicurezza stabilita dagli alleati», e che «si ignora sinora che cosa li abbia causati». «Seguiamo gli sviluppi con estrema attenzione» ha concluso apprensivo il portavoce.

“Tempesta nel deserto 2”

Anche il leader curdo Barzani, impegnato nei negoziati di pace con Saddam Hussein, ha fornito una versione riduttiva dei gravi incidenti, ammettendo però che i suoi caduti sono oltre cento. Ma altri eventi inaspettati hanno ieri accresciuto la possibilità di una operazione Tempesta nel deserto 2, come la Casa Bianca chiama il piano messo a punto il mese scorso del bombardamento degli alti comandi - e quindi dell'uccisione di Saddam - nonché degli impianti atomici iracheni.

Smentendo le proprie dichiarazioni di mercoledì, l'Onu ha accusato Saddam di celare tuttora parte dei materiali e delle tecnologie nucleari in suo possesso

«La ricerca fatta sul campo - si afferma in una dichiarazione ufficiale della commissione dell'Onu per la distruzione delle armi nucleari dell'Iraq - ha dimostrato che molto lavoro resta da fare prima di arrivare a conclusioni definitive. Inoltre l'Iraq ha cercato di occultare alcune delle sue installazioni».

Infine il delegato Usa al Palazzo di Vetro di New York, Pickering, ha protestato che il tiranno nasconde anche alcuni dei missili balistici che avrebbe dovuto distruggere. Di fronte alla escalation di quelli che ha definito «attentati alle risoluzioni dell'Onu», il ministro della Difesa Dick Cheney ha confermato a Washington l'indurimento del suo governo: «Il problema non è solo il nucleare», ha detto Cheney, «è altresì l'arsenale chimico di Saddam, e l'aggressione delle minoranze irachene». Sarà Bush in persona, oggi ad Ankara a colloquio con il presidente turco Ozal, uno dei suoi alleati più preziosi nella guerra del Golfo, a precisare alla stampa la posizione americana.

La notizia della nuova crisi irachena ha colto Bush a Souda Bey a Creta tra gli incrociatori e i caccia F-15 Eagle che parteciperebbero all'eventuale attacco all'Iraq. In giacca da pilota della Marina militare, la moglie Barbara al fianco, come quando lo scorso novembre visitò in Arabia Saudita le portaerei e gli F-117A Stealth, i cosiddetti aerei invisibili,

Decine di vittime in Iraq Bush prepara l'offensiva

Bagdad dice di avere il “supercannone”

NEW YORK - L'Iraq ha informato ieri le Nazioni Unite di essere in possesso di un cannone chiamato «il gigante», che è lungo 350 metri, e ha una gittata di 150 chilometri. La notizia è stata resa nota ieri dall'agenzia di stampa egiziana *Mena* in un dispaccio proveniente da New York.

Secondo la *Mena*, il delegato iracheno alle Nazioni Unite, in un messaggio indirizzato al segretario generale dell'organizzazione, Javier Perez de Cuellar, e al presidente del Consiglio di sicurezza, ha precisato che il cannone si trova attualmente nella regione montagnosa di Hasrin.

Il presidente degli Stati Uniti George Bush in visita al Partenone con la moglie Barbara

li, il vincitore di Saddam Hussein ha ricordato che la base cretese «gestì 31.000 voli nel conflitto del Golfo Persico». Nel sole cocente, ai piedi degli storici bastioni veneziani, citando Tuciddide davanti a un pubblico eterogeneo che andava dall'ex premier greco Papandreu all'ambasciatore del Kuwait ad Atene, Bush ha ricordato che «gli uomini di pace non sono sicuri se non hanno al fianco uomini di guerra».

Consultazioni con Cheney e Powell

Ma il presidente, che è poi sceso tra i soldati per ringraziarli, non ha fatto il minimo cenno a una Tempesta del deserto 2. Solo nel volo di ritorno sull'*Air Force One*, il lussuoso jumbo che contiene tra l'altro uno studio e una camera da letto, si è messo in contatto con Cheney e il capo di Stato maggiore generale Powell a Wa-

shington e col segretario di Stato Baker in visita a Damasco. Secondo indiscrezioni della Casa Bianca, Bush intendeva più tardi telefonare al presidente francese Mitterrand ed al premier inglese Major, da cui negli scorsi giorni ha ottenuto l'assenso ad una spedizione punitiva contro Bagdad.

La serata finale di Bush in Grecia, trascorsa a banchetto col presidente greco Karamanlis all'ambasciata Usa, è stata agitata. Il consigliere della Sicurezza nazionale Scowcroft e il capo di Gabinetto Sumunu lo hanno interrotto due volte per riferirgli gli ultimi sviluppi. Le loro annotazioni principali. A Silopi, in Turchia, il colonnello John Woodhouse, ha dichiarato che «gli Stati Uniti stanno studiando possibili reazioni» ai drammatici eventi in Iraq. A New York il delegato iracheno all'Onu Al Anbari ha accusato i curdi di aver attaccato la Guardia repubblicana per indurre le truppe alleate a tornare nel Kurdistan, o addirittura spingere Bush a una seconda guerra del Golfo. Il Dipartimento di Stato lo ha subito rintuzzato: «Mentre non è ancora chiaro che cosa succede nell'Iraq del nord», ha tuonato il portavoce Boucher, «sono incontestabili le violazioni delle disposizioni dell'Onu contro gli sciiti nell'Iraq del sud».

Il viaggio di Bush in Europa, incominciato in un clima di ottimismo al G-7 di Londra, clima esaltato dallo storico accordo con Gorbaciov sul disarmo strategico, rischia così di concludersi non con l'edificazione di un nuovo ordine nel Golfo Persico, ma con un secondo e risolutivo duello con Saddam Hussein. Le due giornate del presidente in Turchia, ad Ankara e a Istanbul, non saranno facili. I servizi segreti hanno messo la Casa Bianca in allarme: il gruppo terrorista Dev Sol, sinistra rivoluzionaria, di estrazione marxista, ha minacciato di «punire Bush per la sua politica di assassinio». I giorni scorsi la polizia turca ha ucciso dieci terroristi, catturandone altri dodici. Ma l'amministrazione Usa, allarmata anche dalla nuova crisi irachena, considera i prossimi giorni il momento di massimo pericolo per Bush. Il presidente ha indicato con chiarezza di non avere paura. Tra straordinarie misure di sicurezza, egli porterà avanti la sua linea, che è di liberare una volta per tutte il Golfo Persico dall'incubo di Saddam. Bush ha strappato a Mitterrand a Major e ad altri membri del gruppo dei Sette il consenso a usare la forza contro il rais. Non esiterà a farlo se il dibattito all'Onu confermerà la sue accuse. Mercoledì e giovedì Bush ha taciuto perché l'Onu è sembrato contraddirli: ma il colpo di scena di ieri lo pone ora in condizioni di intervenire militarmente in Iraq, e l'unico interrogativo riguarda i tempi e i modi. Riguarda soprattutto la sua disponibilità ad attendere o no il vertice con Gorbaciov a Mosca alla fine del mese.

Elogio all'accordo tra i Grandi

Il Papa contrario a una nuova guerra

dal nostro inviato LEONARDO COEN

INTROD - Poche, ma significative le parole di Giovanni Paolo II per commentare l'accordo sul negoziato Start raggiunto a Londra da Bush e Gorbaciov. Il pontefice esprime cauta soddisfazione, ma lascia trapelare anche apprensione per il futuro: le strette di mano dei Sette al leader del Cremlino al vertice londinese non risolvono, secondo il papa, i problemi dell'umanità.

Ci vorrebbero ben altri passi, per consolidare la pace, fa capire Karol Wojtyla: «È bello che i due Grandi si siano incontrati - in effetti dichiarato pochi minuti prima di lasciare Introd, il villaggio valdostano in cui ha trascorso una breve vacanza alla vigilia dell'importante viaggio all'Est, che lo vedrà impegnato dal 13 al 20 agosto a Czestochowa per il Festival mondiale della gioventù e poi in Ungheria - sì, è bello tutto ciò. Ma io penso sempre che si deve avere un programma positivo: come costruire il mondo, come aiutare questi popoli poveri, questo Terzo Mondo. Perché vincere ed eliminare la guerra è piuttosto un programma negativo».

Chiaro il riferimento al recente conflitto contro l'Iraq. Com'è altrettanto chiaro il messaggio lanciato ai «Sette più Uno»: l'economia di mercato non è l'unica soluzione ai mali del mondo.

Insomma, Wojtyla rinnova i suoi dubbi riguardo ad un ordine mondiale fondato sul mercato, quindi sulle massime istituzioni capitalistiche dei paesi ricchi: «Si deve avere un programma costruttivo per il mondo - ha insistito il papa - così si potranno eliminare i pensieri della guerra, sostituendoli con altri pensieri, con ben altri impegni, e sono tanti...».

La Chiesa si pone come la grande «esperta» in umanità, una missione che si propone sempre più «terza via», quel modello proposto nell'enciclica *Centesimus Annus*, specialmente nel capitolo dedicato all'anno 1989: «I problemi dei popoli possono essere risolti col metodo del dialogo e della solidarietà, anziché con la lotta per

la distruzione dell'avversario e con la guerra». È la parte in cui si denuncia «l'inefficienza del sistema economico» quale fattore di crisi.

Perché per Wojtyla, «lo sviluppo non deve essere inteso in un modo esclusivamente economico ma in senso integralmente umano». Del resto, la via dello sviluppo economico e civile non può non tener conto di uno «straordinario sforzo per mobilitare le risorse, di cui il mondo nel suo insieme non è privo - si legge testualmente nella *Centesimus Annus* - verso fini di crescita economica e di sviluppo comune, ridefinendo le priorità e le scale di valori, in base alle quali si decidono le scelte economiche e politiche». Quei valori «costruttivi» accennati ieri pomeriggio.

Ma già spirano nuovi venti di guerra, è stato detto al papa, e sono rumori che vengono ancora dal Medio Oriente, dal Golfo Persico: cosa ne pensa? «Quale guerra?», ha risposto Wojtyla, «vi riferite all'Iraq? Non si sa ancora: hanno già passato due guerre laggiù, l'Iran contro l'Iraq, adesso per il Kuwait... Non si deve esagerare, anche questa popolazione ha i suoi limiti». Di sopportazione? Il papa ha annuito, ma non ha aggiunto nulla. La guerra non porta «l'uomo verso le cose nuove», verso cioè una «morale» nuova.

Il tema, appunto, della enciclica che il pontefice sta per terminare e che proprio qui ad Introd è stata oggetto di una prima accurata revisione, con l'aiuto dell'amico Tadeusz Styczen, professore di etica filosofica all'università di Lublino, cattedra che fu di Wojtyla ai tempi in cui era primate di Cracovia: una enciclica incentrata tutta sul binomio etica e libertà, «da dove viene il dover fare», così lui stesso - parlando con i collaboratori - ha voluto spiegare, «vedete, tratta della morale, ma nei suoi fondamenti». Quali? «Poi vedrete...», ha sorriso il pontefice, ammiccando, come avrebbe fatto uno scrittore o un saggista prossimo alla pubblicazione e geloso del manoscritto.

LA STAMPA | 20.07.1991

Scontri tra iracheni e guerriglieri (500 vittime), Baghdad ammette: abbiamo un supercannone

Bush: anche i curdi valgono un blitz

Gli Usa verso un nuovo intervento

ATENE

DAL NOSTRO INVIATO

Il pericolo di guerra aumenta. George Bush, che arriva oggi in Turchia, sta esaminando i rapporti dei servizi segreti per stabilire la dimensione e la dinamica degli incidenti di ieri tra curdi e soldati iracheni, che, secondo alcune fonti, avrebbero causato circa 500 tra morti e feriti da una parte e dall'altra. Ma, sia dallo «staff» che segue il presidente nel suo viaggio sia da fonti ufficiali del Pentagono è stato confermato ieri che, a parte le inadempienze di Saddam Hussein sulla verifica delle sue dotazioni nucleari (ieri, tra l'altro, Baghdad ha ammesso all'Onu di possedere un supercannone in grado di colpire obiettivi a 150 chilometri) anche ogni offesa diretta ai curdi e agli sciiti viene considerata una ragione sufficiente per un nuovo attacco armato sull'Iraq. Bush, ogni giorno di più, fa capire di essere intenzionato a completare il lavoro rimasto sospeso con la guerra del Golfo e a liberarsi di Saddam. Una serie di bombardamenti aerei a scopo punitivo potrebbe partire da un momento all'altro.

Fonti delle Nazioni Unite hanno informato che gli incidenti tra curdi e militari iracheni nelle città di Sulaimanya e Arbil si sono protratti per un paio di giorni, tra mercoledì e giovedì. Mancano rapporti precisi sul numero dei morti e dei feriti e anche sulle ragioni specifiche degli scontri. Salah Jmhor, rappresentante curdo presso le Nazioni Unite di Ginevra, ha parlato di 100 morti a Sulaimanya e 4 a Arbil, tutti curdi uccisi dai soldati iracheni.

Il fatto che proprio oggi Bush arrivi in Turchia, dove, tra l'altro, pochi giorni fa, è stata ridislocata, tra le proteste dei curdi, la forza multinazionale che li proteggeva, rende gli americani abbastanza cauti nella valutazione degli incidenti: ci potrebbe essere stato un tentativo di forzare la situazione da parte dei curdi. Tuttavia, ieri sera, il Dipartimento di Stato ha sostenuto

che gli incidenti sono stati «seri», anche se non è ancora chiaro che cosa li abbia determinati. In ogni caso, il Dipartimento ha detto che l'Iraq ha già compiuto certificati atti di brutalità contro gli sciiti. Pertanto la violazione del cessate il fuoco c'è già stata.

Il Pentagono, ordinando una settimana fa il riposizionamento della forza multinazionale che proteggeva i campi dei curdi, aveva specificato che la nuova concentrazione di forze a Silopi, appena oltre il confine con la Turchia, avrebbe avuto il carattere di un contingente di «pronto intervento», dotato di un robusto appoggio aereo. Ieri, dopo che il segretario per la Difesa Dick Cheney e il suo portavoce

Pete Williams hanno confermato che un attacco iracheno ai curdi provocherebbe una pronta risposta, un altro portavoce, Carl Rochelle, ha affermato che la «task force» di Silopi è già perfettamente in grado di intervenire.

Anche dall'Onu arrivano brutti segnali per Saddam. Mentre i commissari delle Nazioni Unite in Iraq si sono detti soddisfatti delle ultime informazioni ricevute sulle dotazioni nucleari irachene, a New York i membri del sottocomitato del Consiglio di Sicurezza che segue questa vicenda hanno espresso scetticismo e hanno sostenuto l'idea di un'azione militare. Il capo-delegazione americano, Thomas Pickering, ha ammonito l'Iraq, a «non sbagliare i calcoli una seconda volta». Tanto più che, a Vienna, l'Agenzia per l'Energia Atomica dell'Onu ha condannato l'Iraq «per produzione clandestina di uranio arricchito». In altri termini, alle Nazioni Unite si rafforza la posizione di chi dice che, la violazione degli accordi internazionali e della risoluzione sul cessate-il-fuoco da parte dell'Iraq c'è già stata. Un'altra commissione Onu ha condannato ieri l'Iraq per violazione dei diritti umani, riferendosi a torture e delitti politici.

Paolo Passarini

Sanguinosi scontri in Irak fra esercito e ribelli

Massacro di curdi

Le truppe di Saddam hanno aperto il fuoco sui manifestanti - Cento morti e 500 feriti - Oggi Bush affronta la crisi irachena col presidente turco Ozal - Bagdad ammette di possedere un «supercannone»



Un nuovo massacro di curdi è stato compiuto nei giorni scorsi dai soldati di Saddam Hussein nelle città curde di Sulaimanya e Arbil, nel nord-est dell'Irak. Secondo fonti curde all'Onu, un centinaio di curdi sono stati uccisi e 500 feriti dai soldati iracheni, che hanno aperto il fuoco su una folla di dimostranti mercoledì scorso. Gli scontri sono proseguiti anche giovedì, e Sulaimanya sarebbe stata riconqui-

stata dai curdi, che avrebbero catturato più di mille soldati iracheni. Della crisi irachena e del problema curdo discuterà oggi Bush col presidente turco Ozal. Bagdad intanto avrebbe ammesso all'Onu di possedere un supercannone lungo 53 metri con una gittata di 150 chilometri.

La nuova strage di curdi ad opera delle truppe di Saddam

Una dimostrazione pacifica finita in un bagno di sangue

Alcuni ribelli avrebbero lanciato sassi contro i soldati iracheni, che in risposta avrebbero aperto il fuoco - Si parla di cento morti e 500 feriti

Dal nostro corrispondente New York - Ancora violenti e sanguinosi scontri nell'Irak settentrionale, tra i soldati di Saddam Hussein e la popolazione curda, stanca di vivere alla giornata, senz'acqua, senza viveri, medicinali e corrente elettrica. Mentre i leader della minoranza curda cercano an-

cora di arrivare ad un accordo col governo di Bagdad, si combatte nelle strade di due città curde, Sulaimanya ed Erbil, dove anche ieri mattina i soldati iracheni hanno aperto il fuoco sulla folla di dimostranti uccidendo diverse decine di curdi e ferendone altrettanti. Gli scontri erano comin-

ciati mercoledì ed erano proseguiti fino a giovedì sera, ha confermato ieri da Ginevra un portavoce dell'alto commissario dell'Onu per i profughi della zona. Sulaimanya sarebbe caduta nuovamente in mano curda e più di mille soldati iracheni sarebbero stati catturati dai ribelli. Di questi, 700 sarebbero

feriti. I curdi avrebbero preso anche 14 carri armati, distruggendone altri dieci. Il bilancio dei feriti e dei morti di entrambe le parti avrebbe superato le 500 vittime.

Anche il Pentagono, da Washington, ieri mattina ha confermato gli scontri, dicendo che sarebbero nati da una manifestazione pacifica durante la quale alcuni ribelli curdi avrebbero tirato dei sassi a soldati iracheni, i quali in risposta avrebbero aperto il fuoco. Il portavoce dell'Onu da Ginevra ha sottolineato che la situazione è gravissima e che ormai gli ospedali di Sulaimanya non sono in grado di far fronte al continuo flusso di tutti i feriti. Anche ad Erbil vi sarebbero stati sanguinosi scontri: la situazione sarebbe sfuggita di mano ai leader curdi, che starebbero adesso cercando di ristabilire la calma mentre circolano voci che anche alcuni leader della minoranza curda locale sarebbero rimasti uccisi negli scontri.

Ieri mattina, per controbalanciare il tono preoccupato e drammatico delle dichiarazioni ginevrine dell'Onu, a Bagdad uno dei leader della minoranza curda ha tenuto una conferenza stampa ribadendo che gli scontri hanno avuto proporzioni molto meno sanguinose e che tutto sarebbe iniziato a causa di un incidente avvenuto a un posto di blocco lungo una strada. Il portavoce curdo ha dichiarato che tale incidente è stato provocato da «mani straniere che vogliono a tutti i costi intralciare il dialogo costruttivo che si sta svolgendo a Bagdad tra il governo di Saddam e i ribelli», e che anche stamane le trattative per un accordo di coabitazione nella difficile regione settentrionale continueranno senza ritardi, per salvare quanto di positivo era stato già raggiunto nei negoziati sull'autonomia. Il dipartimento di Stato americano non esclude neppure che i disordini siano una provocazione per provocare un nuovo intervento delle forze alleate in Irak.

Nonostante le dichiarazioni curde, anche il Pentagono ha ribadito ieri mattina che la situazione nell'Irak settentrionale rimane comunque «estremamente tesa» e che la zona è una bomba a orologeria pronta a scoppiare da quando il contingente militare americano l'ha abbandonata nei mesi scorsi, lasciando 73 guardie irachene a Sulaimanya e solo 54 ad Erbil: un numero decisamente insufficiente a prevenire disordini delle proporzioni di quelle di mercoledì e giovedì.

Sulaimanya riapre una volta ancora la questione irachena:

proprio ieri hanno lasciato Bagdad gli ispettori dell'Onu venuti a controllare le installazioni militari e gli impianti dove Saddam nascondeva l'uranio arricchito per il nucleare. Dopo settimane di incomprendimenti, piccole trappole e tentativi di nascondere ai militari internazionali contenitori e camion, gli esperti delle Nazioni Unite si sono detti finalmente soddisfatti delle ultime visite compiute nelle varie installazioni militari.

Negli Stati Uniti e in Gran Bretagna lo scetticismo comunque prevale: al Palazzo di vetro si teme che l'Irak ancora nasconda qualcosa e l'ambasciatore americano all'Onu, Thomas Pickering, per la seconda giornata consecutiva ha parlato di «scriteriata sfida alla comunità internazionale» e di un intollerabile atteggiamento iracheno, mentre a Londra il premier inglese John Major è stato ancora più esplicito affermando in Parlamento che se Bagdad non eliminerà i suoi impianti nucleari, a farlo provverranno direttamente gli alleati della guerra nel Golfo. Continua quindi il conto alla rovescia per un blitz militare, che potrebbe scattare dopo l'ultimatum ufficioso del 25 luglio fissato nei giorni scorsi dal Consiglio di sicurezza.

Silvia Kramar

Conti in tasca all'Iraq

L'Onu deciderà lunedì se Saddam potrà vendere un po' di petrolio

Dopo i drammatici resoconti sull'Iraq, l'Onu si orienta verso un allentamento delle sanzioni. Per i sanguinosi scontri di ieri, Barzani accusa: partiti stranieri boicottano l'accordo tra kurdi e Bagdad

di **Attilio Moro**

NEW YORK

La notizia degli scontri tra truppe irachene e kurdi non ha per ora modificato l'agenda del Consiglio di sicurezza dell'Onu. 500 o 100 che siano le vittime, il massacro non è stato compiuto nella zona di sicurezza, ritagliata dall'Onu nel nord del paese, perciò non vi è nessuna risoluzione: si tratta insomma di un affare interno dell'Iraq.

Intanto il capo kurdo Masud Barzani ha accusato ieri «partiti stranieri», che non ha nominato, di essere all'origine degli incidenti. «Partiti stranie-

citamente posta al governo iracheno dal Comitato delle sanzioni dell'Onu. Come dire: facci sapere quanto hai in cassa, e noi vedremo se sarà il caso di permetterti di vendere un po' di petrolio.

Saddam Hussein si è fatto i conti e stamane ha fatto sapere che gli sono rimasti soltanto 17 milioni di dollari, quanto incassa in un mese. Cartier sulla Quinta strada. Imbarazzati e un po' scettici, al Comitato delle sanzioni hanno preso nota e quando l'organismo si riunirà lunedì prossimo deciderà forse di permettere a Bagdad di vendere - in deroga alle sanzioni - petrolio per circa un miliardo di dollari. Perez De Cuellar si era mostrato propenso ad una maggiore larghezza. Del resto bisogna incominciare a pagare i costi della visione che dovrà acquisire il materiale critico e radioattivo in possesso di Saddam Hussein, per poi procedere alla sua distruzione, ed a pagare - secondo la risoluzione 699 - deve essere lo stesso Saddam. Il conto è sa-

lato, e alla fine si arriverà forse a due deroghe: la prima, quella di lunedì prossimo, che dovrà permettere agli iracheni di incassare un po' di contanti per far fronte ai bisogni essenziali della popolazione civile, la seconda - più in là - per cominciare a pagare il conto della distruzione delle armi. Ma le sanzioni restano, e la stessa discussione che tanto ha appassionato i membri del Consiglio di sicurezza sulla percentuale delle vendite del petrolio che gli iracheni dovranno destinare al rimborso di governi e privati danneggiati dalla guerra (gli Usa vogliono il 50%, Perez De Cuellar suggerisce il 30%), è soltanto accademica, almeno fino a quando rimarranno le sanzioni: sia il 30 che il 50% di 0 fa comunque 0.

La situazione in Iraq peggiora di giorno in giorno. Dopo il drammatico rapporto di Sedrouddun Aga Khan, è arrivato ieri da Roma anche l'appello della Fao: le agenzie dell'Onu che hanno visitato il paese dal

29 giugno al 13 luglio hanno trovato una situazione alimentare sull'orlo del collasso. Il raccolto dei cereali di quest'anno è soltanto un terzo rispetto a quello dell'anno scorso, i capi di bestiame si sono dimezzati, le razioni alimentari a prezzi controllati distribuite dal governo si sono ridotte a un terzo, il prezzo del grano è aumentato 45 volte, quello del riso 22 volte.

Un intervento umanitario si fa sempre più urgente, e la deroga che forse verrà concessa all'inizio della settimana prossima potrà almeno dare un po' di sollievo alla popolazione affamata. Purché si faccia in fretta e i conti di queste ultime ore non riportino tutto in alto mare. Sempre ieri si sono riuniti a New York i cinque membri permanenti del Consiglio di sicurezza per ascoltare ancora Ekeus, che era tornato qualche giorno fa da Bagdad per dire che gli iracheni gli avevano nascosto un impianto per l'arricchimento dell'uranio, da lui stesso scoperto.

Dall'agenzia atomica di Vienna, l'Aiea, è infine arrivato il rapporto di Dimitri Perricos, inviato a Bagdad per verificare le dichiarazioni degli iracheni circa la quantità di materiali nucleari in loro possesso. Perricos ha detto di avere ricevuto altre assicurazioni sulla buona volontà irachena e sul fatto che tutto il nucleare è stato dichiarato. Un po' frastornato da queste contrastanti testimonianze, il Consiglio di sicurezza sta mettendo a punto il testo di una nuova risoluzione che ordina agli iracheni di accettare controlli senza preavviso in ogni parte del paese, con elicotteri guidati dai piloti dell'Onu, dotati di totale libertà di movimento. La risoluzione non dovrebbe contenere ultimatum minacciosi, ma solo l'indicazione di una data entro la quale gli iracheni dovranno fornire tutte le informazioni richieste. Questa data potrebbe essere quella del 2 di agosto, anniversario dell'invasione irachena del Kuwait.

Due giorni di violenti combattimenti
E oggi Bush arriva in Turchia

Scontri in Irak 400 morti nel Kurdistan

Feroci combattimenti sarebbero avvenuti tra forze irachene e guerriglieri curdi al confine tra Irak e Turchia. Le Nazioni Unite parlano di almeno cinquecento tra morti e feriti. Un portavoce delle forze alleate: «Stiamo valutando le possibili reazioni». Da New York il Pentagono annuncia: «Se il Presidente dà l'ordine, siamo pronti a colpire Saddam nel giro di sei o sette ore». Bush, intanto, arriva oggi in Turchia.

DAL NOSTRO INVIATO

SIEGMUND GINZBERG

■ ATENE. Mentre il presidente statunitense George Bush visitava la base Nato di Souda, a Creta, fonti delle Nazioni Unite rilanciavano da Ginevra notizie di feroci combattimenti tra forze irachene e guerriglieri curdi nelle zone a ridosso del confine tra Irak e Turchia. Gli scontri, tra mercoledì e giovedì, avrebbero provocato almeno 500 tra morti e feriti. Il maggior numero di vittime nelle città di Sulaimania ed Erbil. Gli ospedali delle città sono talmente pieni da non essere più in grado di accogliere i feriti. Ma il capo curdo Barzani ridimensiona le cifre. Un portavoce delle forze alleate nella re-

gione ha dichiarato che «si stanno valutando le possibili reazioni». E il Pentagono annuncia che, se ricevono dal presidente l'ordine, sono in grado di intervenire per colpire Saddam nel giro di 6 o 7 ore. George Bush arriva oggi in Turchia, dalle cui basi, in particolare quella di Silopi dove si trovano duemila marines, potrebbe partire l'attacco. Intanto, da New York, fonti dell'Onu fanno sapere che Baghdad avrebbe ammesso di essere in possesso del super cannone: lungo 350 metri, con una gittata di 150 chilometri, sarebbe nascosto nella regione montagnosa di Hassrin.

Prima l'atomica di Saddam. Poi la repressione degli sciiti nel Sud. Ora i sanguinosi scontri con i curdi nel Nord dell'Irak e l'ammisione di Baghdad di possedere il super cannone. Si accumulano per Bush - da oggi in visita in Turchia - le ragioni per scatenare un attacco militare. Il Pentagono fa sapere che le forze Usa nell'area sarebbero in grado di intervenire anche nel giro di 6-7 ore.

DAL NOSTRO INVIATO

SIEGMUND GINZBERG

Intanto il Pentagono annuncia che tutto è pronto per una nuova guerra e che l'attacco potrebbe essere scatenato non appena ricevuto l'ordine dal Presidente

Da Atene Bush si sposta in Turchia
Fonti dell'Onu informano di combattimenti tra iracheni e curdi nel Nord dell'Irak
E Baghdad ammette di avere il super cannone

«Pronti a colpire Saddam in sei ore»

■ ATENE. Dopo l'atomica, i curdi e il super cannone. Ora Bush ha un nuovo casus belli per scatenare la guerra contro Saddam Hussein. Mentre il presidente Usa visitava la base Nato di Souda, a Creta, fonti dell'Onu rilanciavano da Ginevra notizie di feroci combattimenti tra forze irachene e guerriglieri curdi nelle zone a ridosso del confine tra l'Irak e la Turchia. Un portavoce delle forze alleate nella regione, il comandante John Woodhouse, ha dichiarato che «stanno valutando le possibili reazioni». E il Pentagono ha già fatto sapere che, se ricevono dal Presidente l'ordine, sono in grado di intervenire nel giro di 6-7 ore. Da New York, intanto, arrivava un dispaccio secondo cui Baghdad avrebbe ammesso di essere in possesso del super cannone, lungo 350 metri, con una gittata di 150 chilometri, nascosto nella regione montagnosa di Hassrin. Oggi Bush è in Turchia, dalle cui basi, in particolare quella di Silopi dove sono acuartierati duemila marines, potrebbe scattare l'attacco.

I due giorni di scontri nel Kurdistan iracheno, mercoledì e giovedì, sarebbero stati originati da manifestazioni di protesta in occasione dell'anniversario dell'accesso di Saddam Hussein alla presidenza irachena. Ci sarebbero stati almeno 500 tra morti e feriti. Il maggior numero di vittime si sareb-

be avuto nelle città di Sulaimania ed Erbil. Secondo la portavoce dell'alto commissariato Onu per i Rifugiati, Silvana Foa, da giovedì Sulaimania è in mano ai guerriglieri curdi.

Gli ospedali della città sono talmente pieni da non essere più in grado di accogliere i feriti. Si dice che un migliaio di soldati iracheni siano stati catturati dai Peshmerga. Secondo Jalal Jmhor, uno dei rappresentanti curdi in contatto con le Nazioni Unite a Ginevra, tra le vittime ci sono dirigenti del movimento curdo che sarebbero stati uccisi dagli iracheni mentre cercavano di riportare la calma e far cessare il fuoco.

A Sulaimania ci sono 73 osservatori dell'Onu e a Erbil, capitale del Kurdistan iracheno, 54. Sono armati ma non hanno il potere di intervenire, anche perché gli scontri sono a quanto pare avvenuti al di fuori della zona «santuario» in cui l'Onu protegge i profughi. I dirigenti curdi che a Baghdad continuano a negoziare l'autonomia con Saddam si starebbero adoperando per evitare l'estendersi delle ostilità. Dall'Onu, a New York, fanno sapere che Baghdad sostiene che la risposta del governo iracheno è «controllata» e non hanno intenzione di lanciare un'offensiva di grandi proporzioni. Da Washington il Dipartimento di Stato ha confermato i «gravi scontri», ma non ha voluto fornire maggiori informazioni. La repressione delle diverse rivolu-

te nazionali avrebbe fatto, secondo stime americane, già 100.000 vittime dal cessate il fuoco in poi.

Gli incidenti in Kurdistan e il super cannone sono solo due delle possibili giustificazioni a un nuovo intervento contro l'Irak. Quella su cui si è martellato di più nelle ultime settimane è il tentativo di Saddam di continuare a costruirsi la bomba atomica. L'Onu ha dato a Baghdad tempo fino al 25 luglio per rivelare tutto quel che hanno cercato di nascondere facendosi pescare con le mani nel sacco dai satelliti spia americani. Malgrado il rapporto dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica abbia

concluso che è assai dubbio che l'Irak sia riuscito ad arricchire uranio sufficiente per una bomba, il direttivo dell'agenzia riunitosi a Vienna ha condannato il tentativo di condurre di nascosto la ricerca su tecnologie di arricchimento dell'uranio. Secondo l'esperto nucleare svedese Rolf Ekeus, che ha diretto la commissione di indagine dell'agenzia, l'Irak potrebbe celare altro materiale nucleare oltre a quello sinora scoperto.

Un altro casus belli potenziale è la repressione contro gli sciiti nel Sud. L'alto commissario Onu per i profughi, il principe Sadruddin Aga Khan, ha ufficialmente protestato con il

governo iracheno per aver impedito l'accesso dei soccorsi Onu nelle paludi di Hammar dove sono rifugiati tra 40.000 e 100.000 profughi sciiti. Contrariamente all'impegno di lasciarli in pace, l'esercito iracheno, secondo la testimonianza degli uomini dell'Onu avrebbe circondato la palude «con una mitragliatrice ogni 50 metri».

Sono settimane che gli americani fanno sapere che anche una sola di queste ragioni - l'atomica, la repressione dei curdi, o quella degli sciiti - è per loro ragione sufficiente per riprendere la guerra contro l'Irak. Era emerso esplicitamente quando Bush a Parigi aveva in-

contrato Mitterrand, l'ha ribadito l'altro giorno il capo del Pentagono Cheney a Washington, lo danno per scontato i collaboratori che accompagnano Bush in viaggio. Sugli incidenti in Kurdistan si attende il commento di Bush oggi quando comparirà in una conferenza stampa a fianco del presidente turco Turgut Ozal. Sempre che non gli crei imbarazzo il fatto che anche i turchi continuano a massacrare i propri curdi: appena l'altro giorno 14 guerriglieri sono rimasti uccisi in uno scontro con le forze armate, ultime vittime di una repressione che dalla metà degli anni 80 ha già mietuto almeno tremila vittime.

TRIBUNE LE PROGRES 20 juillet 1991

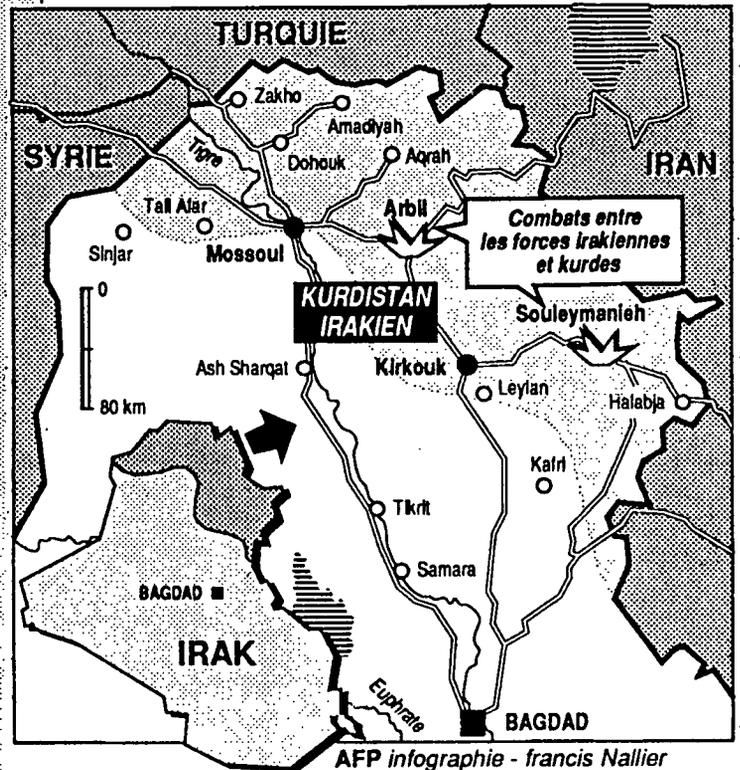
Kurdistan : affrontements et accusations



Le sang coule à nouveau au Kurdistan irakien, pour la première fois depuis l'écrasement en mars dernier par Bagdad de la rébellion kurde qui avait suivi la guerre du Golfe. Les accrochages qui ont opposé, ces derniers jours, des peshmergas (combattants kurdes) et des soldats irakiens ont fait quelque 500 morts et blessés, selon un porte-parole des Nations-Unies à Genève, citant des renseignements obtenus par des gardes de l'ONU sur place. A Bagdad, le chef kurde Massoud Barzani a donné un bilan d'au moins cent tués et blessés et a accusé des "parties étrangères", qu'il n'avait pas identifiées, d'être à l'origine des incidents qui ont eu lieu dans deux des plus importantes villes du Kurdistan irakien, Erbil et Souleimanieh.

Washington n'exclut pas une provocation pour faire revenir les forces alliées occidentales

Nouveaux combats au Kurdistan



Irak-Kurdes
500 morts ou blessés dans des combats entre les forces irakiennes et la population kurde des villes de Souleymanieh et d'Erbil, selon l'ONU.

De 100 à 500 victimes selon les sources. L'incertitude règne quant aux responsables et aux motifs de ces affrontements entre soldats irakiens et forces kurdes

Les accrochages qui ont opposé des peshmergas (combattants kurdes) et des soldats irakiens ont fait quelque 500 morts et blessés, selon l'ONU. A Bagdad, le chef kurde Massoud Barzani a donné un bilan d'au moins 100 tués et blessés. Le dirigeant kurde a affirmé que les troubles étaient terminés hier, ce qu'a confirmé ensuite l'ONU.

L'Irak a accusé l'Iran d'être à l'origine de ces affrontements sanglants, les premiers depuis l'écrasement en mars dernier par Bagdad de la rébellion kurde. Le ministre irakien de la Culture et de l'Information, Hamed Youssef Hammadi, a affirmé hier que "des éléments

iraniens et d'autres à la solde de l'Iran se sont infiltrés à travers la frontière". Certains d'entre eux ont été arrêtés, selon lui.

Auparavant, M. Barzani avait accusé devant la presse des "parties étrangères", qu'il n'avait pas identifiées, d'être à l'origine des incidents qui ont eu lieu dans deux des plus importantes villes du Kurdistan irakien, Erbil et Souleimanieh (cf carte).

PROVOCATIONS

A Washington, un responsable du Département d'Etat a indiqué que la cause des affrontements du Kurdistan n'était pas connue, mais qu'on ne pou-

vait écarter la possibilité de "provocations" pour faire revenir les forces alliées occidentales. Elles avaient quitté lundi dernier le nord de l'Irak, où elles étaient déployées depuis avril dernier.

M. Barzani a mis en cause des "parties étrangères" qui "essaient d'empêcher la conclusion d'un accord entre l'opposition kurde et le gouvernement irakien et n'ont pas intérêt à un règlement" de la question kurde.

Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) négocié à Bagdad avec l'administration du président Saddam Hussein pour tenter de mettre fin à plus de vingt ans de conflit sanglant entre l'opposition kurde et le pouvoir central.

M. Barzani a décrit ce qui s'est passé à Erbil et Souleimanieh comme étant "un incident" et "un malentendu" entre des soldats de l'armée irakienne et des peshmergas. Les affrontements

sont intervenus alors que le président américain George Bush arrive samedi à Ankara pour des entretiens qui doivent notamment porter sur la "Force d'intervention rapide" alliée, destinée à assurer le respect par Bagdad des droits des Kurdes irakiens et qui sera stationnée en territoire turc.

Alors que l'Irak a reconnu avoir testé un "super-canon" et cherché à en construire plusieurs, un représentant aux Nations-Unies de l'opposition kurde, Salah Jhmor, a indiqué pour sa part que les affrontements avaient été déclenchés par l'armée irakienne le 17 juillet, à l'occasion du 23ème anniversaire du coup d'état du parti Baas en Irak.

Il a affirmé qu'à Souleimanieh, une centaine de Kurdes avaient été tués et que 500 blessés avaient été hospitalisés. Les combattants kurdes contrôlaient jeudi la ville et avaient réussi à s'emparer de cinq à sept chars irakiens qu'ils ont incendiés, selon lui.

LE MONDE 20 juillet 1991

Alors que Bagdad affirme avoir déclaré tous ses équipements nucléaires

L'ONU et les Etats-Unis doutent de la bonne foi de l'Irak

L'Irak a donné, jeudi 18 juillet, à la mission d'experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) l'assurance qu'il avait déclaré l'ensemble de ses équipements et substances nucléaires. Toutefois, à Vienne, nous indique notre correspondante Waltraud Baryl, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA a condamné jeudi l'Irak, « premier pays à avoir violé l'accord signé avec l'AIEA relatif à l'application de garanties prévues par le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires » (1).

L'AIEA a demandé à Bagdad de placer sous son contrôle « toute matière fissile se trouvant toujours sur le territoire irakien » et de « cesser d'obstruer le travail des inspecteurs ».

Selon M. Hans Blix, directeur général de l'AIEA, l'Irak « n'est plus capable de produire de l'uranium enrichi », sous réserve de la découverte de nouveaux sites de production non déclarés. M. Blix a confirmé que les inspecteurs de l'Agence de Vienne n'ont trouvé jusqu'à présent que les 500 grammes d'uranium faiblement enrichi dont la production a été reconnue par les autorités irakiennes le 9 juillet.

Le retrait, confié à des entreprises françaises et britanniques, de l'uranium hautement enrichi détenu par l'Irak officiellement pour alimenter ses réacteurs de recherches, et placé sous contrôle de l'AIEA, débutera en septembre, a précisé M. Blix.

La commission spéciale de l'ONU a estimé pour sa part, dans un communiqué publié jeudi soir à New-York, que les informations recueillies par les experts « montrent qu'il y a beaucoup à faire » avant d'être certain de la bonne foi du régime de Bagdad.

Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait adopter prochainement une nouvelle résolution exigeant à nouveau de l'Irak qu'il révèle la totalité de son programme nucléaire, et précisant que les experts internationaux pourront se déplacer comme ils le voudront avec des moyens qui leur seront propres. L'Allemagne a déjà mis à la disposition de la Commission trois hélicoptères avec leurs équipages.

Les experts de l'ONU sont aussi chargés du repérage et de l'élimi-

nation de toutes les armes de destruction massive irakiennes, qu'elles soient chimiques, biologiques ou balistiques. Selon une source autorisée à l'ONU, une première équipe d'inspection a mis au jour fin juin d'importantes quantités d'armes chimiques dans le camp militaire de Moutana, à 90 km au nord-ouest de Bagdad.

Enfin, M. Dick Cheney, secrétaire américain à la défense, a déclaré, quant à lui, avoir reçu des informations contradictoires sur les destructions des installations irakiennes.

(1) L'Irak a signé le 29 octobre 1969 le TNP (Traité de non-prolifération des armes nucléaires) qui engage, les pays signataires ne disposant pas d'armes atomiques à ne pas en acquérir ou en fabriquer.

THE NEW YORK TIMES SATURDAY, JULY 20, 1991

Torture in Turkey

President Bush has ample reason to praise his Turkish hosts as he arrives in Ankara today. When Saddam Hussein grabbed Kuwait last August, Turkey cut Iraq's oil pipeline and gave allied forces full use of Turkish bases. In the war's wake, Turkey collaborated in creating a safe haven for Iraqi Kurds, now within the protective reach of an allied mobile force in Turkey, whose value may be tested if reported skirmishes in northern Iraq develop into something more serious.

For this, applause is in order for Turkey and its risk-taking President, Turgut Ozal. Yet American recognition of Turkey's importance as an ally does not lessen the need for candor about a shameful human rights record. It does no favor to Turkish democracy to ignore torture and denial of rights to Turkey's own Kurdish minority.

There have been important gains over the past decade as rule by generals has yielded to elective civilian government. An outspoken Turkish press and courageous human rights groups have publicized police abuses. Officials have ceased pretending that Kurds are simply "mountain Turks," and it

is no longer a criminal offense for Kurds to speak their own language on the street. Some harsh penal laws have been repealed.

But a sweeping antiterrorist measure has been enacted, human rights monitors are harassed, and newspapers and books in the Kurdish language are forbidden. Political prisoners die in custody or are executed after summary proceedings.

Widespread use of torture is amply documented by Amnesty International, Helsinki Watch and other monitoring groups. The Human Rights Foundation of Turkey lists 200 torture incidents since January, an increase it ascribes to protection given police under the new antiterror law.

Granted, Turkey is beset by political violence mounted by Kurdish separatists and other extremists. But that scarcely justifies brutal measures that magnify grievances. Nor can excesses be excused as growing pains of a democratic system begun 69 years ago. Turkish democracy will never come of age if dissident voices are stifled in torture cells. Saying as much, at least in private, is Mr. Bush's minimum obligation.

TELEGRAMME
DE BREST
20 juillet 1991

500 morts et blessés selon l'ONU Violents troubles au Kurdistan d'Irak

Dés affrontements entre forces irakiennes et kurdes ont fait 500 morts et blessés, mercredi et jeudi, dans le nord de l'Irak, ont annoncé hier des responsables de l'ONU. Les Etats-Unis considèrent la situation « avec gravité ».

L'Irak a accusé hier l'Iran d'être à l'origine des troubles à Souleimanieh et Erbil, deux des plus importantes villes du Kurdistan irakien. Auparavant, le chef kurde Massoud Barzani (notre photo) avait mis en cause, devant la presse à Bagdad, des « parties étrangères », qu'il n'a pas identifiées.

(Photo D.R.)



Le Kurdistan d'Irak a été le théâtre jeudi d'affrontements sanglants, les premiers depuis l'écrasement en mars dernier par Bagdad de la rébellion kurde qui avait suivi la guerre du Golfe, ont annoncé hier l'ONU et des responsables kurdes.

Les accrochages qui ont opposé des peshmergas (combattants kurdes) et des soldats irakiens ont fait quelque 500 morts et blessés, selon un porte-parole des Nations-Unies à Genève, citant des renseignements obtenus par des gardes de l'ONU sur place. A Bagdad, le



Retour de réfugiés kurdes en Irak en mai dernier : c'était le temps de l'espoir

(photo AFP)

chef kurde Massoud Barzani a donné un bilan d'au moins cent tués et blessés.

Bagdad accuse Téhéran

L'Irak a accusé l'Iran d'être à l'origine de ces troubles. Dans une déclaration à l'agence irakienne INA, le ministre irakien de la Culture et de l'Information, Hamed Youssef Hammadi, a affirmé que « des éléments iraniens et d'autres à la solde de l'Iran se sont infiltrés à travers la frontière ». Certains d'entre eux ont été arrêtés, selon lui.

Les affrontements sont intervenus alors que le président américain George Bush arrive samedi à Ankara pour des entretiens qui doivent notamment porter sur la « Force d'intervention rapide » allié, destinée à assurer le respect par Bagdad des droits des Kurdes irakiens. Ils ont eu lieu également à un moment où les Etats-Unis, soutenus notamment par la Grande-Bretagne et la France, ont à plusieurs reprises fait savoir qu'ils n'hésiteraient pas à employer de nouveau la force si Bagdad ne fournissait pas avant le 25 juillet tous les détails de son programme nucléaire.

A Washington, un responsable du Département d'Etat a indiqué que la cause des affrontements du Kurdistan n'était pas connue, mais qu'on ne pouvait écarter la possibilité de « provocations » pour faire revenir les forces alliées occidentales.

M. Barzani a mis en cause des « parties étrangères » qui « essaient d'empêcher la conclusion

d'un accord entre l'opposition kurde et le gouvernement irakien ».

Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PKK) négocie à Bagdad avec l'administration du président Saddam Hussein pour tenter de mettre fin à plus de vingt ans de conflit sanglant entre l'opposition kurde et le pouvoir central.

M. Barzani, qui donnait une conférence de presse, a décrit ce qui s'est passé à Erbil et Souleimanieh comme étant « un incident » et « un malentendu » entre des soldats de l'armée irakienne et des peshmergas. Des responsables kurdes et des officiels irakiens ont repris la situation en main et « tout est calme maintenant », a-t-il dit.

Un représentant aux Nations-Unies de l'opposition kurde, Salah Jhmor, a indiqué pour sa part que les affrontements avaient été déclenchés par l'armée irakienne le 17 juillet, à l'occasion du 23ème anniversaire du coup d'état du parti Baas en Irak. Il a souligné que la présence de la force de sécurité de l'ONU chargée d'assurer la protection des civils kurdes n'avait pas empêché l'Irak « de commettre de nouveaux massacres ».

Premiers troubles sanglants depuis la révolte de mars
**Kurdistan irakien :
la mèche rallumée**

Iraqi Troops Clashed With Kurds After Allied Pullout

UN Puts Casualty Toll At 500 in 2 Incidents This Week in the North

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — The Iraqi Army clashed with Kurds in two northern cities this week, Pentagon and administration officials said Friday. There were reports of as many as 500 casualties.

The unrest followed the allied pullout from northern Iraq earlier this week. It appeared to be the most serious between the Kurds and Saddam Hussein's forces since the Iraqi president crushed a Kurdish uprising in March.

A Pentagon spokesman, Pete Williams, said that the fighting, which started with Kurdish demonstrations in Erbil and Sulaimaniya, appeared to be over. A Kurdish official in northern Iraq said officials from the two sides agreed Friday to end the fighting.

Mr. Williams said that no clashes occurred in a security zone for Kurds near the Turkish border. U.S.-led coalition nations have warned Baghdad to keep its forces out of the zone, where half a million Kurds are resettling after fleeing following their failed uprising.

The coalition also warned Iraqi military aircraft and helicopters not to fly in the region, and said that a quick-reaction force of about 3,000 troops would be available in southeastern Turkey to respond if Kurds were attacked.

A Defense Department spokesman, Richard A. Boucher, said: "We are very concerned about this new outbreak of fighting. We urge both sides to avoid any escalation or spread of the violence."

Mr. Williams said the clashes "started as demonstrations by Kurds," against food distribution and other problems in northern Iraq. He and other officials said the fighting did not appear to result from any sweep by Iraqi forces for dissidents.

A Kurdish representative in Geneva said the disturbances occurred during two days of demonstrations to protest the 23d anniversary of the coming to power of Mr. Saddam's Arab Ba'ath Socialist Party.

In Geneva, a United Nations spokesman said that UN guards in northern Iraq had received reports of 500 people killed or wounded.

The spokesman was unable to say how many of the 500 were dead, whether any of the casualties were Iraqi soldiers or exactly when the violence took place. A Kurdish official in Iraq said that 2,500 Iraqis, including 70 officers, had been taken prisoner and six Iraqi tanks had been destroyed and 11 captured.

UN officials and diplomats that said Kurdish rebels took control of most of Sulaimaniya. They said the city appeared calmer Friday after Kurdish leaders, who are trying to negotiate an autonomy agreement with Baghdad, appealed for restraint.

The Kurdish rebel leader Massoud Barzani, in Baghdad for autonomy talks, said the fighting erupted over a misunderstanding and that Kurds opposed to his negotiations had exploited the incident to stir up trouble.

The casualty toll was about 100 killed or wounded from both sides in Sulaimaniya, he added.

"There was a misunderstanding between some Peshmergas," or Kurdish guerrillas, "and some soldiers in one of the checkpoints near Sulaimaniya," Mr. Barzani said.

"It was not a problem between the Kurdish Front and the government — it was a misunderstanding first, but after that some people tried to use it against us, to use it against the agreement, to use it against the negotiations."

A spokesman for Jalal Talabani, another rebel leader, said that an army post in Sulaimaniya had opened fire on a group of guerrillas and that Kurdish demonstrators then took to the streets and overran army positions.

Sulaimaniya was shelled and strafed by mili-

ary helicopters during that uprising. Most residents of the predominantly Kurdish city of 750,000 fled during street fighting between rebels and soldiers.

There are 73 UN guards in Sulaimaniya and 54 in Erbil under an agreement signed with Baghdad in April to protect the Kurdish minority when allied troops left the area. They are lightly armed but have no power to intervene in clashes.

After the failed rebellion in March, more than 450,000 Kurds headed north for Turkey, where thousands died of cold and starvation. About 1.5 million others went east, to the Iranian frontier.

Allied troops then established the security zone to protect the Kurds and encourage them to return, but the last allied soldiers left northern Iraq on Monday.

The Kurds have claimed the pullout could leave them vulnerable to a crackdown by the Iraqi military. (Reuters, AP, AFP)

Turkey Has to Do Better

It never seems to be the right time to talk to Turkey about human rights. Either some international crisis, like the Gulf war, has come along that demonstrates Turkey's strategic value to its fellow members of NATO and Europe, or the Turks can point to some domestic distraction, like attacks by Armenian terrorists or Kurdish separatists, to show that they are an imperfect but struggling democracy unfairly accused and living in a neighborhood harsh beyond their critics' ken. Turkish officials are practiced in discounting the constant deep stream of complaints from Amnesty International, Helsinki Watch and other authoritative European and international human rights bodies.

The fact remains that Turkey, a democracy and a member of the world's leading alliance of democracies, has an appalling human rights record. Its performance consistently puts it in the company of some of the grossest violators in the Third World and Communist places where violations are a more expected part of the political landscape. How gross? Last year, says Amnesty, "there were thousands of political prisoners, scores of whom were prisoners of conscience. Hundreds of political prisoners were sentenced to imprisonment and some

to death after legal proceedings that did not meet international standards for fair trial. The use of torture continued to be widespread and systematic, in some cases resulting in death." Ancient history? Helsinki Watch conveys new reports of extrajudicial killings by police in Istanbul and Ankara on July 5, July 12 and July 14.

We raise the matter because President George Bush, fresh from a London summit that saluted the way human rights and democracy in the world are going forward, is dropping by Turkey, where recent official violence against individuals and new laws on freedom of expression and association suggest that the country may actually be going backward. Mr. Bush is a friend of Turkey and particularly of its president, Turgut Ozal, with whom he spoke on the phone some 50 times during the Gulf war. What will they talk about today? Iraq, no doubt. The Soviet Union. Cyprus. Anything else? If Mr. Bush cares to avoid conveying the dispiriting message that enemies will be held to account for repression and torture but that with friends anything goes, he will have to find a way to tell Mr. Ozal that, to Americans, human rights in Turkey matter.

— THE WASHINGTON POST.

LE FIGARO 20 juillet 1991

Incidents avec les Kurdes et doutes nucléaires

Tout est en place pour justifier, le moment venu, une intervention militaire américaine.

Des affrontements entre l'armée irakienne et des éléments de la population kurde du nord de l'Irak auraient fait 500 victimes, a annoncé, hier à Genève, un porte-parole de l'ONU. Selon certaines sources, ces heurts auraient provoqué une centaine de morts dans la région de Souleymanyeh et d'Arbil. Un représentant kurde à Genève déclarait avoir reçu, jeudi soir, des informations qui faisaient état de 100 morts et de 500 blessés à Souleymanyeh.

L'Irak a accusé son voisin, l'Iran, d'être à l'origine de ces troubles. Le ministre irakien de la Culture et de l'Information, Hamed Youssef Hammadi, a affirmé que « des éléments iraniens et d'autres à la solde de l'Iran se sont infiltrés à travers la frontière ». Selon lui, « certains de ces éléments ont été arrêtés et avaient en leur possession des sommes d'argent ». « Il semble, a-t-il ajouté, que le régime iranien veuille poursuivre ses tentatives pour entraver la conclusion d'un accord avec le Front du Kurdistan. » Ces accusations ont été reprises par Massoud Barzani, le leader kurde actuellement en pleine négociation avec Bagdad.

Un responsable américain du département d'État, qui a requis l'anonymat, estimait, hier, que l'on ne pouvait pas écarter la possibilité d'une provocation destinée à faire revenir les forces alliées.

Ce responsable a reconnu qu'il se passait « manifestement quelque chose » au Kurdistan. « Nous ne pouvons pas confirmer l'étendue et la cause des affrontements », a-t-il déclaré. Il a ajouté qu'il était « concevable qu'ils aient été provoqués » pour faire revenir

les troupes alliées qui protégeaient les populations kurdes. « Mais personne n'est pressé de retourner là-bas », a-t-il conclu. Selon le porte-parole du département américain de la Défense, Pete Williams, « les combats ne semblent pas avoir violé les mises en garde émises par la coalition de ne pas attaquer les Kurdes ».

Les super-canon irakiens

Pour la première fois, l'Irak a reconnu hier avoir testé au moins un super-canon de 350 millimètres et tenté d'en mettre au point plusieurs autres d'un diamètre de 1 000 millimètres.

Ce premier super-canon a été testé dans le camp militaire de Jabal Hamrayn (150 km au nord de Bagdad), alors que ceux d'un diamètre de 1 000 millimètres étaient en cours de montage dans le camp militaire de Iskandaria (sud de la capitale). Ils n'ont pas été utilisés au cours de la guerre.

Avant la crise du Golfe, l'Irak avait rejeté les affirmations de pays occidentaux selon lesquelles Bagdad cherchait à mettre au point des canons de très gros calibres.

D'autre part, on apprenait, hier, que le personnel de l'ONU qui aidait des dizaines de milliers de réfugiés dans le sud de l'Irak a été expulsé par Bagdad, ce en violation de ses engagements. « Les autorités irakiennes ont expulsé les personnels de l'ONU restés sur place et rétabli leur blocus militaire de cette zone », a dé-

claré un porte-parole du département d'État, qui a ajouté : « C'est un exemple de plus du mépris total du président Saddam Hussein pour ses obligations. »

Les Nations unies ont envoyé des consignes aux membres des organisations humanitaires se trouvant actuellement en Irak de se tenir prêts, à compter du 23 juillet prochain, en vue d'une « éventuelle » évacuation.

A New York, la commission de l'ONU chargée de veiller au démantèlement des armes irakiennes de destruction de masse s'efforce de mettre un bémol aux déclarations optimistes de sa mission en Irak. L'actuel responsable des experts de l'ONU et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Dimitri Perricos, a déclaré, jeudi, avoir obtenu des assurances formelles de Bagdad selon lesquelles l'Irak avait révélé la totalité de son programme nucléaire.

Hormis le programme atomique, les experts de la commission spéciale ne sont pas encore au bout de leur tâche, définie dans la résolution du cessez-le-feu du 3 avril. Ils sont, en effet, chargés du repérage et de l'élimination de toutes les armes de destruction massive irakiennes, qu'elles soient chimiques, biologiques ou balistiques. S'agissant des armes chimiques, une première équipe d'inspection a mis au jour, fin juin, d'importantes quantités de ces armes dans un camp militaire au nord-ouest de Bagdad. En ce qui concerne les armes biologiques, l'Irak, qui a assuré ne pas en posséder, a toutefois fini par reconnaître l'existence de quelques laboratoires spécialisés. (AFP, Reuter.)

Dick Cheney : « Les alliés disposent toujours de la sanction ultime »

Les Etats-Unis sont « tout à fait sérieux » en ce qui concerne l'abandon des efforts de l'Irak pour se doter de l'arme atomique, a déclaré, jeudi, le secrétaire américain à la Défense, Dick Cheney. « Les Etats-Unis ne peuvent pas se permettre une situation dans laquelle Saddam Hussein se doterait d'une arme nucléaire », a de nouveau averti Dick Cheney en précisant que Washington attend toujours que l'Irak produise un rapport exhaustif sur ses développements d'armes de destruction massive.

Les Nations unies ont donné à l'Irak jusqu'au 25 juillet pour présenter un tel rapport en conformité avec les résolutions du Conseil de sécurité. Si Bagdad n'obtempère pas, la coalition alliée « dispose toujours de la sanction ultime, ses capacités militaires, s'il s'avère nécessaire de les utiliser », a ajouté M. Cheney.

Au cours de son intervention télévisée pour le 14 juillet, et lors de son entretien, le lendemain, à Rambouillet avec George Bush, le président François Mitterrand avait rappelé que la position de la France concernant l'Irak était sans ambiguïté et qu'elle se tenait derrière les Etats-Unis pour faire céder Bagdad sur le contrôle de ses installations nucléaires et sur la protection de ses minorités nationales.

« S'il s'agit de protéger des populations martyrisées, persécutées, massacrées par le gouvernement de Saddam Hussein, s'il s'agit de voir l'Irak s'armer avec l'arme nucléaire, alors une intervention militaire sera juste », avait déclaré le président de la République, en expliquant qu'une présence militaire française renforcée à la frontière turco-irakienne n'avait « pas encore été tranchée », mais que la France est « prête à le faire s'il le faut ». La veille, dans un communiqué officiel, l'Élysée avait précisé : « Aucun obstacle à l'action humanitaire poursuivie par les Nations unies et les organisations non gouvernementales présentes dans la zone de sécurité ne sera toléré (...). Le même jour, George Bush annonçait la création d'une force d'action rapide alliée basée en Turquie et approuvait une liste de quinze cibles militaires irakiennes qui pourraient être bombardées si l'Irak refusait de plier.

Les Kurdes de nouveau sous le feu

Cinq cents Kurdes ont été tués ou blessés dans les dernières quarante-huit heures, à l'occasion de violents combats avec les forces irakiennes. Les affrontements se sont produits principalement dans les villes de Souleymanieh et d'Arbil, au nord-est de l'Irak. C'est un porte-parole officiel des Nations unies qui a sonné l'alarme. L'organisation internationale avait été prévenue du retour de la violence irakienne par l'intermédiaire des forces de sécurité de l'ONU présentes dans la région, précisément pour assurer la sécurité des Kurdes déjà massacrés en mars dernier par les troupes de Saddam Hussein.

Selon un représentant de l'opposition kurde aux Nations unies, M. Salah Jhmor, les combats auraient été déclenchés le 17 juillet par l'armée irakienne. Ce jour-là, celle-ci fêtait le 23^e anniversaire du coup d'Etat par lequel le parti Baas s'est hissé au pouvoir, en Irak !

Toujours selon ce représentant kurde, les affrontements les plus violents auraient eu lieu à Souleymanieh où une centaine de Kurdes auraient été tués, d'autres réussissant à s'emparer de cinq à sept chars irakiens. Les Etats-Unis n'ont pas réagi à ces événements avec la vigueur que l'on pouvait attendre. On peut même penser qu'ils ont cherché à minimiser les incidents. C'est ainsi qu'hier un responsable du département d'Etat qui a requis l'anonymat déclarait qu'on ne pouvait écarter l'éventualité d'une « provocation ». Tout en reconnaissant qu'il se passait « manifestement quelque chose » au Kurdistan, le même responsable ajoutait qu'il était « convenable que (les affrontements) aient été provoqués » pour faire revenir les troupes alliées qui ont évacué le nord de l'Irak, le 14 et 15 juillet derniers. « Personne n'est pressé de retourner là-bas », a-t-il commenté.

Pour sa part, le dirigeant kurde Massoud Barzani a accusé « des parties étrangères », qu'il n'a pas nommées, d'être à l'origine de dramatiques incidents d'Arbil et de Souleymanieh. « Des parties étrangères essaient d'empêcher la conclusion d'un accord entre l'opposition kurde et le gouvernement irakien », a affirmé le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Par ailleurs, Massoud Barzani ne fait état que d'une centaine de morts.

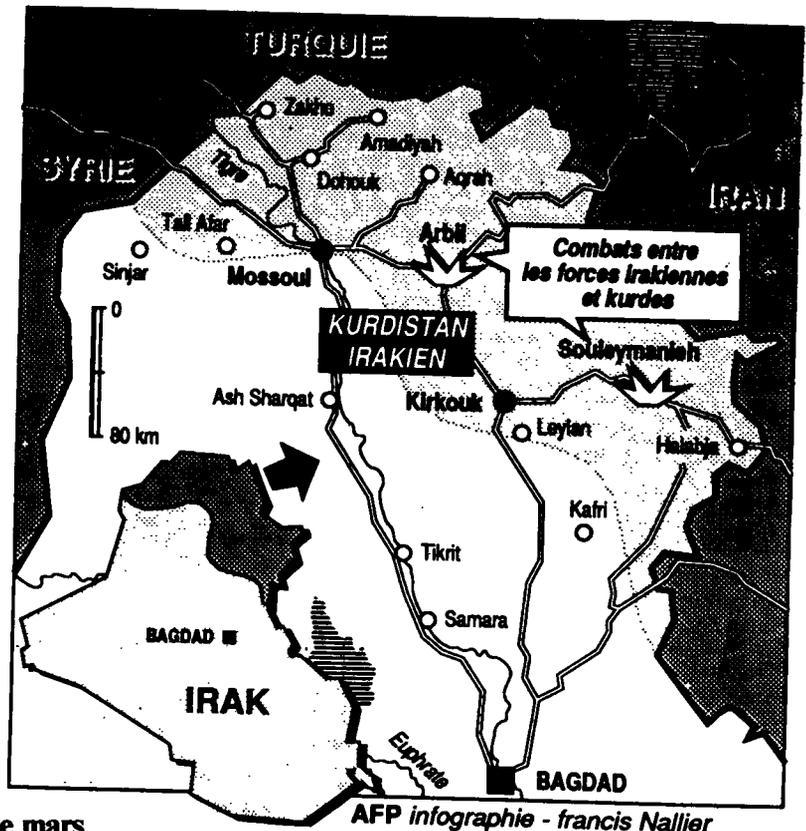
De toute évidence, la situation n'est pas claire au lendemain des incidents du Kurdistan et il convient maintenant de voir s'ils vont se reproduire, ce qui marquerait alors la volonté de Saddam Hussein de lancer une nouvelle offensive contre les Kurdes. En attendant, les Américains se montrent très prudents et ne semblent pas disposés à exploiter la situation pour y trouver prétexte à une nouvelle intervention militaire contre l'Irak.

LES affrontements sanglants de ces trois derniers jours au nord de l'Irak sont-ils, comme le laissent entendre hier des observateurs occidentaux, des provocations délibérées des Kurdes afin d'obliger les armées alliées à occuper un Kurdistan qu'elles viennent tout juste d'évacuer ? Si c'était le cas, l'épisode illustrerait dramatiquement le fossé qui sépare, en dépit des avancées apparentes — mais importantes — de ces dernières semaines, les Kurdes du régime de Bagdad. Il survient en effet au moment où la signature d'un accord, débouchant sur la création d'un Kurdistan autonome, paraissait imminente entre les deux présidents du Front du Kurdistan Massoud Barzani et Jalal Talabani et Saddam Hussein.

Cinq cents Kurdes ont été tués ou blessés dans de violents combats les opposant à l'armée irakienne au nord-est de l'Irak. Mais les Américains et le principal dirigeant kurde restaient, hier, réservés sur ces incidents, se refusant à impliquer directement Saddam Hussein.

De graves incidents, confirmés par l'ONU, ont eu lieu au Kurdistan depuis le 17 juillet, opposant l'armée irakienne et des peshmergas dans les localités d'Arbil et de Souleymanieh. Le bilan est lourd puisqu'il fait état de cinq cents morts et blessés. Toutefois, le Département d'Etat américain n'écarter pas la thèse d'une provocation destinée à faire revenir les troupes alliées en Irak. Bagdad accuse les Iraniens

d'avoir fomenté les troubles, une hypothèse que Massoud Barzani, le principal responsable kurde, ne dément pas. Ce brusque regain de tension dans la région survient alors que la polémique se poursuit à l'ONU sur le nucléaire irakien et que Bagdad avoue avoir bien testé un « super-canon ». Une situation qui a poussé le pape Jean-Paul II à exprimer sa crainte d'une nouvelle intervention militaire en Irak.



AFP infographie - francis Nallier

Les massacres de mars

Tellement imminente même que les nations occidentales qui maintenaient des forces d'interposition dans la région (notamment Etats-Unis, France et Grande-Bretagne) venaient d'organiser leur repli sur la Turquie. Tout en gardant, cependant, un doigt menaçant vers Saddam, sous la forme d'une « force d'intervention rapide » basée à proximité des frontières du Kurdistan, côté turc. Depuis le temps que Bagdad a pris l'habitude de massacrer les populations kurdes, civils et peshmergas confondus, dès que la communauté internationale est occupée ailleurs, cette dernière a préféré maintenir un minimum de garantie (en août 1988, alors que l'Irak était libéré de toute pression

internationale après le cessez-le-feu avec l'Iran, Saddam avait bombardé à l'arme chimique des villages entiers dans les montagnes kurdes).

A la suite de la guerre du Golfe, le scénario avait commencé de se reproduire. Les autonomistes kurdes profitant, tout comme au sud du pays les chiites, de l'affaiblissement du dictateur irakien pour déclencher une vaste insurrection, l'armée nationale avait réagi extrêmement violemment. Provoquant l'exode dont les dramatiques images restent dans les mémoires, Mais cette fois, au bout de quelques semaines d'atermoiements, les puissances de la coalition anti-Irak s'étaient quand même décidées à

intervenir, déclenchant l'opération « Provide comfort » : c'est-à-dire une assistance humanitaire massive.

Bientôt doublée par l'envoi de détachements militaires destinés à protéger les Kurdes des exactions irakiennes. Sans oublier qu'au sud du pays, demeuraient les importants reliquats de l'opération « Desert storm », dont les éléments aériens, en clouant au sol l'aviation de Saddam, réduisaient considérablement la marge de manœuvre de ce dernier au Kurdistan.

réticent, son « rival » et néanmoins coprésident du Front du Kurdistan, Massoud Barzani (chef du Parti démocratique du Kurdistan) estimait que ce plan « satisfaisait à 75 % au moins les revendications kurdes. De fait, le principe d'un Kurdistan érigé en région autonome à l'intérieur de l'Irak y est acquis. La « nation kurde » y est reconnue à l'égal de la « nation arabe », et le kurde, devenant avec l'arabe langue officielle de la future région autonome, sera enseigné

La sanglante marche du peuple kurde

Ceci pour le volet militaire. Car le volet diplomatique et politique n'était pas moins important. En effet, parmi les résolutions imposées par le Conseil de Sécurité des Nations unies au moment du cessez-le-feu, figure le règlement de la question kurde. Aussi des pourparlers entre les responsables du Front du Kurdistan — qui regroupe les huit principaux mouvements de peshmergas — et les autorités de Bagdad ont-ils commencé à la fin du mois d'avril. Et ils ont avancé d'autant plus vite que Saddam Hussein confronté, outre à la pression des Nations unies, à la guerre civile menée par les chiites au sud, semblait bel et bien disposé à se concilier la résistance kurde.

Le leurre de l'autonomie

Fin juin, un schéma d'accord était donc dressé, satisfaisant une majorité tout au moins des mouvements d'opposition kurdes d'une part, les autorités irakiennes de l'autre. Si le leader de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), Jalal Talabani, se montrait plus

dans les écoles et à l'université. Selon ce schéma, la région sera administrée par un « parlement » kurde élu au suffrage universel, dont émanera un organe exécutif, tandis que les tâches de maintien de l'ordre et de police seront en quelque sorte « cogérées ». L'Etat irakien, en fait, ne conserverait que les tâches régaliennes, telles que défense, politique étrangère, finances, etc.

Restaient deux gros points d'achoppement : la délimitation des « frontières » du Kurdistan, fondées en principe sur la présence majoritaire de Kurdes dans les régions concernées. Mais les leaders kurdes accusent Bagdad d'avoir mené, notamment sur les terres riches en pétrole de Kirkouk, une politique d'« arabisation » qui fausse les données. Second problème : dans quelle mesure l'autonomie aura-t-elle un contenu réel, si elle ne s'accompagne pas d'une réforme démocratique de l'ensemble des institutions irakiennes ? Déjà dans le passé, les Kurdes ont obtenu des parcelles d'autonomie, qui n'ont jamais été appliquées par les dictateurs baasistes.

H. V.

Quiconque rapproche cette tension verbale des derniers soubresauts de la crise nucléaire irako-onusienne, des plus récents épisodes du drame des chiites réfugiés dans les marais du Sud irakien et, enfin, de l'aveu par Bagdad que ses ingénieurs construisaient effectivement un « canon géant », comprend que, pour reprendre les mots d'un diplomate, « la question de l'Irak est toujours posée ».

A douze jours du premier anniversaire de l'invasion du Koweït, les perspectives restent incertaines, sinon inquiétantes. Le

contraste est saisissant entre la nervosité qui marque les affaires irakiennes et le parcours sans faute de James Baker qui, jusqu'à son arrivée à Jérusalem tout au moins, allait de succès en succès.

Saddam Hussein avait accusé les Occidentaux de partialité dans leur traitement du drame palestinien. Les États-Unis cherchent à corriger leur réputation. Mais la presse jordanienne relevait encore jeudi la « dualité » de la politique américaine : apaisement au Levant et bruits de botte aux frontières de l'Irak.

Provocations

C'est oublier que James Baker n'a aucune chance — mais absolument aucune — d'obtenir le feu vert d'Yitzhak Shamir pour « sa » conférence de paix si les Israéliens redoutent encore Saddam, son armée et sa « force de frappe » : Israël a droit à la bombe, pas les Arabes. Pour réussir sur le dossier palestinien, le président Bush doit donc contraindre le raïs irakien à se soumettre. Le vrai péril est, sans doute, là.

Les événements du Kurdistan se résument à une épreuve de force. Les dirigeants kurdes, qui doivent compter avec des clans parfois antagonistes, ne se pressent pas de conclure avec Bagdad la négociation sur l'autonomie. C'est une tactique, au demeurant périlleuse, pour maintenir les alliés en alerte et Saddam Hussein sous surveillance. Dans cette région surarmée, les incidents sont inévitables. Les provocations également. Les organisations humanitaires internationales ont de plus en plus de difficultés à travailler.

Mais qui aurait intérêt à ce que les Kurdes se lancent de nouveau sur les routes de l'exode ? Pas Saddam Hussein, auquel Bush et Mitterrand ont adressé un avertissement très clair. Pas le Turc Turgut Ozal : il a assez de problèmes avec « ses » Kurdes et n'a aucune envie d'une nouvelle « invasion ». Pas George Bush, qui voit approcher les débuts d'une période électorale.

Mais rarement crise a été davantage manipulée. D'autres incidents surviendront. Ils pourraient être plus difficiles à circonscrire. En admettant qu'ils ne servent pas de prétexte à d'autres actions plus dramatiques. Au Kurdistan ou ailleurs.

Claude LORIEUX.

Bush : pas d'intervention prochaine au Kurdistan

A Ankara, le président américain a fait baisser la tension. Mais la nervosité n'a pas disparu.

D'Ankara, qui fut l'un des avant-postes de la reconquête du Koweït, le président des États-Unis a éloigné le spectre d'une prochaine intervention militaire occidentale au Kurdistan irakien.

George Bush, qui venait de promettre aux Turcs une aide militaire accrue, a déclaré samedi : « La force d'intervention

rapide (environ 3 000 militaires alliés basés vers la frontière turco-irakienne) ne pourrait intervenir que si l'on constatait réellement de gros incidents. »

Le même jour, au Caire, le général Schwarzkopf se disait « prêt à reprendre ses fonctions si le président Bush le chargeait de nouvelles opérations contre l'Irak ».

LIBERATION 20 juillet 1991

IRAK DES COMBATS IRAKO-KURDES MENACENT LE CESSEZ-LE-FEU

Selon l'ONU, cinq cents personnes auraient été tuées ou blessées dans les affrontements qui ont opposé, mercredi et jeudi, peshmergas et soldats irakiens. Action délibérée de Bagdad ou provocation kurde, ou même iranienne, ces événements compromettent l'accord irako-kurde qui était presque signé.

Les négociations devaient aboutir à la mi-juin, pour la fête religieuse du Sacrifice, promettait Bagdad. Puis on parlait d'un heureux dénouement pour le début juillet. La semaine dernière, les autorités baassistes annonçaient une fois de plus comme imminente la signature d'un accord avec les peshmergas. Le texte, disait-on, serait paraphé à l'occasion du 23^e anniversaire de la révolution baassiste. Ce 17 juillet, qui marque également l'accession au pouvoir de Saddam Hussein, il y a douze ans, n'aura pas mis un terme au long conflit entre les rebelles et le pouvoir central. Au contraire.

Cette double commémoration semble avoir été l'occasion de violents affrontements entre Kurdes et troupes gouvernementales dans le nord-est du pays. En dépit des informations contradictoires qui circulaient hier, il paraît acquis que les villes de Sulaymaniah et Erbil ont été le théâtre de combats, en violation du cessez-le-feu déclaré il y a plus de trois mois par Bagdad et la rébellion. L'incertitude demeure sur le nombre des victimes et, surtout, sur l'origine des émeutes. Difficile, en effet, de dire qui a tiré le premier, au risque de faire échouer les

pourparlers toujours en cours dans la capitale.

Un porte-parole de l'ONU a fait état, hier, de 500 morts et blessés dans les villes de Sulaymaniah et Erbil. Il s'agirait d'un bilan provisoire, transmis au siège de l'organisation à Genève par les observateurs onusiens déployés dans le Kurdistan, et portant sur les journées de mercredi et jeudi. Pour un représentant aux Nations unies des peshmergas, Salah Jhmor, ces incidents remonteraient au mercredi 17 juillet. Au cours de cette journée, les combattants kurdes auraient réussi à prendre le contrôle de Sulaymaniah et à s'emparer de 5 à 7 chars irakiens, au prix de 100 morts et 500 blessés dans leurs rangs. A Erbil, toujours selon Salah Jhmor, l'armée aurait tiré sur des manifestants et tué 4 civils kurdes.

Un porte-parole du Front du Kurdistan à Ankara, Ahmed Bamarni, parle, lui, de quatre « combattants kurdes » tués et d'une soixantaine de blessés à Sulaymaniah. Mais il ignore le nombre de victimes parmi la population civile. Les « forces kurdes » auraient « capturé 2500 soldats irakiens et 70 officiers de haut rang » lors d'une attaque des bâtiments administratifs de la ville. Il confirme que les maquisards tiendraient à nouveau cette capitale de province.

Des affrontements sporadiques semblent s'être produits dans toute cette région tampon où peshmergas et soldats irakiens se font face. Dans cette partie orientale du Kurdistan, proche de l'Iran, et qui échappait au contrôle allié. Début juillet, la force multinationale s'est retirée de l'autre côté de la frontière avec la Turquie. Reste quelque 290 observateurs de l'ONU déployés surtout dans le nord-ouest. Médecin sans frontières a ainsi recueilli 25 blessés graves sur la route entre Sulaymaniah et Sayyid Sadiq.

En mai, le dernier poste de contrôle

irakien se situait à la sortie d'Arbat, un petit bourg situé à une vingtaine de kilomètres de Sulaymaniah. Les premières lignes kurdes commençaient juste après. Chacun s'observait prudemment, respectant la paix des armes conclue en mars. Mais depuis, selon des sources humanitaires, l'armée irakienne cherchait à rogner progressivement sur la zone tenue par les peshmergas. Malgré l'optimisme affiché de part et d'autre, la situation restait extrêmement tendue sur le terrain.

Les soldats de Saddam Hussein auraient-ils essayé à nouveau de pousser leur avantage sur le terrain, suscitant une violente réaction côté kurde? Selon Ahmed Bamarni, c'est la « police politique irakienne », qui est à l'origine de ces événements. L'hypothèse inverse n'est pas non plus à exclure. A Genève, on n'écarte pas la thèse d'une bavure des peshmergas. On ignore à quelle formation appartenaient les partisans, mais il pourrait s'agir de combattants de l'Union patriotique kurde (UPK) de Jalal Talabani. Hier, un responsable du département d'Etat a même évoqué la possibilité de provocations visant à faire revenir les forces alliées.

Les milieux bien informés soulignent également la proximité de la frontière avec l'Iran. La République islamique ne voit pas d'un bon œil la signature d'un texte qui accorderait un statut d'autonomie au Kurdistan irakien, créant ainsi un précédent dans la région. De là à voir dans ces incidents l'action d'éléments infiltrés, il n'y a qu'un pas, que le chef kurde, Massoud Barzani, s'est empressé de franchir. Le président du Parti démocratique kurde, averti de ces incidents en pleine négociation avec les dirigeants baassistes, a accusé, hier à Bagdad, « des parties étrangères », sans les nommer. Selon lui, ces dernières « essaient d'em-

pêcher la conclusion d'un accord entre l'opposition kurde et le gouvernement irakien ». Plus direct, hier, Bagdad a attribué les troubles à l'Iran.

Les affrontements seraient le résultat d'un « malentendu » entre des soldats réguliers et des peshmergas, a expliqué Massoud Barzani. « Une dispute » aurait éclaté à un barrage près de Sulaymaniah en raison « des frustrations » des habitants, confrontés à des problèmes économiques et sociaux. Une situation explosive qui aurait été « exploitée par des parties étrangères ».

Le chef du PDK minore le nombre des victimes, égal, selon lui, à 100 morts et blessés en tout.

Massoud Barzani milite pour une signature rapide d'un accord avec Saddam Hussein. Il a démenti à plusieurs reprises des informations de l'UPK qui faisaient état de profondes divergences avec Bagdad. Ces dernières semaines, convaincu de la nécessité d'une normalisation rapide de la situation au Kurdistan, pour permettre notamment le retour de tous les réfugiés, il semblait incarner une ligne plus conciliante que son rival, Jalal Talabani.

S'il est confirmé, en revanche, que les coupables se situent dans le camp irakien, qu'elle sera alors l'attitude des alliés? Ces derniers répètent en effet qu'ils interviendront à nouveau en cas d'agression contre les populations kurdes. D'où, peut-être, la réaction prudente observée hier dans les capitales occidentales.

Christophe BOLTANSKI
(avec AFP et Reuter)



IRAQ, NUOVI SCONTRI ESERCITO-KURDI. BARZANI PARLA DI PROVOCATORI

La Turchia aizza

LAURA SCHRADER

Il Manifesto 21.07.1991

Ancora vittime nel Kurdistan iracheno. Almeno 100 i morti e diverse centinaia di feriti negli scontri a Sulaimaniyah e Arbil. Scoppiati mercoledì scorso e proseguiti giovedì, sono stati motivati dai festeggiamenti iracheni per l'anniversario del colpo di stato che portò al potere il partito *Baath* 23 anni fa. Secondo fonti dell'Onu, gli ospedali sono insufficienti a ricoverare le vittime. L'evento non è soltanto l'ennesima dolorosa conferma della tragedia del popolo kurdo, totalmente ignorato, almeno ufficialmente, a livello politico nella creazione

del nuovo ordine del dopo guerra. Presenta risvolti allarmanti. Tra le vittime vi sarebbero anche diversi responsabili del Fronte del Kurdistan iracheno, uccisi dai governativi mentre cercavano di sedare i tumulti. Il Fronte, infatti cerca di contenere la rivolta. Mentre il Pentagono, a poche ore dalla notizia, faceva sapere che l'aviazione di stanza a Silopi e Incirlik nel Kurdistan turco, ai confini con l'Iraq, era pronta ad entrare in azione in poche ore, se avesse ricevuto un ordine del presidente Bush, da Baghdad Massud Barzani si preoccupava di minimizzare la portata degli scontri. E si diffondevano voci di interventi esterni a fomentare la rivolta. E' chiaro che la situazione nel Kurdistan è esplosiva. E che la celebrazione del *Baath* e di Saddam Hussein, fautori di una politica nazionalista araba, arrivata al genocidio con armi chimiche della popolazione kurda possa essere stata una miccia potente.

Altri disordini erano avvenuti ai primi di giugno a Sulaimaniyah, Arbil e Zakho, anche allora contro le sedi del *Baath* e le caserme delle forze di sicurezza baasiste. Ma è anche evidente che da quando il Fronte del Kurdistan persegue con tenacia l'accordo di pace con il governo iracheno (autonomia del Kurdistan garantita da un sistema democratico da introdurre per tutto il paese) i suoi responsabili tentano di frenare ogni manifestazione e ri-

bellione antigovernativa. Non sono state molte finora le aperture del regime, sia per quanto riguarda la definizione dei confini - il problema è l'area petrolifera kurda di Kirkuk - sia per la democratizzazione, sempre annunciata a parole ma ancora lontana. Nel discorso ufficiale del 17 luglio scorso, Saddam Hussein ha annunciato, non per la prima volta dalla fine della guerra del Golfo, l'avvento del pluripartitismo. Ancora soltanto parole? Forse, ma Barzani, cioè il Fronte, continua ostinatamente i negoziati. Quindi, se da un lato è comprensibile che i responsabili del Fronte abbiano cercato di fermare i disordini, è anche credibile che provocatori abbiano soffiato sul fuoco, quantomeno vanificando i loro sforzi. Una autonomia reale per il Kurdistan in un Iraq integro che rispetti le sue componenti etniche e religiose, non piace né alla Turchia, né all'Iran, né alla Siria. La prima da tempo grande alleata degli americani, gli altri due amici preziosi nella guerra del Golfo. Ed è la Turchia che più si preoccupa, oggi, della questione kurda. Il regime di Baghdad continua a sbagliare, sia trascinando esageratamente le trattative con i curdi, sia continuando la spietata repressione degli sciiti, denunciata formalmente dall'alto commissario Onu per i profughi, Sadruddin Agha Khan e si è lasciato cogliere in fallo sulla questione degli armamenti. Ma è

singolare che non si parli più semplicemente di distruzione degli armamenti di vario tipo, come era nell'accordo del cessate il fuoco, ma di guerra *tout court*. Da settimane, citando ora il nucleare, ora gli sciiti ora i kurdi, da Bush a Cheney ai vari funzionari della presidenza, è tutto un coro bellico. I motivi sono talmente diversi - presunti grandi arsenali tutti stranamente ignorati dalle armi intelligenti e scrupoli umanitari, purtroppo tardivi per gli oppositori del regime - da sembrare pretesti da giocare secondo il momento. Anche perché non si vuol nemmeno vedere la trattativa in corso da mesi tra governo e kurdi. Ieri nella conferenza stampa con Turgut Ozal il presidente americano si è detto dubbioso di un intervento americano a favore dei kurdi. Certamente un riguardo per la Turchia: ai kurdi non bisogna dare troppa importanza, devono restare ufficialmente un «affare interno». Turgut Ozal ha escluso esplicitamente in varie occasioni qualunque tipo di diritti, anche soltanto culturali, ai «turchi orientali». E alle domande sull'autonomia eventuale in Iraq, non risponde neppure. Per lui il problema non esiste.

Viceversa, dichiara che la Turchia è la protettrice dei kurdi. E - paradossalmente - non nasconde le sue simpatie per un Iraq frazionato, dato che, a differenza di quanto accade in Turchia, secondo lui, l'Iraq è composto da elementi etnici e religiosi diversi. E' fin troppo chiaro che la Turchia «protettrice dei kurdi» aspira a proteggere il territorio kurdo iracheno e il relativo petrolio. Ad ogni piccolo passo nelle trattative del Fronte kurdo in Iraq, collegate anche alla richiesta di togliere le sanzioni e ridurre i risarcimenti al Kuwait (se i kurdi avessero in parte la gestione del petrolio di Kirkuk, dovrebbero versare anche loro una quota?) si intensificano i progetti di guerra e Saddam Hussein, lasciato libero in marzo di massacrare kurdi e sciiti sotto gli occhi americani, torni ad essere una minaccia gravissima per la regione.

20.000 Kurdes sur le chemin de l'exode : George Bush s'inquiète

par Laurent Auboyneau

LE PRESIDENT américain est « préoccupé ». La force multinationale d'intervention rapide basée en Turquie pourrait passer à l'action « si vraiment on constate encore de gros incidents dans le nord de l'Irak », a déclaré George Bush lors de sa visite, hier, à Ankara. Depuis les affrontements survenus jeudi dans le Kurdistan irakien, le représentant d'une organisation humanitaire à Bagdad a pu dénombrer « en deux jours, 20.000 personnes fuyant la ville de Souleimanieh », pour se diriger vers des zones tenues par l'opposition kurde. Selon l'ONU ces affrontements ont fait 500 cents tués et blessés.

Cette fois les réfugiés ne sont donc pas passés en Iran comme cela avait été le cas après les soulèvements de mars et la reprise en main de la région par l'armée de Saddam Hussein. Le comité international de la Croix-Rouge se tient toutefois prêt à accueillir une éventuelle vague de réfugiés à la frontière iranienne située environ à 80 kilomètres du lieu des combats.

Hier, Souleimanieh était une ville calme, où l'armée irakienne et les combattants kurdes du

Front uni du Kurdistan effectuaient des patrouilles conjointes. On signalait cependant des concentrations de troupes de l'armée irakienne au sud de la ville. Selon les organisations humanitaires présentes, les combats ont fait entre 80 et 200 tués. Et 600 blessés se trouvent toujours dans les hôpitaux qui sont « très encombrés ».

Au cours des hostilités, les peshmergas ont capturé 1.200 militaires irakiens. Et si les simples soldats devraient être rapidement libérés, les officiers, eux, pourraient faire l'objet d'échanges. Selon un témoin, certains quartiers de Souleimanieh offrent le spectacle d'un « véritable champ de bataille » : 12 chars auraient été détruits, 13 autres seraient tombés aux mains des peshmergas. Il a également aperçu des camions et des transports de troupes conduits par les combattants kurdes, et trois camions pleins de cadavres dans l'hôpital de Souleimanieh.

Vendredi, la ville était encore largement contrôlée par les insurgés en lutte contre Saddam Hussein. La plupart d'entre eux portaient la barbe ce qui n'est pas dans les habitudes des com-

battants kurdes, mais plutôt des chiites.

A New York, le représentant britannique à l'ONU, sir David Hannay, a annoncé que les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont appelé toutes les parties au nord de l'Irak à faire preuve de la plus grande retenue « afin d'éviter un nouveau bain de sang ». Le gouvernement iranien a formellement rejeté hier les accusations de Bagdad selon lesquelles l'Iran est impliqué dans les affrontements sanglants de jeudi. Les accusations de Bagdad sont de « purs mensonges » a affirmé hier Morteza Sarmadi, porte parole du ministère iranien des Affaires étrangères. Pour les Irakiens en effet, ce sont « des éléments iraniens et d'autres à la solde de l'Iran qui se sont infiltrés à travers la frontière » dans les villes de Souleimanieh et Erbil.

Par ailleurs, l'affaire du super-canon irakien a rebondi lorsque Bagdad a reconnu officiellement posséder 45 pièces d'acier destinées à la fabrication d'un immense canon de mille millimètres, et avoir essayé un autre engin de 350 millimètres de diamètre et de 52,5 mètres de long. Les services de renseigne-

ments occidentaux avaient donc vu juste. L'affaire avait éclaté en Grande-Bretagne en avril 1990 lorsque les douaniers locaux avaient intercepté plusieurs composants de pièces d'artillerie à destination de Bagdad.

Toutes ces nouvelles précises sont contenues dans un document remis en annexe d'une quatrième lettre de l'Irak à l'ONU et présentée vendredi aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Selon cette annexe, l'Irak affirme avoir testé son canon dans le camp militaire de Jabal Hamrauy, situé à 180 kilomètres au nord de Bagdad. L'Irak précise également avoir rassemblé 44 cylindres d'acier entrant dans la fabrication d'un canon de mille millimètres, dans le camp militaire de Iskandariyah. Enfin, dans un troisième camp militaire, celui de Qa'qa, à 45 kilomètres au sud de Bagdad, ont été entreposées 12 tonnes de poudre à canon pour la pièce de 350 millimètres.

Une équipe d'experts de l'ONU se rendra prochainement en Irak pour inspecter ce canon et les pièces entrant dans la fabrication d'un ou plusieurs canons de mille millimètres.

Kurds Flee Iraq Battleground

Compiled by Our Staff From Dispatches

GENEVA — About 20,000 Kurds have fled the northern Iraqi city of As Sulaimaniya, the scene of heavy fighting last week, and are heading toward the Iranian border, the International Committee of the Red Cross said Sunday.

In Istanbul, President George Bush warned the Iraqi leader, Saddam Hussein, against "resuming war on his own people."

Karen Saddler, spokesman for the International Committee for the Red Cross here, said the Kurds were traveling through the mountains to Penjwin, near Iraq's frontier with Iran.

She said the Red Cross had not received any reports of refugees actually crossing the border. There were no indications whether the outflow was gaining momentum, she added.

Red Cross relief workers in As Sulaimaniya reported the city quiet since Friday morning, she said.

The city, the largest in Iraqi Kurdistan with a population of 750,000, was rocked by heavy fighting between Kurdish rebels and Iraqi troops that spread through

several Kurdish towns on Wednesday and Thursday.

Mr. Bush, on the last full day of a weekend visit to Turkey, said a rapid deployment force to be stationed near Turkey's border to protect Iraqi Kurds would not stay there permanently.

"But we also understand the importance of sending a strong, unmistakable signal to Saddam Hussein: he must not resume war against his own people."

Mr. Bush said on Saturday the allied force would probably not be needed to quell clashes that broke out last week between Kurdish rebels and Mr. Saddam's troops.

But his statement on Sunday made it clear the force would cross the border if necessary to protect Kurds, following the pullout of allied forces from northern Iraq.

Miss Saddler said the Red Cross had registered and visited all 1,200 Iraqi soldiers captured by Kurds in As Sulaimaniya.

She said delegates from the all-Swiss humanitarian agency had also seen about 660 casualties in hospitals in As Sulaimaniya and

Sayid Sadek, a town 60 kilometers (37 miles) away.

As Sulaimaniya is about 190 kilometers south of the Turkish border and 100 kilometers west of Iran.

United Nations officials in Baghdad said Saturday that Kurdish guerrillas controlled most of the city and were surrounded by government forces.

The officials, reporting by radio from As Sulaimaniya, told UN officials in Baghdad that the guerrillas took control of large areas of the city after scores of casualties.

The clashes occurred after U.S.-led forces early last week completed their withdrawal from an area in northern Iraq, near the Turkish border, where they protected Kurdish refugees from Mr. Saddam's forces.

Nearly a million Kurds fled to Turkey and Iran in March when the Iraqi army crushed an uprising.

While it is not known what provoked the violence, a four-month truce in the north seems to be fraying badly. It was put into effect as Kurdish leaders sought to negotiate a new autonomy pact with Bag-

dad.

Estimates of the casualties in the fighting varied. The chief UN representative in Baghdad, Hiroshi Mitsumoto, said he had been told several hundred guerrillas and soldiers had been killed or wounded.

The Red Cross said it had received an estimate of 80 to 200 dead, with 600 wounded and about 20,000 civilians fleeing the city into areas of the countryside controlled by guerrillas.

In Baghdad, the Revolutionary Command Council that rules Iraq issued decrees Sunday offering amnesty to most military deserters and "political fugitives," the official Iraqi press agency reported.

The council, dominated by Mr. Saddam, granted an immediate amnesty to "political fugitives," whether in the country or abroad.

The report did not specify who the "fugitives" were, but it apparently alluded to foes of the Arab Ba'ath Socialist Party. It said all legal steps introduced against them would be ended.

A second decree pardons all deserters, except officers, whether they are in hiding in Iraq or have fled the country. It also covers men who evaded military service.

(AP, Reuters, AFP, NYT)

MISSION EN PAYS KURDE

« Vous êtes au Kurdistan libéré, welcome ! »

L'INDEPENDANT 22 juillet 1991

Fin avril, images folles, terrifiantes à la télévision ; vision obsédante de ces enfants errants dans la montagne, dans la neige, et de vieillards hagards dans le froid ; de grands yeux puérils nous interrogent et nous agressent ; peuple kurde en souffrance ; si ce n'était ces images surgies de l'actualité, qui se souviendrait encore des kurdes ?

Aide Médicale Internationale et Médecins du Monde particulièrement

sensibilisés travaillent conjointement au Kurdistan depuis bientôt dix ans. Les deux associations ont créé avec les Kurdes un dispensaire hôpital non loin de la frontière iranienne ; médecins -dont des Catalans- et infirmières y ont régulièrement travaillé.

Un Perpignanais, le Dr. Michel Piperno, responsable régional d'Aide Médicale Internationale a effectué en mai et juin derniers une mission en pays Kurde. Voici son témoignage.

La situation est confuse : Iran, Irak, Syrie, Turquie et URSS, cinq pays se partagent le territoire de la nation kurde. Profitant de l'affaiblissement de l'Irak, après la guerre du golfe, les Kurdes irakiens se soulèvent, en avril. Il s'agit d'un mouvement populaire, ayant pour objet l'autonomie du Kurdistan irakien. La riposte est foudroyante. Après quelques victoires, les kurdes sont refoulés et une ligne de cessez-le-feu est établie. Les troupes de la coalition calment les combats, franchissent la frontière turque et s'établissent dans la partie occidentale du Kurdistan, mais ne dépassent

pas Dohuk. La population kurde effrayée, ayant particulièrement souffert des combats (maisons rasées, bétail massacré, champs minés, bien personnels volés), se souvient des bombardements de 88, et surtout du gazage d'Halabja. Ils fuient par milliers dans la montagne turque et iranienne.

En mai, il existe deux zones au Kurdistan : à l'Ouest, la zone de sécurité occupée par les coalisés, qui l'ont récemment évacuée. A l'Est une zone correspondant aux deux tiers du pays, « libérée » par les troupes kurdes, en état de guerre permanent ; ils assurent la sécurité. Une zone de « no man's land »

est par ailleurs établie entre les Kurdes au Nord et les Irakiens au Sud. Mais la situation est précaire. Dans l'attente de la signature d'un accord tout peut éclater d'un matin à l'autre.

Pendant la « révolution d'avril », les hôpitaux ont été partiellement détruits, le personnel a en partie fui. Notre objectif est, dans cette zone tenue par les combattants, en collaboration avec médecins et infirmiers kurdes de réouvrir certains hôpitaux, les peshmergas assurant notre sécurité. Evaluer l'état sanitaire des villages de montagnes et des camps de réfugiés dans lesquels peu de personnes s'étaient rendues en raison du risque, constitue la deuxième partie du projet.

Il mobilise deux associations AMI et MDM. Nous avons par ailleurs travaillé en collaboration avec Médecins sans Frontières également présent sur le terrain.

En route vers la zone de combats

Court briefing à Paris. Française insiste sur la sécurité. En cas de problème vous rejoignez les troupes françaises à l'ouest ; si elles sont encore là ; dans le cas contraire, se mettre sous la protection des kurdes irakiens dans la montagne. Grâce au travail de Nathalie à Amman où nous atterrissons, les visas irakiens sont prêts en une matinée.

Un taxi est facile à décider. Nous voilà partis pour quinze heures de route vers Bagdad. « Inch Allah ! » conclut Sabah le chauffeur. Insolite voyage, dans cette vieille gimbarde américaine, sous une canicule effrayante, dans un désert sans

fin. Seuls les contrôles jordaniens viennent en rompre la monotonie. Les médicaments -trois tonnes en frêt- nous suivront dans quelques jours. Nous roulons depuis cinq heures. Soudain, à peine visible, des bâtiments à ras du sol, des chicanes, des barbelés, deux ou trois automitrailleuses, un poste à essence, c'est déjà la frontière irakienne. L'attitude est, sinon accueillante, du moins neutre.

- « Vous êtes médecin ? Alors welcome en Irak sir ! ». Un gradé accourt aussitôt pour nous demander avec insistance des médicaments.

Nous buvons un thé sous un immense portrait du leader irakien, pendant que la police désosse presque entièrement la voiture. Aucune animosité, le contrôle se fait avec le sourire.

Première surprise dès la frontière franchie : le super à sept centimes le litre ! Deuxième étonnement : une magnifique autoroute se déroule jusqu'à Bagdad, où nous arrivons au petit matin, sans encombre.

Plus aucune communication avec l'étranger, pas de courrier, téléphone ou télex. L'ancienne Bagdad, ville splendide au bord du Tigre. Le récent conflit n'y a laissé que cicatrices chirurgicales ». A l'hôtel Bagdad, un taxi est affrété par Bernard en poste permanent. Youssef, « Irakien chrétien assyrien » comme il le proclame, et dont témoignent de nombreuses images pieuses dans sa voiture, nous conduira au Kurdistan.

Cinq à six cent kilomètres avec franchissement des lignes irakiennes. La route est droite, tracée au cordeau dans cette riche plaine agricole. C'est à Kirkuk, ville pétrolière, que nous prenons contact avec la réalité de la guerre : la moitié de la ville, une des dernières reprises par les Irakiens en avril, est rasée. Quelques kilomètres plus loin, Soulemana, une des capitales du Kurdistan, toujours en secteur irakien. Curieux aspect de ville balnéaire.

Petit, trapu, la moustache à la Saddam, le gouverneur militaire nous reçoit dans son bureau « ministériel ». Au vu des statuts de l'Association, il nous accorde avec un sourire tout



La ville de Ranya citée dans le texte se trouve à l'est d'Arbil.

AFP infographie - francis Nallier

diplomatique un laissez-passer afin de franchir sans encombre les lignes irakiennes.

La route commence à grimper, l'eau manque et Youssef commence à râler. Nous approchons du dernier check-point irakien. Ils se succèdent tous les kilomètres. L'atmosphère est lourde, tant la pression militaire est forte. Depuis 30km, tous les 300m des nids de mitrailleuses ; des chars de part et d'autre de la route. A chaque contrôle, le contact est cour-

tois, les officiers ne manquent pas de nous demander, outre le laissez-passer, des vitamines et des antiulcéreux.

La route se rétrécit pour aborder une défilé. Zone de « No man's land ». Deuxième gorge, virage en épingle, et Youssef pile net devant le premier contrôle peshmerga (« ceux qui vont au devant de la mort »). Amoncellement de pierres, route barrée par une batterie antiaérienne. Armés jusqu'aux dents, le regard brillant, larges

turbans sur le crâne, épaisse ceinture à la taille.

« Vous êtes au Kurdistan libéré. Welcome ! » me dit le premier officier. Poignée de main. L'accueil est vraiment chaleureux. Un Pesh saute sur le capot de la voiture. Il nous accompagnera jusqu'à Ranya, notre destination.

Youssef roule lentement, jouant du klaxon, non sans plaisir dans la rue principale de Ranya, et débouche inopiné-

ment dans le souk. Agitation, débauche de couleurs, profusion d'armes. Mais, à quelques mètres de là, les échopes ont le rideau de fer baissé ; un jardin des plantes poussiéreux crie sa tristesse sous la canicule ; assis sur le trottoir, par peur des mines, les enfants gardent leur cerf-volant à la main. Vingt mille âmes « avant la Révolution » ainsi appellent-ils avec fierté les journées d'avril.

Michel PIPERNO

LE MONDE 22 juillet 1991

Alors que les Occidentaux lancent un appel au calme

L'Irak accuse l'Iran d'avoir suscité les combats au nord du Kurdistan

Accident ou provocation, il n'est pas encore possible de savoir avec certitude comment a débuté le sanglant affrontement, dans le nord du Kurdistan, qui a abouti à la reprise du contrôle de la ville de Souleymanieh par les peshmergas dans la soirée du 18 juillet.

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont lancé vendredi un appel à la retenue et un responsable du département d'Etat n'a pas écarté la possibilité que les troubles aient été suscités par des combattants kurdes pour faire revenir les troupes alliées au Kurdistan irakien.

Une provocation ?

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

La situation était redevenue normale, samedi 20 juillet à Souleymanieh, où le contrôle de la ville restait toutefois incertain après les violents incidents de la journée de jeudi, qui ont fait, selon des sources sûres, entre 80 et 200 morts et environ 600 blessés. Un certain nombre de ces blessés auraient été transportés en Iran par camions. Des patrouilles mixtes assurées par les peshmergas - les combattants kurdes - et l'armée irakienne ont de nouveau fait leur apparition dans la ville. Ces incidents ont immédiatement entraîné un début d'exode de la population kurde, qui regagne la région contrôlée par les peshmergas, du côté de Pinjuin et Halabja.

Selon les organisations humanitaires présentes sur place, vingt mille personnes auraient déjà traversé en zone peshmerga, et le mouvement se serait poursuivi samedi. Pour l'instant, ces personnes déplacées ne franchiraient pas la frontière irakienne mais s'en rapprocheraient, par peur d'éventuelles représailles. Des concentrations de troupes ont en effet été

observées aux alentours de Souleymanieh, mais nul ne pouvait affirmer, samedi, qu'il s'agissait de la préparation d'une contre-offensive.

Le gouvernement irakien, aidé par le chef du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), M. Massoud Barzani, avait, vendredi 19 juillet, minimisé la gravité de ces incidents, survenus à Souleymanieh et à Erbil, en rejetant la responsabilité, pour le ministre irakien de l'information, M. Ahmed Hamoudi, sur « l'Iran » et, pour M. Barzani, sur des « mains étrangères ».

Dans un communiqué publié vendredi soir à Bagdad, M. Hamoudi avait, en effet, accusé « des éléments iraniens et d'autres qui collaborent avec eux de s'être infiltrés à travers la frontière ».

« Certains d'entre eux, avait-il ajouté, ont été arrêtés en possession de grosses sommes d'argent qu'ils voulaient distribuer à leurs collaborateurs ». Le régime iranien essaie toujours, mais en vain, de retarder l'accord en négociation entre le Front uni du Kurdistan et le gouvernement, avait-il encore dit avant d'affirmer que « la situation était redevenue normale dans ces deux villes et que les autorités collaboraient pleinement avec les responsables kurdes ».

Au cours d'une conférence de presse convoquée tout exprès peu auparavant, M. Massoud Barzani, chef de la délégation des partis kurdes aux négociations avec Bagdad - qui se poursuivent depuis maintenant plus de trois mois sans qu'un accord soit encore signé - avait, lui aussi, mis en cause des « mains étrangères qui veulent faire obstacle à un règlement pacifique entre les Kurdes et le gouvernement ».

Minimisant la portée de ces troubles révélés de source onusienne, il en avait expliqué l'origine par « un simple malentendu entre des Peshmergas qui traversaient un contrôle routier et des soldats irakiens ». « Deux Peshmergas ont été tués et cinq blessés, avait-il dit, et immédiatement, des forces - ont exploité la situation, jouant sur la frustration d'une population qui affronte de graves problèmes économiques et sociaux. »

Selon M. Barzani, ces incidents n'auraient fait qu'« une centaine de tués ou blessés des deux côtés » et non, comme l'affirme l'ONU, cinq

cents. « De tels incidents peuvent se reproduire avant la signature de l'accord mais nous prendrons les mesures nécessaires pour en éviter autant que possible la répétition », avait-il ajouté, en démentant que l'armée irakienne ait ratissé Souleymanieh et Erbil.

Selon des témoins qui s'étaient rendus à Souleymanieh vendredi, la ville était toutefois, en milieu d'après-midi, encore aux mains des peshmergas déployés en force et qui encerclaient les bâtiments officiels et, en particulier, un casernement de l'armée. Selon l'un de ces témoins, les combats de jeudi ont été d'une extrême violence, compte tenu de la situation dans la ville vendredi matin.

« Quand nous sommes arrivés, nous a-t-il raconté, douze chars brûlaient encore et treize autres avaient été pris par les peshmergas qui mettaient le feu à des camions militaires encore intacts. Devant l'hôpital, deux camions et une remorque remplis des corps de soldats irakiens tués et jetés... même ces véhicules attendaient sous le soleil. A l'intérieur régnait un désordre indescriptible, la priorité dans les soins allant aux combattants kurdes, puis aux civils avant les soldats gouvernementaux ». Selon ce témoin, les peshmergas auraient fait mille deux cents prisonniers. Parmi eux, la plupart des soldats seraient renvoyés vers les lignes irakiennes ; les quelques officiers entre leurs mains pourraient être gardés comme base de négociations pour des échanges. Selon des sources sur place, les troubles auraient commencé par une altercation entre des combattants kurdes et des soldats, les premiers narguant les seconds qui, après un certain temps, auraient tiré par énervement, ce qui montre bien, malgré les déclarations rassurantes de M. Barzani sur la confiance revenue entre les Kurdes et Bagdad, que celle-ci est loin d'être partout partagée.

Accord sur Kirkouk

Engagées depuis plus de trois mois, les négociations entre les Kurdes et le gouvernement traînent en longueur. Selon M. Barzani, « il n'y a pas d'obstacle, les deux côtés sont sérieux et l'atmosphère est très positive, mais on ne peut toutefois

pas dire quand l'accord sera signé. Nous avons progressé sur des points importants mais nous ne pouvons pas dire qu'il ne teste que quelques petits points à résoudre. Nous étudions chaque paragraphe, chaque phrase, chaque terme très en détail et le gouvernement ne veut rien, lui non plus, laisser dans l'ombre.»

Toutefois, a-t-il ajouté, « nous sommes arrivés à un très bon accord sur les peshmergas qui feront partie de l'armée irakienne. » A propos du retour des Kurdes dans la ville de Kirkouk - « une ville irakienne qui est à l'intérieur ou à l'extérieur de la

région autonome », a précisé M. Barzani - « un accord a été trouvé, mais n'oubliez pas, rien n'est encore signé ». Selon lui, « tous les Kurdes et les Arabes pourront revenir là où ils habitaient ».

Interrogé sur l'absence à Bagdad du chef de l'Union démocratique du Kurdistan, M. Jalal Talabani, qui a regagné le nord à la fin de la semaine dernière après avoir été reçu par le président Saddam Hussein, M. Barzani a nié qu'un quelconque différend l'oppose à son compagnon « qui est venu, a-t-il dit au contraire, pour montrer son

accord mais est reparti parce qu'il avait des choses à faire là-bas ».

En fait, on s'interroge à Bagdad sur un éventuel partage des rôles entre les deux hommes, l'un, M. Barzani, négociant sans trop se presser avec le gouvernement tandis que M. Talabani maintiendrait, de son côté, un certain contact avec les alliés pour attendre l'évolution de la situation. Dans un contexte qui reste mouvant, les Kurdes, affirme-t-on de bonne source, ne veulent pas s'engager trop en avant avec Bagdad au risque de compromettre le soutien

dont ils bénéficient de la part de l'Occidentaux. « Pour l'instant, ils ont tout à gagner, affirme ainsi un diplomate, le gouvernement, pressé par les alliés, a tant plus intérêt qu'eux à la signature d'un accord. »

En attendant, le peuple kurde risque, une fois de plus, de payer le prix de calculs politiques qui, trop souvent par le passé, se sont révélés désastreux, la solidarité de l'Occident s'arrêtant là où commence l'examen des droits politiques que nul n'est prêt à reconnaître à l'ensemble des vingt millions de Kurdes.

FRANÇOISE CHIPAUX

Les troubles au Kurdistan du nord

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne lancent un appel à la retenue

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont appelé vendredi 19 juillet toutes les parties au nord de l'Irak à faire preuve d'un maximum de retenue après les derniers incidents au Kurdistan. « Nous appelons toutes les parties à faire preuve d'un maximum de retenue afin d'éviter un nouveau bain de sang », a-t-il dit en sortant d'un entretien avec l'ambassadeur d'Irak aux Nations unies, mené conjointement avec ses collègues américain et français.

Les trois ambassadeurs de la coalition anti-irakienne ont également dénoncé la poursuite de la répression contre les chiites dans les marais du Sud irakien et l'expulsion de cette région de plusieurs membres de l'ONU. Ils ont rappelé à l'Irak ses obligations en la matière, qui découlent de la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU. La résolution exige en effet que toute répression cesse dans ce pays et qu'un accès immédiat « à tous ceux qui en ont besoin » soit autorisé pour toutes les organisations humanitaires internationales.

Dans une lettre du 15 juillet à Bagdad, le prince Sadruddine Aga Khan, coordonnateur de l'aide humanitaire de l'ONU

dans le Golfe, s'était plaint de ce que les autorités irakiennes aient redéployé des troupes dans la région des marais quelques jours après sa propre visite les 12 et 13 juillet, et cela contrairement aux engagements pris. De plus, le prince protestait contre l'expulsion de cette région du personnel de l'ONU laissé sur place après sa visite, dont la mission est de trouver des sites favorables à l'installation d'un ou plusieurs camps de secours pour les populations chiites réfugiées dans ces marais.

Lundi, le comité des sanctions de l'ONU, chargé de faire respecter l'embargo contre l'Irak et habilité à délivrer des dérogations, entendra le prince Sadruddine développer les raisons pour lesquelles il est en faveur d'un assouplissement de cet embargo afin d'éviter une catastrophe humanitaire à court terme. On précise, de sources diplomatiques, qu'aucune décision en ce sens n'est à attendre à l'issue de cette réunion.

D'autant plus que les récents combats à Souleymanieh alourdissent encore, s'il en était besoin, l'atmosphère de suspicion créée par le comportement ambigu des autorités irakiennes lors des inspections de désarmement nucléaire. Selon une source

proche des Nations unies, les Kurdes, en déclenchant les incidents du Nord, ont apparemment voulu tirer avantage de l'attente prudente du gouvernement irakien, informé que le prince Sadruddine plaiderait lundi 22 juillet un dossier en sa faveur, pour obtenir une levée partielle des sanctions.

De même, à Washington, un responsable du département d'Etat qui a requis l'anonymat a affirmé qu'il « était concevable que des incidents du nord du Kurdistan aient été provoqués » pour faire revenir les troupes alliées qui protégeaient les populations kurdes. « Personne n'est pressé de retourner là-bas », a-t-il ajouté.

Le pape Jean-Paul II a exprimé vendredi à Introd (nord de l'Italie) sa crainte d'une nouvelle opération militaire en Irak, affirmant qu'il y a « des limites à ce que la population irakienne peut supporter ». A Rome, la FAO a lancé vendredi une « alerte spéciale » en faveur de l'Irak, demandant aux donateurs « de couvrir les besoins immédiats prioritaires de ce pays », dont « la situation alimentaire se dégrade très rapidement, et la population est menacée de famine ». - (AFP, Reuter, AP.)

A.F.P. — A.F.P. —

FRA0351 4 61 0289 FRA /AFP-GG31

France-Irak-Kurdes

Bagdad empêche la relève des équipes de Médecins du monde au Kurdistan irakien

PARIS 22 juil (AFP) - Les autorités irakiennes ont empêché début juillet une équipe de l'association humanitaire française "Médecins du monde" (MDM) de se rendre dans le nord de l'Irak pour y relever trois missions médicales qui s'y trouvent actuellement, a annoncé l'association lundi.

Une équipe de neuf médecins et infirmières de MDM a patienté pendant dix jours à Bagdad sans pouvoir obtenir l'autorisation de se rendre au Kurdistan, et a finalement dû regagner la France, a indiqué à l'AFP un responsable de l'association.

Le délai d'octroi des visas par l'ambassade d'Irak en Jordanie a également été allongé, passant de quelques heures à deux jours, selon MDM qui dénonce la multiplication, depuis le début juillet, des entraves mises par Bagdad à la circulation de ses équipes.

Une autre équipe de deux personnes de MDM a été empêchée début juillet par les autorités irakiennes de se rendre dans le sud pour une mission d'évaluation, et a dû elle aussi regagner la France après une dizaine de jours d'attente à Bagdad, a indiqué le même responsable.

MDM dispose actuellement de trois missions médicales dans le nord de l'Irak, à Zakho, Ranya et Azadi. Leur travail n'est pas affecté pour l'instant par le durcissement irakien, a précisé MDM. Mais l'association s'inquiète de l'impossibilité de renouveler ses équipes qui ne pourront pas rester indéfiniment sur le terrain. "Qu'advient-il alors de l'action humanitaire auprès des Kurdes", demande MDM dans un communiqué qui souligne que "lorsqu'on interdit aux équipes médicales l'accès aux victimes sur le terrain, les droits de l'homme sont menacés".

La situation en Irak et les déclarations du président américain en Turquie

M. Bush écarte une intervention immédiate de la force alliée contre Bagdad

En visite en Turquie du samedi 20 au lundi 22 juillet, le président américain George Bush s'est efforcé de rassurer les dirigeants turcs, inquiets de la présence sur leur territoire d'une force alliée de protection des Kurdes irakiens, en écartant une intervention de ces troupes dans l'immédiat.

La visite de M. Bush à Ankara et à Istanbul, trente-deux ans après celle du président Eisenhower, avait pour but principal de remercier la Turquie pour son appui durant la crise du Golfe. « Lorsque la décision a été prise d'utiliser la force, aucun allié n'a été aussi solide que la Turquie, aucun dirigeant plus dévoué que le président Ozal », a déclaré M. Bush lors d'un banquet dans le cadre somptueux du palais ottoman de Dolmabahçe, sur les rives du Bosphore.

Parmi les sujets qui ont dominé les discussions, la « force résiduelle » installée par les alliés à la frontière

turco-irakienne après leur retrait de la zone de sécurité pour protéger la population kurde d'Irak, était particulièrement d'actualité. La veille, les observateurs des Nations unies avaient fait mention d'affrontements entre Kurdes et Irakiens dans les régions de Souleymanieh et d'Erbil (lire le reportage de Françoise Chipaux ci-dessous). Selon le Comité international de la Croix-Rouge, ces combats auraient à nouveau causé la fuite de civils vers la frontière iranienne.

Bien que le premier ministre turc ait donné, le 18 juillet, son accord officiel pour la formation d'un détachement spécial des alliés basé sur son territoire, la Turquie - craignant de se trouver entraînée contre son gré dans des opérations hors de son contrôle - reste méfiante. M. Mesut Yilmaz avait d'ailleurs spécifié que cette unité, qui inclura un contingent turc, devra obtenir l'accord d'Ankara avant de pouvoir lancer une action contre l'Irak.

« Cette force a pour but d'éviter une répétition des événements horriblement brutaux dans le nord [de

l'Irak], a déclaré le président américain. Nous ne prévoyons pas de l'utiliser. Nous espérons que Saddam Hussein, ayant appris sa leçon, ne se lancera pas dans le genre de carnage qui avait causé notre intervention. » Se référant aux récents combats, M. Bush a déclaré que le problème semblait en voie de solution et qu'il ne nécessitait donc pas l'intervention des alliés.

Négociations quadripartites sur Chypre

Autre sujet épineux, celui de Chypre. Le président Bush, qui avait déclaré à Athènes qu'il espérait voir la question réglée avant la fin de l'année, a quelque peu tempéré ses propos à Ankara. Refusant d'entrer dans les détails des progrès obtenus, il s'est contenté d'exprimer son optimisme et d'accorder son soutien à l'idée de négociations quadripartites, suggérée par le président Ozal.

A la fin de sa visite, M. Bush a d'autre part estimé qu'une décennie de gouvernement démocratique et

d'économie de marché avait fait de la Turquie une « étoile montante » de l'Europe. « Il n'y a pas de doute que la Turquie mérite d'entrer dans la Communauté européenne et dans l'Union de l'Europe occidentale, et elle peut compter sur le ferme soutien des Etats-Unis », a-t-il affirmé.

Pour le président Ozal, souvent contesté dans son pays, l'appui de M. Bush, qui semble sincèrement apprécier sa compagnie, est particulièrement important. Dimanche, le président américain a cependant prudemment pris le temps de rencontrer les deux principaux dirigeants de l'opposition, MM. Suleiman Demirel, du Parti de la juste voie, et Erdal Inonu, du Parti populiste social-démocrate. Alors que l'ANAP - le parti au pouvoir - est vacillant, et que des élections sont prévues au plus tard en octobre 1992, les Etats-Unis, tout en soutenant M. Ozal et le gouvernement de M. Yilmaz, n'ont pas l'intention de mettre tous leurs œufs dans le même panier.

NICOLE POPE

Etrange cohabitation à Souleymanieh

Dans l'agglomération entourée par l'armée, la police irakienne patrouille aux côtés des combattants kurdes

SOULEYMANIEH

de notre envoyée spéciale

Les combattants kurdes en armes patrouillent dans Souleymanieh, d'où s'est pratiquement retirée l'armée irakienne, qui campe à ses abords. Si les traces visuelles des violents affrontements de jeudi entre peshmergas et armée irakienne ont presque disparu, mis à part quelques débris de chars calcinés et le reste de casemates éventrées, le changement d'équilibre dans le contrôle de cette ville de huit cent mille habitants est net. Devant le gouvernorat, siège du pouvoir central, les combattants kurdes montent désormais la garde à bord des traditionnels 4 x 4 des miliciens, armés d'une mitrailleuse.

Dans le bureau du gouverneur, M. Mohamed Najimeddine Naqchabandi, un Kurde, général de corps d'armée en retraite nommé il y a trois mois, trône le portrait

du président Saddam Hussein. Pour cet homme affable qui semble un habitué des voyages de presse organisés par le ministère de l'information, les troubles à Souleymanieh « ont été provoqués par des éléments venus d'Iran. »

« Nous sommes près de la frontière iranienne, dit-il, et ce n'est pas la première fois que cela arrive, mais la troisième. Ils ont attaqué les installations militaires, toutes les usines et ont suscité des troubles. Mais grâce à la très bonne coordination avec les partis kurdes, nous avons très vite repris le contrôle de la ville et toute l'opération a duré six heures. » Le gouverneur n'a pas « une idée très claire » du nombre de morts, mais il les évalue « entre cent et cent cinquante ».

Ce bilan n'est-il pas très lourd pour une si brève opération ? « Non », répond M. Naqchabandi, car les envahisseurs étaient habillés en peshmergas et, dans le feu de

l'action, il était difficile pour l'armée de distinguer entre les combattants [favorables à l'accord avec le gouvernement] et les autres. » Combien étaient ces fauteurs de troubles ? « C'est très difficile à dire », affirme le gouverneur. Étaient-ils iraniens ? M. Naqchabandi ne saurait l'affirmer même s'il « est sûr que c'est l'Iran qui les a poussés ». « Quelques personnes ont été arrêtées », ajoute-t-il, mais il ignore de quelle nationalité elles sont. Et les mille deux cents prisonniers de l'armée irakienne annoncés de source indépendante ? « Il n'y a pas de prisonnier », affirme M. Naqchabandi. Quand les événements ont commencé, les soldats, sont sortis de leurs unités », dit-il, ce qui pourrait signifier, comme le soulignent des témoins, que beaucoup d'entre eux ont refusé de combattre, « et certains sont toujours manquants », reconnaît sim-

plement le gouverneur. Resté pendant les troubles à son bureau qui, comme les autres bâtiments officiels, n'a pas été touché, M. Naqchabandi est aujourd'hui protégé, dit-il, par des combattants kurdes et des gardes du corps en civil du gouvernement.

Le gouverneur reconnaît toutefois que, depuis ces troubles, « l'armée reste en dehors de la ville alors que les peshmergas sont à l'intérieur ». La seule force gouvernementale encore présente est donc une force de police - cent cinquante hommes - qui assure des patrouilles conjointes avec une cinquantaine de peshmergas.

Si la version des événements avancée par M. Naqchabandi corrobore en tous points celle donnée le lendemain par le ministre irakien de l'information et aussi par le chef du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) et de la déléga-

totalement évincée. Ces trois personnalités se sont, à l'issue de la rencontre, refusées à toute déclaration.

La proposition Moubarak

Et puis, il y a donc aussi le problème des implantations. La radio israélienne a annoncé lundi matin la création prochaine de quatre nouvelles colonies sur le plateau du Golan, annexé en 1981 et revendiqué par la Syrie. Vingt-neuf implantations existent déjà sur le Golan dans lesquelles vivent près de douze mille Israéliens. Le projet du gouvernement est de doubler rapidement ce nombre.

Le ministre de l'habitat, M. Ariel Sharon, n'a d'ailleurs pas caché dimanche « qu'Israël poursuivrait sa politique d'implantation pendant des centaines d'années sans aucun rapport avec les développements diplomatiques de la région ». M. Sharon, comme les autres dirigeants israéliens, a ainsi rejeté catégoriquement l'offre égyptienne d'un gel des implantations en échange d'une suspension du boycott arabe contre Israël. Cette offre a été qualifiée de « manœuvre » par un autre ministre, M. Moshé Arens, qui a

puances des partis kurdes devant lesquelles sont rassemblés des dizaines d'hommes. Aucune tension particulière n'est perceptible, mais les officiels ou représentants du pouvoir de Bagdad n'y sont vraiment pas à l'aise.

Repliée aux abords de la ville qu'elle domine, l'armée y a déployé des chars, canons pointés sur la cuvette où s'étale Souleymanieh, et, dans un repli de terrain près du siège du commandement on peut compter une dizaine de canons sans recul. Elle paraît toutefois pour le moment sur la défensive et se sent en terrain hostile.

Tout le long des 100 kilomètres qui séparent Kirkouk de Souleymanieh, on ne franchit pas moins de quinze barrages et à peu près tous les 300 mètres sur les mame-lons rocaillieux qui bordent la route, est posté un soldat qui tient la voie dans l'œil de son fusil mitrailleur. Des campements plus ou moins importants sont dispersés partout et beaucoup de véhicules militaires sillonnent cette route fermée à la circulation de

18 heures à 5 heures du matin depuis les événements.

Cette reprise en main de Souleymanieh par les peshmergas qui tolèrent une sorte de cohabitation avec le pouvoir central est une carte supplémentaire pour les partis kurdes dans les négociations qu'ils mènent avec Bagdad. Cette reprise pourrait permettre aux combattants kurdes qui contrôlent désormais entièrement Erbil d'agrandir cette région en leur possession à la lisière de la frontière iranienne.

Dans l'attente de la signature de l'accord avec Bagdad, les peshmergas ont, en tout cas, montré qu'ils n'étaient pas prêts à céder du terrain et que le pouvoir central devait compter avec leurs forces.

F. C.

Amnistie en faveur des opposants et des déserteurs

Le Conseil de commandement de la révolution (CCR), la plus

haute instance dirigeante irakienne, présidée par M. Saddam Hussein, a décrété, dimanche 21 juillet, une amnistie générale en faveur des opposants et des militaires déserteurs - à l'exception des officiers, - a indiqué l'agence irakienne INA. Cette décision est dictée par « la nouvelle phase de participation populaire marquée par le multipartisme et les élections dans laquelle le pays s'engage », a précisé l'INA. L'amnistie figure parmi les conditions posées par les dirigeants kurdes dans leurs négociations en cours avec Bagdad sur l'autonomie du Kurdistan.

Le président irakien a, en outre, réhabilité samedi les chefs de tribu, traités de féodaux dans le discours du parti Baas au pouvoir, trente-trois ans après qu'ils eurent été dépossédés de leurs terres et de leurs privilèges. M. Saddam Hussein a reconnu que « l'une des erreurs de la révolution conduite par le parti Baas avait été de faire porter aux féodaux l'ensemble des maux de la société irakienne ». - (AFP. Reuter. AP.)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, JULY 23, 1991

Kurds' Rejection of Autonomy Deal Raises New Security Fears

By Alan Cowell
New York Times Service

CAIRO — Kurdish leaders in northern Iraq have rejected an autonomy deal offered by Baghdad and said they would demand the renegotiation of critical points, raising new uncertainty about the fate of their followers as U.S. and allied protection is reduced in Iraq.

The Kurdish quest for greater autonomy than Baghdad was offering apparently reflects confidence that the proposed creation of an allied force in neighboring Turkey will force President Saddam Hussein into new concessions, according to members of the exiled Iraqi opposition alliance meeting in Damascus.

The goal of the force in Turkey would be to deter persecution of the 3.5 million-member Kurdish minority in Iraq.

Feeling betrayed by the outcome of the Kurds' talks with Baghdad, the opposition alliance on Saturday began a two-day meeting in Damascus to develop new strategies for seeking the overthrow of Mr. Hussein, opposition officials said.

The Kurdish leaders, mainly Massoud Barzani of the dominant Kurdistan Democratic Party and Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan, have been trying to negotiate an autonomy accord with Baghdad since the collapse of revolts in northern and southern Iraq in March. As many as 2 million Kurds fled northern Iraq when Mr. Hussein's forces crushed the uprising.

[A spokesman for the Patriotic Union said Sunday that the government had put forward "unacceptable conditions" to a coalition of seven Kurdish parties, Agence France-Presse reported from Shaqlawa, Iraq.

[Baghdad had called on the Kurds "to lay down their arms, fight against domestic and external enemies and to sever all ties with the Western world," the spokesman said. He said the coalition was calling for "normalization of the situation in northern Iraq and

the adoption of a law for Kurdish autonomy within a program of democratization in Iraq."]

As the talks on Kurdish autonomy have continued, the allied force of 12,000 soldiers sent to northern Iraq to create safe havens for returning Kurds has been reduced to 3,700 and is expected to withdraw altogether.

The proposed departure of the force initially put pressure on the Kurds to offer concessions to the Iraqi government, which offered them a much smaller autonomous area than they are demanding, diplomats in Baghdad said recently.

But the allies' new plans, which were discussed Saturday in Turkey by U.S. and Turkish officials, apparently have emboldened Kurdish leaders to harden their stance. The allied proposal calls for stationing a mobile force of 5,000 U.S. and European soldiers in southeastern Turkey.

Iraqi opposition officials said in Damascus that the Kurds' objections seemed to be based on Baghdad's demands that:

- It continue to control the major oil center of Kirkuk, which the Kurds say is their historic capital.
- The Arab Ba'ath Socialist Party retain its supremacy, a status rejected by Kurds seeking democratic elections throughout Iraq.
- The Kurds denounce the foreign intervention in northern Iraq.

Mr. Barzani was quoted as saying that the size of the proposed autonomous area was the principal point of contention in the negotiations.

Officials of other nations fear that a breakdown in the talks or fresh retribution from Baghdad could come momentarily, causing Kurds to flee again across the border into Iran and Turkey.

But some Kurdish officials figure that Mr. Hussein will offer new concessions in an effort to restore a sense of normalcy and to secure an end to international sanctions.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE July 23, 1991



Rahib Mograbiz/Agence France-Press

A Kurdish boy playing with his father's assault rifle Monday in As Sulaimaniya as guerrillas guard against any Iraqi troop approach.

Iraqi Army Seems to Yield City to Kurds

By Paul Lewis
New York Times Service

AS SULAIMANIYA, Iraq — Heavily armed Kurdish guerrillas appear to be in full control of this northern Iraqi city, apparently with the approval of local authorities.

The Iraqi armed forces seemed to have withdrawn completely from the town after reports of heavy fighting last week, the most serious battles reported since the unsuccessful Kurdish uprising against the government of President Saddam Hussein in March.

Details of what happened in the city remained unclear to Western reporters, who were brought to this city on Sunday by the government after reports from residents and United Nations officials about fierce fighting.

But it seemed certain that the Kurds had established a commanding presence in the town with the apparent consent of the local governor. While the army has withdrawn, it remains on alert.

If there is a security agreement between the guerrillas and government forces, it would be the first such arrangement since the March uprising, which followed the government's defeat in the Gulf war at the hands of American-led forces.

The reporters, who were allowed to spend

about 45 minutes in the city, found it orderly and calm, patrolled by significant numbers of Kurdish guerrillas in baggy brown trousers, with their Kalashnikov assault rifles, rocket-propelled grenade launchers and bandoliers of bright brass cartridges.

Some patrolled the streets, while others drove around in pickup trucks with roof-mounted machine guns.

The guerrillas had a heavy guard around the office of the Baghdad-nominated governor, Mohammed Nagimuddi Naquishbandi, a Kurd who was once a major general in the army.

A resident said the army left Friday at the end of the fighting, which left scores dead. On Sunday tanks, artillery, armored cars and troops were deployed along the far bank of a dry riverbed skirting the southwestern side of As Sulaimaniya, with their heavy guns trained on this city of 800,000.

The 60-mile-long road that leads up from the oil town of Kirkuk was also under intense surveillance. Machine-gun nests were placed on little hillocks every few hundred yards and there were checkpoints every mile or so.

In an interview, Mr. Naquishbandi echoed the official account of what occurred here last week.

He said fighting broke out first at nearby

Erbil Wednesday and then in As Sulaimaniya on Thursday. In both cases, he said, it was caused by intruders from Iran who might have been Iranians or dissident Kurds and Iraqis.

The government has frequently accused Iran of fomenting uprisings, and Iran consistently denies the charges.

The governor said the fighting lasted more than six hours. He said the intruders attacked military and government facilities with machine guns and rocket-propelled grenades and destroyed army tanks.

The governor said the guerrillas and the police had been jointly keeping public order under an agreement reached last month. This combined force had joined the army in resisting the intruders, he said.

But he acknowledged that the Iraqi Army shot some Kurdish Pesh Merga guerrillas by mistake because it had confused them with the intruders, who also wore traditional Kurdish costume.

He denied reports that the Kurdish guerrillas had taken more than 1,000 Iraqi army prisoners.

The governor said casualties were "not a lot," with perhaps 100 to 150 dead and up to 500 or 600 wounded on both sides. People interviewed on the street gave higher numbers, but without much certainty.

THE FINANCIAL TIMES July 23, 1991

Kurds and Iraq army in tense test of strength

PRINCE Sadrudin Aga Khan yesterday briefed the UN Security Council sanctions committee on Iraq's need for food and medicine and again said Iraq should be allowed to sell some oil to pay for necessities, AP reports from New York.

Diplomats said Prince Sadrudin, the top UN official for humanitarian aid in the Gulf, reviewed the findings of a 59-page report released last week in Geneva.

By Lamis Andoni in Sulaimaniya

IRAQ'S northern city of Sulaimaniya, which witnessed a fierce upsurge in fighting last week, has become a test of strength between the regular army of President Saddam Hussein and Kurdish militias who drove his forces back to the outskirts.

The Iraqi army continues to surround the city and is on full alert as negotiations continue between Kurdish opposition leaders and the government in Baghdad.

Although the situation remains tense and travel is prohibited at night between Kirkuk and Sulaimaniya, the government and Kurdish militias appeared concerned not to allow the clashes to develop into full confrontation or to disrupt two-month-old negotiations on Kurdish autonomy.

The government and the Kurdish Democratic party are said to fear that a deterioration in the situation could be used by US-led allied forces as justification for renewed military intervention in Iraq.

The Kurdish militias, mainly belonging to the Kurdish Democratic party of Mr Massoud Barzani, are hoping their strong presence on the ground will provide for a more powerful hand in negotiations with the Iraqi government.

The militias in Sulaimaniya have not tried to take over government institutions even though they practically control

official buildings and troops of the regular army could not escort reporters inside the city.

The governor of the city, appointed by Baghdad, received reporters in his office, which was guarded by the opposition's militias.

The government has accused Iranian-backed insurgents of provoking the fighting, which spread to other areas, including the city of Irbil. Militia leaders accused the army of trying to exploit the clashes to crack down on the Kurdish party's political and military presence.

The militias claimed they had captured about 6,000 Iraqi soldiers and were holding them in mountain villages, including Halabshe. Inhabitants accused the army of shelling the city with phosphorous bombs but there were no signs of such shelling.

Bush Signals Easing On Iraqi Sanctions

Move Is Weighed to Allow Baghdad To Sell Oil to Buy Food and Medicine

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — President George Bush said Tuesday that he did not want innocent Iraqis to suffer from Gulf war economic sanctions, and U.S. administration sources said Mr. Bush was considering letting Baghdad sell oil to pay for food and medicine.

"We'll see what we can do," the president said at the start of a cabinet meeting after being asked by reporters about a possible easing of sanctions authorized by the United Nations pending Iraq's full compliance with the war's cease-fire terms.

Mr. Bush said: "I'm not trying to hurt any individuals there. Our argument is not with these women and children of Iraq. It's with the dictator." He was referring to President Saddam Hussein.

Until now, Mr. Bush had refused to consider easing the strictures imposed soon after Iraq's invasion of Kuwait in August and kept in place after the cease-fire took effect in February.

"It's all under review," said an administration source, who added that "several options are being discussed among various coalition partners."

The British foreign secretary, Douglas Hurd, said Tuesday in Turkey that Britain may support a UN proposal to allow Iraq to sell some oil to pay for food, but only if there were guarantees that the Iraqi Army would not get the proceeds.

Mr. Bush told reporters: "My view is the UN mechanism is clear in terms of helping the children and those who may be threatened with famine or disease. The machinery is in place there, and it's very clear that Saddam Hussein has not complied with the UN resolutions."

He said that Iraqi troops had taken an estimated \$1 billion worth of gold from Kuwait and that Baghdad also had failed to disclose its nuclear development capabilities.

"So there is much to be done," the president said, "but the United States is not going to see suffering of innocent women and children there."

"There's all kinds of mechanisms available for him to take care of it — his own resources inside the country, the possible release of resources outside the country and it's a matter being discussed at the United Nations."

Mr. Bush said he spoke Tuesday with Prince Sadrudin Aga Khan, a special UN envoy in

the Gulf, who has said Iraq faces a human catastrophe unless the economic ban is eased.

(Reuters, AP)

Elaine Sciolino of The New York Times reported earlier from Washington:

The Bush administration is drawing up a plan under which the United Nations Security Council would remove some sanctions against Iraq, allowing Baghdad to sell petroleum to buy food and medicine, pay war reparations and cover the cost of destroying weapons, according to senior administration officials.

The plan, drafted by the State Department, is being circulated for review within the department and at the Pentagon, White House and Central Intelligence Agency.

Officials said that Secretary of State James A. Baker 3d was expected to approve it. It would also need Mr. Bush's approval before it could be presented to the Security Council as the basis for a resolution.

The plan is a response to reports from independent medical teams, UN officials and news organizations of widespread malnutrition and disease in Iraq, as well as an attempt to counter calls for a more sweeping removal of economic sanctions on humanitarian grounds, the officials said.

An official described the plan as "a good way to maintain the bulk of sanctions and not be on the wrong side of a potentially emotional issue."

Several days ago the five permanent Security Council members — the United States, Britain, France, the Soviet Union and China — gave Iraq until Thursday to declare a final inventory of its nuclear sites.

But on Monday a senior administration official described the date as "an artificial deadline, not necessarily a turning point."

Prince Sadrudin is pressing the move to ease sanctions against Iraq. On Monday, he told the Security Council's sanctions committee about a worsening crisis among Iraq's civilian population and suggested that the country be allowed to sell oil to import food, medicine and some agricultural and industrial materials.

The prince said later at a news conference that it was "absurd and indefensible" for the United Nations to pay for Iraq's humanitarian needs "when numerous other urgent crises and disasters, from Bangladesh to the Horn of Africa, cry out for our attention."

He added, "Iraq has considerable oil reserves and should pay to meet these needs herself."

A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—

FRA0324 4 IP 0240 FRA /AFP-TSD2

France-Kurdes

Les derniers hélicoptères engagés au Kurdistan de retour en France

NANCY, 24 juil (AFP) — Les trois derniers hélicoptères militaires français engagés au Kurdistan, dans le cadre de l'opération humanitaire "Libage", ont regagné mercredi matin la base du 4e régiment d'hélicoptères de commandement et de manoeuvre (RHCM) d'Essey-les-Nancy (Meurthe-et-Moselle), a-t-on appris sur place.

Les trois appareils, des Super-Puma de transport tactique, leurs équipages et les personnels d'entretien, faisaient partie d'un détachement d'une centaine d'hommes et d'une dizaine d'hélicoptères, stationné à la frontière irako-turque, près de Silopi (Turquie), depuis la fin avril.

Une première vague d'hélicoptères et de militaires constituant le détachement de la 4e Division aéromobile (DAM), dont l'état-major est à Nancy, avait été rapatriée début juillet.

"Après avoir apporté une aide d'urgence et de confort immédiat, nous avons contribué à la réinstallation dans leurs villages, en territoire irakien, des populations qui avaient été déplacées, et nous avons laissé, avant notre départ, une situation très calme", a indiqué mercredi le Commandant Marc Vieville qui dirigeait ce détachement d'hélicoptères.

Environ 200 militaires français demeurent cependant dans le sud-est de la Turquie, près de la frontière irakienne, au sein de la force de réaction rapide alliée, a précisé le commandant Vieville.

LIBERATION 25 juillet 1991

L'Irak aurait libéré 3 000 opposants

L'amnistie, condition à un accord avec les Kurdes, aurait notamment concerné la famille martyre des el-Hakim.

Le martyre des el-Hakim prendrait-il fin? Selon des sources kurdes indépendantes, dix membres de cette famille décimée par le régime baassiste ont été libérés, en vertu de l'amnistie décrétée dimanche en Irak. Au total, quelque 3 000 opposants politiques seraient sortis des prisons de Saddam Hussein depuis le début de la semaine.

Cette mesure est à mettre au crédit des négociations entre peshmergas et Irakiens. Tant que cette condition n'était pas remplie, les anciens chefs rebelles refusaient de signer un accord avec Bagdad. Ces élargissements auraient bénéficié surtout aux Kurdes, arrêtés pendant la guerre civile, mais également aux chiites.

Si cette information est confirmée, il s'agira de la seule mesure d'ouverture concrète prise par Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe. Les pourparlers avec les Kurdes piétinent. Ils buteraient actuellement sur le rôle dirigeant du parti baas que les Irakiens souhaitent réaffirmer dans la

nouvelle Constitution. Le projet de loi sur le multipartisme maintient également la place prédominante du parti de Saddam Hussein. L'amnistie traduite pour la première fois dans les faits les promesses du président irakien.

Les el-Hakim, chefs religieux de la communauté chiite, symbolisent la lutte contre le régime de Bagdad. Les deux frères, l'hodjatoleislam Sayyed Abdulaziz el-Hakim et l'ayatollah Muhammad Bakr el-Hakim incarnent, avec les chefs kurdes, l'opposition en exil. Bakr el-Hakim préside ainsi l'Assemblée suprême de la révolution islamique irakienne, qui regroupe les principaux partis religieux chiites. Pour faire pression sur ces deux dirigeants réfugiés à Téhéran, les baassistes ont tué, depuis 1983, au moins 18 membres de leur famille — âgés de 9 à 76 ans — et incarcéré une centaine d'autres. Ils n'ont pas non plus hésité à assassiner le troisième frère, Mahdi el-Hakim, dans le hall de l'hôtel Hilton de Khartoum, en janvier 1988.

Ch.B.

LYON LIBERATION 26 juillet 1991

Architectes et Ingénieurs du monde reconstruit au Kurdistan irakien

► **HUMANITAIRE.** Dominique Lhomme et René Fleury, ingénieurs détachés par l'ONG lyonnaise Architectes et Ingénieurs du Monde (AIM), viennent de rentrer du Kurdistan irakien, où ils ont contribué à la réhabilitation de l'hôpital de Zakhko. « Nous avons travaillé en privilégiant le but humanitaire. Nous avons refusé de réinstaller la climatisation dans les logements de médecins ou de repeindre les murs. Maintenant, l'hôpital est opérationnel », expliquent-ils.

Puisqu'il restait des fonds, AIM a prospecté alentour pour recenser les besoins les plus pressants. En particulier dans les 700 à 800 villages de la

région de Sulaimaniyah (à la frontière avec l'Iran), rasés après l'exode de 1984, et où les Kurdes, revenus depuis 1987, « sont entassés à 30 par maison, sans eau, ne disposant de l'électricité que 3 ou 4 heures par jour. » Et près de 800 000 réfugiés attendent dans les montagnes iraniennes de pouvoir revenir dans la région. AIM projette avec la CEE des travaux d'amenée et d'évacuation de l'eau. Par ailleurs, un architecte d'AIM devrait effectuer un voyage à Copca Nica en Roumanie, la ville la plus polluée du monde, avant de gagner l'Albanie, pays où l'association lyonnaise pourrait être la première à intervenir.

G.R.

Near Iraq, Tough Force With Soft Name

By Clyde Haberman
New York Times Service

SILOPI. Turkey — At first, the people who get paid to think up catchy military code names toyed with the idea of calling the operation "Poised Hammer."

Not only was the phrase graphic but it also accurately described the armed force that is taking shape in southeastern Turkey, an assault team expected to have roughly 2,600 American and allied soldiers.

They stand ready to enter northern Iraq and pound hard should President Saddam Hussein unleash his troops once more against Kurdish enclaves.

But the name "Poised Hammer" sounded too bellicose, a Turkey-based diplomat said, so it was abandoned.

Apparently stuck for a better choice, commanders decided to stay with the tried and true. Their operation was renamed "Provide Comfort II" — a child of the kinder, gentler name used when U.S. soldiers came to this region three months ago on a rescue mission to save Kurdish refugees from death in the Turkish mountains, and then helped them go back to their homes in Iraq.

But although that first phase of the military venture was universal-

ly deemed a great success, the new stage seems in its first few days to be providing as much uncertainty as comfort — for the allies, for Kurds and for Turks, who warily ask if they want their territory to be used in this way.

The sensitivity of Turkey runs so high that its leaders insist that they

According to some reports, there were as many as 500 casualties.

Both cities, however, lie well outside the security zone, and there was not a whisper that the Silopi strike force might get involved.

Over the weekend, President George Bush came to Turkey and said bluntly, "We are not anticipat-

ters (90 miles) northwest of here. Regular flights are being made

over the old security zone to make sure that Iraqi ground forces stay out and also to make sure that no Iraqi planes fly above the 36th Parallel, a line much further to the south.

In nearby Zakho, the first important Iraqi town across the border, Kurds make it bluntly clear they would have preferred the allied forces to remain.

What passes for authority is the Kurdistan Front, a coalition of rival guerrilla forces that have stationed their men at the Turkish border instead of the regular Iraqi customs police.

Visitors from Turkey are waved through a checkpoint by the guerrillas, who, although genial enough, are conspicuously lacking in professionalism.

Despite a lack of any evidence, ardent nationalists detect a hidden allied agenda to create a separate Kurdish state in Iraq.

If there is a point of agreement, it is that virtually no one wants the allied strike force to stay long. "We've said two or three months," a U.S. official said. "The Turks say, 'That's fine but no more than six months.' And they're serious about it."

The code name 'Poised Hammer' seemed too bellicose for the protective operation.

must approve any action against Iraq and say for now that foreign troops may remain only until Sept. 30.

As soldiers put up air-conditioned tents, operational details are still being worked out among the United States and its partners. Besides Turkey, they are Britain, France, Italy and the Netherlands.

A big question is what sort of Iraqi military action might get the allies to start swinging their poised hammer.

On July 17, two days after the last U.S. soldiers left the protective zone they had created for the Kurds, fighting broke out between Iraqi troops and Kurds in Sulaimaniya and Erbil.

ing that that force will be used."

"We are thinking," he said, "that Saddam Hussein, having learned his lesson once, will hopefully not embark on the kind of carnage" that sent allied soldiers into northern Iraq in the first place.

The Silopi commander, Colonel E. E. Whitehead of the U.S. Army, would not speculate what specifically could touch off a response from his troops, but he observed dryly, "We have the aircraft and means, if necessary, to move forces into Iraq."

Those resources include helicopter gunships and an assortment of fighters and bombers being kept at air bases in Incirlik, southern Turkey, and in Batman, 145 kilome-

Baghdad's Gold Takes on Glitter as Dinar Drops

By Paul Lewis
New York Times Service

BAGHDAD — The shimmering golden domes of the Khadimain mosque, one of the holiest shrines for Shiite Muslims, seem to rise like a dream above the gasoline fumes and the raucous clatter and confusion of Bab al Kublah Street in this poor quarter of Baghdad.

The mosque's golden domes are subtly mirrored in the windows along the crowded street, for it is also Baghdad's leading gold market, where every sort of gleaming pendant, bauble, bracelet, bangle or filigree belt can be bought or sold.

But the price of gold is a barometer of people's fears. And right now that barometer is firmly stuck at stormy.

Since the United Nations imposed a trade embargo on Iraq after the invasion of Kuwait almost a year ago, gold has risen in value, which reflects the vanishing worth of the dinar in a country no longer able to export oil, a country coping with the exploding cost of food and other imports. (On Baghdad's black market, a dollar is worth 5 or 6 dinar. The official rate put the dinar at 3 to the dollar when it was traded globally before Aug. 2, the date of the Iraqi invasion of Kuwait.)

For many, inflation means hardship as their frozen incomes are outstripped by the soaring price of what they eat. But for those with traditional wealth, or for the proverbial "hard-faced men" who make money out of war, buying gold is also a way to protect what they have against inflation. And demand is brisk, as the rising price shows.

"Iraqis love gold!" exclaimed Sajjad

Mehsin, a prominent dealer on Bab al Kublah Street. "This morning I sold 4,000 dinars' worth of jewelry to a family who said they had too much cash. Look at this necklace. Today I sell it to you for 16,000 dinars. Next week you must pay 18,000."

He burst into delighted laughter at the inevitability of the rise.

Before the trade embargo, 21-karat gold sold here for 50 dinars a gram. Today it costs 83 dinars. If the embargo continues, Mr. Mehsin predicted, gold "will go much, much higher."

But there cannot be buyers without sellers, and sellers there are, though increasingly distressed ones. "Young men released from the army may want to start a business or they may not have a job," Mr. Mehsin said. And there are families who "sell pieces because they need money to eat."

A few feet away, beyond the mosque gate, where beggars crouch waiting for alms, the other side of the golden coin is easily apparent. There, among the narrow, twisting streets of old Baghdad, black-robed Shiite women struggle to make their dinars stretch as far as today's food prices.

Sugar jumped from 4.5 dinars to 6 dinars, flour from 3 dinars to 6 dinars, and rice from 4.5 dinars to 8, always for a kilogram (about 2.2 pounds).

In mid-July, the government reported that the cost of basic foods had soared by anything from 750 percent to 2,000 percent on the free market since the embargo began to bite.

But it is increasingly to this free market that people must turn to keep body and soul together, because the cheap rations that the government has given all Iraqis

since the embargo provide only 55 percent of the calories that they need.

"It's very difficult, but what can we do?" an elderly woman in a veil asked as she bought ground meat from a none-too-clean butcher shop. "We must eat. So I have sold some silver. Everybody does it."

In Saddam City, a sprawling working-class Baghdad suburb, Jamelia Hussein, the elderly widow of a soldier, sat in the Abu Ferras gold shop on a recent morning haggling with the owner's son over the value of a pair of large gold bracelets, which she inherited from her grandmother and which she hoped to sell for 4,500 dinars.

The money would help her and relatives survive another couple of months. "If God is willing," she said, "maybe life will get easier after that."

Another Shiite woman, her black scarf clasped tightly around her, left the shop after failing to get the 1,500 dinars she had wanted for a gold model of the Koran that hung from her neck. "We have to eat," she said.

Selling jewelry and family treasures just to eat is a humiliating experience for Iraqis.

The other day, an Arabic-speaking United Nations official in the southern town of Nasiriye overheard a woman preparing to sell a gold necklace for a pittance. Angered by the exploitation, he offered a better price. But the woman pulled her veil over her face and rushed from the shop, choked with tears.

"It was as if she could not bear the humiliation of anyone knowing what she was forced to do," he said.

Les oiseaux rares du Kurdistan

Le mardi et le jeudi à Sanandaj, au cœur du Kurdistan sunnite, c'est jour de zekr. Un chant rythmé par de grands tambourins et des exhortations obsédantes du nom de Dieu. Entre temps, on peut, pour retourner sur terre, fumer les meilleurs narguilles de toute la Perse. Abas Kama Ndi, lui, préserve en cassette, ou en farsi sur IBM, la culture kurde.

Du bazar de Téhéran aux recoins du Kurdistan, un périple en neuf étapes à travers l'Iran. Sur les traces des artistes présents au Festival d'Avignon. Aujourd'hui, zekr magnétique et fakkirisme.

La ville kurde de Sanandaj est comme un nid posé dans une cage formée par les montagnes qui l'entourent, la cernent et la protègent. Et dans ce nid, nombreuses sont les maisons peuplées d'oiseaux en cage. Celle d'Abas Kama Ndi n'est pas la dernière. Enfants, télé obstinément allumée et zoziaux, ça piaillait au milieu des plantes vertes, des vieux narguilles kurdes, des miroirs piqués.

On se sent bien chez cet homme moustachu, éternellement en noir, rond et frisé, aux faux airs de René-Louis Laforgue. On se sentirait presque chez soi à voir son épouse et ses filles souriantes, dépourvues — passé la porte du logis — du moindre succédané de tchador qui accule les femmes iraniennes les plus espiègles à une sévérité de façade.

Mais nous sommes en pays sunnite et non plus chiite, et d'abord au cœur du Kurdistan, fief de montagnards qui, comme le prouve l'histoire récente ou ancienne, ne sont pas des abonnés à la soumission. Des envahisseurs patentés comme Gengis Khan sont restés aux portes du Kurdistan, d'autres qui avaient réussi à se faufiler n'ont guère pu imposer durablement leurs mœurs et coutumes dans ce pays de montagnes austères où le coupe-gorge est roi et le climat sévère. « C'est pourquoi notre musique est pure, sans influences arabes ou turques, c'est une musique qui vient d'avant l'Islam », insiste l'homme en noir. Ainsi la délicate *setar*, luth à trois cordes, dont le *setar*, qui passe pour le plus ancien des instruments iraniens, n'est qu'un dérivé.

« Nos prénoms viennent de l'ancienne perse », dit l'homme qui a donné le prénom de Serrva à l'une de ses filles, car Serrva, « c'est le nom du vent d'ici ». Jean During et tous les explorateurs de la musique persane le soulignent : « ce sont les Kurdes qui ont peut-être le mieux prélevé l'héritage spirituel des anciens Iraniens ». Côté Kurdistan iranien, d'abord. Car si les Kurdes snobent volontiers les frontières politiques, « au Kurdistan irakien la musique a subi des influences arabes et indiennes », tient à dire Abas Kama Ndi, et il en sait quelque chose puisqu'une

bonne partie de sa famille vit de l'autre côté de la frontière.

« Préserver », c'est ce à quoi cet homme fatigué de 39 ans consacre ses jours et ses nuits, excepté les trois heures qu'il concède au sommeil. Programmateur de musique à la radio-télévision de Sanandaj, auteur de scénarios, chanteur, il est avant tout un insatiable fouineur de la culture kurde qu'il recueille dans des cassettes, des carnets, des livres parfois publiés (à compte d'auteur ou presque), mais le plus souvent inédits comme ces 4000 pages qui patientent dans le fou-



toir de sa bibliothèque — stockées sur disquettes et tapées, en farsi, sur un ordinateur IBM. « Il y a vingt ans, la musique des montagnes kurdes ne descendait guère dans des grosses villes comme Sanandaj (près d'un million d'habitants) où aujourd'hui les mélodies sont populaires. » Il n'en va pas de même avec la lointaine et méfiante Téhéran : « la radio-télévision de la capitale possède des dizaines d'enregistrements inédits, un trésor jamais diffusé et qui est en train de pourrir ».

Sanandaj est au cœur d'un pays depuis longtemps sensible que les autorités centrales considèrent avec des pincettes. Des papiers et un véhicule officiels suffisent difficilement à passer les barrages qui, au sortir d'un défilé escarpé, filtrent l'entrée dans la ville. Sanandaj n'a pas attendu la guerre du Golfe et les camps de réfugiés, nombreux dans la région, pour vivre à l'heure d'un certain repli. C'est la force de la culture kurde. Et sa limite. « On connaît bien peu de chose de notre musique, de nos contes, dit Ndi, il faudrait que des chercheurs séjournent ici, mais il ne font que passer. » Il est vrai qu'il y a encore vingt ou trente ans, les gens ne venaient pas facilement : les Kurdes avaient la réputation d'être des cou-

peurs de tête.

Inlassable laudateur de la musique et des chants de son peuple, Ndi raconte le *zurna* qui, comme au Louristan (cf. *Libération* de samedi 27), va à la recherche des noyés, dit les chants propres au chevaux comme on les retrouve au Turcoman (cf. *Libération* de vendredi 26), montre une photo de son grand-père centenaire à cheval, évoque Oraman, ce coin perdu de la montagne kurde où la musique est d'« une totale pureté ».

La pureté, c'est l'autre façon de nommer une identité menacée. A l'école des enfants apprennent et parlent le farsi, mais aucun rudiment de langue ou de culture kurde (ce qui n'est pas le cas côté irakien). L'actualité qui a fait que personne n'ignore plus le Kurdistan aura sans doute accéléré le destin d'une cassette de poèmes et mélodies kurdes enregistrée par l'homme en noir, avec la complicité des frères Kamkar, célèbres chanteurs kurdes dont les concerts pour les réfugiés donnés à Téhéran faisaient salle comble ces derniers mois. Depuis cinq ans la cassette était bloquée : on y parlait trop d'amour. Le feu vert vient d'être donné pour sa commercialisation. Une maquette écoutée sur une vieille music-box laisse circonspect par ses orchestrations sirupeuses. Quand on lui en demande la raison, Ndi dit qu'il faut savoir faire des concessions. Réalisme ou dernière bouée d'un homme trop fatigué pour ne pas être vraiment désespéré ?

Rien de tel chez le *qaderi* Mirza Agha Ghosi, délégué ou *khalife* du groupe Kasnazani de Sanandaj qui emprunte son nom au grand maître *qaderi* ou *qotb* basé à Kirkuk, en Irak. Ordre sunnite très présent au Kurdistan et que l'on assimile un peu rapidement au soufisme, la *qaderiyya* est une confrérie plutôt populaire dont l'origine remonte à un saint du XI^e siècle, Abdolqader Jilani. Mais certains de ses rites lorgnent vers un lointain chamanisme. Le tout fondu dans un rituel de derviches, celui du *zekr*.

Le principe est celui de tous les *zeks* : un jeu entre des mouvements physiques (balancement du buste, de la tête), des rythmes respiratoires et une exhortation obsédante du nom de Dieu, un chant rythmé par de grands tambourins. Plus que d'autres, les séances de *zeks qaderis* sont ouvertes même aux non musulmans.

C'est dans ce dernier cas que les

cerémonies s'achèvent par des exploits dits fakkiriques, qui mettent à rude épreuve le regard, l'estomac et l'entendement de l'étranger de passage. Alors que l'envoûtement du *zekr* est à son comble, voilà qu'un homme s'embroche le gras du bide avec un couteau, qu'un autre croque sous votre nez des lames de rasoir et qu'un troisième fiche tout de go un couteau dans son crâne. Le tout sans rôle ni effusion de sang mais avec un certain sourire extatique. Et n'allez pas jouer l'air de celui à qui on ne la fait pas ; ou du « t'inquiète Ginette, c'est truqué ». A celui qui doute, on propose illico d'empoigner le couteau et d'essayer de l'arracher du cuir chevelu. Bernique. Même à deux mains vous n'y arriverez pas. Qu'est-ce que ça prouve ? L'existence de Dieu, dit Mirza Agha Ghosi. Est-ce que la médecine à mains nues des docteurs vietnamiens prouve l'existence du communisme ?

Quoi qu'il en soit, la version concert — si je puis dire — du *zekr qaderi* qui sera donnée à Avignon est l'une des manifestations les plus prenantes de la musique du Kurdistan. Abas Kama Ndi, qui n'est pas un adepte de la chose, y puise quelque réconfort : les chants des derviches de Sanandaj accompagnés de leurs lancinants tambourins font preuve d'une violence et d'un magnétisme propres à tout ce qui touche le Kurdistan.

Entre la séance de *zekr* du mardi et celle du jeudi (sans oublier le lundi réservé au *zekr* des femmes), on a tout le temps de retourner sur terre du côté du bazar de Sanandaj, dans l'une des maisons de thé où l'on peut fumer les meilleurs narguilles de toute la Perse. C'est là, entre deux bouffées odorantes, que Ndi m'a parlé d'un de ses livres consacrés à Seyed Ali Asghar. Qui ? Seyed Ali Asghar, poète, chanteur kurde des années trente et homme discret qui allait dans la vie comme vous et moi, en pardessus et chapeau feutre. « C'est le rossignol du Kurdistan », affirme Abas Kama Ndi. Qui a imaginé une drôle d'histoire : tous les oiseaux venaient dans le jardin du poète pour l'écouter chanter. Mais l'homme ne bougeait pas. Ce n'est pas qu'il n'aimait plus les oiseaux puisque tous les Kurdes les aiment, c'est simplement qu'il était trop vieux pour leur répondre. Sans doute que depuis cette anecdote les oiseaux de Sanandaj ne se sentent plus très bien dans leur cage. Et c'est ainsi que Salman Rushdie est grand.

Jean-Pierre THIBAUDAT

Les quarante-deux nuits qui ont cassé l'Irak

BAGDAD :
de notre envoyé spécial
Claude LORNEUX

Quarante-deux jours de bombardements. Sans pause. Sans trêve. Nuit après nuit, les aviateurs occidentaux ont pilonné l'Irak. Cassant la machine industrielle et militaire de Saddam Hussein. Cassant aussi les nerfs des habitants.

Un étranger qui vit à Bagdad se souvient : « Jusqu'à la fin, les Irakiens croyaient que Saddam Hussein trouverait une solution pour éviter la guerre ! Et puis, les raids ont commencé sur Bagdad à 3 heures du matin, dans la nuit du 16 au 17 janvier. Ça a été l'apocalypse. »

Un haut fonctionnaire évoque ces nuits d'angoisse, où il s'interrogeait, tenaillé par la peur, sur la fiabilité des « smart bombs » (les bombes « intelligentes ») de l'US Air Force). Il raconte : « Quand l'alerte commençait, nous nous regroupions dans une pièce au centre de la maison. A la troisième nuit, nous avons dit ensemble la prière des mourants. »

Les habitants de Bassorah étaient aux premières loges. Leur ville, riveraine du Chatt al-Arab et à ce titre la plus douce d'Irak, servait de base arrière aux armées irakiennes. Aux abords de la cité, dans l'immense terrain vague qui annonce le désert, s'entassaient des milliers de véhicules militaires victimes de l'aventure koweïtienne de Saddam. Chars amputés d'une chenille, camions éventrés par les roquettes, transports de troupes mitraqués par l'aviation alliée. Un lugubre paradis pour casseurs de voitures !

De Bassorah à Bagdad, en passant par Nassiryah, Nadjaf et Karbala, tous les ponts sont encore coupés. Les camions aux pneus usés jusqu'à la corde et les taxis collectifs trop chargés cahotent sur les ponts de bateaux. Ici comme dans le nord, les installations industrielles portent les marques du conflit déclenché le 2 août par l'invasion du Koweït. Les bâtiments sont soufflés de l'intérieur par les bombes, comme vidés de leur contenu. Impressionnant !

Un médecin chrétien raconte son expérience : « Quarante-deux maisons ont été bombardées dans une seule zone de Bassorah. A l'hôpital, nous avons reçu des dizaines de victimes, certaines déjà mortes à leur admission. Nous manquions de tout. Nous avons

opéré à la lueur de bougies. J'ai vu des gens mourir en attendant leur tour de passer sur le billard. » Le praticien poursuit : « Un jour les avions se sont attaqués à un pont, proche d'un hôpital. Les éclats ont tué cinq personnes dans la salle des urgences. »

Un enseignant originaire de Kut, sur la route Bassorah-Bagdad, affirme que plusieurs dizaines de femmes et d'enfants y ont été tués sur la place des Travailleurs, un matin à 8 h 30. Les pilotes alliés sont venus à l'heure du marché. Un intellectuel chrétien de Bassorah opine : Les bombes « intelligentes », c'est un beau mensonge ! Un voyage de dix jours du nord au sud de l'Irak confirme seulement qu'il leur arrive parfois de se tromper.

Mais quand la foudre a cessé de tomber du ciel, que les Irakiens ont repris, sinon le goût, du moins l'habitude de vivre, qu'ils ont constaté que la plupart des immeubles étaient encore debout, ils se sont inquiétés de ceux que Saddam, des semaines plus tôt, avait envoyés « libérer » le Koweït de la dynastie des al-Sabah. Ils étaient sans nouvelles. L'US Air Force n'avaient anéanti ni la totalité des missiles Scud, ni l'ensemble du dispositif nucléaire, ni même la prestigieuse Garde républicaine. Mais les raids avaient totalement désorganisé les télécommunications. Impossible, donc, de téléphoner dans le sud du pays pour avoir des nouvelles d'un fils, d'un père, d'un mari, disparus sur le front.

Le seul espoir des familles était d'interroger les rescapés, hâves, les vêtements déchirés et parfois même sans chaussures, qui débarquaient par petits paquets dans les gares routières. Jour après jour, elles revenaient questionner les survivants de la folie koweïtienne. Un Bagdadi raconte : « J'avais deux frères au front. Le troisième était trop jeune pour la guerre. Il était resté à la maison. Mais la disparition des deux aînés l'avait comme tétanisé. Il ne voulait pas quitter la gare routière. Il avait peur de les rater. Un jour, il a fallu pratiquement l'en arracher de force. Il risquait d'avoir des annus avec la Sécurité. »

La guerre pour le Koweït finie, l'Irak a basculé, début mars, dans la guerre civile. Celle du nord est connue. L'Occident s'est amouraché des Kurdes. Ces montagnards musulmans mais aryens, désorganisés mais bravissimes, ont séduit. On a oublié leur passé de grands massacreurs

Un bilan mystérieux

Le bilan humain de la guerre du Koweït est un secret bien gardé. D'innombrables combattants irakiens ne reviendront pas. Mais combien ? Un diplomate bien placé souligne : « Les chiffres des pertes matérielles et humaines cités au début de l'année ont été exagérés. » Le directeur pour l'Irak d'une organisation d'aide humanitaire confirme : « Il y a eu beaucoup moins de 100 000 morts. Si ce chiffre avait été atteint, les forces armées, qui atteignaient le million, en comptant l'Armée populaire (la milice du parti Baas), n'auraient pas pu se regrouper. » Évoquant ce mystère crucial de la dernière guerre du Golfe, un fonctionnaire international fait une observation : « Le nombre des morts du conflit Irak-Iran n'est toujours pas connu. Il a pourtant pris fin... à trois ans. »

de chrétiens au service des Ottomans, puis, en 1933, au service des Irakiens, pour ne retenir que leur drame : un peuple écartelé entre quatre, voire, en comptant l'URSS, cinq États, une ethnie culturellement ou politiquement réprimée, une population bombardée au gaz moutarde, en 1988, avant, cette année, de se jeter sur les routes de la montagne turque.

La guerre civile du sud intéresse beaucoup moins. D'abord parce qu'il ne fait pas bon être chiite. Ces minoritaires de l'Islam traînent une réputation de contestataires que le message outrancier de l'ayatollah Khomeyni a encore noircie. Les régimes du Golfe, à commencer par le saoudien, ne les aiment guère, quand ils ne les détestent pas. Quant aux Occidentaux, ils ont bien sûr oublié qu'Omar Khayyam, Hafez et Saadi étaient chiites. Ils ne retiennent que la séquestration des diplomates américains de Téhéran, les otages de Beyrouth, l'attentat de la rue de Rennes. Et pourtant les événements du sud ont dépassé les limites de l'horreur.

Cette région était, ces dernières semaines, un grand chantier de reconstruction. Dans le style du baron Haussmann. Les souks de Bassorah, où les « bidasses » en permission se succédaient de guerre en guerre, étaient envahis par les grues, les échafaudages, les brouettes des manœuvres et les piles de briques des maçons. Un intellectuel affirmait catégoriquement : « Ces destructions sont l'œuvre des partisans de l'ayatollah Hakim » (le principal opposant chiite basé à Téhéran). A moins qu'elles ne soient la conséquence des affrontements entre les rebelles et la troupe chargée, début avril, de reconquérir le pays pour Saddam ?

On retrouve les mêmes ruines, mais décuplées, autour des mosquées de Nadjaf et de Karbala, les deux principaux sanctuaires du chiisme. Les souks de Nadjaf sont vides, car leur accès est interdit à la plupart des pèlerins. Sous le regard las des fonctionnaires coraniques en turban vert, les soldats campent dans les niches du mur d'enceinte de la mosquée d'Ali. Maçons et carrelers s'affairent à restaurer le portail éraflé de balles, d'où pend, face au parvis désert, un portrait de Saddam Hussein sur une feuille de carton. A Karbala, où repose l'imam Hossein, petit-fils du prophète Mohamed, les engins de travaux publics, bulldozers et pelleteuses, remodèlent les esplanades des mosquées pour faciliter les mouvements de foule, à moins que ce ne soit les mouvements de troupes...

La révolte chiite a été rude. Les gens de Bassorah en portent témoignage, comme les façades du palais du gouverneur (qui a dû déménager), de l'hôtel Sheraton (encore fermé) ou encore d'une église chrétienne. Un intellectuel chrétien parle : « Ils ont brûlé les cabarets, pillé les réserves d'alcool, ils ont saccagé le Club arménien. » Un responsable d'assistance humanitaire accuse les rebelles du sud : « Ils ne se sont pas contentés, comme les Kurdes, de détruire les registres de l'état-civil ou du cadastre. Ils ont précipité des ordinateurs par la fenêtre, jeté des feuilles de radiographie à la rue, cassé les vitres et les pupitres des écoles, celles de leurs propres enfants. Bassorah comptait quatre-vingts ambulances. Il n'en reste que deux. »

Pourquoi cette violence ? Une personnalité proche du pouvoir affirme : « La révolte n'était que la seconde étape de l'offensive militaire contre l'Irak. Le général Schwarzkopf n'a pas été autorisé à aller

jusqu'à Bagdad. Les stratèges de la révolte visaient à faire de chaque ville d'Irak un petit Liban. »

« Les nerfs ont lâché »

Plusieurs témoignages recueillis à Bassorah, notamment dans les milieux chrétiens, pointent le doigt en direction de l'Irak : « J'ai vu des émeutiers qui portaient le turban vert des Sayed, les descendants du prophète. Ils voulaient établir le même régime qu'en Iran », dit l'un. « Ils ont écrit sur certaines portes : plus de sunnites ni de chrétiens en Irak! », ajoute un second. Un autre accuse : « J'ai entendu des mollahs qui s'exprimaient en persan. Ces événements, c'était la revanche de l'Irak après les destructions infligées par l'Irak. » Pourquoi pas ? Pourtant, tout au long de cette crise, le président iranien Rafsandjani a résisté aux appels des « durs » qui le pressaient d'aider militairement et massivement les insurgés.

Cette révolte est née sur un terrain propice. Un étranger insiste sur ce point : « Ce soulèvement est aussi la conséquence du sous-développement intérieur de l'Irak. Les crédits publics ne sont pas distribués équitablement. Bagdad a reçu toujours plus que sa part. » Un intellectuel ajoute : « Ce mouvement avait tout d'un rejet de l'État. Le sous-développement du sud est un facteur. Mais pas le seul. Il y a dix ans que ces gens vivent dans la guerre. Souvent, ils ont perdu deux ou trois des leurs à la guerre. Les nerfs ont lâché. »

On a du mal à imaginer que a répression, celle du sud comme celle du nord, facilite le retour à l'unité de la nation rakienne que Saddam Hussein éclamait dans son discours du 7 juillet. Un observateur occidental privilégié se souvient : « Les opérations commençaient par une préparation d'artillerie, et puis les chars fonçaient. Les militaires français et américains ont assisté à cette reconquête, du côté de Nassiriyah en particulier. Les Américains ont admis avoir été témoins d'exécutions capitales, qui se déroulaient à deux kilomètres de leurs lignes. Tous ont vu des blessés venir à eux par milliers. »

La reprise en main n'est pas terminée. Le prince Sadruddin Aga Khan, coordinateur de l'assistance internationale, a tout dernièrement évoqué, avec l'autorité qui est la sienne, le sort de milliers de chiites réfugiés dans les ma-

rais en amont du Chatt al-Arab. La peur des soldats de Bagdad les tient dans ces zones insalubres. Au Kurdistan, après le retrait des dernières forces américaines et alliées, les réfugiés kurdes, rentrés de Turquie et d'Iran, vivent dans l'espoir de voir leurs chefs Massoud Barzani et Jalal Talabani conclure avec Bagdad un accord d'autonomie réel et solide.

« L'Irak, proclamait Saddam Hussein dans son discours du 17 juillet, est sorti vainqueur et fort de la guerre...

Avec l'aide de Dieu, nous allons reconstruire tout ce qui a été détruit, le reconstruire en mieux. » Le verbe ne fait plus illusion. Le message sonne creux : il ne s'appuie plus sur la plus puissante et la plus moderne des armées arabes, la seule capable de tenir tête à Israël. Elle reste toutefois à même de mater une hypothétique rébellion intérieure.

Saddam joue sur la peur du vide, sur l'angoisse que les révolutions kurde et chiite au sud ont fait naître dans les populations arabes, sunnites et chrétiennes, et même chez certains chiites que la perspective d'une République islamique révoluse. Les nantis du régime — ils sont nombreux — souhaitent son maintien au pouvoir. Tous ceux qui craignent les règlements de comptes en chaîne, que provoquerait inéluctablement un changement au sommet, redoutent également le départ éventuel de Saddam.

Les services de sécurité veillent, féroce comme toujours. L'armée est dominée par la Garde républicaine, choyée et considérée comme fidèle. Les autres corps sont tenus en main. Les limogeages et les exécutions servent d'avertissement aux généraux qu'effleureraient la tentation putschiste. Un accident d'hélicoptère est si vite arrivé.

Boiteux et amoindri

Un Irakien confie : « En cas d'élections libres, 90 % des électeurs voteraient contre lui! » Est-ce par la terreur, et la terreur seule, que l'on tient un pays aussi complexe que l'Irak ? En Occident, ce serait difficile. La chute de l'Europe de l'Est l'a prouvé. Mais en Orient ? Les tempêtes politiques semblent épargner les régimes implantés dans la région. Une personnalité gouvernementale s'insurge : « Vous avez vu la reconstruction en marche dans ce pays ! Est-ce l'œuvre d'un peuple réprimé ? »

Avec la débâcle, et malgré l'omniprésence des mouchards et des flics, les langues se sont déliées. Beaucoup d'Irakiens avouent, à demi-mot, avoir été floués. Un intellectuel confie : « L'invasion du Koweït nous fait honte. Même les enfants de dix ans l'avouent. Nous étions riches et nous avons pillé ce pays comme des rapaces! » Un fonctionnaire admet : « Toute cette affaire sert les intérêts d'Israël. Notre pays va être

comme le Liban ; il sera faible pendant des années. »

Et Saddam conduit toujours le bal ! Un Saddam boiteux, amoindri par les coups de batte de base-ball assénés par George Bush, menacé de nouvelles représailles. Mais debout. Le président des États-Unis n'a pas eu davantage de succès que le vieux Khomeyni qui, lui aussi, offrit la paix aux Irakiens à condition qu'il parte. Pour le moment du moins !

C. L.

LE MONDE 28 juillet 1991

Selon le journal britannique « The Independent »

Londres a vendu des matières nucléaires à l'Irak

Les affaires nucléaires irakiennes n'en finissent pas d'éclabousser de scandales les pays européens. Après l'Allemagne et la Suisse (1) dont les industriels n'ont pas toujours été très regardants sur la destination et l'utilisation à venir des matériels et des matières exportés, c'est au tour de la Grande-Bretagne d'être aujourd'hui sur la sellette.

Dans un article publié samedi 27 juillet, le quotidien britannique *The Independent* révèle que le gouvernement de Londres a autorisé des exportations de matières chimiques et nucléaires soumises à des contrôles sévères (produits de base pour le gaz moutarde, uranium et plutonium) jusque trois jours après l'invasion du Koweït par Bagdad.

Les affirmations du journal britannique se fondent sur la liste présentée en annexe d'un rapport du ministère du commerce et de l'industrie (*Products Licensed for Export to Irak*) soumis, à la veille des vacances, à une commission parlementaire. Ce document, qui porte sur une période d'envois de matières allant de janvier 1987 au 5 août 1990, détaille les matières exportées. Pêle-mêle, on trouve, selon *The Independent*, de l'uranium, de l'acétate d'uranium, de l'uranium appauvri, du thorium, de l'oxyde de thorium, du zirconium, des barres de zirconium et bien sûr du plutonium.

Tous ces produits sont bien connus des spécialistes du nucléaire. Mais de là à déterminer leur utilisation exacte, civile ou militaire, il y a un pas que les informations révélées par le quotidien de Londres ne permettent pas de franchir. On en est réduit

aux suppositions. Ainsi, l'uranium peut être chimiquement transformé, puis utilisé à des fins d'enrichissement dans les « calutrons » et les centrifugeuses découverts en Irak par les missions d'experts de l'AIEA.

De même, l'uranium appauvri peut être irradié dans des réacteurs nucléaires pour produire du plutonium (matière fissile entrant dans la fabrication des armes) ou utilisé comme blindage antimissile sur les tanks. Le zirconium entre, quant à lui, dans la fabrication de gaines de combustible nucléaire. Le plutonium enfin fait frémir car c'est un composant de base des armements atomiques ; quelques kilos seulement sont nécessaires. Reste à savoir quelle quantité a été livrée et surtout quelle qualité de plutonium a été fournie. Et l'on n'ose penser que les autorités britanniques aient fait preuve de laxisme dans ce domaine. Beaucoup préfèrent croire que les quantités de ce produit étaient infimes et destinées à des expériences de laboratoire.

A l'enquête, réclamée par le porte-parole travailliste pour le commerce et l'industrie, M. Gordon Brown, de le préciser et d'expliquer pourquoi, encore en 1989, le gouvernement a autorisé l'exportation de thiodiglycol, une substance chimique nécessaire à la fabrication de gaz moutarde, et de chlorure de thionyl connu, souligne *The Independent*, comme un précurseur de gaz innervant.

J.-F. A.

(1) La Belgique, l'Italie, le Portugal et, en son temps, la France ont été « mouillées » dans le passé dans des affaires de prolifération nucléaire.

AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—

#RA0214 4 I 0392 FRA /AFP-NX12

France-Kurdes

M. Talabani demande l'aide de la France pour quelque 600.000 Kurdes irakiens toujours déplacés

PARIS, 31 juil (AFP) - Le dirigeant kurde irakien Jalal Talabani a demandé mercredi à la France d'apporter sa contribution à la construction de camps pour les quelque 600.000 Kurdes irakiens qui, selon lui, n'ont toujours pas regagné leurs foyers en Irak.

A l'issue d'un entretien à Paris avec le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas, M. Talabani, président de l'Union Patriotique du Kurdistan, a déclaré qu'il avait également "demandé à M. Dumas la contribution de la France à la reconstruction du Kurdistan à la suite de la politique de la terre brûlée pratiquée par le gouvernement irakien" dans cette région.

Selon le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, M. Daniel Bernard, M. Dumas s'est engagé à examiner cette demande que M. Talabani n'a pas chiffrée.

"Plus de six cent mille Kurdes continuent de vivre" dans les montagnes du Kurdistan "sans abri et sans emploi", a indiqué M. Talabani selon qui près d'un million de Kurdes sont par ailleurs toujours réfugiés en Iran. A l'approche de l'hiver, a-t-il fait valoir, il était nécessaire de demander à "la France d'aider à construire des camps" pour ceux qui continuent de vivre dans les montagnes du Kurdistan.

"Même si nous parvenions à un accord avec le gouvernement irakien, celui-ci ne peut pas à l'heure actuelle nous aider à reconstruire le Kurdistan" à plus long terme, a-t-il fait valoir.

M. Talabani a exprimé la "gratitude des Kurdes" au Président François Mitterrand pour le soutien apporté au "peuple kurde", rappelant que la France avait été à l'origine de l'adoption par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies de la résolution 688 instituant un droit d'ingérence humanitaire.

Il a refusé de commenter les négociations en cours entre le gouvernement irakien et les dirigeants kurdes sur l'avenir du Kurdistan, se bornant à dire qu'il souhaiterait que la France contribue à "persuader Bagdad de la nécessité de satisfaire les demandes des Kurdes".

Il a affirmé que M. Dumas s'était déclaré favorable à une solution pacifique du problème du Kurdistan.

Avant de venir à Paris, le dirigeant kurde s'était rendu à Londres où il avait été reçu par le Premier ministre John Major. Il doit également se rendre à Bonn.

FRA0181 4 I 0267 FRA /AFP-GU38

France-Kurdes

Entretien mercredi à Paris de MM. Dumas et Talabani

PARIS, 30 juil (AFP) - Le président de l'Union Patriotique du Kurdistan irakien, M. Jalal Talabani, sera reçu mercredi en fin de matinée à Paris, par le ministre des Affaires étrangères M. Roland Dumas, a annoncé mardi le ministère des Affaires étrangères.

M. Talabani se trouve actuellement à Londres dans le cadre d'une tournée qui doit également le mener à Bonn.

Les entretiens devraient notamment porter sur la situation au nord de l'Irak et les négociations entre le gouvernement irakien et les dirigeants kurdes sur l'autonomie du Kurdistan et la démocratie en Irak.

Dans une récente déclaration à Istanbul, M. Talabani avait affirmé que les Etats-Unis "regrettent aujourd'hui de ne pas avoir renversé le régime de Saddam Hussein après la guerre du Golfe et cherchent un prétexte pour intervenir en Irak". Le Président François Mitterrand, de son côté, avait déclaré le 14 juillet que la France serait disposée à intervenir militairement dans le nord de l'Irak s'il s'agit de protéger des populations civiles ou d'empêcher l'Irak de se doter de l'arme nucléaire.

La France contribue, actuellement, à la force multinationale de protection des Kurdes irakiens contre une éventuelle attaque des troupes de Bagdad, installée avec l'accord du gouvernement turc à Silopi (sud-est de la Turquie).

La contribution de Paris à cette force, qui s'élève environ à 5.000 hommes, sera de 250 soldats de l'infanterie et du génie, 50 véhicules ainsi qu'une escadrille de 8 Mirage F1 CR et un ravitailleur Boeing C-135 F.

mn/gg

AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—

AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—

FRAD218 3 PI 0538 FRA /AFP-0A46

France-Irak-Kurdes

La France estime que "le drame du peuple kurde n'est pas terminé"

PARIS, 31 juil (AFP) - "Un effort reste à faire" de la part de la CEE pour aider plusieurs centaines de milliers de Kurdes irakiens réfugiés en Iran à regagner leur pays, ont indiqué mercredi devant le Conseil des ministres le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner et le secrétaire d'Etat à la Défense Jacques Mellick.

Les deux responsables, qui dressaient le bilan de l'opération humanitaire lancée par la CEE sur proposition de la France, ont indiqué qu'en trois mois, cinq cent mille Irakiens réfugiés en Turquie avaient regagné leur pays.

Les deux intervenants, dont les propos étaient rapportés par le porte-parole du gouvernement Jack Lang, ont précisé que cette opération, placée sous l'égide des Nations Unies et qui se déroule donc sous la double bannière CEE et ONU, doit coordonner les moyens mis en place par plusieurs Etats membres. Son coût dépassera 70 millions de francs.

"Nous assistons, à travers cette action, à la naissance d'une Europe humanitaire", a souligné M. Lang, qui a précisé que la France, la Grande Bretagne et l'Italie y participeront directement tandis que le Danemark et le Luxembourg fourniront une contribution financière.

"Droit d'ingérence humanitaire"

L'action internationale d'assistance aux populations civiles irakiennes, commencée à la frontière turque le 7 avril sous l'égide de l'ONU sur la base de la résolution 688, a démontré, selon M. Lang, que "pour la première fois dans l'histoire de la planète, la communauté internationale a reconnu la légitimité et la légalité du droit d'ingérence humanitaire, et cela sur une proposition du président François Mitterrand".

"Cette action a également prouvé que notre armée est devenue une organisation humanitaire de la France", a ajouté le porte-parole. Selon MM. Kouchner et Mellick, en effet, un cinquième des réfugiés kurdes ayant regagné l'Irak a transité par les relais humanitaires français installés en territoire irakien. "Cela a nécessité la mobilisation de 2.100 militaires", ont-ils dit.

La France a, en outre, distribué 2.500 tonnes de produits de première nécessité, apporté une aide médicale à plus de 12.000 personnes et contribué à la remise en état de villages. Plus de 200 MF ont été consacrés à ces opérations, au cours desquelles trois militaires français ont trouvé la mort, ont précisé les ministres.

Ils estiment toutefois que "le drame du peuple kurde n'est pas terminé". "Aujourd'hui comme hier, la France ne laissera pas ces réfugiés sans secours", a souligné Jack Lang.

"L'idée, a-t-il rappelé, est d'obtenir le droit pour les réfugiés de rentrer chez eux dans des villages sûrs et remis en état, ce qui demande des actions de déminages, la reconstruction des infrastructures indispensables: électricité, eau potable etc."

La France, ont rappelé MM. Mellick et Kouchner, demande à la communauté internationale "de réfléchir aux moyens de répondre aux situations d'exception pour le développement d'un droit d'ingérence humanitaire, qu'il convient de définir pour assurer le respect des droits de l'homme et la dignité de la personne humaine".

vd/cgd

AFP 311416 JUL 91

AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—

LE MONDE 31 juillet 1991

Des chiites écrasés des Kurdes qui négocient

Rares furent ceux qui avaient prévu le soulèvement chiite. Parti au début de mars de Bassorah, il devait s'étendre rapidement à la plupart des grandes villes du Sud. Pendant la guerre contre l'Iran, les chiites - entre 50 et 55 % de la population - étaient restés fidèles, à leur pays au point de fournir le gros des troupes face aux assauts des pasdarans.

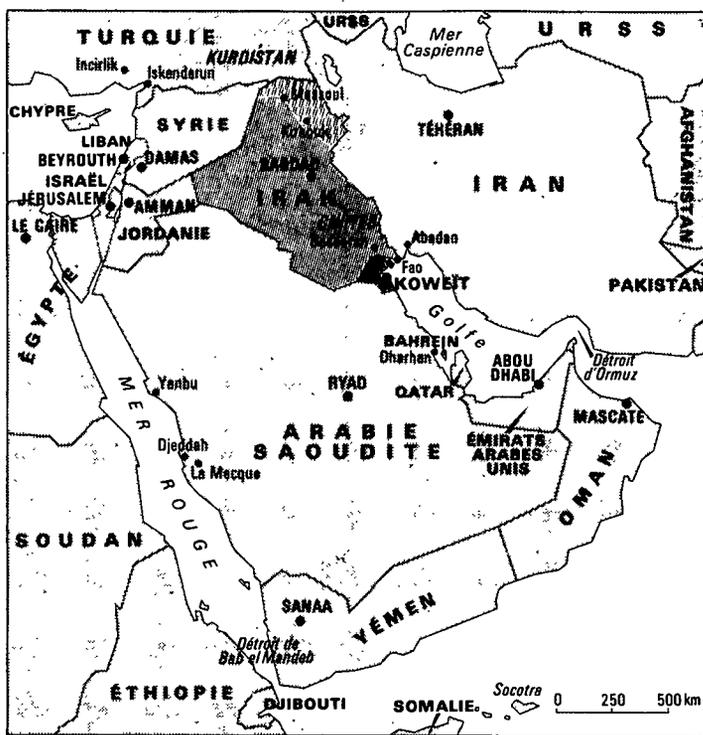
Pourtant, ce sont ces mêmes soldats, humiliés par une nouvelle guerre qui, cette fois, ne signifiait rien pour eux, qui donnèrent le signal de la révolte dès leur retour à Bassorah. Son succès initial résulta du vide politique né de l'effondrement de l'appareil militaire et répressif du régime. Paradoxalement, l'aide que l'Iran accorda à la rébellion d'une manière de plus en plus voyante et les propos irresponsables tenus à Téhéran par l'hodjatoleislam Mohamed Bakr El Hakim, le chef de l'Assemblée suprême de la révolution islamique, devaient sceller sa défaite.

En évoquant l'éventualité d'une République islamique, ce dernier effraya une partie de la communauté chiite hostile à l'avènement d'un pouvoir religieux, tempéra l'enthousiasme d'une fraction agissante des chiites, représentée par le parti Al Daawa, méfiant à l'égard des visées de Téhéran, et provoqua la neutralité passive des Etats-Unis et des pétromonarchies nullement désireux de voir s'implanter en Irak un régime du type iranien.

Le droit d'ingérence

Plus étonnant est le silence embarrassé des défenseurs des droits de l'homme devant une répression dont la férocité a dépassé de loin celle que subirent les Kurdes par la suite. Ces derniers, qui s'étaient tenus prudemment à l'écart du conflit, furent finalement entraînés dans la tourmente.

On ne sait pas encore clairement si la révolte kurde, qui parvint vers la fin de mars à libérer les principales villes du nord-est de l'Irak, a été déclenchée sur ordre du Front uni du Kurdistan - regroupant l'ensemble des pechmergas - ou bien si elle résulta d'actions spontanées inspirées par des éléments incontrôlés en désaccord avec la prudence du Front. Une chose est sûre : cette



révolte était prématurée. L'armée irakienne, ayant écrasé la rébellion chiite, reprit au début d'avril le contrôle de la plupart des villes du nord-est du Kurdistan.

Comment expliquer l'indifférence glaciale de M. Bush qui « était allé à la pêche » le jour où se nouait la tragédie kurde ? Il affirmera plus tard qu'il ne voulait pas risquer « de précieuses vies américaines » et que les Etats-Unis n'entendaient pas « intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak ». Le pitoyable et meurtrier exode de près de deux millions de Kurdes devait peu à peu éroder son indifférence. Pour sa part, la France invoquait un « droit d'ingérence » selon une formule empruntée à M. Kouchner. Le 5 avril, le Conseil de sécurité condamnait la répression anti-kurde et lançait l'idée d'un « sanctuaire pour les Kurdes ».

Le 8 avril, les Douze approuvent la création, sous l'égide de l'ONU, des zones de protection pour les Kurdes, en territoire irakien. M. Bush, d'abord réticent, se laisse finalement convaincre. Le 16 avril, il annonce l'envoi de nouvelles unités pour créer plusieurs camps d'accueil dans le nord de l'Irak, où des soldats américains pénétrèrent le 17 avril.

Bagdad est contraint de s'incliner, conclut un cessez-le-feu avec les pechmergas et annonce l'ouverture de négociations avec toutes les organisations du Front du Kurdistan, à l'exception de la branche kurde du Parti communiste irakien. Les pourparlers s'ouvrent d'une manière spectaculaire à Bagdad par des embrassades. Réalistes, les chefs kurdes veulent obtenir d'un Saddam Hussein affaibli le maximum de concessions. Ils savent aussi que la protection armée des Occidentaux ne sera pas éternelle.

En attendant, la zone de protection établie par les alliés a permis aux pechmergas de refaire surface militairement et politiquement, malgré le départ le 15 juillet des unités américano-franco-britanniques du réduit du Nord où elles ont été remplacées par les forces de l'ONU. Le retour des pechmergas à Souleymanieh, sans que les Irakiens réagissent, montre que le « droit d'ingérence » a modifié l'équilibre des forces en faveur des Kurdes, qui bénéficient en outre de l'épée de Damoclès menaçant le pouvoir irakien : la force de déploiement rapide occidentale mise en place en Turquie.

J. G

AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-

FRAD310 3 PI 0518 FRA /AFP-PS74

France-Irak

REVOICI NOTRE FRA 218 de 14h16 QUI POUVAIT PRETER A CONFUSION

La France estime que "le drame du peuple kurde n'est pas terminé"

PARIS, 31 juil (AFP) - Un effort reste à faire pour les centaines de milliers d'Irakiens encore réfugiés en Iran, pour lesquels la CEE a décidé, sur proposition de la France, une nouvelle opération humanitaire pour les aider à rentrer chez eux, ont indiqué mercredi les secrétaires d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, et à la Défense, Jacques Mellick.

Les deux ministres, dont les propos étaient rapportés par le porte-parole du gouvernement Jack Lang, ont dressé mercredi en Conseil des ministres le bilan de l'action humanitaire qui a déjà permis en trois mois à cinq cent mille irakiens, réfugiés en Turquie, de regagner leur pays.

L'opération lancée en Iran et placée sous l'égide des Nations Unies, se déroule sous la double bannière, de la CEE et de l'ONU. Elle doit coordonner les moyens mis en place par plusieurs Etats membres. Son coût dépassera 70 millions de Francs.

"Nous assistons, à travers cette action, à la naissance d'une Europe humanitaire", a souligné M. Lang qui a précisé que la France, la Grande Bretagne et l'Italie y participeront directement et que le Danemark et le Luxembourg fourniront une contribution financière.

L'action internationale d'assistance aux populations civiles irakiennes, commencée, à la frontière turque, le 7 avril dernier sous l'égide de l'ONU, sur la base de la résolution 688, a démontré, selon M. Lang, que "pour la première fois dans l'histoire de la planète, la communauté internationale a reconnu la légitimité et la légalité du droit d'ingérence humanitaire, et cela sur une proposition du président François Mitterrand".

"Cette action a également prouvé, a ajouté le porte-parole, que notre armée est devenue une organisation humanitaire de la France".

Selon MM Kouchner et Mellick, en effet, 500.000 irakiens réfugiés en Turquie ont, en trois mois, regagné leur pays et un de ces réfugiés sur cinq a transité par les relais humanitaires français installés en territoire irakien. "Cela, ont-ils dit, a nécessité la mobilisation de 2.100 militaires".

La France a, en outre, distribué 2.500 tonnes de produits de première nécessité, apporté une aide médicale à plus de 12.000 personnes et contribué à la remise en état de villages.

Plus de 200 millions de Francs ont été consacrés à ces opérations, au cours desquelles trois militaires français ont trouvé la mort, ont précisé les ministres.

Ils estiment toutefois que "le drame du peuple kurde n'est pas terminé" et qu'il faut désormais s'occuper de ceux qui sont réfugiés en Iran. "Aujourd'hui comme hier, la France ne laissera pas ces réfugiés sans secours", a souligné Jack Lang.

La France, ont rappelé MM Mellick et Kouchner, demande à la communauté internationale, "de réfléchir aux moyens de répondre aux situations d'exception pour le développement d'un droit d'ingérence humanitaire, qu'il convient de définir pour assurer le respect des droits de l'homme et la dignité de la personne humaine".

vd/dh-sh

AFP 311734 JUL 91

AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-

LES KURDES

une nation sans frontières

GÉOPOLITIQUE ET LAIT EN POUDRE

Qui était conscient, il y a seulement un an, des problèmes de ce peuple dispersé, de ce pays sans frontières qu'on appelle le "Kurdistan" ? Certes, à la fin de l'autre guerre du Golfe qui a opposé si longtemps les Iraniens et les Irakiens, on avait bien été ému, le temps d'un journal télévisé, à la vue des populations déjà suppliciées par Saddam Hussein.

Puis on était retourné très vite à ses préoccupations nationales, la guerre des chefs politiques, les "affaires", et les succès de l'O.M. On retrouvait les Kurdes en révolte, après l'abandon du Koweït par le dictateur de Bagdad, et on s'était pris à croire, l'enflure médiatique aidant, à la victoire des insurgés du Nord de l'Irak et d'espérer le retour à 1970 où les maquisards du général Barzani contrôlaient plus des deux tiers des régions peuplées par les Kurdes. Étonnant succès que le mouvement national kurde devait à sa détermination, mais aussi à un sens politique très aigu. Celui-ci lui permettant de tirer le meilleur parti des contradictions des pays du Moyen-Orient, où il a ses racines, et des grandes puissances qui se partagent le contrôle de cette partie du monde.

On sait comment cette nouvelle rébellion a été cassée par les divisions blindées et les forces militaires, épargnées in extremis par le président des États-Unis, dont certains regrettent qu'il ait mis un terme prématuré aux hostilités. Et ici, on doit reconnaître que c'est grâce à la télévision que la communauté internationale a pris véritablement conscience qu'un nouveau

génocide se déroulait sous ses yeux. Et de suivre enfin, avec un effroi mélangé de honte, des efforts qui paraissent dérisoires au regard de l'ampleur du drame, pour sauver tardivement ce qui est peut-être encore sauvable. Pour ne pas totalement perdre la face aux yeux de l'histoire.

Ce n'est d'ailleurs que depuis la Seconde

"On a pris une sacrée leçon de géographie !"
me disait
une téléspectatrice au lendemain de la guerre du Golfe.
Leçon de géographie sans doute, mais d'histoire sûrement pas !

Guerre mondiale que l'opinion internationale a connaissance de la question kurde qui, de fait, n'a pas évolué depuis cinquante ans ; drame d'une minorité implantée dans cinq pays différents : la Turquie, l'Irak, l'Irak et, de façon plus marginale, en Syrie et en URSS, drame d'un peuple qui

est une nation sans parvenir à en obtenir le statut ; et que cinq États ignorent dans ses aspirations, pour des raisons d'unité intérieure. Et ceux qu'on appelle encore "les Grands", qui ne veulent pas, en reconnaissant les Kurdes au sens diplomatique du terme, gêner les États Arabes qu'ils soutiennent ou qu'ils veulent aider, autrement dit qui sont disposés, pour la gloire de la communauté internationale en route pour "le nouvel ordre mondial", à distribuer des couvertures et du lait en poudre, mais pas à faire le nécessaire pour chasser, d'une façon ou d'une autre, le bourreau des Kurdes, qui est toujours le maître de Bagdad.

L'UNIVERS DES KURDES

On les rencontre sur 553 000 km², répartis de la Méditerranée au golfe Persique, cette zone où stagne le peuple kurde dans la peur du lendemain, part de l'est de la Turquie, entame légèrement le nord de la Syrie, recouvre les régions septentrionales de l'Irak, pour pénétrer en Iran en suivant la voie descendante d'une bonne partie de la frontière jusqu'aux rivages du Golfe. La statistique n'est pas précise, mais on évalue entre cinq et dix millions (appréciations l'ampleur de la fourchette !) le nombre des Kurdes dont les 3/4 vivent en Turquie et en Irak. La grande majorité des Kurdes est musulman sunnite.

Leur langue est apparentée au persan moderne. Les pays habités par les Kurdes sont dominés par les chaînes de la montagne du Taurus et du Zagros. Deux grands fleuves, le Tigre et l'Euphrate prennent leur source en territoire kurde. Les Kurdes sont des chasseurs et des éleveurs, de moutons

en particulier, mais ils cultivent aussi la terre, le maïs, le millet, le riz, le tabac et la vigne, qui constituent leur principale source de revenus.

LA RECONNAISSANCE IMPOSSIBLE

Le combat des Kurdes pour leur liberté a déjà une longue histoire. Le mouvement nationaliste kurde naît avec le XIX^e siècle. Dès 1804, les principautés kurdes se soulèvent, durement réprimées par l'empire ottoman. Pendant un siècle, petit à petit, les Kurdes affirment leurs différences.

LA DISSOLUTION DE L'EMPIRE OTTOMAN

Au cours de la Première Guerre mondiale, la Turquie ne parvient pas à rallier les populations kurdes à sa cause. Au contraire, à Mossoul (en Irak), les Anglais sont accueillis en libérateurs, et en 1920 un traité leur laisse entrevoir la perspective d'un Etat indépendant. Cet espoir ne sera jamais concrétisé, Atatürk, le fondateur de la Turquie moderne, s'étant farouchement opposé à sa réalisation. Par la suite, la Turquie conservera la majeure partie du Kurdistan, en s'engageant toutefois à respecter ses libertés culturelles, religieuses et politiques. Un an après ce bel engagement, le gouvernement turc interdira l'usage de la langue kurde et déportera tous ceux qui affichaient des convictions nationalistes, sans pour cela en détruire les racines.

EN TURQUIE : LA MAINMISE D'ANKARA

En 1925, soulèvement des Kurdes de Turquie. Objectif : la création d'un Etat autonome. Soulèvement écrasé, répression impitoyable.

En 1927, reprise du combat. A la tête des troupes kurdes, Noury Pacha se réfugie en Iran et les Turcs accentuent les mesures destinées à étouffer le nationalisme kurde. En 1932, Atatürk accélère la destruction de la société kurde, en tentant un processus souvent repris depuis, sans succès, celui de "l'assimilation".

Après 1945, la pression d'Ankara tend à freiner son emprise sur les populations de l'Est, mais la prise du pouvoir des officiers natio-

nalistes, en 1960, consolide l'autorité centrale et la persécution des Kurdes reprend. Depuis une quinzaine d'années, les Kurdes de Turquie bénéficient de la progressive libéralisation du régime d'Ankara sans pour autant avoir le droit de s'exprimer, toute publication leur étant interdite.

EN IRAN : L'AMBIVALENCE PERSANE

Historiquement, la situation des Kurdes d'Iran n'est pas plus satisfaisante. Au lendemain de la Grande Guerre, le général Reza Khan devient Shah d'Iran et fonde la dynastie des Pahlavi. En principe, les Kurdes, considérés d'origine iranienne, ne sont pas persécutés. Ils jouissent théoriquement d'une grande liberté culturelle ; mais pour la liberté d'action politique, c'est une autre histoire ! Le pouvoir iranien surveille farouchement les récalcitrants. En 1941, un an après le déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale, l'entrée en Iran des troupes soviétiques et britanniques sonne le glas du régime dictatorial de Reza Shah. Chez les Kurdes resurgit l'idée d'indépendance. Plus ou moins encouragés par les Soviétiques, ils y parviennent ! Pendant un peu moins de 15 mois, ils font vivre une éphémère république indépendante : "La République de Mehabad Qazi".

EN IRAK : UN CHAPELET DE PROMESSES NON TENUES

Il faut quand même remarquer que des Kurdes, ceux d'Irak, ont été aidés dans leur insurrection de 1970... par le gouvernement impérial de Téhéran ! Il faut d'ailleurs se souvenir que ces Kurdes d'Irak, sans doute les plus fougueux, n'ont cessé depuis 1914 de se battre tour à tour contre les Turcs, les Britanniques occupants, et bien sûr contre le pouvoir central de Bagdad ! Mais les Britanniques, après avoir fait de vagues promesses finiront par opter pour un Etat irakien unifié. Plus tard, le général Kassem, tombeur de la monarchie en Irak et fondateur de la République promet à son tour aux Kurdes la garantie de leurs droits nationaux au sein de "l'entité irakienne". L'Etat de grâce sera de courte durée, et la fraternité retrouvée entre les "composantes" du peuple irakien bientôt oubliée. Kassem disparaîtra, Saddam arrivera. La suite... pour les Kurdes, on la connaît...

LA RECONNAISSANCE CHIMIQUE !

Pourtant en 1970, le parti Baas, après une discrète intervention soviétique, avait proposé aux Kurdes d'Irak une paix négociée. L'accord du 11 mars 1970 sera fondé sur la reconnaissance de la nation kurde et de son autonomie, Saddam Hussein, alors n°2 du régime, signe le document. Dans la foulée, le 29 mars, cinq personnalités kurdes entrent au gouvernement... Mais, les Kurdes comprendront bientôt que rien n'a changé pour eux et les mouvements de résistance se reformeront. De son côté Saddam manifesterà ses bons sentiments à la nation kurde de la façon que l'on sait... Récemment, c'est la surprise, l'accord de 1970 est ressorti des tiroirs par Saddam Hussein... après la guerre du Golfe et la grande peur des Kurdes ! On comprend le scepticisme des malheureux qui ont pris la fuite...

Roland Dhordain

UNE LANGUE ET UNE TRADITION ORALE ECLATEES

Dès la fin du XVIII^e siècle, la langue kurde est reconnue comme une langue originale apparentée au persan. Aujourd'hui, elle comporte deux dialectes principaux, un pratiqué dans la zone qui recouvre l'ancien empire ottoman (Turquie, nord de l'Irak, Caucase). L'autre étant parlé en Iran, en Irak de l'Est, le cours du Grand Zab délimitant les deux domaines. Mais de tribus en tribus, les 2 langues font place à des parlars locaux ou provinciaux.

A ces différences linguistiques s'ajoute une nouvelle complication. L'écriture des Kurdes d'Irak adopte la graphie arabe ; les Kurdes de Turquie et de Syrie ont choisi un alphabet latin purement phonétique, tandis que dans la zone soviétique on utilise l'écriture cyrillique. A noter que la culture kurde est de tradition orale et que les conteurs mettent tout leur art et toute leur âme à raconter des anecdotes ou des récits satiriques où l'humour le dispute au rêve. Les fables animalières sont souvent utilisées, comme chez notre La Fontaine, pour donner des leçons aux hommes.

Fighting renews between Kurds, Iraqi soldiers

Casualty reports contradictory

Associated Press

SHAQLAWA, Iraq — Kurds protesting Iraqi rule fought government soldiers in the first major clashes since the withdrawal of allied forces sent in to protect the Kurds, witnesses said Friday.

The Kurdish sources said Iraqi secret police and soldiers had attacked first. Casualty figures varied, but at least 30 Kurds were killed in the Iraqi-controlled cities of Erbil and Sulaymaniyah, Kurdish officials said.

Neither city was in the security zone established by allied troops, but U.S. officials said Baghdad had been warned before the allied pullout of a possible military response if it did not "keep the peace" throughout Iraq.

The official Iraqi News Agency quoted Information Minister Hamid Yousef Hammadi as saying the situation in Sulaymaniyah and Erbil had normalized.

Hammadi blamed "Iranian infiltrators."

After a failed rebellion in March, more than 450,000 Kurds fled Saddam's advancing forces for Turkey, and thousands died of cold and starvation on the trek and in refugee camps. About 1.5 million others fled east to Iran.

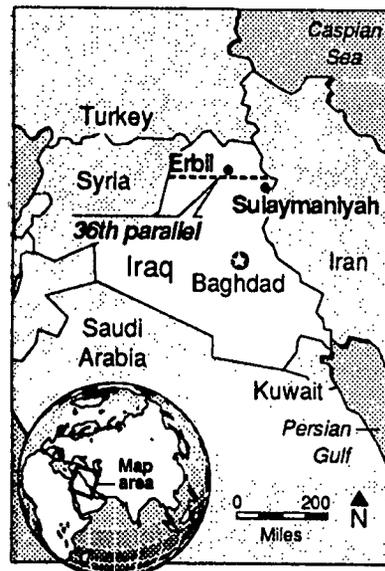
The last allied troops left northern Iraq on Monday, and fighting broke out two days later.

The fighting in Erbil, capital of the Kurdish region in northern Iraq, began Wednesday when secret police fired at 1,000 demonstrators, said Saad Abdullah, a senior member of the Kurdistan Front, a group of eight Kurdish parties.

The demonstrators were protesting the anniversary of the ruling Baath Party's 1968 coup and were demanding food and jobs. Kurdish guerrillas came to the demonstrators' aid, and the secret police fired tear gas and then bullets when they didn't disperse, Abdullah said. Iraqi security forces later shelled the city.

Travelers from Erbil to Baghdad said the city now appeared calm and was under Iraqi control.

Kurdish guerrillas and government



forces fought Thursday in Sulaymaniyah, the largest city in Iraqi Kurdistan with a population of 750,000. Soldiers fired on a car of guerrillas, killing two, said Dr. Mohammed Sabir, a senior Kurdish official in radio contact with the area. Guerrillas then destroyed six government tanks and captured 10 others, Sabir said. The rebels took up to 2,500 Iraqi prisoners.

According to Abdullah, Kurdish guerrillas captured the towns of Naser, Arbed, Zeraian, Takia and New Halabja near Sulaymaniyah.

Navy Cmdr. John Woodhouse, spokesman for the allied task force at Incirlik Air Base in southern Turkey, said the United States was weighing its reaction.

The United Nations has 73 guards in Sulaymaniyah and 54 in Erbil under the April agreement signed with Baghdad to protect the Kurdish minority after allied troops left. They are lightly armed but have no powers to intervene in fighting.

Since early April, the Kurds have been negotiating with the Iraqi government on Kurdish autonomy. The negotiations continued as scheduled Friday.

Des affrontements auraient fait 500 victimes

Kurdistan: Le retour de la violence

Difficile d'établir avec certitude ce qui s'est réellement passé jeudi dans deux des plus importantes villes du Kurdistan irakien, Erbil et Souleimanieh. Selon l'ONU, des accrochages entre peshmergas kurdes et soldats irakiens ont fait quelque 500 morts et blessés. Le calme semblait revenu hier, alors que Massoud Barzani faisait état d'un « incident » et que Bagdad accusait Téhéran.

Dans une déclaration à l'agence irakienne INA, le ministre irakien de la Culture et de l'Information, Hamed Yousef Hammadi, a en effet affirmé que « des éléments irakiens et d'autres à la solde de l'Irak se sont infiltrés à travers la frontière ».

Après avoir, le chef kurde Massoud Barzani avait accusé devant la presse des « parties étrangères », qu'il n'avait pas

identifiées, d'être à l'origine des incidents qui ont eu lieu à Erbil et Souleimanieh. Visiblement soucieux de dédramatiser, le dirigeant kurde a affirmé que les troubles étaient terminés hier, ce qu'a confirmé ensuite l'ONU à Genève.

De façon plus précise, Massoud Barzani a estimé que certains « essaient d'empêcher la conclusion d'un accord entre l'opposition kurde et le gou-

vernement irakien et n'ont pas intérêt à un règlement » de la question kurde. Il a décrit ce qui s'est passé à Erbil et Souleimanieh comme étant « un incident » et « un malentendu » entre des soldats de l'armée irakienne et des peshmergas. Des responsables kurdes et des officiels irakiens ont repris la situation en main et « tout est calme maintenant », selon lui. Information en partie confirmée par le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR), qui fait état de « perturbations conjointes peshmergas-soldats irakiens dans les rues de Souleimanieh. Selon le HCR, les troubles avaient en réalité débuté le 17 juillet à Erbil, lors d'une manifestation massivement suivie contre le coût élevé des aliments. Une fusillade aurait alors éclaté sans qu'on en connaisse la cause exacte.

Le HCR craint que ces troubles déclenchent un nouvel exode massif de Kurdes vers l'Irak, alors qu'un million de Kurdes sont récemment revenus de ce pays où ils s'étaient réfugiés après la fin de la guerre du Golfe.

Bush à Ankara

En tout état de cause, des affrontements sont intervenus alors que le président américain George Bush arrive aujourd'hui à Ankara pour des entretiens qui doivent notamment porter sur la « force d'intervention rapide » allié destinée à assurer le respect par Bagdad des droits des Kurdes irakiens et qui sera stationnée selon le Premier ministre turc Mesut Yilmaz, à Silopi en territoire turc.

Ils ont eu lieu également à un moment où les Etats-Unis,



L'image de ces peshmergas kurdes s'initiant au maniement des armes remonte à avril dernier. Depuis l'écrasement de la rébellion, les affrontements sanglants de jeudi sont les premiers troubles armés dans la zone. (Photo archives AFP)

soutenus notamment par la Grande-Bretagne et la France, ont à plusieurs reprises fait savoir qu'ils n'hésiteraient pas à employer de nouvelle force si Bagdad ne fournissait pas avant le 25 juillet tous les détails de son programme nucléaire.

A Washington, un responsable du Département d'Etat a d'ailleurs indiqué que la cause des affrontements du Kurdistan n'était pas connue, mais qu'on ne pouvait écarter la possibilité de « provocations » pour faire revenir les forces alliées occidentales. D'autre part, le prince Saïdrudine Aga Khan, coordinateur de l'aide humanitaire de l'ONU dans le Golfe, a protesté par lettre auprès de Bagdad contre l'interdiction faite à des personnels des Nations Unies d'accéder à la région des marais du pays, où ont trouvé refuge de 30 000 à 100 000 chétiens victimes de la répression du gouvernement central.

Super-canon : L'aveu

Dans un document adressé à l'ONU, l'Irak reconnaît avoir testé un super-canon de 350 millimètres de calibre (diamètre) et cherché à en construire plusieurs de 1 000 millimètres.

Le super-canon de 350 mm a été testé à partir du camp militaire de Jabal Hamrayn, situé à 150 km au nord de Bagdad. Ceux d'un diamètre de 1 000 mm étaient en cours de montage dans le camp militaire d'Iskandaria, situé au sud de Bagdad, selon les informations reçues par l'ONU.

Avant l'invasion du Koweït, les douanes de plusieurs pays européens, parmi lesquels la Grande-Bretagne, avaient saisi d'importantes pièces cylindriques métalliques soupçonnées de constituer les éléments de futurs super-canons. A l'époque, Bagdad avait démenti chercher à fabriquer de telles armes. Selon les premières indications disponibles, le

nouvel document irakien ferait effectivement état de l'existence de ces tubes destinés à monter des canons de 350 et 1 000 mm.

Autre sujet de discussion à l'ONU: les droits de l'homme en Irak. Bagdad a présenté hier un rapport sur la situation des droits civils et politiques sur son territoire devant le Comité des droits de l'homme, qui a réfuté en bloc les assertions irakiennes.

TROUBLES SANGLANTS AU KURDISTAN

Plusieurs centaines de morts dans des combats entre l'armée irakienne et des insurgés kurdes, jeudi dans le nord du pays

LE Kurdistan d'Irak a été le théâtre jeudi d'affrontements sanglants, les premiers depuis l'écrasement en mars dernier par Bagdad de la rébellion kurde qui avait suivi la guerre du Golfe, ont annoncé hier l'ONU et des responsables kurdes.

Les accrochages qui ont opposé des peshmergas (combattants kurdes) et des soldats irakiens ont fait quelque 500 morts et blessés, selon un porte-parole des Nations-Unies à Genève, citant des renseignements obtenus par des gardes de l'ONU sur place. A Bagdad, le chef kurde Massoud Barzani a donné un bilan d'au moins cent tués et blessés.

L'Irak a accusé l'Iran d'être à l'origine de ces troubles. Dans une déclaration à l'agence irakienne INA, le ministre irakien de la Culture et de l'Information, M. Hamed Youssef Hammadi, a affirmé que «des éléments iraniens et d'autres à la solde de l'Iran se sont infiltrés à travers la frontière». Certains d'entre eux ont été arrêtés, selon lui.

Auparavant, M. Barzani avait accusé devant la presse des «parties étrangères», qu'il n'avait pas identifiées, d'être à l'origine des incidents qui ont eu lieu dans deux des plus importantes villes du Kurdistan irakien, Erbil et Souleimanieh.

Le dirigeant kurde a affirmé que les troubles étaient terminés vendredi, ce qu'a confirmé ensuite l'ONU à Genève.

Les affrontements sont intervenus alors que le président américain George Bush arrive aujourd'hui à Ankara pour des entretiens qui doivent notamment porter sur la «Force d'intervention rapide» alliée, destinée à assurer le respect par Bagdad des droits des Kurdes irakiens et qui sera stationnée, selon le Premier ministre turc Mesut Yilmaz, à

Silopi en territoire turc.

«Provocations»

A Washington, un responsable du Département d'Etat a indiqué que la cause des affrontements du Kurdistan n'était pas connue, mais qu'on ne pouvait écarter la possibilité de «provocations» pour faire revenir les forces alliées occidentales. Elles avaient quitté lundi dernier le nord de l'Irak, où elles étaient déployées depuis avril dernier.

M. Barzani a mis en cause des «parties étrangères» qui «essaient d'empêcher la conclusion d'un accord entre l'opposition kurde et le gouvernement irakien et n'ont pas intérêt à un règlement» de la question kurde.

Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PKK) négocie à Bagdad avec l'administration du président Saddam Hussein pour tenter de mettre fin à plus de vingt ans de conflit sanglant entre l'opposition kurde et le pouvoir central.

M. Barzani, qui donnait une conférence de presse, a décrit ce qui s'est passé à Erbil et Souleimanieh comme étant «un incident» et «un malentendu» entre des soldats de l'armée irakienne et des peshmergas.

Des responsables kurdes et des officiels irakiens ont repris la situation en main et «tout est calme maintenant», a-t-il dit.

Un représentant aux Nations-Unies de l'opposition kurde, M. Salah Jhmor, a indiqué pour sa part que les affrontements avaient été déclenchés par l'armée irakienne le 17 juillet, à l'occasion du 23ème anniversaire du coup d'état du parti Baas en Irak.

Il a affirmé qu'à Souleimanieh, une centaine de Kurdes avaient été tués et que 500 blessés avaient été hospitalisés. Les combattants kurdes contrôlaient jeudi la ville et avaient réussi à s'emparer de cinq à sept chars irakiens qu'ils ont incendiés, selon lui.

Pas d'intervention américaine au Kurdistan

Le président américain Georges Bush s'est efforcé de rassurer hier les dirigeants turcs, inquiets de la présence sur leur sol d'une force alliée de protection des Kurdes irakiens, en écartant une intervention de ces troupes dans l'immédiat.

M. Bush a estimé que «d'importantes attaques contre les Kurdes d'Irak n'étaient pas attendues». «La force pourrait intervenir si vraiment on constate de gros incidents dans le nord (de l'Irak). Je ne crois pas que l'utilisation de cette force soit absolument nécessaire».

De son côté, M. Ozal a souligné que pour son pays, cette force avait surtout pour objectif de protéger les frontières et d'empêcher un nouvel afflux de réfugiés comme en avril dernier.

M. Bush s'est par ailleurs employé à faire progresser la question chypriote, qu'il a abordée à Ankara avec les diri-

geants turcs au lendemain d'entretiens avec les responsables grecs.

«Il peut exister des opportunités pour des progrès sur Chypre», a-t-il estimé, ajoutant: «Je n'ai rien entendu aujourd'hui qui me rende davantage pessimiste».

M. Bush s'est ouvertement engagé en faveur de la proposition turque d'une conférence à quatre sur Chypre (la Grèce, la Turquie et les deux communautés grecque et turque vivant dans l'île).

Il a réitéré son souhait de jouer simplement les «catalyseurs» et s'est rangé derrière les

efforts du secrétaire général des Nations Unies Javier Perez de Cuellar. Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est prononcé en juin pour la tenue d'une conférence internationale sur Chypre.

M. Ozal a estimé que «les temps ont changé» et s'est félicité, à l'instar de M. Bush, qu'il

existe actuellement «des dirigeants raisonnables» dans la région. Mais il a réitéré l'attachement turc à l'égalité politique des deux communautés chypriotes et au «maintien d'une garantie effective de la Turquie» à Chypre, dont le nord est toujours occupé par les troupes turques.



Le président américain s'entretient avec son homologue turc, M. Turgut Ozal

LIBERTE DE L'EST 21 juillet 1991

Kurdistan : l'Occident s'inquiète

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont appelé vendredi toutes les parties au nord de l'Irak à faire preuve d'un maximum de retenue après les derniers incidents dans la région, a indiqué le représentant britannique à l'ONU, Sir David Hannay.

"Nous appelons toutes les parties à faire preuve d'un maximum de retenue afin d'éviter un nouveau bain de sang", a-t-il dit en sortant d'un entretien avec l'ambassadeur d'Irak aux Nations Unies, mené conjointement avec ses collègues américain et français.

Plusieurs centaines de personnes ont été tuées ou blessées ces derniers jours dans le Kurdistan irakien, particulièrement dans les villes de Souleimanyeh et d'Erbil, à la suite d'incidents entre Peshmergas kurdes et troupes pro-gouvernementales. L'alerte avait été donnée par la centaine de gardes de l'ONU présents dans la région, dont c'est la fonction essentielle.

Les trois ambassadeurs de la coalition anti-irakienne ont également dénoncé la poursuite de la répression contre les

Chiites dans les marais du sud irakien et l'expulsion de cette région de plusieurs membres de l'ONU.

Ils ont rappelé à l'Irak ses obligations en la matière, qui découlent de la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU. La résolution exige en effet que toute répression doit cesser dans ce pays et qu'un accès immédiat "à tous ceux qui en ont besoin" doit être autorisé pour toutes les organisations humanitaires internationales.

Dans une lettre du 15 juillet à Bagdad, le prince Sadruddine Aga Khan, coordonnateur de l'aide humanitaire de l'ONU dans le Golfe, s'était plaint de ce que les autorités irakiennes aient redéployé des troupes dans la région des marais quelques jours après sa propre visite les 12 et 13 juillet, et ceci contrairement aux engagements pris

De plus, le prince protestait contre l'expulsion de cette région du personnel de l'ONU laissé sur place après sa visite, dont la mission est de trouver des sites favorables à l'installation d'un ou plusieurs camps de secours pour les populations chiites réfugiées dans ces marais.

Demain, le comité des sanctions de l'ONU, chargé de faire respecter l'embargo contre l'Irak et habilité à délivrer des dérogations, entendra le prince Sadruddine développer les raisons pour lesquelles il est en faveur d'un assouplissement de cet embargo afin d'éviter une catastrophe humanitaire à court terme.

Aucune décision en ce sens n'est toutefois à attendre à l'issue de cette réunion, précise-t-on de sources diplomatiques.

L'ALSACE 21 juillet 1991

Après la nouvelle flambée de combats en Irak

20 000 Kurdes sur les routes

Plusieurs milliers d'habitants ont quitté Souleimanyeh (nord de l'Irak), où se sont produits jeudi des affrontements meurtriers avec l'armée irakienne, et l'Iran a rejeté hier les accusations de l'Irak selon lesquelles Téhéran est impliqué dans les troubles du Kurdistan irakien.

Selon le représentant d'une organisation humanitaire à Bagdad, 20.000 Kurdes ont quitté Souleimanyeh en deux jours pour se réfugier dans des zones du Kurdistan irakien tenues par l'opposition.

A la suite des accusations de Bagdad, qui avait affirmé vendredi que « des éléments iraniens et d'autres à la solde de l'Iran se sont infiltrés » dans les villes de Souleimanyeh et Erbil, le gouvernement iranien a qualifié ces assertions de « purs mensonges ».

Bilans contradictoires

La presse iranienne a fait état, pour sa part, d'un bilan de 1 000 morts lors des affrontements, alors que des sources de l'ONU sur place ont estimé qu'ils ont fait de 80 à 200 tués et environ 600 blessés. La situation était revenue au calme hier à Souleimanyeh, ont indiqué des sources de

l'ONU à Bagdad, selon lesquelles l'armée irakienne et les peshmergas du Front uni du Kurdistan (FIK) effectuaient des patrouilles conjointes. Ces sources ont cependant indiqué que des concentrations de l'armée irakienne étaient signalées au sud de la ville.

Le comité international de la Croix Rouge (CICR) a annoncé, de son côté, qu'il avait évacué 45 blessés - peshmergas, soldats irakiens et civils - dans cette ville kurde et visité des « centaines de prisonniers irakiens » tombés aux mains des « forces insurrectionnelles kurdes ».

Les trois représentants du CICR présents sur place s'efforcent de recenser précisément les prisonniers irakiens, a indiqué l'organisation. Selon d'autres sources humanitaires, les peshmergas ont fait environ 1200 prisonniers irakiens.

Le CICR se tient par ailleurs prêt à ac-

cueillir une éventuelle vague de réfugiés à la frontière iranienne, située à environ 80 km de Souleimanyeh, mais a indiqué qu'aucun mouvement de ce genre n'avait pour le moment été constaté.

Répression dans le sud

Le président américain George Bush a estimé, à Ankara où il effectue une visite officielle, qu'on ne s'attend pas à « d'importantes attaques contre les Kurdes ». « Je ne crois pas que l'utilisation de la force (d'intervention rapide alliée dans le sud-est anatolien) est actuellement nécessaire ».

A New York, le représentant britannique à l'ONU, Sir David Hannay, a annoncé que les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont appelé toutes les parties au nord de l'Irak à faire preuve de la plus grande retenue « afin d'éviter un nouveau bain de sang ».

Lors d'une réunion avec l'ambassadeur d'Irak aux Nations Unies, les trois ambassadeurs ont également dénoncé la poursuite de la répression contre les chiites dans les marais du sud de l'Irak, ainsi que l'interdiction faite à des personnels de l'ONU d'accéder à cette région où ont trouvé refuge 30 000 à 100 000 chiites.

KURDISTAN

Les peshmergas ont remplacé les Irakiens

L'armée irakienne est déployée en force aux environs de Souleimanieh mais sa présence est extrêmement réduite dans les rues de la ville où des combattants kurdes en armes patrouillent librement.

Cette grande cité à 450 kilomètres au nord de Bagdad, à la lisière de la zone contrôlée par les forces de l'opposition dans la montagne du Kurdistan, a été jeudi le théâtre de combats meurtriers entre des peshmergas et l'armée provoqués, selon la version officielle donnée à Bagdad, par des éléments à la solde de l'Iran.

« Depuis ces combats, a expliqué le gouverneur de la province de Souleimanieh, Mohammad Najimuddin Naquishbandi, l'armée reste à l'extérieur de la ville pour la protéger et s'entraîner et les peshmergas y assurent la sécurité. »

Cet ancien général de corps d'armée a reçu dimanche dans son bureau du gouvernorat, un bâtiment moderne au centre de la ville, un groupe de correspondants étrangers invités pour une visite d'une heure à Souleimanieh par le ministère irakien de l'Information.

Dimanche, jour férié en Irak à cause de la fête chiite de l'Achoura, la ville était calme mais en quatre endroits au moins des débris de véhicules militaires incendiés, notamment des chenilles de chars, encombraient encore la chaussée.

Par ailleurs aucun portrait du président Hussein n'était visible dans les rues.

Massoud Barzani, le chef kurde qui négocie actuellement un accord de paix avec les autorités de Bagdad, avait indiqué qu'aucun membre du Front uni de l'opposition n'avait été impliqué dans ces combats provoqués, selon lui, par « des forces hostiles à un règlement négocié du problème kurde ».

M. Naquishbandi a cependant reconnu que dans le feu de l'action, l'armée avait dû tirer sans faire de distinction entre les peshmergas favorables à un accord avec le gouvernement et « ces forces aux ordres de l'Iran » qui lui sont hostiles. Il a estimé à cent ou cent cinquante le nombre total des tués.

Pour l'heure, les combattants kurdes en habit traditionnel, armés de lance-roquettes et de fusils mitrailleurs, tiennent la ville et montent la garde devant les



Un combattant kurde armé d'un RPG-7 soviétique patrouille dans les rues de Souleimanieh. (photo satellite AFP)

bâtiments officiels y compris le gouvernorat.

Les militaires irakiens qui quadrillaient étroitement la cité avant les combats de jeudi ont disparu et il ne reste de leurs casernes que des sacs de sable éventrés.

Souleimanieh, tombée aux mains des peshmergas en mars, avait été le dernier bastion de l'insurrection kurde à être repris par l'armée irakienne au mois d'avril.

Le gouverneur a affirmé que la sécurité de la ville, où vivent en temps normal 800.000 habitants, était dorénavant du ressort d'une force conjointe de soldats irakiens et Peshmergas, mais seuls deux camions transportant des patrouilles mixtes ont été vus.

Par contre, la route de Kirkouk à Souleimanieh, longue de cent kilomètres, est étroitement contrôlée par l'armée qui y a établi pas moins de quinze barrages.

En outre, tous les cinq cent mètres un soldat, abrité du soleil brûlant sous une petite guérite de

tôle ondulée ou par un simple drap, tient la chaussée dans le champ de son fusil d'assaut.

Le convoi des journalistes était escorté dimanche par trois véhicules tout terrain bondés de soldats qui, avec leurs armes pointées vers les bas-côtés de la route à travers les vitres baissées et les portières entrouvertes, donnaient l'impression d'évoluer en terrain hostile.

Aux abords de Souleimanieh, sur les hauteurs qui la dominent, l'armée a déployé des chars, leurs tourelles tournées vers la ville et des canons auto-tractés.

La version des incidents de jeudi recueillie auprès de plusieurs habitants de Souleimanieh diffère de celle qui a été jusqu'à présent défendue par les officiels irakiens ou kurdes.

Selon ces habitants, un incident au cours duquel deux ou cinq Peshmergas ont été tués par des soldats irakiens à un barrage, a provoqué une réaction immédiate de la population et

des combattants kurdes qui ont chassé la troupe au cours d'affrontements qui ont fait quelque deux cents tués en majorité des soldats.

« Juste après l'incident, les peshmergas de la ville ont sorti leurs armes des cachettes et ont commencé à tirer sur l'armée et d'autres sont venus des villages voisins », a expliqué en mauvais anglais Mohammad Amine Ahmad, un jeune vendeur de cigarettes.

Enfin, interrogé sur les informations faisant état de 1.200 militaires irakiens tombés aux mains des peshmergas, le gouverneur de Souleimanieh a expliqué qu'il ne pouvait pas y avoir de prisonniers de guerre puisqu'il n'y avait pas deux Etats en confrontation.

« Les peshmergas et les soldats sont tous des Irakiens, a-t-il assuré. Cependant il est normal que, dans des périodes de confusion, des soldats quittent leurs unités pour se réfugier dans des villages. »

Mercredi 31 juillet
Jeudi 1^{er} août 1991

Droits de l'homme en Turquie Effets de la nouvelle loi

Depuis la promulgation de la nouvelle loi turque contre le terrorisme, en avril dernier, diverses informations avaient déjà fait état d'une augmentation des violations des droits de l'homme en Turquie. Au fil des mois, et en particulier tout récemment, les choses vont encore en s'aggravant, ont déclaré hier la Ligue suisse des droits de l'homme, le Comité suisse contre la torture et deux militants, un Turc et un Kurde. En sus de la torture, des déportations de populations et autres exactions, les défenseurs des droits de l'homme font aussi état de disparitions.

Il est tout d'abord question de la nouvelle loi contre le terrorisme, lequel recouvre pour le moins un large éventail d'activités, puisque une simple «pression» ou l'appartenance même passive à un groupe accusé d'avoir mal agi envers l'Etat suffisent

pour déboucher sur une accusation de terrorisme. La «propagande écrite et/ou orale» contre l'Etat est bien sûr aussi un crime.

Deuxième point extrêmement inquiétant aux yeux des défenseurs des droits de l'homme, la nouvelle loi protège explicitement les fonctionnaires soupçonnés d'être des tortionnaires. Non seulement ceux-ci sont jugés sans être placés en détention mais l'Etat leur assure, à ses frais, un ou plusieurs avocats. Et, à moins qu'un meurtre ait été commis, il faut encore l'accord du Ministère de l'intérieur pour poursuivre un tortionnaire. Bref, l'Etat incite ses fonctionnaires à raffiner les tortures pour éviter les morts. Même le président de la Cour constitutionnelle aurait officiellement déclaré que cette loi est anticonstitutionnelle. Ce magistrat aurait d'ailleurs été jusqu'à affirmer que la Constitution turque n'était pas celle d'un Etat de droit.

Nouvelle tactique

Pour les organisations et militants présents hier lors de la conférence de presse, cette loi est le reflet d'une nouvelle tactique. Dans les années septante, la répression était souvent le fait d'organisations proches de la police mais qui restaient dans l'ombre. Aujourd'hui, le sale travail est ouvertement effectué par les forces de l'ordre, même si le pouvoir politique tient un langage plus tolérant. Les deux militants parlent de déportations massives de Kurdes – près de deux mille villages depuis 1984 – d'enlèvements de personnalités, de tortures systématiques, de meurtres, etc. Même des parlementaires seraient l'objet de brutalités policières. Les enfants ne sont pas épargnés. Et si les opposants turcs ne sont pas ménagés, il semble bien qu'il y ait encore une discrimination dans l'horreur et que les Kurdes subissent un traitement encore plus dur.

Pourtant, en 1988, la Turquie s'est engagée à respecter la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

PMY

IRAK : les discussions à l'ONU sur une levée partielle des sanctions

Londres et Washington sont réservés sur le projet français d'aide humanitaire

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Le projet français consacré à l'aide humanitaire à Bagdad, qui n'a pas encore été présenté aux dix membres non permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, n'a pas été accueilli très favorablement à Londres et à Washington. «Les Américains et les Anglais savent aussi bien que les Français qu'il faudra un jour ou l'autre permettre la vente de pétrole pour nourrir le peuple irakien, mais ils veulent utiliser cette arme contre le régime de Bagdad jusqu'à la dernière minute, c'est-à-dire avant que les opinions publiques ne soient écartées par les images des bébés affamés irakiens», explique un membre du Conseil. Selon un autre diplomate, «Paris voudrait garder l'image d'un grand défenseur des questions humanitaires».

Les diplomates français, de leur côté, se disent «très impressionnés» par le rapport du prince Sadrudin Agha Khan, qui annonce une famine pour l'au-

tomné, et aussi par le rapport de M. Jean-Daniel Lévy, directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES), qui a fait un voyage en Irak pour évaluer les besoins énergétiques de l'Irak. Le projet de résolution dit «humanitaire» autorise la vente d'une quantité, pas encore déterminée, de pétrole durant une période de six mois et en trois tranches.

«Bagdad dissimule un maximum»

Les pays importateurs devraient payer le pétrole sur un compte bloqué de l'ONU. Une partie des bénéfices serait utilisée pour alimenter le peuple irakien. Ce projet autorise le secrétaire général à utiliser ce compte pour financer les obligations de l'Irak imposées par les résolutions du Conseil.

Un deuxième projet français sur le programme nucléaire de l'Irak «condamne» la violation de la

résolution de cessez-le-feu et «exige» la coopération de l'Irak avec la commission spéciale de désarmement. «Il est évident que non seulement Bagdad ne coopère pas avec la Commission, mais il dissimule un maximum», explique le représentant permanent-adjoint de la France, M. Jean-Marc de La Sablière.

On ne s'attend pas à des débats animés sur ce deuxième projet de résolution car les quinze membres du conseil ont été encore une fois «très impressionnés» par le rapport de la Commission spéciale. Selon le diplomate suédois Ralf Ekeus, qui est à la tête de cette commission, l'Irak est en possession de quarante-six mille unités d'armes chimiques, y compris des missiles et des bombes. Bagdad avait officiellement affirmé n'en avoir douze mille. Une équipe de soixante-dix personnes sera envoyée en Irak afin de mettre en place un mécanisme de destruction de ces armes.

AFSANÉ BASSIR POUR

Irak : Paris veut relancer l'assistance aux Kurdes

Le premier bilan des opérations humanitaires de la CEE et de l'ONU montre l'ampleur des besoins qui restent à satisfaire. Et la France n'abandonne pas son idée d'un droit d'ingérence humanitaire.

« **U**N effort reste à faire » de la part de la CEE pour aider plusieurs centaines de milliers de Kurdes irakiens réfugiés en Iran à regagner leur pays, ont indiqué mercredi devant le Conseil des ministres le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner et le secrétaire d'Etat à la Défense Jacques Mellick.

Les deux responsables, qui dressaient le bilan de l'opération humanitaire lancée par la CEE sur proposition de la France, ont indiqué qu'en trois mois, cinq cent mille Irakiens réfugiés en Turquie avaient regagné leur pays.

Les deux intervenants, dont les propos étaient rapportés par le porte-parole du gouvernement Jack Lang, ont précisé que cette opération, placée sous l'égide des Nations unies et qui se déroule donc sous la double bannière CEE et ONU, doit coordonner les moyens mis en place par plusieurs Etats membres. Son coût dépassera 70 millions de francs.

« Nous assistons, à travers cette action, à la naissance d'une Europe humanitaire », a souligné M. Lang, qui a précisé que la France, la Grande-Bretagne et l'Italie y participeront directement tandis que le Danemark et le Luxembourg fourniront une contribution financière.

L'action internationale d'assistance aux populations civiles ira-

kiennes, commencée à la frontière turque le 7 avril, sous l'égide de l'ONU, sur la base de la résolution 688, a démontré, selon M. Lang, que « pour la première fois dans l'histoire de la planète, la communauté internationale a reconnu la légitimité et la légalité du droit d'ingérence humanitaire, et cela sur une proposition du président François Mitterrand ».

« Cette action a également prouvé que notre armée est devenue une organisation humanitaire de la France », a ajouté le porte-parole. Selon MM. Kouchner et Mellick, en effet, un cinquième des réfugiés kurdes ayant regagné l'Irak a transité par les relais humanitaires français installés en territoire irakien. « Cela a nécessité la mobilisation de 2 100 militaires », ont-ils dit.

La France a, en outre, distribué 2 500 tonnes de produits de première nécessité, apporté une aide médicale à plus de 12 000 personnes et contribué à la remise en état de villages. Plus de 200 MF ont été consacrés à ces opérations, au cours desquelles trois militaires français ont trouvé la mort.

Les ministres estiment toutefois que « le drame du peuple kurde n'est pas terminé » : « Aujourd'hui comme hier, la France ne laissera pas ces réfugiés sans secours », a souligné Jack Lang. « L'idée, a-t-il rappelé, est d'obtenir le droit pour les réfugiés de rentrer chez eux dans

des villages sûrs et remis en état, ce qui demande des actions de déminages, la reconstruction des infrastructures indispensables ».

La France, ont rappelé MM. Mellick et Kouchner, demande à la communauté internationale « de réfléchir aux moyens de répondre aux situations d'exception par le développement d'un droit d'ingérence humanitaire, qu'il convient de définir pour assurer le respect des droits de l'homme ».

De son côté, le dirigeant kurde irakien Jalal Talabani a demandé mercredi à la France d'apporter sa contribution à la construction de camps pour les quelque 600 000 Kurdes irakiens qui n'ont toujours pas regagné leurs foyers en Irak. A l'issue d'un entretien à Paris avec le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas, M. Talabani, président de l'Union patriotique du Kurdistan, a déclaré qu'il avait également « demandé à M. Dumas la contribution de la France à la reconstruction du Kurdistan à la suite de la politique de la terre brûlée pratiquée par le gouvernement irakien » dans cette région.

● Médecins sans frontières (MSF) indique que « l'ensemble des obstacles » rencontrés par ses équipes « ces derniers jours pour l'obtention des visas d'entrée en Irak a été levé ». « Une nouvelle équipe de sept personnes, précise le communiqué, va pouvoir rejoindre la trentaine de médecins, infirmiers et logisticiens déjà présents sur le terrain ».

Une communication de MM. Kouchner et Mellick au conseil des ministres

La France souhaite une action humanitaire en faveur des Kurdes réfugiés en Iran

« Le drame du peuple kurde n'est pas terminé » et il faut désormais s'occuper de ceux qui sont réfugiés en Iran, ont indiqué mercredi 31 juillet à l'issue du conseil des ministres les secrétaires d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, et à la défense, M. Jacques Mellick (nos dernières éditions du 1^{er} août). La France, ont-ils rappelé, demande à la communauté internationale « de réfléchir aux moyens de répondre aux situations d'exception pour le développement d'un droit d'ingérence humanitaire

qu'il convient de définir pour assurer le respect des droits de l'homme et la dignité de la personne humaine ». « Aujourd'hui comme hier, la France ne laissera pas ces réfugiés sans secours », a souligné pour sa part M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement.

MM. Kouchner et Mellick avaient auparavant présenté au conseil une communication sur l'aide aux populations civiles irakiennes (nos dernières éditions du 1^{er} août). Ils ont indiqué que l'opération d'assistance menée entre le

7 avril et le 19 juillet avait permis aux cinq cent mille Kurdes d'Irak qui avaient trouvé refuge en Turquie de « regagner en toute confiance leurs foyers ». La France a distribué 2 500 tonnes de produits de première nécessité, apporté une aide médicale à plus de douze mille personnes et contribué à la remise en état des villages. Un réfugié sur cinq a transité par les « relais humanitaires » français installés en territoire irakien. Cet effort a mobilisé deux mille cent militaires, dont trois ont trouvé la mort, et coûté plus de 200 millions de francs.

La « gratitude » de M. Talabani

D'autre part, à Paris, le dirigeant kurde Jalal Talabani a exprimé mercredi la « gratitude des Kurdes » au président Mitterrand pour le soutien de la France au « peuple kurde ». Il a jugé « raisonnable » le projet proposé par la France aux Nations unies pour un assouplisse-

LE MONDE 2 août 1991

ment de l'embargo contre l'Irak pour des raisons humanitaires. Quant à la levée totale des sanctions, elle « doit être liée à la démocratie et aux droits de l'homme en Irak ».

A l'issue d'un entretien avec M. Roland Dumas, M. Talabani a déclaré qu'il avait demandé au ministre français des affaires étrangères « la contribution de la France à la reconstruction du Kurdistan à la suite de la politique de terre brûlée pratiquée par le gouvernement irakien ». Ce problème est, selon lui, prioritaire car il n'existe pas actuellement « de menace d'attaque irakienne » contre les Kurdes. « Même si nous parvenons à un accord avec le gouvernement irakien, celui-ci ne peut pas à l'heure actuelle nous aider à reconstruire le Kurdistan ». Il a enfin souhaité que Paris contribue à « persuader Bagdad de satisfaire les exigences des Kurdes ».

LE FIGARO 2 août 1991

Jalal Talabani au « Figaro » :

« Saddam veut un accord avec les Kurdes »

Mais le leader de l'UPK, admet l'âpreté de la négociation.

Chef de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), qui constitue, avec le PDK de Massoud Barzani, l'un des principaux mouvements autonomistes du Kurdistan d'Irak, Jalal Talabani vient d'être reçu à Paris par Roland Dumas et Bernard Kouchner. C'est la première fois qu'un leader kurde d'Irak est accueilli au Quai d'Orsay.

LE FIGARO. — Le 14 juillet, selon l'agence de presse irakienne INA, vous déclariez : « L'accord sur l'autonomie est imminent ». On attend toujours. Pourquoi ?

Jalal TALABANI. — Je n'ai jamais dit que l'accord était prêt. J'ai seulement dit que nous avons trouvé une sorte de terrain d'entente avec Bagdad. Mais nous nous sommes heurtés à des tas de difficultés quand nous avons abordé dans le détail un certain nombre de questions clés comme le processus démocratique, les pouvoirs dévolus à la zone autonome, ses limites géographiques, et le droit des mouvements kurdes à entretenir des relations avec des gouvernements étrangers.

— On a pourtant l'impression que vous êtes moins pressé de conclure que Massoud Barzani ?

— La direction du mouvement kurde, à commencer par Barzani et moi-même, est pleinement unie.

— Qu'avez-vous obtenu en quatre mois de négociation avec Bagdad ?

— Nous avons atteint certains objectifs, notamment lors de la précédente phase de négociations, sur la loi d'autonomie.

— Quel peut être l'effet de la « force d'intervention rapide » interalliée qui est en train de s'organiser en Turquie ?

— Cette force devrait contribuer à empêcher toute guerre entre Irakiens et Kurdes et à convaincre les deux parties de rechercher une solution pacifique et donc politique au problème kurde.

Vous avez, selon la presse, menacé un jour Saddam Hussein d'une reprise de la rébellion...

— Je ne l'ai jamais dit. Mon point de vue est qu'il n'y a pas de place pour la guerre ni du côté irakien ni du côté kurde.

— Vous êtes-vous fixé une date limite pour conclure vos négociations avec Bagdad ?

— Non. Elles peuvent durer. La partie kurde ne rompra jamais les négociations. S'il y a rupture, elle sera le fait des Irakiens. Ils devront en assumer les responsabilités.

« Le moral des Kurdes est élevé »

— Vous avez rencontré Saddam le 11 juillet à Bagdad. En quelle condition physique et intellectuelle l'avez-vous trouvé ?

— Je l'ai trouvé en bonne forme, intellectuellement et physiquement. Je ne l'ai pas trouvé agressif. Au contraire, je l'ai trouvé désireux de conclure un accord avec les Kurdes.

— Croyez-vous que le gouvernement irakien négocie encore de bonne foi ?

— Je crois que le gouvernement irakien veut encore négocier, mais je crois aussi que chaque camp essaie de céder le moins possible et d'obtenir le plus possible.

— Les sanglants incidents de Sulaymanié, le 18 juillet, vous ont permis non seulement de faire des prisonniers, mais de prendre un plus grand contrôle sur la ville. Pourquoi Bagdad s'accommode-t-il de cette situation bâtarde ?

— Nous avons fait 5 000 prisonniers. La principale raison de notre succès, c'est le moral. Le moral des Kurdes est élevé. Celui des militaires irakiens est bas. En outre, la grande majorité des habitants de Sulaymanié, qui sont un million, a participé aux manifestations et au soulèvement. C'est une force à laquelle on ne peut pas résister.

— Les souvenirs de la répression irakienne, en 1988 en particulier, ne vous font-ils pas parfois regretter d'avoir déclenché le soulèvement en mars dernier ?

— Les temps ont changé. L'armée irakienne était puissante. La résolution 688 de l'ONU n'existait pas, la force police de l'ONU non plus. Je ne regrette rien. Nous avons remporté un grand succès. Auparavant, nous étions quelque 4 000 pechmergas en exil en Irak. Nous avons libéré un grand territoire. Nous avons des dizaines de milliers de combattants. Nous avons désarmé plus de 100 000 Irakiens. Nous avons montré au monde que les Kurdes sont unis. L'exode de trois millions de Kurdes a montré que les Kurdes veulent la liberté et la démocratie. Nous nous en sommes bien tirés. Mais il n'y a pas de lutte sans sacrifice.

(Propos recueillis par **Claude LORIEUX**.)

International Herald Tribune August 3-4, 1991

Supported By Senate, Bush Warns Iraq Again

By Andrew Rosenthal
New York Times Service

WASHINGTON — The Bush administration on Friday repeated its threat to use military force to destroy Iraq's nuclear program as the Senate voted overwhelmingly to back use of "all necessary means" to eliminate President Saddam Hussein's ability to produce nuclear, biological or chemical weapons.

Defense Secretary Dick Cheney, appearing in a series of television interviews on the first anniversary of Iraq's invasion of Kuwait, said

that if Mr. Bush gave the order, the military could bomb Iraq's nuclear plants "almost immediately."

"There shouldn't be any doubt in his mind about the fact that we are prepared to do that and that we can do it," Mr. Cheney said in an interview on CNN.

Mr. Bush said there had been "some compliance" by Iraq with United Nations resolutions demanding that Baghdad fully disclose the extent of its nuclear weapons potential. But he said Mr. Saddam must be "far more cooperative" than he has been.

In a gesture of support for Mr. Bush, the Senate voted, 97 to 2, for a nonbinding resolution favoring the use of force if Baghdad did not comply with the UN resolutions. It also endorsed a resolution expressing support for the use of military force to protect the Kurdish population in northern Iraq against any future attacks by the Iraqi military.

Administration officials said Mr. Bush had no specific deadline in mind for using military force against Iraq and that the comments

Friday by Mr. Bush and Mr. Cheney were primarily part of an effort to keep up the pressure on Iraq.

Appearing in the Rose Garden for a news conference before starting a weekend at Camp David, Mr. Bush seemed eager to bask in his recent diplomatic successes as he fended off criticism that he was not paying enough attention to domestic policy issues.

He welcomed Israel's conditional acceptance of the U.S.-Soviet proposal to hold a Middle East peace conference in October and urged the Israeli government and the Palestinians to work out their differences over who would represent the Palestinians at the talks.

But the president carefully avoided taking sides on the Israeli-Palestinian dispute over representation or on any of the conference's other contentious issues.

"It was just 12 months ago today that Saddam Hussein, lacking provocation or cause, ordered an attack upon Iraq's small and defenseless neighbor, Kuwait," Mr.

Bush said. "What followed, the world now knows, was a nightmare of brutal occupation, a nightmare that only came to an end several months ago."

But he added: "Our task has not ended. Now we must ensure that Iraq complies fully with all UN resolutions and eliminates its weapons of mass destruction."

Mr. Bush stopped short of saying what he would do if Iraq failed to comply with those resolutions, but the administration has made little effort to conceal its threat to attack Iraq again if necessary.

Mr. Cheney was more direct than Mr. Bush in warning Iraq.

"Saddam Hussein made a very serious mistake over the past year in underestimating our determination to see to it that he complies with established norms of international behavior," he said on NBC television.

He added, "And if he continues to operate on that basis, it would be another big mistake for him."

Mr. Bush said he had discussed the issue of military action with President Mikhail S. Gorbachev.

International Herald Tribune August 3, 1991

Gulf War: Results Aren't All In, but the Outcome Looks Dark

PARIS—A year has passed since Iraq's invasion of Kuwait. Blockade, war and civil insurrection have followed. Kuwait has been freed of Iraqi occupation. Otherwise nothing has been settled, although much has happened.

A judgment on the year's consequences must be provisional. The war cannot even be said to be fully over, since an allied re-intervention force is being constituted in Turkey. The situation of the Kurds and of Iraq's Shiite minority remains fragile. Iraq's nuclear and chemical disarmament remains incomplete. The United Nations' sanctions policy is in question.

Saddam Hussein and the Ba'ath Party remain in power, strengthened by having defied the United States and the United Nations and survived. Saddam is responsible for thousands of deaths among his supporters as well as his enemies. (A hundred thousand? No one knows, and no one on either the Iraqi or the American side seems to wish to know.) He is responsible for the devastation and deindustrialization of his country. Famine and disease now follow infrastructure destruction and UN boycott. Yet a coup d'état seems less probable than before, the ranks of prospective coup-makers depleted by arrests and executions.

The Ba'ath Party has been revealed to its adherents as mere instrument of Saddam's personal dictatorship, system of repression and transmission belt for meretricious propaganda. It begajt between the wars in idealism,

as a movement of pan-Arab liberation and enlightenment. Once again an attempt to achieve a reconciliation of Arab society with the modern world has foundered.

Kuwait has shed its occupiers, but for another generation will bear the scars of the wanton and perverse destruction inflicted by Iraq's army. The arbitrary and self-serving rule of the Sabah family has probably been dealt a blow from which it cannot recover. Unseating the stiff-necked Sheikh Jaber al Ahmad as Sabah was one of Saddam Hussein's objectives. In the end it probably will turn out that he succeeded.

Syria has profited and with Iran is one of the two principal beneficiaries of the war. It now dominates Leba-

non, with American acquiescence, thereby bringing to Lebanon a provisional halt to civil war and the expulsion of the PLO. By joining the UN coalition and agreeing to the American plan for Middle Eastern peace negotiations, Damascus has transformed its diplomatic position, profited from the collapse of Soviet power and placed Washington in its debt — to Israel's present disadvantage. The ultimate consequences of the crisis for Israel remain to be determined; they will not be known for months, perhaps for years.

Saudi Arabia's rulers, who invited this infidel intervention in the country of Islam's holy places, may find that in the long term they also have lost. They have added to the number

of their enemies in the Middle East and accelerated change in Saudi society. Their version of Islamic integritism has suffered, to the advantage of that of Iran.

Whether integritism has been strengthened in the Muslim world will not be known for some years. A general sense of Islamic society's victimization by the West has certainly been strengthened, but illusions about pan-Islamic unity, the existence of an Arab Nation and the decadence of the West have been removed.

In any case, the attempt by Muslim fundamentalists to cope with Islam's crisis of Westernization through retreat to an idealized past — a recurrent phenomenon in colonized Asia and Africa since the early 19th century — is inherently impractical. A revival of classical Islamic civilization is no more feasible than to re-create the civilization of medieval Christianity in the West, or return to the Age of Absolutism and the Sun King.

The international political balance has clearly been altered as a result of the Gulf war, but less by real shifts in power than by changed perceptions of power. The United States was already the world's leading military power in August 1990, but doubt existed about its willingness to use its power, and its competence in doing so. The latter doubt has been ended.

But it is a mistake to think that the American victory in the Gulf has disposed of the "Vietnam syndrome" in public opinion. Events leading up to the 100-hour victory demonstrated

once again how profoundly, agonizingly reluctant the American public is to go to war. The Senate's vote to approve the war was very narrow and had been made virtually inevitable by the circumstances in which it was sought. The attack was hours away and the machinery for it had been in action for months.

Victory disposed of those doubts, producing celebrations in the United States in which relief and gratitude overshadowed pride. The real significance of what had happened, which was not lost on politicians at home or leaders abroad, was the demonstration that American wars remain popular only when they can produce victory rapidly and with scarcely any American casualties. These are not conditions easily repeated.

On the other hand, if Mr. Bush can produce an Arab-Israeli settlement that lasts, the political balance of the war will be thought clearly positive.

Overall, the "gains" of the Gulf war must be measured against what was not gained, what was there before, how many died or were made miserable, and what new disorders may be expected as a consequence of the past year's events.

Nearly all wars are net loss, this war included. As yet there is only one unambiguously positive result, the expulsion of Iraq's army from Kuwait — leaving behind a desert sown with blood and salt, a lastingly darkened sky.

International Herald Tribune.
© Los Angeles Times Syndicate.



B. GABLE in The Globe and Mail (Toronto) (C.W. Syndicate)

A Rightly Halted War

Before 100 hours passed, the ground war had turned into a "turkey shoot." With word from General Norman Schwarzkopf that Saddam Hussein's Republican Guard was shattered and his nuclear capacity "neutralized," President George Bush decided that the fighting had gone on long enough. The invasion of Kuwait that horrified the world a year ago had been undone.

Americans greeted the Feb. 28 cease-fire with relief and pride — relief at miraculously few U.S. casualties, and pride in the brilliant performance of the allied forces. Yet a remorseless Saddam remains in power, cruelly repressing Kurds and Shiites, defiantly playing nuclear ~~mae~~-and-~~seek~~ and maliciously manipulating the Iraqi people's misery. Even liberals who thought Mr. Bush was too quick to pull the trigger in January now wonder if he should have finished off Saddam and his army when he had the chance.

But the doubters do not do justice to Mr. Bush's restraint. With the benefit of later information showing, for instance, that Iraq's losses had been overestimated, Americans can sensibly wish he had gone on somewhat longer. But even with hindsight, his decision deserves credit.

That can be seen by asking: What if Mr. Bush had gone all the way, wrecked the rest of Iraq's war machine, marched to Baghdad and overthrown Saddam?

With no evident successor to restore Iraq's unity, defend its borders or even maintain rudimentary services, there probably would have been a plague of troubles: many more allied and civilian casualties; protracted civil war, with allied troops by the thousands caught in the middle; Americans hated throughout the Arab world as an occupying army.

For all the ugly ambiguities of the actual consequences, Mr. Bush has avoided the quagmire and preserved his two triumphs: the extraordinary cooperation among coalition members, and the revived self-confidence of Americans.

This was very much George Bush's war. He defined the options and framed the debate, at home and abroad. He gambled his presidency on a quick and decisive struggle, and won. In personalizing the conflict, he tended to identify regional security and stability with the end of Saddam's army and rule. These goals were critical to his contention that the international economic

embargo on Iraq would not suffice, necessitating the use of armed force.

But even if he over-personalized the war, he was careful to defer to his allies. He thereby assured their loyalty and enhanced the prospects for enduring cooperation in Iraq and for new coalitions in the future. That may disappoint unilateralists in the United States who hoped that the war would give rise to a Pax Americana, but it is the most promising way to bring a measure of stability and security to this troubled region.

It is obviously impossible to render a final judgment now on Mr. Bush's war policy. We and others argued last fall that it would have been wiser to give the international economic embargo against Iraq more time to deny Iraq its billions in oil revenue. We thought he was in too much of a hurry to start shooting. That said, he was right to stop it when he did. By thundering on to Baghdad, Desert Storm might have brought some immediate satisfaction to Americans who have grown increasingly frustrated and furious about Saddam. But had that happened, just imagine where Americans would be today, a year after the invasion: still in Baghdad, in more danger and more frustration, and with no end in sight.

— THE NEW YORK TIMES.

THE WASHINGTON POST AUGUST 4, 1991

Human Rights Abuses in Turkey

Turkish Embassy Counselor Aydin Sahinbas's letter [July 25] criticized The Post's July 19 editorial "Talking to Turkey About Rights" as "misleading." The editorial in fact understated the extent of human rights abuses in Turkey.

Helsinki Watch has monitored human rights in Turkey since 1983. We are increasingly worried about an apparent deterioration in civil and political rights since the beginning of this year.

Torture continues to be routinely used as a method of interrogation in police stations. Torture includes such practices as suspension by the arms while naked, electric shocks, rape, *salaka* (beating the soles of the feet), the use of highly pressurized water, squeezing the testicles and other horrifying techniques. The Turkish Human Rights Foundation has documented more than 200 cases of torture this year. Torture can lead to death. Helsinki Watch has the names of 11 people who have died during detention in suspicious circumstances since Jan. 1.

Police use live ammunition for crowd control. Ten people have been killed by security forces who fired into crowds during demonstrations in the past six months.

Since March, security forces have raided houses allegedly used by an illegal terrorist group and shot and killed 19 people.

In April, the Turkish Parliament enacted a harsh new Anti-Terror Law that defines "terror" so broadly that almost anyone can be convicted of terrorism.

Freedom of expression is under constant attack in Turkey; 568 charges were filed against journalists in 1990. Dozens of journals and books were banned or confiscated as well.

The Kurdish minority continues to suffer in southeast Turkey, where a separatist Kurdish group has been waging guerrilla warfare since 1984. Thousands of Kurdish villagers have been forced to leave their homes and lands. Villagers are caught in the middle between security forces and separatists, and hundreds have been killed. Kurds are not allowed to speak Kurdish in court or at public meetings or to give their children Kurdish names. It is forbidden to publish a book or newspaper in Kurdish.

Counselor Sahinbas's letter bears little relation to the actual human rights situation in his country.

LOIS WHITMAN
Deputy Director
Helsinki Watch
New York

Libération 6 août 1991

Kirkouk, une carte vitale pour Bagdad

90 % du brut irakien proviendrait actuellement du complexe de Kirkouk. Une bonne raison pour que les Irakiens refusent d'inclure la ville dans la future région autonome kurde.

Kirkouk, envoyé spécial

Des cylindres noirs, qui dominaient le complexe pétrolier, ont fondu sous la chaleur. Il ne reste rien des salles de contrôle qu'un amas de pierres et de métal. Les décombres s'étalent sur près d'un kilomètre. Des flammes sont venues lécher les tours de refroidissement, avant de mourir au pied d'un barrage de sable. Onze bombes sont passées au-dessus de ce talus, haut de plus de vingt mètres, et ont atterri sur une zone résidentielle, réservée aux cadres de la compagnie.

Un seul raid a suffi pour stopper la production de pétrole de Kirkouk. Les avions ne se sont pas attaqués aux puits, situés un peu plus au Nord. Ni même aux cuves de stockage, grossièrement camouflées. Il suffisait d'incendier l'une d'entre elles pour propager le feu à l'ensemble du site. Les alliés visaient le bout de la chaîne. Les installations de « Cracking » qui permettent de transformer les gaz extraits du sous-sol en pétrole brut.

« Ils ont frappé les parties les plus sensibles de l'usine », explique Fahd Abdeljader, le géologue en chef. Et d'ajouter avec un sourire pincé : « Un de nos anciens amis français ou britannique a dû leur fournir les plans. » Un moyen de paralyser l'activité de l'ancienne Northern Oil Company qui s'étend de Mossoul à Kirkouk, sans pour autant faire de la région un second Koweït. Les laboratoires de recherche, le département de forage, des bâtiments administratifs ont également été détruits.

Aujourd'hui, après trois mois de travaux, ce complexe peut tourner à 50 % de sa capacité initiale. Selon le magazine *Meed, Mead East Economic Data*, l'Irak serait en mesure de produire 1,65 million de barils par jour. Contre 3,5 millions, avant-guerre. Les installations de Bassorah, au Sud, auraient beaucoup plus souffert des bombardements que celles du Nord. Toujours d'après le journal, 90 % du brut irakien proviendrait actuellement de Kirkouk.

Les dirigeants baassistes affirment être en mesure d'exporter dès demain leur seule richesse, via la Turquie. Malgré l'embargo, ils acheminent déjà par camions-citernes quelque 50000 barils par jour en Jordanie. Le pipe-line qui court jusqu'à la Méditerranée, est intact, mais deux des cinq principales stations de pompage ont été pilonnées par l'aviation alliée. K3, situé près de la ville de Adidha et qui

relie les réseaux du Sud et du Nord, serait « sérieusement endommagé ». A proximité de Mossoul, IT2 aurait « entièrement brûlé ». La route de la mer ne serait pas pour autant coupée. « Nous sommes en mesure de contourner les portions détruites », assure un responsable irakien. En juin, le vice-ministre Tarek Aziz avait spécialement fait le voyage à Ankara pour convaincre le président Ozal d'ouvrir les vannes. Sans succès. Si l'ONU autorise demain Bagdad à vendre de nouveau son pétrole, c'est de Kirkouk qu'il partira.

Depuis plus d'un demi-siècle, la ville s'identifie à l'or noir. Les Britanniques ont commencé à forer dans cette zone en 1936. Le site, entouré de fils barbelés, et gardé par des militaires, s'étend sur plusieurs dizaines de kilomètres à travers un paysage plat et désertique. Le personnel est logé, juste en bordure, dans des habitations de béton.

Le 29 mars, les peshmergas prennent le contrôle de Kirkouk et des installations pétrolières. Ils vont tenir la région pendant neuf jours. Aujourd'hui le siège de la Iraqi Petroleum Company sent la peinture fraîche. Tout le mobilier est neuf. « Ils ont volé jusqu'au verrou de cette porte, s'écrit Ibrahim Djoubari, le directeur administratif. Ils ont aussi tué plusieurs de mes collaborateurs. Ce sont des sauvages, des criminels. »

Au gouvernorat, et malgré les négociations entre dirigeants kurdes et irakiens, on continue de parler de « saboteurs ». « Nous possédons les documents qui prouvent qu'ils venaient d'Iran », insiste Sabah Hussein. « Ils ont pris la population en otage et l'ont forcé à les suivre dans les montagnes pour que nos avions ne leur tire pas dessus », ajoute le vice-gouverneur Mohamed Othman elQoubeissi, enfoncé dans un costume militaire. Personne ne devrait bénéficier à Kirkouk de l'amnistie décrétée à la mi-juillet. « Nous n'avons fait aucun prisonnier. Ils étaient tous partis quand nous sommes arrivés. »

Une information démentie par les nombreux impacts de balles et d'obus sur les façades. « L'armée utilisait des hélicoptères », raconte un habitant kurde, en désignant le toit d'un immeuble éventré. Les soldats ont ensuite forcé les portes des maisons et emmené leurs occupants. » Dans le quartier de Tapah, à majorité kurde, seul un réfugié sur deux est revenu. Cet officier dans l'armée a choisi, lui, de

rester. « Nous vivons dans la peur », confie un voisin.

Depuis 1975, le gouvernement poursuit une politique d'arabisation de Kirkouk. Les Kurdes, majoritaires selon le recensement de 1957, ne représentaient plus que 20 % de la population avant la guerre. Et encore moins, aujourd'hui. Fin mars, profitant du départ de ses habitants, l'armée irakienne a ainsi rasé au bulldozer le quartier kurde Chourdja, situé dans la banlieue-Est. Les Arabes reçoivent des primes qui peuvent atteindre 30000 dinars — soit 150 fois le salaire moyen mensuel — s'ils acceptent de venir s'installer dans la cité pétrolière, âprement disputée par Bagdad et les peshmergas. Les emplois gouvernementaux leur sont réservés. Ils obtiennent facilement des logements. Dans cette grande ville de province, aux maisons basses entourées de jardin, vivent également d'importantes communautés chrétiennes et turkmènes. Nombre d'entre eux avaient suivi les Kurdes dans leur exode.

Les pourparlers entre dirigeants baassistes et peshmergas butent toujours sur le sort de Kirkouk. Les Irakiens refusent d'inclure la ville dans la future région autonome. Masoud Barzani, chef du Parti démocratique kurde (BDK), a proposé une administration mixte de la ville. Mais la question principale est de savoir qui contrôlera la manne pétrolière. « Kirkouk n'est pas une région kurde », déclare le vice-gouverneur. Quant à son statut futur « cela concerne le commandement ». Et son adjoint, Sabah Hussein, d'ajouter plus tard au cours d'un repas : « Pourquoi interroger des Kurdes ! Je suis kurde. Interrogez-moi. Les montagnards sont des analphabètes. Les grandes civilisations se sont toujours développées dans les plaines, comme la Mésopotamie ou la vallée du Nil. Jamais dans les montagnes. »

Christophe BOLTANSKI

Libération 5 août 1991

Turquie : dix Allemands enlevés

Selon les autorités turques, des séparatistes kurdes pourraient être à l'origine du kidnapping.

Les opérations de recherche de dix Allemands enlevés par des « terroristes séparatistes », dans la nuit de jeudi à vendredi, près de Tatvan, se poursuivent depuis trois jours dans la plus grande discrétion. La destination vers laquelle les victimes ont été emmenées, « à pied », est toujours inconnue.

Le ministère des Affaires étrangères allemand a précisé que le groupe comprenait deux couples et leurs six enfants. Samedi, Bonn a mis en place une cellule de contact permanent avec Ankara et le chef de la diplomatie allemande, Hans-Dietrich Genscher, a demandé à son homologue turc, Safa Giray, de faire tout ce qui est en son pouvoir pour retrouver les touristes.

Selon la presse turque de samedi, les ravisseurs avaient cerné le campement, au bord du lac du cratère Nemrut, à une trentaine de kilomètres de Tatvan, avant de prendre en otage les 15 touristes. Ils les ont fait monter à

bord d'une camionnette blanche, puis ont libéré cinq d'entre eux dans la montagne. Ce serait la première fois que des « séparatistes » kurdes s'en prennent à des touristes étrangers, mais rien ne prouve encore qu'il s'agisse d'un enlèvement politique, même si le ministre turc de l'Intérieur, Mustafa Kalemli, affirme qu'ils pourraient appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), principale organisation kurde de lutte armée contre le pouvoir central d'Ankara.

Des « terroristes », qui pourraient appartenir à cette organisation, ont par ailleurs attaqué les locaux de la police, de la gendarmerie et des logements militaires, dans le centre-ville de Sirt. Au moins une personne a été tuée, un déserteur irakien réfugié en Turquie, et trois autres blessées.

A la frontière irakienne, une autre attaque aux lances-roquettes contre un poste militaire proche de Semdinli a tué neuf soldats turcs dans la nuit de samedi à dimanche.

D'après AFI

Turks Vow To Pursue Kurds Rebels

Reuters

ISTANBUL — Turkey, incensed by the kidnapping of 10 German tourists and the killing of nine soldiers, said Tuesday it would take any action necessary to smash a rebellion by Turkish Kurds and to strike their bases in Iraq.

Prime Minister Mesut Yilmaz all but confirmed newspaper reports that the government sent troops across the border into Iraqi territory Monday to strike at mountain bases of the outlawed Kurdish Workers Party.

Asked about the reports, Mr. Yilmaz said he had nothing to add to his pledge Monday that Turkey would do whatever was needed to punish the guerrillas wherever they

might be.

"The Turkish government is free to take all the needed steps against people who, making use of the absence of authority in northern Iraq, enter Turkey, commit crimes here and then go back," he said at a news conference in Ankara on Tuesday.

Foreign Minister Safa Giray said that he knew nothing about the reported Turkish attack but that he thought security forces were probably in pursuit of rebels who killed nine soldiers Sunday in a raid on a post 25 kilometers (15 miles) north of the frontier with Iraq.

Such a cross-border raid would not be unprecedented. Twice in the 1980s Turkish planes flew over Iraq

with Baghdad's consent to bomb suspected Kurdish Workers Party bases. Military sources in the southeast said troops had launched cross-border pursuits into northern Iraq as recently as April.

"We are fed up," the cabinet spokeswoman, State Minister Imren Aykut, said. "We have no patience left. Everything will be done to eradicate this rebellion."

"Our people are being murdered, tourists are being kidnapped. We will fight these rebels until the day they are totally destroyed."

She was reacting to a statement in Bonn by a Kurdish group that guerrillas of a wing of the Kurdish Workers Party were behind the ab-

duction Thursday of the 10 Germans — four women, three men, two young girls and a boy — from a lakeside campsite.

A spokesman for the National Liberation Front of Kurdistan said at a news conference in Bonn that the German tourists had been seized by a related Kurdish group without the commanders' knowledge or approval but that they would be freed soon.

Gun battles, rockets and murders have killed more than 3,200 people in eastern and southeastern Turkey in the seven years since the Kurdish Workers Party launched its battle for independence for Turkey's estimated 10 million Kurds in August 1984.

KURDI

Andreotti riceve Talabani

ROMA

Jalal Talabani, leader dell'Unione patriottica del Kurdistan iracheno è in visita a Roma. Ieri, è stato ricevuto dal presidente del consiglio Giulio Andreotti. Talabani, che ha iniziato un giro europeo visitando Londra, Parigi e Bonn, intende chiedere all'Italia (come ha fatto nelle altre capitali europee) aiuto concreto per la ricostruzione e lo sviluppo del Kurdistan. Quello che preme a Talabani è che i kurdi vengano trattati come un soggetto politico. La visita del leader kurdo prosegue fino a domani.

Intanto, i giornali turchi hanno riferito ieri di uno scontro alla frontiera con la Siria, nel quale è stato ucciso un kurdo, mentre nove soldati turchi sono stati uccisi e altri rapiti durante un attacco degli indipendentisti kurdi nell'Anatolia sud-orientale.

il manifesto

martedì 6 agosto 1991

Libération 7 août 1991

Les Kurdes tiennent les Allemands

Une organisation kurde de Turquie proche du PKK a revendiqué, hier à Bonn, l'enlèvement des dix touristes.

Le Front national de libération du Kurdistan (ERNK) a pour la première fois, hier à Bonn, donné des nouvelles des dix touristes allemands enlevés la semaine dernière en Anatolie, l'est de la Turquie, peuplée à majorité de Kurdes. Lors d'une conférence de presse, un porte-parole de cette organisation kurde proche du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, le principal groupe armé kurde en Turquie) a expliqué que les touristes avaient été enlevés par un « groupe local » et qu'ils seraient « libérés le plus tôt possible », si l'armée turque ne « provoque pas une situation d'insécurité ». L'ERNK est en contact avec les ravisseurs et « contrôle la situation », a affirmé son porte-parole, Ali Sapan. Elle s'est « assurée de l'absolue sécurité des touristes ».

Les dix campeurs allemands, dont quatre enfants, ont été enlevés vendredi dernier au bord du lac de Nemrut, près de Tatvan (province de Bit-

lis). L'opération n'avait jamais été revendiquée. Leurs ravisseurs ont voulu attirer l'attention sur les « massacres perpétrés par les Turcs au Kurdistan », et provoquer « un boycottage du tourisme en Turquie », a expliqué hier le porte-parole à Bonn du Front national de libération du Kurdistan.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avait démenti lundi toute implication dans cet enlèvement.

À la poursuite des « terroristes séparatistes » kurdes, l'armée turque s'est engagée jusque dans le nord de l'Irak, comme l'y autorise un accord passé en 1984 entre l'Irak et la Turquie. Des blindés et avions de combat turcs se sont avancés jusqu'à 19 km à l'intérieur de l'Irak, rapportait hier la presse turque. Lundi soir, le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, avait annoncé sa détermination à punir les « brigands assassins » ravisseurs des touristes allemands.

D'après AFP et Reuter

Et maintenant les Turcs !

L'armée turque relance l'offensive contre les rebelles kurdes...en territoire irakien

L'OPERATION de l'armée turque contre des "terroristes séparatistes" kurdes dans le nord de l'Irak, rapportée mardi par la presse turque, relance l'offensive menée depuis 1984 contre les rebelles indépendantistes kurdes de Turquie installés dans le Kurdistan irakien.

Un accord entre l'Irak et la Turquie signé le 14 octobre 1984 à Bagdad pour autoriser les troupes des deux pays à exercer un droit de "poursuite à chaud" sur le territoire voisin a toutefois expiré en 1989, sans être officiellement renouvelé.

A Ankara, le gouvernement turc a gardé le silence sur l'opération aéro-terrestre qui, selon la presse turque, a engagé des blindés et des avions de combat sur une profondeur allant jusqu'à 19 km en territoire irakien.

L'opération était dirigée contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), principal groupe armé kurde en Turquie et de tendance marxiste-léniniste. L'armée turque aurait voulu, selon la presse, appréhender des militants du PKK soupçonnés d'avoir enlevé dix touristes allemands jeudi soir et d'avoir perpétré une attaque à la roquette contre un poste frontalier, tuant neuf soldats turcs dans la nuit de samedi à dimanche.

Lundi soir, le Premier ministre turc, M. Mesut Yilmaz, avait déclaré que les "bri-

gands assassins" seraient punis ou qu'ils soient.

A Bonn, un porte-parole du Front national de libération du Kurdistan (ERNK), lié au PKK, a indiqué que les dix touristes enlevés dans l'Est de l'Anatolie "seront libérés le plus tôt possible", si l'armée turque ne "provoque pas une situation d'insécurité". Le porte-parole, M. Ali Sepan, a ajouté que l'enlèvement a été mené isolément par "un groupe local". Le PKK avait démenti en être l'auteur.

Les Kurdes, au nombre de trois millions au moins en Irak et de huit millions ou plus en Turquie, ont fait l'objet à maintes reprises depuis 1984 d'opérations militaires lancées par les Turcs.

En 1987, l'armée turque avait bombardé au napalm les zones où se trouvaient les rebelles, et la guérilla kurde avait mené des actions destinées à terroriser les populations civiles pour les gagner à sa cause.

La nouvelle opération intervient à un moment où les Kurdes d'Irak négocient avec Bagdad en vue d'un accord d'autonomie pour le Kurdistan irakien. Ces négociations, qui achoppent sur le cadre géographique et politique de l'autonomie, font suite à l'écrasement par l'armée irakienne d'une rébellion kurde en mars dernier, à la suite de la défaite de Bagdad pendant la guerre du Golfe contre une

coalition internationale conduite par les Etats-Unis.

Depuis l'écrasement de cette rébellion, les alliés occidentaux ont interdit à l'Irak d'utiliser son aviation et ont basé une force militaire de dissuasion au Kurdistan irakien, qu'ils ont retiré le mois dernier pour la stationner en Turquie.

Le Front du Kurdistan irakien, qui regroupe les formations menant les négociations avec Bagdad, dément toutefois toute coordination militaire avec le PKK. L'un des chefs kurdes irakiens, Jalal Talabani, a d'ailleurs rencontré à plusieurs reprises des officiels turcs ces dernières semaines, notamment le président Turgut Ozal le 14 juin.

La Turquie, qui avait observé une attitude neutre durant le conflit entre ses deux voisins, l'Irak et l'Iran, s'était rangée, lors de la dernière crise du Golfe, du côté de la coalition anti-irakienne.

Au lendemain de l'occupation du Koweït par l'armée irakienne, Ankara avait décidé la fermeture des deux oléoducs, véritables veines jugulaires pour l'économie irakienne, reliant les champs pétrolifères irakiens de Kirkouk et Mossoul (nord) au port turc de Yumurtalik sur la Méditerranée.

En raison de l'embargo économique imposé depuis un an par les Nations unies à l'Irak, ces oléoducs sont toujours fermés.

Attaque turque contre des Kurdes en Irak

UN PRETEXTE POUR ANKARA

L'A presse turque a révélé mardi que l'armée d'Ankara a effectué une opération aéro-terrestre dans le nord de l'Irak pour « appréhender des terroristes séparatistes » du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), principale organisation de la résistance kurde en Turquie.

Le prétexte invoqué est la poursuite de Kurdes soupçonnés d'avoir enlevé, jeudi dernier, dix touristes allemands à Tatvan, à l'est de la Turquie. Les forces turques, appuyées par l'aviation, ont pénétré de 5 à 19 kilomètres dans le Kurdistan d'Irak, au nord du pays, pour détruire des camps et installations du PKK. Certains journaux font état de l'intervention de blindés et

même de bombardements au sud de la ville de Hakkari.

Le Front national de libération du Kurdistan (RNK), proche du PKK, a condamné cet enlèvement mené isolément par « un groupe local », a déclaré Ali Sapan, un de ses porte-parole, mardi à Bonn.

Les Allemands « seront libérés le plus tôt possible, sans qu'aucun mal ne leur soit fait », a-t-il assuré, à moins que l'armée turque, déployée massivement dans la région, « ne provoque une situation d'insécurité ». M. Sapan a estimé que les auteurs de l'enlèvement ont voulu attirer l'attention sur les « massacres perpétrés par les Turcs au Kurdistan » et provoquer « un boy-

cott du tourisme en Turquie ».

Bagdad a demandé lundi aux pays arabes de lutter contre les sanctions imposées au pays par l'ONU, par la voix du ministre des Affaires étrangères, Mohammad Saïd al-Sahaf, intervenant devant les 45 membres de l'Organisation de la conférence islamique réunis à Istanbul.

Au même moment, le Conseil de sécurité de l'ONU faisait savoir qu'il ne voit aucune justification à la levée partielle de l'embargo contre l'Irak. Les experts des Nations unies l'ont réclamée à plusieurs reprises, insistant sur les dangers de famine et d'épidémies, après avoir effectué des missions d'évaluation sur le terrain.

Bagdad avait demandé l'autorisation de vendre du pétrole pour un montant de 2,6 millions de dollars, afin de pouvoir acheter des vivres et des médicaments. Ce chiffre était le même que celui recommandé par le rapport de la dernière mission de l'ONU.

« Il est déjà trop tard », a déclaré mardi dans la capitale irakienne, le coordonnateur de l'aide humanitaire de l'ONU, Bert Bernander. « Nous de-

LIBERTE 7 août 1991

vons donner maintenant la priorité absolue aux besoins humanitaires de l'Irak avant toute autre considération », a-t-il ajouté. Un représentant de l'UNICEF, le docteur Gianni Murzi, a estimé que « chaque jour la situation devient plus grave ».

En un an, a-t-il indiqué, « la mortalité chez les enfants de moins d'un an est passée de 40 à 80 pour mille ». Dominique Dufour, le responsable du CICR a rappelé que les stocks de vivres et de médicaments sont pratiquement épuisés. « On tue le bétail pour se nourrir, a-t-il précisé. (...) Et d'ici à septembre, rien ne pourra être fait. » Il faut au moins trois mois et demi pour qu'une éventuelle décision de l'ONU autorisant l'Irak à vendre du pétrole ait un impact sur la consommation alimentaire des Irakiens.

Dans la capitale irakienne, certains pensent que, si la pression alimentaire continue, les Irakiens fuiront vers la frontière la plus proche, selon l'AFP. D'autres soulignent que les Etats membres du Conseil de sécurité conditionnent, à tort, la levée de l'embargo à la chute de Saddam Hussein.

L'armée turque relance l'offensive sur les Kurdes

Blindés et avions de combat ont franchi la frontière sans encombre

Manama. — L'opération de l'armée turque contre des « terroristes séparatistes » kurdes dans le nord de l'Irak, rapportée hier par la presse turque, relance l'offensive menée depuis 1984, contre les rebelles indépendantistes kurdes de Turquie, installés dans le Kurdistan irakien.

Un accord entre l'Irak et la Turquie, avait été signé le 14 octobre 1984, à Bagdad, pour autoriser les troupes des deux pays à exercer un droit de « poursuite à chaud » sur le territoire voisin. Mais il a expiré en 1989, sans être officiellement renouvelé.

« Brigands »

A Ankara, le gouvernement turc a gardé le silence sur l'opération aéro-terrestre qui, selon la presse turque, a engagé des blindés et des avions de combat sur une

profondeur allant jusqu'à 19 km en territoire irakien.

L'opération était dirigée contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K.), principal groupe armé kurde en Turquie et de tendance marxiste-léniniste. L'armée turque aurait voulu appréhender des militants du P.K.K. soupçonnés d'avoir enlevé dix touristes allemands jeudi soir et d'avoir perpétré une attaque à la roquette contre un poste frontalier, tuant neuf soldats turcs dans la nuit de samedi à dimanche.

Lundi soir, le Premier ministre turc, M. Mesut Yilmaz, avait déclaré que les « brigands assassins » seraient punis où qu'ils soient.

A Bonn, un porte-parole du Front national de libération du Kurdistan (E.R.N.K.), lié au P.K.K., a indiqué que les dix touristes enlevés dans l'Est de l'Anatolie « seront libérés le plus tôt possible », si l'armée turque ne « provoque pas une

situation d'insécurité ». Le porte-parole, M. Ali Sepan, a ajouté que l'enlèvement a été mené isolément par « un groupe local ». Le P.K.K. avait démenti en être l'auteur.

Scission

Les Kurdes, au nombre de trois millions au moins en Irak et de huit millions ou plus en Turquie, ont fait l'objet à maintes reprises depuis 1984 d'opérations militaires lancées par les Turcs (sans parler des opérations menées par l'Irak et par l'Iran).

En 1987, l'armée turque avait bombardé au napalm les zones où se trouvaient les rebelles, et la guérilla kurde avait mené des actions destinées à terroriser les populations civiles pour les gagner à sa cause.

Cette nouvelle opération intervient à un moment où les Kurdes d'Irak négocient avec Bagdad en vue d'un accord d'autonomie pour le

Kurdistan irakien. Ces négociations, qui achoppent sur le cadre géographique et politique de l'autonomie, font suite à l'écrasement par l'armée irakienne de la rébellion de mars dernier, à la suite de la défaite de Bagdad pendant la guerre du Golfe.

Depuis l'écrasement de la rébellion, les alliés occidentaux ont interdit à l'Irak d'utiliser son aviation et ont basé une force militaire de dissuasion au Kurdistan irakien, qu'ils ont retirée le mois dernier pour la stationner en Turquie.

Le Front du Kurdistan irakien, qui regroupe les formations menant les négociations avec Bagdad, dément toutefois toute coordination militaire avec le P.K.K. L'un des chefs kurdes irakiens, Jalal Talabani, a d'ailleurs rencontré à plusieurs reprises des officiels turcs ces dernières semaines, notamment le président Turgut Ozal le 14 juin.

Opération turque en Irak contre les Kurdes

L'opération de l'armée turque contre des « terroristes séparatistes » kurdes dans le nord de l'Irak, rapportée hier par la presse turque, relance l'offensive menée depuis 1984 contre les rebelles indépendantistes kurdes de Turquie installés dans le Kurdistan irakien. Un accord entre l'Irak et la Turquie, signé le 14 octobre 1984 à Bagdad, pour autoriser les troupes des deux pays à exercer un droit de « poursuite à chaud » sur le territoire voisin avait pourtant expiré en 1989, sans être officiellement renouvelé.

ANKARA, le gouvernement turc a gardé le silence sur l'opération aéro-terrestre qui, selon la presse turque, a engagé des blindés et des avions de combat sur une profondeur allant jusqu'à 19 km en territoire irakien.

L'opération était dirigée contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K.), principal groupe armé kurde en Turquie et de tendance marxiste-léniniste. L'armée turque aurait voulu appréhender des militants du P.K.K. soupçonnés d'avoir enlevé dix touristes allemands jeudi soir et d'avoir perpétré une attaque meurtrière à la roquette contre un poste frontalier turc.

A Bonn, un porte-parole du Front national de libération du Kurdistan (E.R.N.K.), lié au P.K.K., a indiqué que les dix touristes enlevés dans l'Est de l'Anatolie « seront libérés le plus tôt possible », si l'armée turque ne « provoque pas une situation d'insécurité ».

L'enlèvement aurait été mené « isolément par un groupe local ». Le P.K.K. avait démenti en être l'auteur.

PLUTONIUM

L'Irak a reconnu avoir produit secrètement trois grammes de plutonium utilisable pour une bombe atomique, devant les ex-

perts de la quatrième mission de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (A.I.E.A.), qui se trouvent actuellement en Irak.

Le fait de ne pas l'avoir révélé plus tôt constitue une nouvelle violation des garanties prévues par le traité de non-prolifération des armes nucléaires (T.N.P.) de 1969.

Le conseil de sécurité de l'O.N.U. estime qu'il n'y a aucune justification à une éventuelle levée partielle des sanctions contre Bagdad.

Pour les agences d'aide internationale, un drame est pourtant inéluctable en Irak. « En douze mois, dit-il, la mortalité chez les enfants de moins d'un an est passée de 40 à 80 pour mille ».

Par comparaison, elle est de 11 à 15 pour mille en Europe occidentale. Et le pire est à venir : les réserves alimentaires, le bétail que l'on tue pour se nourrir, les économies ou l'or des familles touchent à leur fin.

Carri armati e aerei sfondano per venti chilometri la frontiera tra i due Stati all'inseguimento dei terroristi curdi

Raid turco in territorio iracheno

**Le forze di Ankara bombardano i ribelli del Pkk
«Un'offensiva per la pacificazione dei confini»**

ANKARA (r.e.) — Per quattro ore, dalle sei alle dieci di lunedì mattina, l'esercito e l'aviazione di Ankara hanno bombardato i guerriglieri del Pkk, il Partito del lavoro del Kurdistan, principale gruppo armato curdo in Turchia.

L'offensiva, che potrebbe aver provocato numerose vittime, ha portato i tank e gli aerei da combattimento turchi a sfondare per almeno venti chilometri il confine iracheno. Da Ankara sono giunte sinora dichiarazioni molto caute: «Il nostro esercito è impegnato in un'operazione di pacificazione dell'area», ha detto un funzionario governativo che ha voluto mantenere l'anonimato. Fonti di Diyarbakir, località da cui potrebbe essere partito l'attacco, sostengono che il governo turco avrebbe intenzione di occupare una fascia di sicurezza alle sue frontiere.

Il governo turco vorrà probabilmente presentare l'offensiva aeroterrestre come una dura risposta a due attacchi portati a termine dai «terroristi separatisti» nei giorni scorsi. Domenica i guerriglieri curdi hanno preso d'assalto una postazione militare turca a Semdinli, lungo il confine con l'Irak: dieci soldati di Ankara sono morti e altri sette sono rimasti feriti. Giovedì una cellula del Pkk aveva invece rapito dieci turisti tedeschi in viaggio nel Sud-Est anatolico. Dopo alcuni giorni di silenzio, il rapimento è stato rivendicato dal Comitato del Kurdistan che ne ha però attribuito ogni responsabilità a «un gruppo locale» del Pkk, che avrebbe agito senza l'autorizzazione dei vertici. Il portavoce del Comitato, che agisce in sostegno del Fronte nazionale per la liberazione del Kurdistan) ha inoltre as-

sicurato che i prigionieri «sono al sicuro» e saranno presto liberati.

Anche da Bagdad sono giunte dichiarazioni estremamente prudenti. Il ministro degli Esteri iracheno ha sottolineato di non sapere nulla dell'azione e ha ribadito che non saranno accettate «interferenze» nei suoi affari interni. La questione curda è un nodo insolubile nei rapporti tra i due Paesi. Ankara teme che l'accordo sull'autonomia promesso da Saddam ai

Paese. «Soltanto la resistenza e la collaborazione fra le varie componenti sociali di questo Paese ci potranno consentire di far fronte all'embargo economico che l'Onu ci ha imposto un anno fa — ha detto il rais al suo popolo —. Quello di oggi è un appello all'aiuto reciproco, non un ordine».

Il discorso di Saddam è stato interamente riportato dai giornali iracheni di ieri.

curdi-iracheni potrebbe suscitare analoghe speranze in Turchia e scatenare una pericolosa rivolta.

Per altro, le relazioni tra il Pkk e il Pdk di Barzani non sono mai state buone: le due formazioni si sono spesso trovate ai ferri corti, spinte l'una contro l'altra dalle manovre dei rispettivi governi.

Durante la crisi del Golfo i militari iracheni hanno abbandonato una fascia di tre chilometri al confine tra i due Stati. Le autorità turche sono convinte che questi territori siano stati «occupati» dagli uomini del Pkk, i quali

— questa volta in accordo con i peshmerga iracheni — potrebbero costituire qui basi inattaccabili da cui far partire raid e imboscate.

Per fermare una possibile offensiva comune da parte dei curdi, i governi di Bagdad e Ankara avevano firmato un'intesa che permetteva ai due eserciti di penetrare fino a dieci chilometri nel Paese confinante per intervenire a «riposta calda» contro i guerriglieri. L'accordo, scaduto nel 1989, non è stato però rinnovato. Secondo la stampa turca, le forze armate di Ankara avevano già varcato il confine turco-iracheno in aprile, sempre all'inseguimento dei separatisti del Pkk.

Lo sconfinamento dell'esercito turco potrebbe aumentare la tensione tra i due Stati: Bagdad non ha certo perdonato al suo vicino di aver appoggiato gli alleati e di aver poi accettato di ospitare entro i suoi confini la forza multinazionale in difesa dei curdi.

**Un appello
di Saddam
«Resistete»**

BAGDAD — «Resistete» ha chiesto lunedì al suo popolo il presidente iracheno Saddam Hussein durante un meeting a Ninive, nel Nord del

Un partito di «guerriglieri-pastori» che ha scelto la lotta armata Campi di addestramento in Libano e basi segrete sulle montagne

Lungo i confini meridionali della Turchia, la stagione della battaglia tra le forze di Ankara e i guerriglieri curdi ha raggiunto la fase culminante. La gente dei villaggi lo sa: ogni anno, dalla tarda primavera sino alla fine dell'estate, «il giorno è dello Stato e la notte del Pkk».

E' così dal 1984, quando il Partito del Lavoro del Kurdistan, di ispirazione marxista-leninista, dichiarò guerra ad Ankara in nome dell'indipendenza dei 12 milioni di curdi residenti in Turchia. Una guerra che segue i sentieri dei pastori nomadi: non appena inizia lo scioglimento delle nevi, dai monti Cudi giù sino alle vallate, migliaia di combattenti turco-ira-

cheni prendono i sentieri sassosi e salgono verso imprevedibili postazioni. Le cellule della polizia politica e anti-terrorista turca sanno che è quasi impossibile distinguere i guerriglieri dai pastori.

Ma una volta raggiunti i due o tremila metri i loro destini si dividono: gli uomini del Pkk si dividono in piccole cellule, organizzano attacchi «mordi e fuggi» nei villaggi, agli incroci stradali e preparano micidiali imboscate alle pattuglie dell'esercito di Ankara. Il bilancio di sette anni di guerra è di almeno 3.000 vittime tra soldati, guerriglieri e civili.

Ankara non ha mai risparmiato mezzi per sbaragliare la minaccia che viene dalle montagne: il

contrattacco si avvale di una speciale forza di intervento rapido affidata a commandos aerotrasportati. Quando gli uomini in perlustrazione individuano una postazione dei guerriglieri, trasmettono un messaggio via radio alle basi. Pattuglie di elicotteri si alzano da Diyarbakir e raggiungono le cime. E così via combattendo fino all'inizio dell'inverno.

Durante la stagione fredda il piccolo esercito curdo-turco migra verso la valle della Beqaa, in Libano: qui c'è l'accademia di addestramento dedicata a Makhzan Kohnaz, uno dei primi leader caduti sul campo di battaglia. E qui c'è anche il quartier generale di Abdullah «Apo» Ocalan,

capo supremo del Partito. Negli ultimi anni la sua linea politica è un po' cambiata: al Capitale di Marx è stato accostato il Corano, una combinazione che ha successo tra la popolazione attratta dalla promessa di una redistribuzione delle terre.

Ankara sa che il Pkk si trasforma, di volta in volta, in uno strumento nella mani dei suoi vicini: Teheran cerca di trasformarlo in una testa di ponte del fondamentalismo, Bagdad vorrebbe vendicarsi dell'appoggio dato dalla Turchia agli alleati, Damasco sfrutta i terroristi per rispondere agli sbarramenti del corso dell'Eufrate che non ne permettono un pieno sfruttamento in Siria.

Barbara Stefanelli

Relance de l'offensive contre les rebelles kurdes

L'opération de l'armée turque contre des "terroristes séparatistes" kurdes dans le nord de l'Irak, rapportée hier par la presse turque, relance l'offensive menée depuis 1984 contre les rebelles indépendantistes kurdes de Turquie installés dans le Kurdistan irakien.

Un accord entre l'Irak et la Turquie signé le 14 octobre 1984 à Bagdad pour autoriser les troupes des deux pays à exercer un droit de "poursuite à chaud" sur le territoire voisin a toutefois expiré en 1989, sans être officiellement renouvelé.

A Ankara, le gouvernement turc a gardé le silence sur l'opération aéro-terrestre qui, selon la presse turque, a engagé des blindés et des avions de combat sur une profondeur allant jusqu'à 19 km en territoire irakien.

L'opération était dirigée contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), principal groupe armé kurde en Turquie et de tendance marxiste-léniniste. L'armée turque aurait tué, selon la presse, au moins des militants du PKK soupçonnés d'avoir enlevé dix touristes

allemands jeudi soir et d'avoir perpétré une attaque à la roquette contre un poste frontalier, tuant neuf soldats turcs dans la nuit de samedi à dimanche.

Lundi soir, le Premier ministre turc, M. Mesut Yilmaz, avait déclaré que les "brigands assassins" seraient punis ou qu'ils soient.

A Bonn, un porte-parole du Front national de libération du Kurdistan (ERNK), lié au PKK, a indiqué que les dix touristes enlevés dans l'Est de l'Anatolie "seront libérés le plus tôt possible", si l'armée turque ne "provoque pas une situation d'insécurité". Le porte-parole, M. Ali Sepan, a ajouté que l'enlèvement a été mené isolément par "un groupe local". Le PKK avait démenti en être l'auteur. Les Kurdes, au nombre de trois millions au moins en Irak et de huit millions ou plus en

Turquie, ont fait l'objet à maintes reprises depuis 1984 d'opérations militaires lancées par les Turcs.

En 1987, l'armée turque avait bombardé au napalm les zones où se trouvaient les rebelles, et la guérilla kurde avait mené des actions destinées à terroriser les populations civiles pour les gagner à sa cause.

Négociations sur l'autonomie

La nouvelle opération intervient à un moment où les Kurdes d'Irak négocient avec Bagdad en vue d'un accord d'autonomie pour le Kurdistan irakien. Ces négociations, qui achoppent sur le cadre géographique et politique de l'autonomie, font suite à l'écrasement par l'armée irakienne d'une rébellion kurde en mars dernier, à la suite de la défaite de Bagdad pendant la guerre du Golfe contre une coalition internationale conduite par les Etats-Unis.

Depuis l'écrasement de cette rébellion, les alliés occidentaux ont interdit à l'Irak d'utiliser son aviation et ont basé une force militaire de dissuasion au Kurdistan irakien, qu'ils ont retiré le mois dernier

pour la stationner en Turquie.

Le Front du Kurdistan irakien, qui regroupe les formations menant les négociations avec Bagdad, dément toutefois toute coordination militaire avec le PKK. L'un des chefs kurdes irakiens, Jalal Talabani, a d'ailleurs rencontré à plusieurs reprises des officiels turcs ces dernières semaines, notamment le président Turgut Ozal le 14 juin.

La Turquie, qui avait observé une attitude neutre durant le conflit entre ses deux voisins, l'Irak et l'Iran, s'était rangée, lors de la dernière crise du Golfe, du côté de la coalition anti-irakienne.

Au lendemain de l'occupation du Koweït par l'armée irakienne, Ankara avait décidé la fermeture des deux oléoducs, véritables veines jugulaires pour l'économie irakienne, reliant les champs pétroliers irakiens de Kirkouk et Mossoul (nord) au port turc de Yumurtalik sur la Méditerranée.

En raison de l'embargo économique imposé depuis un an par les Nations unies à l'Irak, ces oléoducs sont toujours fermés.

KURDISTAN IRAKIEN

Intenses pilonnages turcs

92 sorties de l'aviation contre des positions de rebelles en Irak du Nord

Les chasseurs F-4 et F-104 de l'aviation turque ont effectué au total 92 sorties pour bombarder des positions de "terroristes séparatistes" kurdes dans la région du Durji (Irak du nord) dans le cadre d'une "opération de nettoyage" lancée le 5 août et toujours en cours, a annoncé mercredi soir l'état-major de l'armée turque.

Dans un communiqué, cité par l'agence semi-officielle turque Anatolie, le secrétaire général de l'état-major général, le général Hursit Tolon, a déclaré que la décision d'une opération "pour punir les rebelles" avait été prise lors d'une réunion avec le Premier ministre Mesut Yilmaz.

Une réunion qui s'est tenue à la suite d'une attaque de "terroristes séparatistes" contre un poste de la gendarmerie turque à la frontière irakienne dans la nuit de samedi à dimanche, qui a fait 9 morts parmi les soldats.

"Nous avons opéré dans des régions où se situent des camps d'entraînement de 600 à 700 brigands, selon nos plans élaborés auparavant", a dit le général Tolon. Il a ajouté : "dès 05h00-05h30 locales (04h00-04h30 heure de Paris) lundi, les appareils turcs ont intensément bombardé ces positions et infligé de lourdes pertes aux brigands."

Le général turc a indiqué que les bombardements avaient essentiellement continué mardi dans la région de Durji avec l'appui d'hélicoptères, infligeant d'importantes pertes aux rebelles. Il a précisé qu'un régime de l'armée turque, toujours appuyé par l'aviation et l'artillerie, s'était emparé mercredi des collines dominant la région irakienne où se déroulait toujours en début de soirée l'"opération de nettoyage".

Le général Tolon a conclu en soulignant qu'outre les F-4 et F-104, une escadrille de F-16 était prête à opérer.

Libération 7 août 1991

L'exode des chrétiens brimés à Bagdad

Rêvant d'Occident, des dizaines de milliers de chrétiens assyriens fuient l'Irak. La guerre a porté un rude coup au statut relativement privilégié que leur accordait le régime de Saddam.

Bagdad, envoyé spécial

Assis sur un banc, à l'ombre, dans la cour d'une église chaldéenne, le père Anouar attend la messe de cinq heures. Le prêtre de la paroisse n'a toujours pas terminé sa sieste. Il étend ses longues jambes sous sa soutane beige et accepte un verre d'eau fraîche apporté par le diacre, se passe la main sur ses cheveux gris et fait part de sa fatigue. Cette semaine encore, il a perdu plusieurs de ses fidèles. « C'est une terre chrétienne. Ils étaient là bien avant les musulmans. Aujourd'hui, ils s'en vont tous. »

Les Assyriens, ces chrétiens d'Irak, derniers représentants de l'ancienne civilisation mésopotamienne, plient bagages. Ils vendent leurs appartements, bradent tous leurs biens, obtiennent un passeport et gagnent la Jordanie par la route, avec l'espoir d'obtenir ensuite un visa pour l'Occident. « Toutes sortes de rumeurs circulent, poursuit le maire Anouar. On dit qu'une association les prend en charge dès qu'ils arrivent à Amman, mais c'est faux. » Beaucoup comptent sur leurs parents, installés au Canada, aux Etats-Unis, à Detroit notamment, où réside une importante communauté chaldéenne. La plupart sont persuadés que leur appartenance confessionnelle va leur ouvrir les portes de la « chrétienté », de l'Italie, de la France. Ils obtiennent de leurs paroisses des lettres de recommandation et des certificats de baptême, qu'ils exhibent une fois sortis à la porte des consulats étrangers. « On m'a encore demandé, hier, d'écrire un mot pour l'évêché d'Amman et des autorités religieuses françaises, confie un prêtre. Mais ils ont très peu de chance d'être autorisés à émigrer en France, en Allemagne ou ailleurs. Ils vont vivre à l'hôtel en Jordanie, dépenser en quelques mois leur argent, et après que feront-ils ? »

Combien sont-ils ? Plusieurs milliers, voire des dizaines de milliers. L'évêché d'Amman reçoit déjà près de mille demandes d'aide matérielle par semaine. A l'ambassade de Grande-Bretagne, tous les candidats au départ doivent passer un entretien de trente minutes avec les services d'immigration. La liste d'attente est remplie jusqu'à la fin de l'année. L'association Caritas a dénombré près de 700 sorties par jour en mai, au poste frontalière de Irébil. En juin, le flux a plus que doublé. Il y aurait actuellement 70 à 80 000 Irakiens en Jordanie, sans qu'il soit possible de faire la part entre les musulmans et les chrétiens, ni entre les immigrants et les touristes. On peut

cependant déjà parler d'une véritable saignée pour une communauté qui ne compte qu'un million d'âmes, sur une population de 18 millions.

Redoutant un exode massif, le prélat jordanien a demandé à son homologue de Bagdad de tenter d'enrayer le mouvement. La semaine dernière, le patriarche de l'Eglise chaldéenne de Babylone, et rattachée à Rome depuis le XVI^e siècle, M^{gr} Raphaël Bidawid, a enjoint ses ouailles de rester en Irak. « Nous avons publié un communiqué, au nom de tous les chefs religieux, pour expliquer les dangers de l'immigration. Nous leur avons même dit que nous étions prêts à payer leurs retours. »

Le patriarche, en robe pourpre, rappelle qu'il dirige une des plus anciennes Eglises chrétiennes du monde, évangélisée en même temps que Jérusalem et Antioche, par l'apôtre Thomas, lors de son voyage vers les Indes. Il ne croit pas pour autant que cette présence bi-millénaire touche à sa fin. « Les gens bien-pensants commencent à revenir. Ils ont compris qu'ils couraient après une utopie. » Et de dénoncer aussitôt les agissements d'« une cinquième colonne qui cherche à semer le chaos dans le pays et à créer une psychose parmi les chrétiens. » M^{gr} Bidawid ne manque pas une occasion de souligner sa fidélité au régime. Il revient d'une longue tournée en Europe et au Liban, et a joué, à plusieurs reprises pendant les événements, le rôle d'un ambassadeur officieux. « En Orient, et spécialement en Irak, les chrétiens jouissent d'une liberté plus grande qu'en Europe, insiste-t-il. Nous sentons que nous suscitons l'intérêt du gouvernement. Ils disent qu'ils préfèrent qu'un chrétien reste plutôt que mille musulmans. C'est l'intelligentsia du pays. »

Des propos qui révèlent l'ambiguïté des relations entre les chrétiens et leurs « protecteurs ». Avant la crise, Saddam avait ainsi offert 25 000 m² à l'Eglise chaldéenne pour la construction d'une cathédrale. Les appels au djihad, l'inscription sur le drapeau irakien de la profession de foi islamique « Allah est grand », et surtout la guerre, ont considérablement entamé le crédit de cette communauté. « Un jour où elle faisait la queue devant un magasin, ma femme a été prise à partie par la foule ; on l'a traitée d'infidèle et de croisé, raconte un fonctionnaire arménien. Moi-même, je sais que ne je pourrai jamais faire carrière en tant que chrétien. » M^{gr} Bidawid ne nie pas ce changement de climat : « Le petit peuple ne fait pas la distinction entre un soldat français ou américain, et un chrétien irakien. Nous avons essayé de

corriger cette image, mais nous n'arrivons pas à convaincre tout le monde. »

« La situation, pour nous, empire petit à petit, explique Youssef, un Syrien orthodoxe. Bientôt ce sera comme l'Arabie Saoudite. La prière vient interrompre les films à la télévision. A l'école, on demande à mon fils de suivre des cours sur l'islam. On ne se sentira jamais chez nous. Je ne veux pas que mon enfant grandisse dans cette société. » Cet ingénieur, qui travaille pour le ministère du Logement, prépare lentement le départ de sa famille. Son appartement, situé dans un de ces grands ensembles réservés aux fonctionnaires, se vide progressivement. Il a déjà vendu son réfrigérateur et un congélateur, dans une des salles aux enchères qui fleurissent depuis la fin de la guerre. Comme beaucoup d'employés du gouvernement, il travaille comme chauffeur de taxi, l'après-midi. Et depuis quelques semaines, il achète de l'or, qui se négocie actuellement à 10 dollars le gramme. « Je sais que les visas sont rares, mais je suis décidé à partir, dans quelques semaines, six mois ou un an. »

Les chrétiens ont surtout peur de se retrouver pris entre deux feux. Ils ne sont pas moins critiques vis-à-vis du régime que leurs compatriotes musulmans. Mais ils redoutent plus encore une révolution islamique. Même si, en mars, nombre d'entre eux ont suivi des Kurdes dans leur exode, ils se souviennent des villages chrétiens du Nord, attaqués par les peshmergas, lors de la guerre civile de 1962-1963. « A l'époque, mon ancien diocèse à Hamadya a été complètement détruit », déclare le patriarche.

A Kirkouk, le bedeau d'une église anglicane, un Egyptien originaire de Miniah, Fayez Samir, a failli être emmené par les peshmergas au printemps dernier. « Ils cherchaient un farik (un copain, en arabe, c'est aussi le surnom donné aux baassistes, Ndir). Or c'est le nom de mon fils. Des voisins ont indiqué ma maison. » Le doyen des médecins de Dohouk, soupçonné d'être un haut cadre du régime, a eu la vie sauve grâce à un ancien patient kurde. Il s'est ensuite enfui en Iran.

« Beaucoup souhaitent que les Américains viennent jusqu'à Bagdad. Ils craignent une révolution chiite ou un coup d'Etat qui se terminerait en un bain de sang. Pour eux, Saddam Hussein est un moindre mal », explique un prêtre. Et un autre d'ajouter : « Il faut être très croyant pour ne pas être tenté de partir. »

Christophe BOLTANSKI

International Herald Tribune August 8, 1991

Ankara's Forces Attack Separatist Kurds in Iraq

Helicopters Join Assault on Havens Near Border

Compiled by Our Staff From Dispatches

ISTANBUL — Turkey said Wednesday that its fighter planes had flown 92 sorties into northern Iraq to attack Turkish separatist Kurds.

According to a general staff statement quoted on the state radio, troops flown into Iraq by helicopter joined the operation, which caused "heavy damage."

"New targets discovered during the operation have also been bombed," the statement read. "It should be never forgotten that the Turkish Army is ready to punish severely and decisively those responsible for all kinds of actions and treachery against our country."

Iraqi troops withdrew from much of northern Iraq in April when U.S. and allied forces moved in to set up havens for half a million Iraqi Kurds who had fled to the region of the Turkish border from President Saddam Hussein's troops. The allied protective force has now left Iraq.

In Washington, a Pentagon spokesman, Lieutenant Commander Ken Satterfield, said the Turkish military operation had been launched outside the security zone in northern Iraq and without the involvement of allied troops.

The White House spokesman, Marlin Fitzwater, in Kennebunkport, Maine, where the president is vacationing, withheld comment.

The State Department, also, said it would require more information before commenting.

The strikes, carried out Monday against guerrillas of the Kurdish Workers Party, were officially confirmed by Prime Minister Mesut Yilmaz.

According to the general staff statement, intensive air raids have been continuing since Monday on targets spotted earlier.

"In coordination with the operation," it read, "rebel hideouts have been raided and destroyed by commando teams backed by armed helicopters."

Early Wednesday, it added, commandos and helicopter gunships, backed by fighter planes, started striking the "remains of the rebels" at a location 8 to 10 kilometers (5 to 6 miles) inside Iraq, where about 600 to 700 rebels have been based.

A spokesman for an Iraqi Kurdish party said in London that Turkish aircraft bombed a Kurdish refugee village in northern Iraq on Wednesday, killing 11 refugees and wounding 13.

The spokesman for the Kurdish Democratic Party said by telephone from northern Iraq that three bombers had attacked the settlement at Kherazook, in the Sinjar district.

He said Turkish planes had also attacked a refugee settlement at Khakork, in the Sidakan

district, on Monday, killing 18 people, including women and children.

"We call upon the Turkish government to end these atrocities and attacks on innocent Iraqi Kurdish refugees," the spokesman said, "and we call upon the allied forces to intercede to prevent such attacks from recurring."

The general staff statement did not say how many Turkish troops were involved in the operation. Earlier, newspapers reported that a 20,000-strong force was being kept in the border town of Semdinli 25 kilometers north of Iraq to join the operation.

"The cleanup operation is continuing," the statement read. "Hills overlooking the operation area have been seized."

A senior Turkish government official said that Turkey had decided to occupy what it called a "buffer zone" 5 kilometers deep inside Iraq to prevent the infiltration of Kurdish separatists.

The Turkish strikes follow a rebel rocket attack on a border post near Semdinli on Sunday. Nine Turkish soldiers and a village guard were killed.

It is also suspected that those who kidnapped 10 German tourists last week from a mountain camp site in eastern Turkey were Kurdish guerrillas.

Prime Minister Yilmaz told reporters earlier that the strikes into northern Iraq were proceeding satisfactorily.

"It will reach its objective in a short time," he said. "Whatever needs to be done afterwards to keep this area clean and to maintain peace and security for our people will be done. It will be done resolutely."

(Reuters, AP)

La Turquie occupe une partie du Kurdistan irakien

Violation du droit international

Le gouvernement d'Ankara fait bombarder depuis lundi matin des villages kurdes situés au nord de l'Irak. Les blindés de Turgut Ozal ont pénétré jusqu'à 20 km à l'intérieur du Kurdistan d'Irak. Prétexte : la poursuite de militants du Parti des travailleurs (PKK), accusés d'avoir enlevé dix Allemands au Kurdistan de Turquie. Le Front de libération du Kurdistan, proche du PKK, avait pourtant indiqué que l'enlèvement était l'œuvre d'un groupe isolé, les touristes devant être libérés rapidement si les autorités turques ne poursuivaient pas les provocations dans la région.

Le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, a justifié l'opération militaire au-delà de la frontière, et annoncé qu'elle « se poursuit avec succès ». Une « zone tampon » de 5 km, située au nord de l'Irak, est occupée avec ordre d'« ouvrir le feu » contre « toute personne pénétrant dans la zone ». Raison officielle : empêcher l'infiltration de guerilleros kurdes en Turquie. Le porte-parole d'Ankara annonce nettement l'objectif de son gouvernement : « Nous combattons ces rebelles jusqu'au jour où ils seront complètement détruits. »

Peu après avoir reçu les félicitations de George Bush pour son aide aux « coalisés » durant la guerre du Golfe, le gouvernement turc se sent des ailes. Qu'il pourchasse les Kurdes en Irak, qu'il les bombarde, en vertu d'un vieil accord avec Saddam Hussein datant de 1984, cela ne rend pas l'opération plus acceptable ni plus licite.

Que n'a-t-on versé de larmes — avec raison — sur le sort des Kurdes d'Irak au printemps dernier ! Des pleurs souvent détournés pour tenter de convaincre les opinions publiques qu'un « devoir d'ingérence » s'imposait. Les dernières opérations militaires turques au Kurdistan irakien laissent Paris et ses alliés totalement muets. Il convient de se méfier : les donneurs de leçons, les distributeurs de charité ne sont pas toujours les meilleurs conseillers. Et, trois jours après le déclenchement des bombardements turcs sur le Kurdistan irakien, les autorités françaises vont-elles enfin condamner ces actes si étrangers au droit international ? Les Kurdes n'ont pas le temps d'attendre.

Myriam Barbera

DAUPHINE LIBERE 8 août 1991 **IRAK**

Une « zone-tampon » turque

Nouvelle étape dans la lutte contre les séparatistes kurdes

ANKARA. — La Turquie a décidé d'occuper une zone de cinq kilomètres de profondeur dans le nord de l'Irak, une « zone tampon » destinée à empêcher l'infiltration de combattants de la guérilla kurde en Turquie, a annoncé le Premier ministre turc Mesut Yilmaz.

Ordre a été donné « d'ouvrir le feu » contre « toute personne pénétrant (sans autorisation) dans la zone », a déclaré M. Yilmaz. L'aviation turque a effectué au total 92 sorties pour bombarder « les terroristes kurdes » dans la région de Durji, en Irak du Nord.

La décision d'Ankara pourrait créer des tensions au sein de la

coalition alliée, qui a créé une force d'intervention mobile stationnée en Turquie, afin d'empêcher toute agression contre les Kurdes irakiens. Elle risque aussi de provoquer la colère des Kurdes irakiens.

Il s'agit de la mesure la plus sévère prise par la Turquie depuis sept ans, dans le cadre de sa lutte contre les séparatistes kurdes.

Des soldats turcs avaient pénétré en Irak, lundi, pour lutter contre les combattants kurdes turcs opérant depuis des bases situées dans ce pays voisin. Hier, l'aviation a intensifié ses raids. Au moins 20 000 soldats turcs et des blindés légers ont participé à cette opération, selon la presse. Le gouvernement n'a ni confirmé l'in-

formation ni fourni la moindre précision sur la « zone tampon ».

Un porte-parole a toutefois affirmé que les mouvements kurdes irakiens, qui contrôlent le nord de l'Irak depuis le retrait de la force humanitaire alliée le 15 juillet, seront exclus de cette zone. Il a ajouté que les chefs kurdes irakiens Jalal Talabani et Massoud Barzani seraient « informés de ce plan ».

Les Kurdes irakiens démentent quelque alliance formelle que ce soit avec les Kurdes turcs, qui se battent aux côtés du parti travailliste kurde (P.K.K interdit). Le P.K.K. lutte depuis 1984 pour obtenir la création d'un Etat kurde dans le sud-est de la Turquie où vivent environ la moitié des

12 millions de Kurdes du pays (qui représentent un cinquième de la population).

La presse turque affirme que des avions turcs relevant de la coalition alliée ont effectué des vols au-dessus du nord de l'Irak pour localiser les camps de la guérilla kurde, en vue de l'incursion. Le commandant américain Michael McKanny, porte-parole de la force alliée d'intervention, basée à Incirlik dans le sud de la Turquie, ne possède cependant aucune information sur de tels vols. Mais il a souligné que la force coalisée ne jouait aucun rôle dans l'opération turque.

On ne signalait par ailleurs aucune réaction du gouvernement de Bagdad dans l'immédiat.

LA VOIX DU NORD 8 août 1991

IRAK : L'OFFENSIVE TURQUE CONTRE LA GUERILLA KURDE

La Turquie a décidé d'occuper une zone de cinq kilomètres de profondeur dans le nord de l'Irak, une « zone tampon » destinée à empêcher l'infiltration de combattants de la guérilla kurde en Turquie.

Ordre a été donné « d'ouvrir le feu » contre « toute personne pénétrant (sans autorisation) dans la zone », a déclaré le premier ministre M. Yilmaz.

La décision turque pourrait créer des tensions au sein de la coalition alliée, qui a créé une force d'intervention mobile stationnée en Turquie afin d'empêcher toute agression contre les Kurdes irakiens.

Elle risque aussi de provoquer la colère des Kurdes irakiens.

Il s'agit de la mesure la plus sévère prise par la Turquie depuis sept ans, dans le cadre de sa lutte contre les séparatistes kurdes.

Ni M. Yilmaz, ni un haut responsable du gouvernement qui a confirmé l'information, n'ont fourni de précision sur la « zone tampon ».

Les Kurdes irakiens démentent quelque alliance formelle que ce soit avec les Kurdes turcs, qui se battent aux côtés du Parti travailliste kurde (PKK, interdit).

On ne signalait par ailleurs aucune réaction du gouvernement de Bagdad dans l'immédiat. Dans le passé, l'Irak a coopéré avec la Turquie en autorisant des opérations au-delà de sa frontière pour poursuivre des combattants kurdes.

On ignorait dans l'immédiat si cette dernière opération avait fait des victimes. Les autorités turques maintenaient en effet le silence, laissant ainsi penser que l'intervention n'était pas terminée.

L'opération « n'a pas été lancée dans la zone de sécurité »

La presse turque affirme que des avions turcs relevant de la coalition alliée ont effectué des vols au-dessus du nord de l'Irak pour localiser les camps de la guérilla kurde en vue de l'incursion. Mais selon un porte-parole du Pentagone, l'opération de l'armée turque « n'a pas été lancée dans la zone de sécurité » surveillée par les forces de la coalition.

Le capitaine de corvette Ken Satterfield, a ajouté que les forces de la coalition, qui comptent un contingent turc, « n'étaient

pas impliquées dans cette opération ».

Selon la presse turque l'opération, a été lancée dans la région irakienne au sud de la ville turque de Hakkari, frontalière avec l'Irak, et fait état d'une incursion de 16 km des troupes turques à l'intérieur du territoire irakien. Les troupes se sont appuyées par des avions et des hélicoptères ayant décollé de Diyarbakir, Batman et Malatya (sud-est anatolien).

M. Marlin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche, s'est de son côté refusé à commenter ces informations. Même réaction au département d'Etat où un porte-parole a indiqué attendre de recevoir plus d'informations concernant cette opération avant de risquer un commentaire.

Le commandant américain Michael McKanny, porte-parole de la force alliée d'intervention basée à Incirlik dans le sud de la Turquie, a déclaré ne posséder aucune information sur de tels vols, mais que la force coalisée ne jouait aucun rôle dans l'opération turque.

Une « opération de nettoyage »

Le Premier ministre turc,

M. Mesut Yilmaz, a confirmé hier après-midi à Ankara, le déroulement d'une opération militaire turque « au-delà de la frontière ».

« D'après les informations qui nous sont parvenues, l'opération se poursuit avec succès dans le cadre des plans militaires et doit atteindre son but dans un court délai », a déclaré le Premier ministre turc.

Les chasseurs F-4 et F-104 de l'aviation turque ont effectué au total 92 sorties pour bombarder des positions de « terroristes séparatistes » kurdes dans la région du Durji (Irak du nord) dans le cadre d'une « opération de nettoyage », lancée le 5 août et toujours en cours.

Le secrétaire général de l'état-major général, le général Hursit Tolon, a déclaré que la décision d'une opération « pour punir les rebelles », avait été prise lors d'une réunion avec le Premier ministre Mesut Yilmaz.

Ankara aurait prévenu les deux principales organisations kurdes d'Irak, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) qui contrôlent la région irakienne au sud de la ville turque de Hakkari où se déroule l'opération.

KURDES DE TURQUIE

La persécution continue

Quatre conseillers nationaux reviennent choqués d'un voyage privé au sud-est de la Turquie.

L'idée est née en mai, en séance plénière de la commission de gestion: puisqu'ils ont si souvent à se mettre sous la dent le travail de l'Office des réfugiés, pourquoi ne pas aller voir sur place, en Turquie, la situation de ces



Christian Wanner: «Au Kurdistan, la répression est généralisée»

Kurdes dont on parle tant? Deux radicaux, Christian Wanner et Walter Zwingli, un PDC, Mario Grassi, et une socialiste, Angeline Fankhauser, ont voyagé en Turquie du 6 au 11 juillet.

Accompagné de militants des droits de l'homme, le quatuor a parcouru en voiture la région chaude qui s'étend de Diyarbakir aux frontières syrienne et irakienne, subissant un contrôle militaire après l'autre. Voyage bref, mais fructueux: «Si nous y étions officiellement, nous n'aurions rien vu», s'exclame l'agriculteur soleurois Christian Wanner.

— Vous avez été «choqué» par ce que vous avez vu. Pourquoi?

— Peut-être parce que je n'ai jamais connu de telles situations. Istanbul, Ankara sont des villes agréables, mais dans la région kurde c'est le Moyen Age. La population subit la pression exercée par les militaires, et aussi, semble-t-il, celle de la guérilla; quoi qu'elle fasse, c'est toujours faux. Nous avons visité un village kurde détruit et vu la violence avec laquelle la population est traitée.

— A quelle occasion?

— Par hasard, dans un village dont était originaire un des militants des droits de l'homme qui nous accompagnait. L'armée y était et barrait la route. Nous avons dû donner nos passeports et attendre une demi-heure, en arguant que nous étions intéressés par les problèmes agricoles locaux. Au village, nous avons pu sentir l'atmosphère: les habitants étaient alignés et durement interpellés par les militaires.

— Qu'est-ce qui vous permet d'affirmer que la torture est une pratique généralisée?

— Nous avons vu des photos dans un centre de réhabilitation pour personnes sorties de prison. Et eu de nombreux entretiens, notamment avec des médecins.

— La Suisse considère qu'il n'y a pas de persécution

collective des Kurdes en Turquie. Vous affirmez le contraire.

— Il faut bien distinguer les choses: la répression est généralisée au Kurdistan. Mais les requérants qui viennent d'autres régions en Turquie peuvent être renvoyés. Peter Arbenz, directeur de l'Office des réfugiés, a bien compris la situation, mais il est coincé. Il faut le soutenir politiquement pour défendre le droit d'asile. Renvoyer vite ceux qui ne sont pas menacés, c'est indispensable pour décharger l'atmosphère en Suisse: vous avez vu les attentats qui se succèdent.

— Vous revenez choqué par la répression en Turquie, mais vous prônez des expulsions plus rigoureuses?

— Il faut maintenant appliquer les instruments que nous procure la loi sur l'asile. Envoyer une aide sur place, afin d'éviter que les gens ne viennent en masse en Suisse. Avec 1 franc là-bas, vous obtenez plus de résultats qu'avec 10 ou 20 francs ici. ■ (Propos recueillis par Alain Maillard)

A SAVOIR

La Turquie reconnaît le raid anti-kurde en Irak

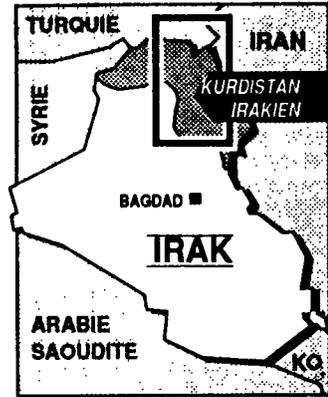
Le Premier ministre turc, M. Mesut Yilmaz, a confirmé mercredi après-midi à Ankara, le déroulement d'une opération militaire turque «au-delà de la frontière», a rapporté l'agence turque Anatolie.

«D'après les informations qui nous sont parvenues, l'opération se poursuit avec succès dans le cadre des plans militaires», a déclaré M. Yilmaz à l'issue du conseil des ministres qui s'était réuni à Ankara.

«L'opération doit atteindre son but dans un court délai», a dit le Premier ministre turc soulignant que les «actes de terroristes séparatistes s'étaient accrues ces derniers mois» dans le sud-est anatolien.

M. Yilmaz a affirmé que ces «bandits» profitaient de l'absence d'autorité en Irak - après la guerre du Golfe - pour s'implanter dans les régions frontalières (avec la Turquie) de ce pays. Il a rappelé que neuf soldats turcs avaient été tués par ces «terroristes» dans la région de Hakkari (frontalière avec l'Irak et l'Irak), dans la nuit de samedi à dimanche.

Selon la presse turque, l'armée turque a entamé une large opération aéro-terrestre lundi matin en territoire irakien pour bombarder les positions du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) qui avait ef-



fectué des opérations meurtrières ces derniers jours dans le sud-est anatolien.

Les chasseurs F-4 et F-104 de l'aviation turque ont effectué au total 92 sorties pour bombarder des positions de «terroristes séparatistes» kurdes dans la région du Durji (Irak du nord) dans le cadre d'une «opération de nettoyage», lancée le 5 août et toujours en cours.

Dans un communiqué, cité par l'agence semi-officielle turque Anatolie, le secrétaire général de l'état-major général, le général Hursit Tolon, a déclaré que la décision d'une opération «pour punir les rebelles», avait été prise lors d'une réunion avec le Premier ministre Mesut Yilmaz.

L'armée irakienne a produit des bactéries mortelles

L'Irak a produit des bactéries mortelles dans le cadre d'expériences militaires, a déclaré hier le chef de la mission d'experts biologiques de l'ONU, M. David Kelly.

L'Irak a produit, sur le site de Salman Pak, à 35 km au sud de Bagdad, de la toxine de Crostridium Botulinum et de l'Anthrax, a expliqué M. Kelly, dont l'équipe de 28 experts de neuf nationalités doit quitter jeudi l'Irak au terme d'un séjour de six jours.

«Ils ont entrepris des recherches en utilisant la fermentation et ont donc pu produire des quantités raisonnables», a ajouté M. Kelly, précisant toutefois que son équipe «n'a pas trouvé de preuve de l'existence d'armes

biologiques» à Salman Pak.

Ce site est le seul à avoir été déclaré par l'Irak et les experts biologistes n'en ont pas inspecté d'autres. «Il y a certainement d'autres sites dignes d'inspection et la prochaine mission biologique de l'ONU pourrait s'en charger», a estimé M. Kelly. Cette équipe est attendue en Irak prochainement en septembre, a-t-il ajouté.

M. Kelly a précisé que les Irakiens «coopéraient pleinement» avec sa mission.

L'Irak a reconnu lundi pour la première fois l'existence d'un programme de recherches biologiques à des fins militaires, mais a affirmé que ces activités ont été suspendues au cours de l'automne 1990.

KURDISTAN*Tre anni
di Fronte*

Laura Schrader

Il Fronte del Kurdistan iracheno è stato costituito il 7 maggio 1988, meno di due mesi dopo il massacro di Halabja, compiuto dal regime di Saddam Hussein bombardando con armi chimiche la piccola città kurda irachena, e circa tra mesi prima del cessate il fuoco tra Iran e Iraq. L'accordo fu siglato tra Partito democratico (Pdk d'Iraq), Unione patriottica (Upk), Partito socialista, Partito democratico popolare, Partito comunista iracheno sezione Kurdistan, e Partito socialista kurdo (Pasok).

Le prime cinque organizzazioni si definiscono «del Kurdistan» per evidenziare che fanno riferimento al territorio, e quindi a quanti vi si trovano (minoranze assire, turcomanne, armena, ebrei, arabe) e non all'etnica kurda; l'unico partito nazionalista, e che quindi si definisce «kurdo» è il Pasok, ed è in assoluto il meno consistente. Il programma politico del Fronte si sintetizzava nella formula «democrazia per l'Iraq, autonomia per il Kurdistan», valida anche oggi. Il comando del Fronte è composto da un rappresentante per ogni partito e da due per il Pdk e l'Opk, le formazioni più numerose. Le decisioni vengono prese collegialmente e le responsabilità maggiori vengono attribuite a turno ai due rispettivi leaders, Massud Barzani e Jalal Talabani. Ogni partito dispone di propri Pesh Merga (partigiani armati). All'inizio di quest'anno sono entrati nel Fronte il Partito dei lavoratori del Kurdistan e il Partito assiro. La minoranza assira (circa 40 mila persone) è cattolica di rito caldeo.

Insieme ai Kurdi, che risalgono ad una delle più forti dinastie dei Medi, gli Assiri vivono nell'attuale Kurdistan iracheno da almeno 4 millenni. I kurdi (5 milioni) sono in maggioranza sunniti,

ma soltanto formalmente. La popolazione è prevalentemente laica.

Nessuno dei partiti del Kurdistan fa riferimento alla religione. Esponenti kurdi e assiri di cultura cristiana e cattolica sono presenti nei partiti kurdi, compreso il comunista, ed erano particolarmente numerosi nel vecchio Pdk d'Iraq. Nel dicembre del '90 il Fronte ha aderito al Joint Action Committee, il comitato delle opposizioni irachene, che si proponeva di abbattere Saddam Hussein per arrivare alla democrazia in Iraq e all'autonomia per il Kurdistan. L'accordo è formalmente ancora in vigore. Ma di fatto l'insurrezione kurda del marzo scorso e le tragiche vicissitudini della popolazione, insieme all'obiettivo maggior rappresentatività politica e all'organizzazione militare del Fronte kurdo hanno fatto sì che soltanto quest'ultimo sia in grado di trattare con il regime iracheno per conseguire gli obiettivi politici del Jac.

Mentre a Baghdad la delegazione kurda guidata da Massud Barzani continua le trattative, incagliate sullo scoglio del pluripartitismo (il partito unico Baath teme, in caso di libere elezioni, di perdere il proprio potere, ora assoluto) il Fronte in Kurdistan ha ottenuto due importanti risultati: il rientro di buona parte dei profughi e il controllo di quasi tutto il territorio, ad eccezione dell'area petrolifera di Kirkuk. Intanto, Jalal Talabani porta avanti un'intensa attività diplomatica.

I suoi incontri con il presidente cecoslovacco Havel, il presidente turco Ozal, il premier britannico Major, il ministro degli esteri francese, Roland Dumas e infine con il presidente del consiglio Andreotti, oltre a costituire un implicito riconoscimento

della rappresentatività del Fronte, sviluppano probabilmente, al di là dei temi dichiarati di ricostruzione del territorio kurdo, un disegno politico indipendente da quello del regime iracheno.

La fondazione del Partito Democratico risale al '46. Prima il partito aveva lottato clandestinamente contro la monarchia irachena. In origine faceva riferimento alla «dottrina scientifica del marxismo-leninismo» e rappresentava lavoratori, intellettuali di sinistra e le classi emarginate. Il suo leader attuale, Massud Barzani, è l'unico figlio superstite del famoso capo militare Mustafà Barzani, che portò il partito a rappresentare gli interessi della borghesia. La famiglia Barzani discende dai principi di Amadyia che governarono un vasto territorio per 12 secoli.

L'Unione Patriottica fu fondata da esponenti di sinistra del Partito democratico, in primo luogo Jalal Talabani, di professione avvocato, nel '75, subito dopo la sconfitta della rivoluzione kurda guidata da Mustafà Barzani, per riprendere e combattere collegando le rivendicazioni nazionali con la lotta di classe. Talabani rimproverava a Mustafà Barzani la sterzata a destra del partito e l'essersi prestato ai giochi di Kissinger, rendendosi dipendente per gli armamenti dallo Scià dell'Iran: l'accordo di Algeri tra Iran e Irak, nel marzo del '75, aveva appunto determinato il collasso del movimento kurdo. Dell'Unione fanno parte due componenti politiche, la Lega dei Lavoratori (Komala) e l'Unione Rivoluzionaria, in cui sono confluiti l'ex Partito Socialista rivoluzionario e un gruppo di personalità democratiche e progressiste.

IL MANIFESTO 8 agosto 1991**LE FIGARO 8 août 1991****TURQUIE
Opération militaire
en territoire irakien**

□ Les chasseurs F 4 et F 104 de l'aviation turque ont effectué 92 sorties pour bombarder des positions de séparatistes kurdes dans la région du Durji (nord de l'Irak), dans le cadre d'une « opération de nettoyage » lancée le 5 août, a annoncé hier soir l'état-major de l'armée turque.

Ces raids auraient causé « des dégâts importants ». En vertu d'un accord intervenu avec Saddam Hussein, les autorités turques avaient obtenu — entre 1983 et 1988 — le droit de « poursuite à chaud » des rebelles dont les camps sont situés dans le Kurdistan irakien. L'opération en cours est dirigée contre les rebelles du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le PKK s'était d'abord manifesté par des actes terroristes, avant de se spécialiser dans l'attaque de casernes de la gendarmerie turque. Son objectif est l'établissement par la force d'un État kurde indépendant.

Occupato un pezzo di Kurdistan

La Turchia bombarda per il quarto giorno i kurdi. Silenzio internazionale

Solo ieri Baghdad ha avanzato una protesta formale contro Ankara. La complicità della forza multinazionale occidentale. Washington: l'operazione «di pulizia» turca non interessa la nostra zona

di Laura Schrader

La Turchia intende annetterci una parte di territorio iracheno. Lo ha dichiarato il Primo ministro Mesut Ylmaz. La zona, profonda 5 chilometri lungo i 305 di confine, sarà inviolabile. «Verrà aperto il fuoco contro chiunque entrerà senza la nostra autorizzazione», ha precisato il capo del governo turco.

È continuata anche ieri l'offensiva militare turca in Iraq contro le base dei guerriglieri indipendentisti del Pkk, il Partito dei Lavoratori del Kurdistan di Turchia. Secondo fonti kurde, le perdite tra i guerriglieri non sono rilevanti, pesantissimo invece il bilancio delle vittime kurdo-irachene, nei campi profughi e nel villaggio di Ferpeke.

L'operazione terrestre e aerea, iniziata lunedì alle sei del mattino, si avvale di 20 mila uomini, di bombardieri F104 e di mezzi blindati, scatenati contro 700 combattenti dell'Argk (Armata di liberazione del popolo del Kurdistan), il braccio militare del Pkk. Le forze turche sono penetrate per 16 km in territorio iracheno, a sud delle località di Sendimli e Akkari. Ciò nonostante, il ministro degli esteri turco ha dichiarato ieri che l'operazione, definita «di pulizia», ha come unico scopo la sicurezza della Turchia e viene condotta nel rispetto dell'integrità territoriale dell'Iraq.

Secondo un accordo inizialmente segreto, stipulato nel '78 tra Turchia e Iraq, le forze dei due paesi erano autorizzate a violare i rispettivi spazi aerei e territoriali allo scopo di attaccare i combattenti del Kurdistan iracheno e turco ritirandosi poi immediatamente. Nell'84 il patto venne reso pubblico, mentre se ne potenziava

il raggio di azione: da 9 a 18 miglia. Dall'89 è scaduto, e non risulta sia stato rinnovato. Non solo. L'operazione in corso, a differenza delle molte altre che l'hanno preceduto da parte della Turchia, non è un blitz. È in corso da quattro giorni, e non si sono udite proteste dalla comunità internazionale. Nessun commento, finora, neppure al progetto ufficiale di estensione dei confini turchi ai danni dell'Iraq.

La situazione kurda appare sempre più paradossale. A poca distanza dal teatro del conflitto, a Silopi, sul confine turco-iracheno è stanziata la forza multinazionale per proteggere i kurdi iracheni dagli attacchi di Saddam Hussein. Ma quegli stessi kurdi iracheni sono ora massacrati dall'esercito turco. Martedì, fonti ufficiali turche avevano definito l'operazione «un successo», senza fornire altri particolari, ma l'invasione è continuata ieri, e le fonti ufficiali turche rimangono ancora nel vago, circa le perdite del nemico.

Secondo un portavoce del Comitato del Kurdistan, che opera in sostegno dell'Ernk, il braccio politico-organizzativo del Pkk, le perdite tra i separatisti kurdi non sono gravi. «Erano già stati informati dall'attacco della stampa turca, hanno piccole basi volanti e operano in un territorio montuoso che conoscono palmo a palmo, e che è ignoto ai turchi», dichiara Mandeau. Altre fonti del Pkk hanno quantificato in 11 i morti e in una cinquantina i feriti, fino a ieri. Viceversa, sarebbero ben più numerose le vittime civili, kurdi iracheni. Il Pkk segnala bombardamenti sui campi profughi e il comitato ha precisato ieri che è stato bombardato il mercato popolare di Ferpeke, con un bilancio tra le 200 e le 250 vittime, tra morti e

feriti. Altrettanto preoccupante pare la situazione in Turchia.

Martedì scorso, l'Argk ha sferrato una controffensiva attaccando le caserme di Ijil, nel Kurdistan turco, con l'aiuto degli abitanti. Al termine dei combattimenti, durati 16 ore, la polizia ha circondato la cittadina impedendo a chiunque di entrare e uscire. Si teme un massacro degli abitanti.

Impressionante la mancanza di reazioni. Gli Stati uniti si limitano a rilevare che l'operazione turca non interessa la zona di sicurezza tutelata dagli alleati.

L'Iraq, che ha fatto notare di non essere stato informato ufficialmente dell'operazione, usa questo argomento per ignorare la questione. «L'Iraq non reagisce perché ha interesse ad indebolire il movimento kurdo in generale», commenta Mandeau, del Comitato del Kurdistan, «e la forza multinazionale a Silopi serve sia a tenere sotto controllo i kurdi iracheni sia ad aiutare la Turchia nella repressione. Riteniamo che in questo caso abbiano fornito informazioni sulle base del Pkk».

Turgut Ozal ha finto di non opporsi ad una reale autonomia del Kurdistan iracheno. Ma nella recente conferenza dei paesi islamici, ha avvertito l'Iraq di non concedere l'autonomia. Secondo Ozal, la soluzione del problema kurdo sta in una «democrazia» alla turca.

Magari estesa direttamente ai kurdi iracheni. Se la congiuntura internazionale fosse favorevole, la Turchia non esiterebbe a realizzare il sogno di annetterci il Vilayet di Mossul (il Kurdistan iracheno, ricco di acque e di petrolio, era così indicato nell'impero ottomano). La decisione di occupare definitivamente una fascia di confine può essere un primo passo.

En Turquie, ce barrage qui commande tout

En maîtrisant le Tigre et l'Euphrate, le pays de Turgut Özal fait coup double. Il augmente sa production d'électricité, irrigue des terres jusqu'ici incultes. Et s'assure une position de fournisseur du monde arabe. Un pipeline aquatique ? L'idée est lancée.

De notre envoyé spécial

S'il s'agit d'une guerre, les Turcs préparent l'arme absolue. Elle se dresse, colosse d'argile et de pierre, sur ces terres de haute Mésopotamie qui furent, nous dit-on, le terrain de jeu d'Adam et Eve. Aujourd'hui, dans la poussière rouge, 8 000 ouvriers et ingénieurs forgent l'orgueil de la Turquie. Vieux problème : quelle place le pays veut-il et peut-il se tailler dans la région ? Et qui obsède





HICYILMAZ/SIPA PRESS



DURGUT/SIPA ECO

Turgut Özal, chef de l'Etat, lequel rêve tout à la fois d'intégration dans l'Europe des Douze et de reconnaissance au Moyen-Orient. Il fait donc sien le refrain des visionnaires : changer la vie là où elle est rude, là où le climat est sec, et l'eau si profondément enterrée que le sol se craquelle. Qu'à cela ne tienne ! Dans cette Anatolie du Sud-Est où poussent quelques pistachiers, on domestiquera les fleuves. On construira 22 barrages, qui généreront 27 milliards de kilowattheures, c'est-à-dire la moitié de l'énergie électrique actuellement produite en Turquie. On irriguera 1,7 million d'hectares supplémentaires, ce qui permettra aux paysans de doubler leur production. Et, puisque l'on est sur les terres qu'arpentèrent les prophètes, on s'autorise des visions : un « pipeline de la paix », construit par les Turcs, pourrait alimenter en eau tous les pays du Golfe et du Proche-Orient.

L'eau, pour le moment, est surtout source d'aigreurs, de soupçons, de tensions. Au commencement, il y a l'Euphrate, et puis le Tigre, dont les cours voisins se retrouvent en Irak, après, pour le premier, un long détour par la Syrie. Il y a, entre les deux fleuves, 74 000 kilomètres carrés de plateaux désertiques, cette partie de la Turquie, pauvre, où la moitié des paysans sont dépourvus de terres. Peut-être parce qu'ils ne parlent qu'arabe ou kurde. Il y a, aussi, ce projet pharaonique. D'abord, 5 barrages sur l'Euphrate, en attendant ceux qui viendront, dans les prochaines années, ralentir la course du Tigre. Il y a, enfin, les peurs que ces rêves inspirent.

Au début de l'année dernière, un Front arabe des Kurdes contre la Turquie, basé à Chypre et inconnu jusqu'alors, donne, au détour d'un tract, ses lettres de noblesse à l'ouvrage. « Nous ne pouvons pas laisser la Turquie mener à bien cet objectif odieux. Chers frères arabes, unissons nos efforts pour le détruire aussi vite que possible. » Quelques mois plus tard, les Syriens protestent quand Ankara, enfin prêt à entamer le remplissage du bassin de retenue du barrage Atatürk — le troisième et le plus impressionnant de tous — réduit le débit du fleuve. Pour une durée de trois ans. De quoi se plaignent-ils ? Les Turcs respectent, après tout, la lettre de l'accord signé en 1987 entre les deux capitales : 500 mètres cubes, chaque seconde, poursuivront leur course vers le pays voisin, ce qui, si l'on en croit un diplomate a priori impartial, « est largement suffisant pour la Syrie ». Et puis, les Syriens eux-mêmes eurent-ils des scrupules quand, en 1975, ils mirent en service, toujours sur l'Euphrate, le barrage d'al-Thawra ? Bagdad menaça alors Damas d'un conflit, criant à la ruine de 3 millions

Sur le Tigre, le chantier du barrage Kemal Atatürk. En haut, le président turc Turgut Özal sur le site.

de fermiers. Il n'y eut pas de guerre, et les paysans irakiens ne sont pas plus pauvres qu'avant. Mais les inquiétudes demeurent.

Au-dessus des 8 turboalternateurs, dont le premier doit fonctionner en février 1992, cette inscription sonne comme un défi : « Je suis fier d'être turc ». Signé : Kemal Atatürk. Orgueil que relaie Turgut Özal dans la brochure distribuée aux visiteurs : « Nous sommes capables de tout. » Des experts et des sociologues venus d'Ankara expliquent à une population pour moitié illettrée les miracles que leur apportera ce mur de 170 mètres de hauteur, enrobé de tonnes de pierres. Croient-ils vraiment, ces paysans, qu'ils vivront un jour dans une contrée ressemblant à la Californie ? Ou bien se sentent-ils un peu coupables de servir les desseins plus ambigus qu'entreprendrait Özal ?

On soupçonne ce dernier d'avoir songé à utiliser l'eau comme une arme, il y a deux ans. Alors Premier ministre, il aurait menacé la Syrie de stopper le cours de l'Euphrate si Damas ne s'engageait pas à suspendre son aide au PKK, organisation autonomiste et marxiste kurde, qui lançait — et lance encore — de multiples incursions meurtrières en Turquie à partir de bases syriennes.

Bien entendu, les Turcs se défendent d'entretenir la moindre intention maligne à l'égard de leurs voisins. Ils affirment qu'une commission technique d'experts de Damas, de Bagdad et d'Ankara n'a jamais cessé de se réunir, même pendant la crise du Golfe. En outre, soutiennent-ils, les simples lois de la physique leur interdiraient de se mal comporter. « Un bassin de retenue, c'est comme une baignoire, explique un ingénieur. Si on la remplit trop, elle déborde. »

Enfin, rappellent-ils, le vieux rêve du « pipeline de la paix » devrait achever de dissiper les soupçons. Il s'agirait de domestiquer les eaux de deux autres fleuves de la région, le Ceyhan et le Seyhan, qui se déversent, inutiles, en Méditerranée. Le conduit aurait deux branches : l'une alimenterait la Syrie, la Jordanie, l'ouest de l'Arabie Saoudite ; l'autre fertiliserait le Koweït, l'est de l'Arabie, les Emirats arabes unis. Le projet est si ancien qu'il a pris, si l'on ose dire, des allures de serpent de mer. Seulement appuyé par une étude de faisabilité concoctée par une entreprise américaine. Qui le financerait ? L'Arabie ? Le Koweït ? Les Emirats ? Personne n'est vraiment enthousiaste à l'idée de donner à Ankara les moyens d'exercer un chantage absolu sur ses voisins. « Car un pipeline, note un diplomate, on peut le couper. »

Les Syriens, notamment, réclament un arbitrage international. Les Turcs ne le refusent pas. Ainsi Turgut Özal a-t-il convié les chefs de 22 Etats à débattre le problème en novembre. Pour partager le problème de l'eau, les bases d'un nouvel ordre mondial. **Jean Lesieur ■**

L'autre question kurde

LE MONDE 8 août 1991

L'OPÉRATION menée ces derniers jours par l'armée turque contre des « terroristes séparatistes » dans le nord de l'Irak rappelle qu'il existe également un « problème kurde » en Turquie. Malgré tous les efforts des autorités d'Ankara pour diminuer l'importance, dans leur pays, d'un mouvement national kurde, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui préconise la lutte armée et la création d'un Etat indépendant au sud-est de la Turquie, demeure très actif et se manifeste souvent d'une manière violente, sinon terroriste.

Deux incidents récents sont vraisemblablement à l'origine de l'opération de ces derniers jours : l'attaque à la roquette lancée dimanche 4 août contre un poste de gendarmerie turc, à la frontière irakienne, qui a fait une dizaine de morts parmi les militaires turcs et l'enlèvement de dix touristes allemands la semaine dernière dans l'est de la Turquie.

ON aurait pu croire que les réformes annoncées au début de l'année par le gouvernement d'Ankara, qui a fait miroiter la possible légalisation de la langue kurde, aurait pu calmer les rebelles. Mais les Kurdes, qui sont plus de douze millions en Turquie, ont accueilli ces promesses avec beaucoup de scepticisme, estimant que ces réformes étaient liées à la guerre du Golfe. La déception a été d'autant plus grande que cette décision n'a pas encore été entérinée par le Parlement, et a été suivie sur le terrain par une intensification de la répression. La tension s'est sensiblement aggravée depuis l'assassinat en juillet d'un activiste kurde, membre du Parlement, par des membres des services secrets gouvernementaux. L'enquête ouverte à ce sujet n'a pas encore abouti.

Un autre facteur a contribué à renforcer les activités des peshmergas du PKK, qui, malgré les méthodes brutales dont ils sont coutumiers, demeurent populaires au Kurdistan turc : la quasi-disparition de la frontière avec l'Irak à la suite de l'intervention des alliés auprès des Kurdes irakiens. Cela a permis aux Kurdes turcs d'utiliser comme base arrière le nord du Kurdistan d'Irak, où règne la plus grande anarchie.

DE toute manière, ce n'est pas la première fois que l'armée turque, invoquant le « droit de poursuite » que lui avait accordé le président Saddam Hussein en 1984, traverse la frontière irakienne pour y exercer sa propre justice. Il est vrai que cet accord a expiré en 1989, sans être officiellement renouvelé, mais il ne fait pas de doute que Bagdad approuve toute action qui affaiblit le mouvement national kurde dans son ensemble.

Momentanément opposés au cours de la récente guerre du Golfe, Ankara et Bagdad - ainsi que Téhéran, car une importante communauté kurde existe aussi en Iran - sont solidaires dès qu'il s'agit de faire face à ce mouvement, même si celui-ci est divisé entre « autonomistes » (en Irak) et « indépendantistes » (en Turquie). Pour le malheur du peuple kurde, les dirigeants aussi bien de l'Irak que de la Turquie et de l'Iran ne veulent voir qu'une différence sémantique entre « autonomie » et « indépendance ».

Avanti 8 agosto 1991



FOTO LINEA PRESS

TENSIONE AL CONFINE TRA TURCHIA E IRAK

*Ankara decisa a creare una zona cuscinetto
contro le infiltrazioni dei guerriglieri curdi*

Il premier di Ankara Mesut Yılmaz ha dichiarato che il suo Paese intende creare una «zona cuscinetto» in territorio iracheno profonda cinque chilometri per porre la Turchia al riparo dalle incursioni degli indipendentisti curdi. La tensione non accenna a diminuire nella regione: Ankara ha confermato che l'attacco condotto da

lunedì contro i curdi in territorio iracheno è ancora in corso. C'è attesa intanto per la sorte dei dieci tedeschi rapiti dal Partito dei lavoratori curdi il cui imminente rilascio è stato annunciato ieri a Roma dal leader curdo iracheno Gialal Talabani. *Nella foto: indipendentisti curdi.*

Ankara traque des Kurdes en Irak

Depuis trois jours, l'armée turque poursuit, dans le nord de l'Irak, une vaste opération contre les « terroristes » du Parti des travailleurs du Kurdistan. Après en avoir informé les organisations kurdes irakiennes.

L'armée turque mène depuis trois jours une vaste opération aéroterrestre « au-delà de la frontière irakienne » dans les montagnes du Kurdistan. Le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, a finalement confirmé mercredi après-midi à Ankara le déroulement de cette opération contre les hommes et les bases du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan) en guerre depuis 7 ans contre Ankara pour créer un Etat autonome dans le sud-est de la Turquie. La presse a fait état d'une incursion de 16 km en Irak des troupes turques appuyées par des chasseurs et hélicoptères qui auraient décollé des bases de Diyarbakir, Batman et Malatya (Sud-Est).

Le quotidien *Cumhuriyet*, citant des sources du ministère des Affaires étrangères, a affirmé que Jalal Talabani, un des chefs des Kurdes irakiens, leader de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), avait été préalablement informé de cette opération lors de sa visite, il y a une dizaine de jours, en Turquie. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) a aussi été averti. Ces deux organisations contrôlent la région irakienne au sud de la ville turque de Hakkari où se déroule l'opération.

Un accord entre l'Irak et la Turquie signé le 14 octobre 1984 à Bagdad pour autoriser les troupes des deux pays à exercer un droit de « poursuite à chaud » sur le territoire voisin a toutefois expiré en 1989, sans être officiellement renouvelé. Le ministre d'Etat irakien responsable des Affaires étrangères Mohammed Saïd elSahaf a déclaré mercredi à Istanbul « ne pas avoir été informé officiellement » de l'opération militaire turque, soulignant que « l'armée irakienne n'était pas présente dans la région entre la frontière turque et le 36^e parallèle », dans le nord irakien.

Les autorités d'Ankara tiennent à bien mettre les choses au point: il s'agit exclusivement d'une opération contre ce qu'ils appellent des « terroristes séparatistes » qui ont profité de l'absence d'autorité en Irak — après la guerre du Golfe — pour s'implanter dans les montagnes marquant sur quelque 200 Km la frontière avec l'Irak. Les coups de main s'étaient multipliés depuis dix jours. Mardi, des militants armés kurdes ont lancé une attaque contre la ville d'Idil (province de Sîrnak) et ont combattu pendant plus de 16 heures contre les forces de l'ordre. « Nous avons entendu des coups de feu pendant toute la nuit et personne ne peut sortir dehors », a déclaré un commerçant de cette ville de 20000 habitants située à 40 km de la frontière turco-syrienne. Toutes les entrées et sorties ont été interdites.

L'avant-veille, un commando du PKK avait attaqué une caserne de la gendarmerie et des forces spéciales antiterroristes ainsi que d'autres bâtiments officiels de la petite sous-préfecture de Stîirt, près de la frontière irakienne. Une dizaine de soldats turcs auraient été tués. La semaine précédente dix touristes allemands avaient été enlevés près du lac de Van. Les autorités turques avaient aussitôt accusé le PKK même si cette organisation ne s'était jamais jusqu'ici attaquée à des touristes étrangers. Lundi dernier à Bonn, un porte-parole du Front national de libération du Kurdistan (ERNK), lié au PKK, assurait que les dix touristes « seraient libérés le plus tôt possible », si l'armée turque ne « provoque pas une situation d'insécurité », ajoutant que l'enlèvement a été mené isolément par « un groupe local ».

Cette intensification des actions du PKK inquiète d'autant plus les autorités turques que la date du 15 Août approche: chaque année le PKK tente

de marquer par des actions d'éclat l'anniversaire du début d'une lutte armée commencée en 1984, qui a déjà fait plus de 3000 morts. Un anniversaire aujourd'hui encore plus important pour un PKK qui cherche une caisse de résonance au niveau international pour affirmer l'existence d'une autre question kurde: celle des quelque 12 millions de Kurdes vivant en Turquie.

La République fondée par Mustafa Kemal en 1923 sur le modèle français continue d'appliquer un jacobinisme rigoureux, reconnaissant aux Kurdes, en tant qu'individus, tous les droits des autres citoyens turcs mais en leur niant en tant que peuple toute forme d'expression de leur identité nationale ou même culturelle. Une situation paradoxale dans un pays où de nombreux kurdes ont fait carrière dans l'administration publique ou la politique. L'actuel ministre de l'Intérieur est kurde, et Turgut Ozal, le chef de l'Etat, l'est à moitié. Mais, il y a encore un an, le simple fait de parler kurde dans un lieu public était un délit. La guerre du Golfe et la volonté de jouer un rôle régional accru ont incité Turgut Ozal à imposer un certain nombre de réformes souvent contre son propre parti.

L'écrasement par Bagdad du « printemps kurde », la mobilisation des alliés pour aider les centaines de milliers de réfugiés kurdes, la création d'une zone kurde protégée au nord de l'Irak et les négociations pour une autonomie kurde au sein de l'Irak ont rendu encore plus urgent un changement de politique des autorités turques. Entre-temps, le PKK devient, pour un nombre croissant de Kurdes du Sud-Est, le drapeau d'une identité qui ne trouve pas d'autres véritables moyens d'expression sur le plan politique.

M.S. avec AFP, Reuter

Les Kurdes entre deux feux

A la suite de l'enlèvement de dix touristes allemands, et de l'attaque jeudi dernier d'un poste frontalier, par des militants indépendantistes du Parti des travailleurs kurdes (PKK), l'armée turque a non seulement pénétré en Irak pour poursuivre les rebelles, mais aussi décidé d'occuper une zone de cinq kilomètres au nord de l'Irak. Cette zone-tampon est destinée à empêcher l'infiltration des combattants de la guérilla kurde en Turquie. Selon la presse tur-

que, des soldats turcs ont effectué 70 sorties au-dessus des camps situés en Irak.

Cette opération, qui n'a été confirmée qu'hier par Ankara, n'a pas suscité de réactions du côté de Bagdad. Il semble en fait que cette création d'une zone tampon en Irak, ainsi que cette opération militaire, s'inscrivent dans le cadre de l'accord conclu en 1984 entre les deux pays. Cet accord, déjà appliqué en 1987 lors du bombar-

dement au napalm par l'armée turque des camps du PKK, permet aux troupes des deux pays de poursuivre sur le territoire voisin les indépendantistes kurdes. Toutefois, cette opération aéro-terrestre pourrait créer des tensions au sein de la coalition occidentale, qui a créé une force d'intervention rapide stationnée en Turquie afin, précisément, de protéger les populations kurdes de toute nouvelle agression, irakienne, certes, mais tout de même...

Bombe sui kurdi

Massiccia offensiva della Turchia in Iraq

L'offensiva è scattata lunedì scorso in seguito all'uccisione di nove soldati. Per il primo ministro turco: «La guerra ha provocato un vuoto nel nord dell'Iraq». Silenzio internazionale

ANKARA

Dopo quello dei kurdi dell'Iraq, adesso è forse giunto il momento dei kurdi della Turchia. A loro ci pensa Turgut Ozal. L'offensiva è scattata lunedì ed era ancora in corso ieri contro basi del Partito del lavoro kurdo (Pkk) in territorio iracheno. In un comunicato, citato dell'agenzia turca Anadolu, il segretario generale dello stato maggiore turco, generale Hursit Tolon, ha dichiarato che la decisione di «punire i ribelli» è stata presa nel corso di una riunione con lo stesso primo ministro Mesut Yilmaz.

Caccia F-4 e F-104 dell'aviazione

turca hanno effettuato in totale 92 missioni, bombardando posizioni dei «terroristi separatisti» nella regione di Dürzi, nell'Iraq settentrionale. Loquaci sono state le parole del primo ministro Mesut Yilmaz, che ha affermato che in seguito alla guerra del Golfo è sorto un vuoto d'autorità nel nord dell'Iraq, per cui gli esponenti del Partito del lavoro kurdo, definiti da Yilmaz «banditi», si sono serviti di quella zona per degli attacchi contro la Turchia. Domenica scorsa, i guerriglieri kurdi avevano attaccato una postazione militare, uccidendo nove soldati turchi.

Al termine della riunione

del consiglio dei ministri, il primo ministro ha dichiarato che l'operazione continua «con successo», in territorio iracheno. Il governo turco ha dato quindi ordini alle forze armate per un'operazione nel nord dell'Iraq, che, secondo Yilmaz, si concluderà presto con successo. Il primo ministro turco non ha però fornito altri particolari sullo svolgimento dell'offensiva militare. Successivamente, un portavoce del governo ha reso noto che l'operazione non ha niente a che fare con la forza multinazionale stanziata nel nord dell'Iraq.

Cioè che Ozal fa di testa sua? Inoltre, in un'intervista pubblicata ieri dal quotidiano turco Cumhuriyet, il ministro degli esteri turco Giray ha rincarato la dose affermando che «questo genere di operazioni potrebbe ripetersi, se necessario per punire i terroristi che uccidono i nostri soldati». Citando il ministero degli esteri, il quotidiano afferma inoltre che Jalal Talabani, uno dei capi dei curdi ira-

cheni e leader dell'Unione patriottica del Kurdistan (Upk), era già stato avvertito di questa operazione nel corso della sua visita in Turchia, una decina di giorni fa. Secondo fonti vicine al ministero, truppe corazzate turche appoggiate dall'aviazione sono penetrate 16 chilometri all'interno dei confini iracheni per distruggere le basi del Partito del lavoro del Kurdistan turco (Pkk), che si trovano nelle città di Dahok e Zaxo. Nessuna precisazione è stata però fornita sui risultati dell'operazione. Secondo fonti kurde in Iraq, è comunque estremamente difficile riuscire a smantellare tutte le basi del Pkk «perché sono piccole e molto mobili». Oltre alla confusione che regna ai confini tra i due paesi, i governi di Ankara e Baghdad avevano firmato in passato un accordo che permetteva ai due eserciti di penetrare fino a dieci chilometri al di là del confine per ripri- mere qualsiasi attività dei kurdi. L'accordo, scaduto nell'89, non è stato però rinnovato.

Parola a Talabani

«Ma in Iraq gli americani vogliono un altro Saddam Hussein»

Cordiale e disponibile, il leader dell'Unione patriottica del Kurdistan iracheno sembra soddisfatto dei suoi colloqui romani e del giro diplomatico, che lo ha portato a Londra, Parigi, Bonn, Aja e Roma. Di media statura, lineamenti marcatamente iracheni, forse a dimostrare quanto antica la presenza kurda nella terra della Mesopotamia, Talabani manifesta un ottimismo che spesso caratterizza i popoli dell'Oriente. Come vanno le trattative con Saddam, chiediamo.

di Saad Kiwan

ROMA

«Vanno bene. Adesso le due parti hanno bisogno di una pausa per fare il punto della situazione», facendo capire che il regime iracheno cerca di guadagnare tempo. Ma forse anche lo stesso movimento kurdo. Talabani dice che «le trattative

servono prima di tutto per permettere a centinaia di migliaia di profughi kurdi di far ritorno a casa». Durante la guerra del Golfo e, soprattutto, in seguito allo scoppio della rivolta, la repressione del regime ha costretto milioni di kurdi a rifugiarsi al confine con la Turchia e con l'Iran, aspettando la manna degli alleati.

Oggi, partigiani kurdi e forze di sicurezza irachene «amministrano» insieme la situazione nella regione kurda di Sulaimaniya. Le trattative devono servire quindi a creare questo clima di collaborazione e recuperare forse un po' di fiducia persa da anni. Ma non a giungere a un accordo definitivo tra le due parti che porterebbe alla democratizzazione dell'Iraq e al consolidamento dell'autonomia nel Kurdistan. Pur affermando che sono questi gli obiettivi dei kurdi, Talabani, che insieme a Barzani capeggia il «Fronte del Kurdistan» (formazione composta da otto gruppi kurdi), ammette che non sempre quando si tratta si deve arrivare a un accordo. In-

fatti, la storia dei difficili rapporti tra kurdi e governo centrale è costellata di esempi di negoziati falliti, o riusciti a metà, oppure mai intavolati. Ogni scontro o crisi è stata seguita da lunghi ed estenuanti trattative. E questo succedeva anche con i governi precedenti. Soltanto nell'70, due anni dopo la presa del potere da parte del Baath, i kurdi sono riusciti a strappare l'autonomia per il Kurdistan.

Come per giustificare questa tattica seguita dal Fronte, Talabani, con un sorriso ironico, incalza: «Se arrivassimo a un accordo, quali garanzie avremmo per la sua applicazione? Chi mi garantisce che Izzat Ibrahim (il vice presidente del «Comando della rivoluzione», incaricato

della trattativa con il Fronte kurdo, ndr) alla fine del mese sarà ancora al suo posto?». Una osservazione che non fa una grinza. «Ma allora perché continuare a trattare visto che la questione dei profughi si avvia verso una soluzione?». «Il nostro obiettivo principale è l'autonomia e non la secessione... Noi non possiamo rovesciare il regime». E qui Talabani tocca un tasto dolente. Chiediamo: alla conferenza di Beirut (tenuta nel marzo scorso), insieme a tutta l'opposizione, avete posto però come obiettivo la caduta di Saddam. Forse vi siete fidate troppo degli alleati? Talabani giura di no, almeno per quello che riguarda i kurdi: «La nostra scommessa era la rivolta, che

aveva investito tutto il paese, ma non ha purtroppo raggiunto Baghdad, centro del potere. Siamo poi stati ingannati dalle notizie che davano per distrutta la 'guardia repubblicana'; la rivolta nel sud è stata invece domata dai soldati scelti di Saddam. Cosa che ha ovviamente danneggiato il fronte nord, concentrando il grosso delle truppe contro di noi».

La variegatissima opposizione irachena non era certo preparata per prendere il potere, ma neanche per dare battaglia al regime, facendo scoppiare un sollevamento popolare in tutto il paese. Prima della crisi del Golfo, tra partiti e gruppi (compresi i kurdi) l'opposizione a Saddam era composta da

una quindicina di forze. Pochi mesi dopo, al meeting di Beirut, caldeggiato dalla Siria, hanno preso parte trenta gruppi. Dopo una settimana di incontri e trattative, non si è riuscito a concordare una piattaforma comune. Rovesciare Saddam è stato l'unico slogan attorno al quale si sono trovati tutti d'accordo. Sotto la sigla «Comitato d'azione comune» si sono raggruppati comunisti, nazionalisti, socialisti, baathisti dissidenti, baathisti filosiriani, formazioni religiose e integralisti che vanno dagli sciiti filoiraniani, agli sciiti indipendenti, ai sunniti... «Era possibile sconfiggere il regime con questa frammentazione?». E Talabani risponde: «Certo non era facile. Degli errori poi sono sta-

ti commessi dal movimento sciita nel sud. Non si poteva affrontare un esercito, poco convinto e motivato, ma a maggioranza sunnita, con degli slogan che rivendicano il potere agli sciiti. L'andamento della rivolta nel sud ha fatto impaurire la Siria, l'Arabia Saudita e la Turchia. L'alternativa non può essere un regime religioso o confessionale, qualunque esso sia». Ma non c'era anche lo zampino degli Stati Uniti per mantenere Saddam, comunque indebolito, osserviamo. «Non credo, no so. Quello che è certo invece è che gli Usa puntano sulla 'congiura di palazzo', che portasse praticamente un altro Saddam al potere, cioè una personalità sunnita, autoritaria, ma anche nazionalista».

8-8-1991 **Avanti!**

La violenta reazione turca dopo gli scontri di domenica tra i suoi militari ed il Pkk ha scatenato un vero e proprio inseguimento oltre frontiera appoggiato dall'aviazione e tuttora in corso

L'ATTACCO DI ANKARA

La Turchia vuole creare una zona cuscinetto in territorio iracheno

In una clamorosa intervista rilasciata ieri al quotidiano turco *Hurriyet*, il premier di Ankara Mesut Ylmaz ha dichiarato che il suo Paese intende creare una «zona cuscinetto» in territorio iracheno profonda cinque chilometri e lunga tutto l'arco del confine turco-iracheno. Chiunque entrerà in quella zona, ha dichiarato al giornale il primo ministro, correrà il rischio di vedersi aprire contro il fuoco dell'esercito di Ankara.

La clamorosa decisione segue di qualche giorno le ostilità iniziate in territorio iracheno dall'esercito turco in seguito ad uno sconfinamento messo in atto con lo scopo di inseguire unità del Pkk (Partito dei lavoratori curdi) attivo in Turchia e responsabile, tra l'altro, del recente rapimento di dieci turisti tedeschi. Molte delle basi del Pkk si trovano in Irak e da queste zone partono spesso gli attacchi dell'organizzazione in Turchia, dove il pugno di ferro di Ankara è particolarmente duro nei confronti degli indipendentisti curdi.

L'inseguimento, confermato ieri ufficialmente dalle autorità di Ankara, si sarebbe servito, secondo quanto afferma la stampa turca, addirittura di ventimila effettivi dell'esercito con l'appoggio di F-4 e F-104 dell'aviazione che a-

vrebbero compiuto almeno una settantina di raid in due giorni contro campi base curdi in Irak.

La violenta reazione turca, iniziata lunedì e tuttora in corso, era stata originata da un attacco ad una postazione militare turca nella giornata di domenica. Il governo di Ankara, secondo Ylmaz, «è libero di intraprendere le azioni più adatte contro chi si approfitta della situazione di vuoto politico che si è creata in Irak per condurre attacchi contro la Turchia», facendo intendere che le azioni potrebbero ripetersi. Sempre secondo Ylmaz, secondo quanto riporta l'agenzia *Anatolia*, l'azione sarebbe destinata a continuare benché fonti di Ankara abbiano ieri indicato un rallentamento delle attività che al fine di favorire il rilascio dei dieci turisti tedeschi per i quali in questi giorni aveva chiesto garanzie la Germania in contatto costante con i vertici della capitale turca.

Attualmente non sono ancora noti i dettagli dell'azione condotta in Irak dall'esercito turco che ha chiarito di averla compiuta al di fuori di qualsiasi attività della forza multinazionale attualmente di stanza sul suo territorio. Nemmeno sul numero delle vittime sono state finora diffuse notizie attendibili.

L'annuncio di Talabani alla conclusione del suo viaggio in Italia

«PRESTO LIBERI GLI OSTAGGI TEDESCHI»

Saranno liberati molto presto i dieci ostaggi tedeschi rapiti dal Pkk (Partito dei lavoratori curdi) mentre erano in vacanza in Turchia.

E' l'opinione di Gialal Talabani espressa ieri durante un incontro con la stampa a Roma in chiusura della sua breve visita in Italia dove ha incontrato il presidente del Consiglio Andreotti ed il ministro della Difesa Rognoni.

Talabani ha definito l'azione del Pkk (in questi giorni nell'occhio del ciclone) un «errore politico» ed ha attribuito ad una cellula dell'organizzazione, e non alla sua leadership, l'ideazione del rapimento.

In proposito il leader dell'Upk aveva parlato al telefono nella mattinata con il capo della diplomazia tedesca Genschler. «Noi siamo per il dialogo» ha ribadito Talabani, mol-

to attento ai passi diplomatici nei confronti dell'Occidente, ed in qualità di abile «ministro degli Esteri» del popolo curdo iracheno.

Talabani, che si era già recato in Turchia, Germania e Francia ha compiuto questo viaggio proprio per rafforzare all'estero l'immagine del «popolo dimenticato» oggetto dell'intervento delle forze alleate alla fine della guerra nel Golfo. Durante il suo viaggio - e lo stesso ha fatto in Italia - il leader curdo ha soprattutto sottolineato il problema dei rifugiati curdi sia nel nord dell'Irak che oltre frontiera, specie in Iran dove ancora si contano in centinaia di migliaia.

Abbastanza abbottonato invece è apparso in terra di colloqui politici sul futuro del Kurdistan: in una intervista rilasciata all'Ansa l'altro ieri, Talabani ha addirittura detto di non sapere esattamente e

che punto stiano gli incontri nella capitale irachena, giustificando il fatto con la sua assenza da un paio di settimane dall'Irak. Ciò in parte rafforza l'ipotesi che i colloqui di Bagdad, che secondo le autorità irachene sarebbero ormai prossimi ad una conclusione, viaggiano ancora, se non in alto mare, in una dimensione per nulla chiara.

Come è noto i nodi della questione riguardano l'effettiva autonomia che i curdi godrebbero all'interno della Repubblica irachena, sui confini del Kurdistan e soprattutto sui proventi delle ricche zone petrolifere situate nella regione. Ma Talabani si è comunque dimostrato, nei confronti dell'Occidente, un buon diplomatico e la sua dichiarazione a sorpresa sul rilascio degli ostaggi rientra in una strategia mirata specie ora che la Turchia, con la scusa di inseguire i

«terroristi» del Pkk, sta cercando di allargare la sua zona di influenza. La visita di Talabani a Roma è stata troppo breve perché egli potesse, come aveva in animo, incontrare il segretario socialista Craxi ed il ministro per l'Immigrazione Margherita Boniver. Gli appuntamenti sono infatti saltati ma rimane indicativo il desiderio di Talabani di voler incontrare i due esponenti socialisti. Il leader curdo non ha probabilmente dimenticato che, in piena crisi post-Golfo, Craxi ricevette il rappresentante del fronte del Kurdistan Mahmoud Othman ribadendogli di considerare necessario che «la questione curda mantenesse il carattere della priorità». E a organizzare quell'incontro era stata proprio la responsabile Esteri del Partito Margherita Boniver.

E.G.

I PATTI SEGRETI CON SADDAM HUSSEIN

di Mirella Galletti

La Turchia si è annessa di fatto territorio iracheno per una profondità di 5 chilometri, lungo i 305 chilometri di confine dei due Stati. E' un'aggressione che viene da lontano. Ankara si è sempre arrogata il ruolo di gendarme del popolo curdo e dagli anni '30 ha cercato di stipulare patti con gli Stati limitrofi per contrastare il movimento nazionale curdo.

Nel 1978 Irak e Turchia conclusero un accordo segreto, reso pubblico sei anni do-

po, che dà mano libera agli eserciti dei due Stati di compiere azioni militari nel territorio limitrofo fino a una profondità di 9 miglia. Nel 1984 il raggio d'azione viene portato a 18 miglia. L'esercito può attraversare il confine anche senza informare preventivamente il paese limitrofo e inseguire «elementi sovversivi», ritirandosi immediatamente dopo la conclusione dell'operazione.

L'accordo rinnovato di anno in anno non sarebbe stato

rinnovato da Bagdad dal 1989, quando con l'uso delle armi chimiche e la deportazione in massa dei curdi aveva fatto terra bruciata del Kurdistan e Saddam riteneva di non avere più bisogno della tutela turca.

Questo accordo sarà in realtà applicato solo da parte turca dal 1979 ad oggi. E' funzionale all'Irak, impegnato nella guerra contro l'Iran. Il che può così distogliere truppe irachene dal fronte nord. E' funzionale anche e

soprattutto alla Turchia, che teme le ripercussioni delle lotte autonomiste dei curdi iracheni sui curdi turchi, e vuole salvaguardare il controllo dell'unico oleodotto funzionante negli anni '80 che portava il greggio da Kirkuk a Dortwol, sulla costa turca.

Da allora si sono susseguiti i rastrellamenti turchi, soprattutto nel 1983 e nel 1984 quando nell'area di confine avevano trovato ospitalità le basi dei guerriglieri del Partito dei lavoratori del Kurdistan (Pkk) che da anni attuano la lotta armata in Turchia, causando oltre 2.500 vittime. La Turchia non riesce però a bloccare le attività del Pkk, che ottiene supporto logistico-militare dalla Siria. La sua base principale è nella valle della Be'qa, in Libano.

Nel marzo di quest'anno l'esodo del popolo curdo iracheno verso la Turchia e l'Iran determina il caos e segreto-

la gli equilibri regionali. Nello scorso autunno correvano voci del supporto logistico di Bagdad in funzione anti-turca ad Abdullah Ocalan, segretario generale del Pkk, che cominciava ad avere problemi con il regime siriano di Assad.

Nella scorsa primavera il caos nel Kurdistan iracheno avrebbe rafforzato il Pkk, che si è impossessato di enormi quantitativi di armi. Dal maggio di quest'anno gli

scontri armati tra guerriglieri del Pkk ed esercito turco si sono raddoppiati. Inoltre i conflitti armati si sono estesi dal confine siriano a larga parte del Kurdistan turco.

Ecco quindi la politica del doppio binario attuata da Turgut Ozal. Ponendo fine all'ostracismo kemalista il presidente turco ha attuato nella scorsa primavera alcuni passi significativi per il riconoscimento dei diritti del po-

polo curdo duramente repressi da settanta anni. Ha però mantenuto lo stato di emergenza e la nuova legge anti-terrorismo che dà maggiori poteri alle autorità.

E' ormai evidente che negli ultimi tempi Ozal ha attuato una politica duttile dove le aperture sono solo strumentali e questo sia verso i curdi turchi sia verso l'Irak. La liberalizzazione verso i 12 milioni di curdi turchi è stata solo ap-

parente. E' servita a dare all'esterno un'immagine rispettosa dei diritti umani della Turchia. Nella realtà ha cercato un avvicinamento con il leader curdo iracheno Jalal Talabani che avrebbe dato garanzie per negare al Pkk l'uso di basi nel Kurdistan iracheno. Il riavvicinamento con la Siria, altro alleato nel fronte contro Saddam, ha così permesso la strategia turca di accerchiamento del Pkk.

L'offensive turque contre les les pechmergas kurdes

Ankara décide de créer une « zone tampon » dans le nord de l'Irak

LE MONDE
9 août 1991

Le premier ministre turc, M. Mesut Yilmaz, a annoncé mercredi 7 août que son pays avait décidé d'occuper une zone de cinq kilomètres de profondeur dans le nord de l'Irak, créant ainsi une « zone tampon » destinée à empêcher l'infiltration de pechmergas kurdes. « Ordre a été donné « d'ouvrir le feu » contre « toute personne pénétrant sans autorisation dans cette zone », a-t-il précisé.

Cette décision prise par la Turquie, sans consultation préalable de ses alliés, pourrait créer des tensions au sein de la coalition présidée par les Etats-Unis, qui a récemment mis sur pied une force d'intervention mobile en Turquie, précisément afin d'empêcher toute agression contre les Kurdes irakiens qui habitent cette région. Elle risque aussi de provoquer la colère des Kurdes irakiens, désormais pris entre deux feux. Les premières victimes connues de l'expédition punitive turque sont d'ailleurs des réfugiés kurdes irakiens, dont une dizaine ont été tués au cours des bombardements qui ont, entre autres, visé les camps de réfugiés près de Khera-

zouk, dans la province irakienne d'Erbil.

Les chasseurs turcs ont effectué au total 92 sorties contre les positions des pechmergas dans la région du Durji, dans le cadre de « l'opération de nettoyage » qui, selon la presse d'Ankara, a été lancée le lundi 5 août. Le général Hirsut Tolon, secrétaire général de l'état-major, a indiqué que la décision de déclencher une opération « pour punir les rebelles », avait été prise lors d'une réunion avec le premier ministre.

Le général Tolon a précisé que cette réunion s'était tenue à la suite d'une attaque kurde contre un poste de gendarmerie turc à la frontière irakienne dans la nuit de samedi à dimanche, faisant neuf morts. « Nous avons opéré dans des régions où se situent des camps d'entraînement de 600 à 700 « brigands » (terme utilisé par Ankara pour qualifier les pechmergas kurdes de Turquie), a-t-il dit, indiquant que les bombardements avaient infligé d'importantes pertes aux rebelles. Il a précisé qu'un régiment appuyé par l'aviation et l'artillerie s'était emparé mercredi des collines dominant la

région irakienne, où se déroulait toujours en début de soirée l'opération de nettoyage ».

Toujours selon la presse, Ankara aurait prévenu les deux principales organisations kurdes d'Irak - le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de M. Massoud Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de M. Jalal Talabani) - qui contrôlent la région irakienne au sud de la ville turque de Hakkari où se déroule l'opération. Les journaux n'indiquent cependant pas quelles ont été les réactions de MM. Barzani et Talabani à ce qui peut être considéré comme une véritable déclaration de guerre contre les pechmergas.

Bagdad n'a pas réagi à cette offensive. Le ministre d'Etat irakien responsable des affaires étrangères, M. Mohamed Saïd El Sahaf, présent à Istanbul où il participe à la réunion interministérielle de l'Organisation de la conférence islamique, a déclaré « ne pas avoir été informé officiellement » de l'opération turque. Il a toutefois souligné que « l'armée irakienne n'était pas présente dans la région entre la frontière turque et le 36° parallèle », dans le nord irakien. - (AP, AFP, Reuter.)

sont totalement antinomiques avec la nature du régime de Bagdad. » Pour M. Fakhry Karim, le président Saddam Hussein a jusqu'à présent tenté d'imposer des conditions qui placeraient les Kurdes sous l'influence du régime de Bagdad. « C'est ainsi, affirme-t-il, qu'il a essayé de vider le contenu du futur accord d'éléments qui figureraient déjà dans l'accord d'autonomie de 1970. Il veut que les gouverneurs des provinces soient désignés par le pouvoir central, que les forces de sécurité et de police soient dirigées par Bagdad. Que Kirkouk et d'autres régions du Kurdistan échappent au contrôle des Kurdes sous prétexte de sauvegarder la sécurité stratégique de l'Irak. »

« Des avis différents »

Toutes ces conditions ont été rejetées par les émissaires du Front du Kurdistan irakien, poursuit M. Fakhry Karim qui admet cependant qu'il existe à l'intérieur de ce Front « des interprétations et avis différents ». Mais s'empresse-t-il d'ajouter, MM. Massoud Barzani et Jalal Talabani, dont les points de vue paraissent parfois contradictoires, sont d'accord sur un programme minimum fixé par le Front et au-delà duquel ils sont convenus de ne faire aucune concession. L'objectif de M. Saddam Hussein en engageant ces négociations est, affirme-t-il, de neutraliser le mouvement de résistance kurde, gagner du temps et d'opposer les chiites aux Kurdes.

M. Fakhry Karim estime que cette dernière tentative est vouée à l'échec. Il admet qu'au sein du Comité d'action conjoint de l'opposition irakienne, qui comprend entre autres les organisations chiites et qui s'est déjà prononcé contre les négociations avec M. Saddam Hussein, il a existé des divergences en ce qui concerne l'attitude à adopter à l'égard du Front du Kurdistan dont certains ont exigé la mise à l'écart. Mais maintenant, ajoute-t-il, il y a un

Les négociations entre les Kurdes et les autorités de Bagdad « ne peuvent que renforcer la position de Saddam Hussein »

nous déclare un dirigeant de l'opposition communiste

Le régime de Bagdad et l'opposition kurde en Irak ont engagé depuis la mi-avril des négociations en vue de parvenir à un nouvel accord sur le statut du Kurdistan irakien. Ces entretiens qui se sont déroulés à Bagdad n'ont pas encore abouti et semblent actuellement être dans l'impasse. De passage à Paris, M. Fakhry Karim, membre du bureau politique du parti communiste irakien, dont la branche kurde fait partie du

Front du Kurdistan, nous explique pourquoi son parti a toujours boycotté ces entretiens.

Dès le mois d'avril, souligne M. Fakhry Karim, nous avons fait part à nos partenaires du Front de nos « vives réserves » à l'égard de ces entretiens « qui ne pouvaient que renforcer la position de Saddam Hussein, en démobilisant le mouvement populaire de résistance contre le régime irakien et affaiblir la sympathie dont jouit la cause kurde auprès de la communauté internationale ». M. Karim ajoute

que malgré ses réserves, la branche kurde du PCI est demeurée au sein du Front du Kurdistan « pour éviter une scission » à l'intérieur du Comité d'action conjointe qui à Damas groupe l'ensemble des formations politiques de l'opposition irakienne.

« Nous estimons que tant que Saddam Hussein demeure au pouvoir, il ne peut y avoir en Irak ni démocratie, ni normalisation, ni droits de l'homme ou réalisation des objectifs du nationalisme kurde. Les revendications kurdes pour la démocratie et l'autonomie

consensus pour régler ce problème politiquement, « afin d'éviter d'offrir à Saddam Hussein une occasion inespérée de profiter de la division de ses adversaires ». Le Front du Kurdistan irakien, souligne-t-il, assiste à toutes les réunions des dirigeants de l'opposition. « Nous leur avons expliqué que la véritable garantie pour réaliser leurs aspirations est de préserver leurs liens avec l'ensemble de l'opposition ».

En conclusion, M. Fakhry Karim a vivement critiqué l'attitude « hypocrite » du président Bush et de certains milieux internationaux qui, en refusant de reconnaître politiquement l'opposition irakienne, contribuent à pro-

longer la « survie » du régime de M. Saddam Hussein. « Nous pensons que ce dernier ne sera pas renversé par une action extérieure, mais par les Irakiens eux-mêmes. Tout ce que nous demandons à la communauté internationale est d'apporter toute l'aide possible à l'opposition. » A ce propos, il a fait l'éloge du premier ministre britannique, M. John Major, qui, dit-il, n'a pas eu peur de rencontrer une délégation représentant l'ensemble de l'opposition irakienne, alors que celle-ci jusqu'à présent n'a été reçue au Quai d'Orsay que par des fonctionnaires, « aussi haut placés soient-ils ».

JEAN GUEYRAS

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY,
AUGUST 9, 1991

Turkey Says Goal In Northern Iraq Is a 'Buffer Zone'

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Turkish military planes and helicopters carried out new raids in northern Iraq on Thursday aimed at wiping out guerrilla bases of separatist Turkish Kurds, the semi-official Anatolian News Agency reported.

The attacks came on the fourth day of an offensive that has caused "heavy losses" among the guerrillas, according to the agency.

Officials denied reports that Turkey wanted to take over Iraqi territory, but they defended the decision to establish a "buffer zone."

A Turkish Foreign Ministry spokesman said that Iraq had tried to protest the raids but that Turkey had rejected it because "there were no grounds for such a protest," a spokesman said.

The Iraqi Army withdrew from the north in April when Gulf war coalition members moved in to set up havens for half a million Kurds who fled President Saddam Hussein's troops.

Ankara says it fears that the Turkish Kurdish rebels would operate unchecked from havens in Iraq, even though the Iraqi Kurds deny they support the Turkish Kurds.

Iraqi Kurds have protested the Turkish offensive and said their people were being killed, too.

The Turkish news agency reported that F-4 and F-104 fighter-bombers flew sorties over northern Iraq on Thursday in an operation lasting two and a half hours.

Puma and Sikorsky helicopters also attacked guerrilla hideouts, setting them on fire, the agency said. Commando units then moved against the bases, the agency said, without giving details.

The Kurdish separatists were said to have suffered "heavy losses," but no details were given.

Turkish newspapers said that only one soldier was killed.

Nechervan Barzani, deputy secretary of the Iraqi Kurdish Democratic Party, said that at least 15 Iraqi Kurds had been killed and 48 others wounded. He had no information on casualties among the Turkish Kurds.

A Turkish spokesman, Kaya Toperi, told an aide to the Iraqi Kurd-

ish leader, Massoud Barzani, that the troops were being careful not to harm Iraqi Kurds, the news agency reported.

But Mr. Barzani said the Turkish bombers attacked Kurdish refugee settlements in the former allied "security zone," as well as the village of Khera Zouk in the Sherwan district, near the border.

The Anatolian News Agency said the guerrilla camps under attack were in the remote and mountainous area where the borders of Iraq, Iran and Turkey converge.

The military announced Wednesday that the incursion had penetrated 8 to 10 kilometers (5 to 6 miles) into northern Iraq near the Durji region, where it said 600 to 700 guerrillas were based.

The attack appeared to be the biggest military operation that the Turks have ever undertaken against guerrillas operating from northern Iraq. It marked at least the fourth time that Turkey has crossed the border to attack forces of the separatist Kurdish Labor Party, which has been fighting since 1984 for an autonomous region in Turkey.

Turkish officials defended a decision to declare a five-kilometer buffer zone inside Iraq along the entire border. One official said that such a zone "is essential for the ultimate success of the military operation in northern Iraq, because of the power vacuum in the area."

Foreign Minister Safa Giray issued a statement Thursday saying, "This Turkish military operation does not pose any threat to Iraq's territorial integrity."

He said the occupation would "not be permanent." But some analysts speculate that the troops will remain as long as President Saddam holds power.

The official said Turkey had not decided how to control the buffer zone. He added that one option was to carry out constant surveillance flights, while deploying a small number of soldiers in the area.

About 3,000 people have been killed since the separatist Kurds began fighting seven years ago.

Ethnic Kurds make up about a fifth of Turkey's population of 55 million. (AP, Reuters)

THE EUROPEAN August 9, 1991

Kurds promise to release tourists



GERMANY

KURDISH separatists admitted that they mistakenly kidnapped ten German tourists who vanished in eastern Turkey last week, but promised that the ten would be returned in a few days.

The Kurdistan National Liberation Front in Bonn announced on Tuesday that the tourists, who included four children, were unharmed and had been taken by a commando unit without its permission.

The announcement ended five days of diplomatic activity between Ankara and Bonn, and rising concern in Germany over the tourists' plight.

The tourists were on a camping holiday in a mountainous region of eastern Turkey when they were abducted.

Treason trial: The government has granted East Germany's former spy-master Markus Wolf indemnity from prosecution and freedom of passage to Munich this October to enable him to give evidence at the trial of a former colleague facing treason charges. Wolf, the head of former East Germany's foreign intelligence, has been wanted in Germany since June 1989 on charges of spying. He fled to the Soviet Union after unification. The Federal Court ruled that Wolf's testimony would be of such significance at the trial that efforts to prosecute him had to be abandoned.

Boy found dead: An alleged kidnaper led German police to the body believed to be that of an 11-year-old Turkish boy seized two weeks ago. Police in Gelsenkirchen, acting on a tip, arrested one of three suspected kidnapers, an unnamed Turkish man, who took police to a field where they found the body. There had been no word from Aziz Dakin, son of a Turkish wholesaler living in Germany, after his father paid a Dm750,000 (\$440,000) ransom.

UN to Allow Iraq to Sell Oil for Food and Medicine

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, AUGUST 9, 1991

By Jerry Gray
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — The five permanent members of the United Nations Security Council have decided to continue sanctions against Iraq, but have agreed to allow Baghdad a one-time exception to sell up to \$1.6 billion worth of petroleum, with part of the money to be used to buy food and medical supplies.

Along with the permission to sell the oil comes a tough set of restrictions that would keep the revenue out of Iraqi hands and make sure that others, including the United Nations and countries with war-related claims against Iraq, get paid first.

"The United Nations has Iraq spread-eagled against the car and is going through its pockets," a Western diplomat said. "Iraq will never touch any of this money."

The head of Iraq's mission to the United Nations, Abdul Anbari, sat in on the deliberations by the permanent members Wednesday but left the meeting in anger after a short while and told reporters Iraq would denounce the decision.

"Iraq won't accept it both as a matter of principle and as a matter of practice," Mr. Anbari said.

He said the proposed oil sale had become so time-consuming and complicated that "it is simply not going to help us."

"It benefits non-Iraqis rather than Iraqis," he said. "For all practical purposes, it allows Iraq to buy not one sack of rice or one sack of grain."

Security Council members including the

United States say they are certain Iraq needs some help, but they question how much. Baghdad had asked to sell \$2 billion worth of oil solely to pay for humanitarian aid, but refused demands for a detailed accounting of its gold and foreign currency reserves.

Western diplomats, noting the continued Iraqi importation of such goods as liquor and American-brand soft drinks since the Gulf war ended, have questioned just how desperate Iraqi needs are.

After a week of discussions, the permanent members agreed on a resolution drafted by France that would allow Iraq to pump and sell — in three installments — \$1.6 billion worth of oil in the next six months.

One demand in the draft resolution is that the government of Iraq on the first of each month provide the secretary-general with a statement of its gold and foreign currency reserves.

How much oil Iraq can sell is to be determined by the Security Council after the secretary-general submits a report on the level of Iraq's humanitarian requirements, but the total for the six months cannot exceed \$1.6 billion. At current oil prices, that would be about half a million barrels a day, about a sixth of what Iraq produced before the war.

The draft resolution must still be voted on by the full 15 members of the Security Council, and officials said the vote would occur Friday or early next week. Although some members had favored easing the sanctions further, it is unlikely that the vote will go counter to the decision of the five permanent

members — the United States, the Soviet Union, China, Britain and France.

A diplomat who sat in on the Security Council deliberations said any chances of Iraq's getting easier terms were dashed this week with revelations that Baghdad had secretly extracted small amounts of plutonium and had lied about a biological weapons research plant.

Under the draft resolution, Baghdad would be allowed to sell its oil directly on the open spot market for six months from the date of passage of the resolution. But proceeds from the oil would go into an escrow account controlled by Secretary-General Javier Pérez de Cuéllar.

Officials said 30 percent of the oil revenue would be placed into a compensation account to pay governments and individuals who have filed claims against Iraq over war-related losses.

The draft resolution said some of the money would go to meet UN costs in Iraq. Those costs include inspections by the International Atomic Energy Agency and the Special Commission that was established to check for weapons of mass destruction, the transfer of all Kuwaiti property seized by Iraq and half the expenses for redrawing the border between Iraq and Kuwait.

Kurdes Ankara a lancé une offensive aérienne et terrestre contre les bases irakiennes du PKK, mouvement de guérilla kurde opérant en Turquie. Les Occidentaux observent

L'ARMÉE TURQUE S'INSTALLE EN IRAK

Ankara a annoncé avoir détruit 124 sites servant de bases de repli à plus de 700 « terroristes » kurdes, jeudi matin, trois jours après le déclenchement de la plus vigoureuse offensive turque contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), apparu il y a sept ans. Vingt mille soldats sont engagés, tout au long de la frontière irakienne.

En quarante-huit heures, mardi et mercredi, l'aviation turque a effectué plus de 150 sorties, tandis que des véhicules blindés appuyaient les troupes au sol. Le premier ministre Mesut Yilmaz a officiellement reconnu, mercredi après-midi, que l'opération se déroulait également « au-delà de la frontière ».

L'armée a établi une zone tampon profonde de 5 km à l'in-

térieur de l'Irak, officiellement destinée à empêcher les infiltrations. Les soldats ont ordre de tirer sur tous ceux qui y pénétreraient sans autorisation, a prévenu Mesut Yilmaz. La menace pèse sur les hommes du PKK mais aussi sur les combattants de la résistance kurde irakienne, qui tenaient cette zone depuis l'évacuation des forces de Bagdad.

L'offensive turque est clairement liée à une brutale recrudescence des actions attribuées au PKK depuis une quinzaine de jours dans le sud-est du pays. Mardi, plusieurs dizaines d'hommes ont attaqué et combattu pendant seize heures les forces de l'ordre dans la ville d'Idil. Deux jours auparavant, un commando avait attaqué une caserne des forces de sécurité, la sous-préfecture de Stiirt, tuant une dizaine de soldats. Il y

a dix jours, dix touristes allemands ont été enlevés près du lac de Van. Le ministère allemand des affaires étrangères attendait leur libération jeudi.

Une offensive prévue de longue date

La contre-attaque d'Ankara contre les bases du PKK en Irak, implantées à la faveur du vide de pouvoir qui s'y est instauré depuis mars dernier, était prévue de longue date. Le 24 juillet, le président turc, Turgut Özal, avait prévenu : « Nous les frapperons là où ils se trouvent, en Irak ou au cœur du Liban, avait-il lancé dans une allusion au soutien que la Syrie est suspectée d'apporter au PKK. Et nous frapperons à découvert. »

Une telle assurance pourrait difficilement s'afficher sans l'as-

surance d'un soutien tacite des États-Unis qui entretiennent l'essentiel d'une force d'intervention rapide basée à Silopi, au cœur des montagnes kurdes de Turquie. Cinq mille hommes, dont des Français, sont stationnés là, prêts à intervenir contre toute agression de Bagdad contre les Kurdes irakiens... Le Parti démocratique du Kurdistan, l'une des principales forces de la résistance irakienne, a affirmé que l'aviation turque a tué trente civils en deux attaques sur des villages. L'entente manifiée pendant la guerre entre Ankara et les Kurdes irakiens risque de souffrir de ces opérations qui n'ont pour l'instant provoqué que des réactions extrêmement prudentes de Bagdad.

J-C. P.

LA CROIX
10 août 1991

Turquie

La manière forte contre les Kurdes

Ankara poursuit son offensive militaire

ANKARA
DE NOTRE CORRESPONDANT

En trois jours, 132 sorties d'avions, 124 camps du PKK rasés. L'objectif est maintenant de nettoyer le grand camp de Durji (dans les monts Erushbi, à la frontière de l'Irak avec la Turquie et l'Iran) tout en empêchant les bandits de s'enfuir. Au tableau noir, le général Tolon explique par le détail le mouvement de tenailles dans lequel sont piégés 600 à 700 terroristes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), au sud de la Turquie et au nord de l'Irak, depuis le début de l'offensive répressive lancée par Ankara, lundi 5 août.

Décollant des bases de Malatya et de Diyarbakir, les appareils « Phantom » les rabattent vers l'est et sur la frontière iranienne où les attendent les commandos de l'armée de terre turcs. Imparable. Le nombre des victimes est maintenu secret.

Le nord de l'Irak est déclaré « zone interdite ». L'état-major

turc a retenu la leçon de la guerre du Golfe. L'information, il la délivre lui-même.

A Ankara, la capitale, vidéo par l'éte, l'opération de nettoyage du nord de l'Irak ne suscite qu'indifférence. Seul l'ancien premier ministre conservateur Suleyman Demirel dénonce la « manœuvre politique ». La démonstration de force du gouvernement voudrait faire oublier les concessions accordées il y a un mois aux Américains, lorsqu'une force multinationale a été installée à Slop (sud-est de la Turquie) pour protéger les Kurdes du nord de l'Irak.

L'offensive semble avoir reçu l'accord tacite de Washington. Marlin Fitzwater, le porte-parole de la Maison-Blanche, a affirmé que les États-Unis n'avaient pas été prévenu, du lancement de l'opération. Mais le quotidien populaire *Sabah* affirmait, vendredi, que les camps du PKK avaient été repérés par les satellites militaires américains et les photos transmises à l'état-major turc. L'offensive aurait dû être déclenchée une semaine plus tôt, révèle le journal *Hürriyet*, mais les « terroristes », informés des préparatifs, s'étaient réfugiés en Syrie et en Iran.

Ankara affirme que ses troubles resteront dans la zone tant qu'il sera nécessaire. L'Irak a remis jeudi une note de protestation au gouvernement turc exigeant « l'arrêt immédiat des opérations », note refusée par Ankara qui dénie à quiconque « le droit d'abriter des terroristes ». La résistance kurde irakienne s'inquiète elle aussi de voir l'armée turque s'installer dans ses territoires. L'un de ses leaders, Jalal Talabani, était attendu vendredi à Ankara.

L'opération de nettoyage, si elle peut porter un rude coup au PKK, semble néanmoins incompatible de l'éradiquer. L'organisation séparatiste est solidement implantée hors de Turquie, en Syrie, au Liban, en Iran, et dispose de relais en Allemagne et en Suède.

Les Kurdes largement favorables au PKK

Aussi les autorités turques semblent aujourd'hui buter au fond d'une impasse. Quatre ans d'état d'urgence dans huit provinces du sud-est du pays n'ont donné aucun résultat tangible. L'autorisation en février dernier de parler kurde librement a été sans effet.

On assiste depuis mai à une recrudescence des heurts qui ont fait au total 256 morts depuis



L'offensive semble avoir reçu l'accord tacite de Washington. Une opération que le président turc a certainement dû soumettre à George Bush lors de sa visite en Turquie, il y a un mois. (AFP.)

janvier. Plus grave, la rue kurde penche aujourd'hui clairement en faveur du PKK. A Diyarbakir et Cizre, les adolescents lancent ouvertement des slogans favorables au mouvement et à son chef, Abdullah Ocalan, dit Apo, qui réside à Damas.

Parallèlement, la principale formation kurde modérée, le Parti populaire du travail (HPP, gauche prokurde), est soumise depuis plusieurs semaines à une campagne d'intimidation qui a culminé le 8 juillet avec l'assassinat de son responsable à Diyarbakir. La gauche dénonce le bras de la « contre-

guérilla » suspectée d'être une branche turque du mouvement « Glaive ». Constituée d'anciens extrémistes de droite entraînés dit-on, en Amérique du Sud par la CIA, celle-ci aurait infiltré la police et l'armée.

L'ancien premier ministre, Bulent Ecevit, accuse, lui, le Bureau spécial de la guerre, une administration bien officielle qui « sortirait de son mandat ». Le HEP est actuellement le seul parti qui puisse offrir une voie légale aux aspirations de 10 à 12 millions de Kurdes de Turquie, dont 4 millions vivent dans le Sud-Est.

Pour le président Ozal qui, pour être originaire du Sud-Est, en saisit parfaitement les enjeux, une course contre le temps semble ainsi engagée. Seules des réformes profondes peuvent encore désamorcer la crise.

Encore faut-il qu'il parvienne à imposer à l'opinion et à l'armée une « solution politique ». Faut-il de quoi le Sud-Est pourrait s'embraser, ouvrant la voie à une nouvelle mise au pas du pays par les militaires, familiers, depuis trente ans, des coups d'état.

Bruno RIPOCHE

Drive Against Kurd Rebels in Iraq Nearly Over, Turkey Says

The Associated Press

ANKARA — Turkish troops have nearly completed their search-and-destroy missions against Turkish Kurd guerrilla strongholds inside northern Iraq, Defense Minister Barlas Dogu said Friday.

"We have reached to the end of the operation," Mr. Dogu said, but he declined to give a precise timetable for halting the pursuit of the Turkish rebels inside Iraq.

Turkish officials said earlier that troops would continue the incursion into Iraq until all the guerrilla hideouts had been wiped out.

Mr. Dogu said that when the operation ended, Turkey would maintain a narrow security zone in northern Iraq.

"The establishment of a buffer zone is a must to stop the hit-and-run attacks of the separatists bandits," he said.

Turkish jets and helicopters were carried out more than 130 sorties against rebel strongholds since early Monday. Troops supported by light armor and artillery clashed with the rebels shortly after the air raids began.

Turkey contends that the operation has inflicted heavy losses on the rebels. Mr. Dogu said one soldier had been killed and three others wounded.

The military said the operation was concentrated around several towns in an area near where the Turkish, Iraqi and Iranian borders converge.

The latest fighting marked at least the fourth time Turkish troops had attacked Turkish Kurd rebels inside Iraq since guerrillas of the Kurdish Labor Party, or PKK, began fighting in 1984 to set up an independent Kurdistan in south-eastern Turkey.

Previous acknowledged incursions, carried out with the permission of Baghdad, never lasted more than two days and failed to stop the rebel raids into Turkey.

Iraqi and Turkish Kurds have been in control of northern Iraq since the U.S.-led coalition force withdrew from the region after repatriating some 500,000 Kurdish refugees who fled to Turkey following a short-lived uprising against the Baghdad regime.

■ German Tourists Released

Ten German tourists kidnapped at gunpoint from a remote campsite in eastern Turkey a week ago were freed unharmed on Friday, news agencies reported from Ankara.

The police in the town of Tatvan on Lake Van said the 10 were well but tired after their ordeal. A rebel Kurdish group had taken responsibility for the abduction.

The Anatolian News Agency said the four women, three men

and three children were released close to a main road near the town of Bitlis. They hailed a bus and were taken to the town of Tatvan.

The 10 Germans had been camping with five other persons by a remote lakeside in the mountainous region, where Kurdish guerrillas are active. The other five managed to escape.

The German government on Friday sent an air force plane to pick up the 15-member group.

Ouest-France 10 août 1991

Turquie : la 20^e conférence islamique Le problème kurde occulté

La vingtième conférence islamique, la première depuis la fin de la guerre du Golfe, s'est achevée vendredi soir à Ankara après cinq jours de travaux sur l'adoption d'un texte soutenant l'OLP et condamnant l'Irak. Rien en revanche sur les Kurdes, à qui la Turquie est en train de faire subir un traitement à la Saddam Hussein.



Les dix touristes allemands qui avaient été enlevés il y a une semaine par des nationalistes kurdes dans l'est de la Turquie ont été libérés vendredi matin par leurs ravisseurs. Fatigués, mais en bonne santé, les ex-otages (notre photo) ont affirmé que la direction du parti des travailleurs kurdes avait désapprouvé leur enlèvement. Les ravisseurs avaient établi un lien entre le rapt et un procès qui se déroule actuellement en Allemagne, dans lequel sont impliqués des Kurdes du PKK.

ANKARA. (correspondance) — La vingtième réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) se voulait celle de l'unité retrouvée entre musulmans. Cet objectif n'a pas été atteint. Comme à l'accoutumée, chacun a voulu voir midi à sa porte. Les Africains et les Asiatiques auraient voulu que l'on parlât des problèmes réels tels que famine, analphabétisme, catastrophes naturelles et guerres civiles. Les autres n'avaient qu'une préoccupation : l'évolution de la situation au Proche et au Moyen-Orient.

Des visées sur Mossoul ?

C'est ainsi que la Syrie et l'Irak, mais aussi l'Iran, se sont émus de la vaste opération militaire déclenchée par l'armée turque au début de la semaine contre les Kurdes, à la frontière turco-irakienne et jusque dans le nord de l'Irak. Non pas par souci humanitaire mais parce que les trois pays soupçonnent la Tur-

quie d'avoir des visées sur les régions de Kirkouk et de Mossoul qui lui ont été enlevées par la Société des Nations en 1925. « Les Kurdes, a dit en effet le secrétaire général de l'OCI, le Pr Halgabit, ne sont pas à proprement parler une minorité religieuse, ce ne sont que des musulmans vivant dans quatre pays musulmans. Il y a bien sûr des problèmes, mais nous nous concentrons sur la protection de musulmans vivant dans un autre pays non musulman, question inscrite à l'ordre du jour. »

Le Koweït et l'OLP ont eu plus de chance. Tous les États membres reconnaissent l'organisation de libération de la Palestine

comme le seul et unique représentant légal du peuple palestinien. Tous, sauf l'Irak évidemment, condamnent le coup de force de Saddam Hussein contre le Koweït et refusent la levée de l'embargo.

En revanche, la candidature de « la République turque du nord de Chypre », uniquement reconnue par Ankara, qui avait demandé son adhésion en tant que telle à l'OCI, a été rejetée au grand dam de la Turquie. Néanmoins, la communauté musulmane turco-chypriote qui a le statut d'observateur, peut désormais agir comme n'importe quel membre de la conférence.

Angélique KOUROUNIS

Turks Vow To Pursue Kurd Rebels

Reuters

ISTANBUL — Turkey, incensed by the kidnapping of 10 German tourists and the killing of nine soldiers, said Tuesday it would take any action necessary to smash a rebellion by Turkish Kurds and to strike their bases in Iraq.

Prime Minister Mesut Yilmaz all but confirmed newspaper reports that the government sent troops across the border into Iraqi territo-

ry Monday to strike at mountain bases of the outlawed Kurdish Workers Party.

Asked about the reports, Mr. Yilmaz said he had nothing to add to his pledge Monday that Turkey would do whatever was needed to punish the guerrillas wherever they might be.

"The Turkish government is free to take all the needed steps against people who, making use of the absence of authority in northern Iraq, enter Turkey, commit crimes here and then go back," he said at a news conference in Ankara on Tuesday.

Foreign Minister Safa Giray said that he knew nothing about the reported Turkish attack but that he thought security forces were probably in pursuit of rebels who killed nine soldiers Sunday in a raid on a

post 25 kilometers (15 miles) north of the frontier with Iraq.

Such a cross-border raid would not be unprecedented. Twice in the 1980s Turkish planes flew over Iraq with Baghdad's consent to bomb suspected Kurdish Workers Party bases. Military sources in the southeast said troops had launched cross-border pursuits into northern Iraq as recently as April.

"We are fed up," the cabinet spokeswoman, State Minister Imren Aykut, said. "We have no patience left. Everything will be done to eradicate this rebellion."

"Our people are being murdered, tourists are being kidnapped. We will fight these rebels until the day they are totally destroyed."

She was reacting to a statement in Bonn by a Kurdish group that

guerrillas of a wing of the Kurdish Workers Party were behind the abduction Thursday of the 10 Germans — four women, three men, two young girls and a boy — from a lakeside campsite.

A spokesman for the National Liberation Front of Kurdistan said at a news conference in Bonn that the German tourists had been seized by a related Kurdish group without the commanders' knowledge or approval but that they would be freed soon.

Gun battles, rockets and murders have killed more than 3,200 people in eastern and southeastern Turkey in the seven years since the Kurdish Workers Party launched its battle for independence for Turkey's estimated 10 million Kurds in August 1984.

L'HUMANITE 9 août 1991

POURSUITE DES RAIDS TURCS EN IRAK

Pour la quatrième journée consécutive, le gouvernement d'Ankara a fait bombarder jeudi, durant deux heures et demie, les villages de Begova et de Khera Zouk dans le Kurdistan irakien. Objectif : détruire les positions tenues par six cents à sept cents combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan. Quinze d'entre eux auraient été tués et quarante-huit autres blessés, un soldat turc serait mort. Le ministre turc des Affaires étrangères a justifié l'occupation d'une « zone tampon » de 5 km dans la région, « essentielle pour le succès final de l'opération militaire dans le nord de l'Irak en raison du vide du pouvoir existant dans cette zone ». Pendant ce temps, M. Barzani, du Parti démocratique du Kurdistan, informait Ankara du déroulement des négociations kurdo-irakiennes à Bagdad. Des Mirages FI CR français, arrivés fin juillet sur la base de l'OTAN d'Incirlik, au sud de la Turquie, effectuent des reconnaissances quotidiennes, aux côtés d'appareils de l'US Air Force, dans la région. Jeudi matin, le Front de libération nationale du Kurdistan a annoncé à Bonn que les dix touristes allemands enlevés la semaine dernière en Turquie devaient être libérés dans la soirée, près de la ville de Diyarbakir, dans le Kurdistan turc.

LE MONDE 10 août 1991

TURQUIE

Poursuite des opérations militaires contre les maquisards kurdes en Irak

L'aviation turque a continué de bombarder, jeudi 8 août, pour la quatrième journée consécutive, les positions des peshmergas (maquisards) kurdes turcs situées en Irak du Nord. Le général turc Tolon a affirmé que l'aviation de son pays avait effectué, depuis lundi, 132 sorties et pénétré de dix kilomètres en territoire irakien pour bombarder les camps des « terroristes séparatistes » du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) — principale organisation kurde de Turquie qui opère contre le pouvoir central depuis 1984 — et les empêcher de gagner l'Iran. Selon Ankara, un soldat turc a été tué et deux autres blessés au cours de ces raids, qui auraient fait de « nombreux morts » parmi les rebelles.

L'Irak a officiellement protesté jeudi auprès de la Turquie, tandis que M. Mohsen Dizai, responsable

du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI), reçu à Ankara, demandait l'arrêt d'opérations qui « auront un effet négatif sur les négociations menées avec le gouvernement irakien en vue de l'autonomie des Kurdes d'Irak », et pourrait même « rapprocher » ces derniers de Bagdad. Selon M. Dizai, les raids turcs ont fait au moins vingt morts parmi les civils.

D'autre part, les dix touristes allemands enlevés en Turquie le 1^{er} août dernier ont été relâchés vendredi matin dans l'est du pays, près de Tatvan (province de Bitlis) à dix kilomètres du lieu où ils campaient. Leur enlèvement avait été revendiqué par le Front de libération nationale du Kurdistan, qui serait, selon certaines sources, une branche du PKK. — (AFP, Reuter, AP.)

A.F.P. —A.F.P. —

FRAD205 4 61 0208 FRA /AFP-FB64
Turquie-Kurdes
Manifestation de Kurdes à Paris

PARIS, 10 août (AFP) - Mille cinq cents Kurdes environ (300 selon la Préfecture de Police) - originaires pour la plupart du Kurdistan de Turquie -- se sont rassemblés samedi devant le consulat général de Turquie à Paris pour protester contre les opérations militaires de la Turquie contre les populations kurdes de Turquie et d'Irak, ont annoncé les organisateurs.

Selon un communiqué du Comité du Kurdistan, les manifestants, qui répondaient "à l'appel du Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK)", réclament "la reconnaissance d'une nation kurde indépendante, constituée des territoires kurdes occupés surtout par la Turquie et l'Irak".

Toujours selon la même source, les manifestants "constatent que les opérations militaires turques visent à supprimer la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, parti d'opposition des Kurdes de Turquie), qui mène une lutte armée depuis 1984". Ils "entendent enfin alerter l'opinion en France sur la situation des Kurdes et susciter ainsi le soutien de leur action."

Des troupes turques mènent depuis lundi dernier une "opération de nettoyage" contre les positions rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, selon Ankara.

mb/mfo

AFP 101552 AOU 91

LE QUOTIDIEN DE PARIS 10 août 1991

LIBERATION 10 août 1991

Manifestations kurdes en Europe

Les militants kurdes protestent contre les opérations militaires turques au Kurdistan irakien.

Des manifestants kurdes ont multiplié vendredi des actions dans différentes villes européennes, notamment à Genève au siège de l'ONU, pour protester contre les opérations de l'armée turque au Kurdistan irakien.

A Bruxelles, un groupe d'une dizaine de personnes, armées de marteaux, ont investi les bureaux de la Turkish Airlines et, en peu de temps, ont cassé vitres, machines et meubles. Un correspondant anonyme a immédiatement revendiqué l'action au nom de l'Organisation de libération nationale du Kurdistan (ERNK), branche politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste). Même scénario à La Haye, où un autre groupe a dévasté une banque turque, mais sans exprimer de revendication.

A Genève, une cinquantaine de manifestants kurdes réussissaient en début d'après-midi à pénétrer dans l'enceinte du Palais des nations, le siège de

l'ONU à Genève, en débordant le service d'ordre. Condamnant l'incursion turque au Kurdistan irakien, les militants kurdes ont cette fois largement diffusé un texte, exigeant que l'ONU condamne « cet acte barbare » et « envoie une délégation d'observation sur place ». Une délégation de quatre personnes a finalement été admise à rencontrer le président de la sous-commission des droits de l'homme qui siège actuellement à Genève.

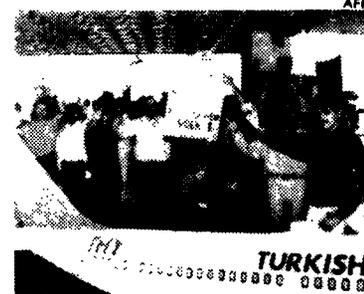
Les dix touristes allemands, enlevés il y a une semaine dans l'est de la Turquie, près de Tatvan, ont été libérés dans la nuit de jeudi à vendredi à une vingtaine de kilomètres de l'endroit où ils avaient été kidnappés, près du village de Guroymak. La veille, l'ERNK avait annoncé à Bonn leur libération imminente. En bonne santé, ils doivent être rapatriés aujourd'hui avec cinq autres Allemands qui avaient réussi à échapper à l'enlèvement.

Avec AFP et Reuter

Les Kurdes ont relâché leurs otages

Les dix touristes allemands enlevés le 2 août par des rebelles kurdes dans l'est de la Turquie, près de Tatvan, ont été libérés hier matin. Ils ont été relâchés près du village de Guroymak, à une vingtaine de kilomètres de l'endroit où ils avaient été enlevés alors qu'ils campaient avec cinq autres compatriotes. Ces quatre femmes, trois hommes et trois enfants sont arrivés à Tatvan par leurs propres moyens. A leur arrivée au poste de police, tous paraissaient en bonne santé, quoique fatigués. Il sont regagnés l'Allemagne hier après-midi à bord d'un appareil de l'armée de l'air allemande. Les rebelles kurdes ont fait savoir que cet enlèvement faisait suite à des poursuites judiciaires engagées en Allemagne contre des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Par ailleurs, les bureaux de Tur-



kish Airlines à Bruxelles ont été dévastés hier matin par des manifestants kurdes. Un correspondant anonyme, se présentant comme un sympathisant de l'Organisation de libération nationale du Kurdistan (ERNK), la branche politique du PKK, a revendiqué cette manifestation et précisé qu'ils voulaient protester contre l'intervention des forces turques au Kurdistan irakien.

IMMIGRATION

Le « Topkapi-Vintimille » des clandestins kurdes démantelé par la police

Deux ans d'enquêtes des polices française et italienne pour venir à bout d'une filière d'immigration clandestine. A l'origine, un ancien commissaire de police d'Istanbul, toujours en fuite, et son réseau de complices en Turquie, Yougoslavie, Italie et en France, où 1200 Kurdes sont ainsi entrés illégalement.

LIBERATION 10 août 1991

En Turquie, on l'avait baptisé « le passage Topkapi-Vintimille ». Les policiers français, eux, l'appelaient simplement « la filière turque ». Après deux ans d'enquête, en France, Italie, Yougoslavie et Turquie, de collaboration entre la Police de l'air et des frontières (PAF) et la police italienne, elle vient d'être démantelée et deux de ses organisateurs, incarcérés. Par ses soins, pendant les six premiers mois de 1989, plus de 1200 Turcs, originaires du Kurdistan, sont entrés irrégulièrement en France, avec la complicité de nombreux fonctionnaires turcs, d'hôteliers yougoslaves, italiens et français. Et la bénédiction, moyennant finances, de la mafia de Vintimille.

Des contacts, le cerveau de ce trafic — toujours en liberté — n'en manquait pas. N'en manque toujours pas, si l'on en croit les difficultés qu'a éprouvé la PAF pour faire coopérer la police turque à sa recherche. Et pour cause. Ancien commissaire de police, Ahmed Turak avait été responsable du service de délivrance des passeports à Istanbul. Mais, depuis quelques années, il s'était habilement reconverti. Une compagnie de transport à Istanbul, une agence de voyages à Ljubljana (Yougoslavie), il avait parfaitement monté son organisation.

Au départ de cette filière, des villages du Kurdistan. Là-bas, nombreux sont les candidats au départ, tant pour des raisons économiques que politiques. Des émissaires de Turak s'y rendent régulièrement et recrutent. Ils donnent rendez-vous à Topkapi, la gare routière internationale d'Istanbul. Les passeports ? Turak se charge de faire passer de quelques années à quelques jours le délai nécessaire à leur obtention. Les visas de sortie ? Fournis sur feuille volante avec une rare facilité, ils disparaissent sitôt la frontière passée.

Une frontière que les voyageurs franchissent en car. Seules les compagnies

agrées par le ministère du Tourisme ont le droit de la franchir. Mais, malgré l'interdiction qui frappe la Turak Turism et ses six autocars, les voyages se déroulent au vu et au su de tout le monde. Sans difficultés, tout comme la traversée de la Bulgarie et de la Yougoslavie.

C'est à Ljubljana, en Slovénie, que les choses sérieuses commencent. Répartis dans trois hôtels, le Belven, le Park Hôtel et l'hôtel Touriste, ils attendent l'arrivée du passeur. Dans ces établissements comme dans tous ceux qui, en Italie, serviront de halte sur le chemin de la France, des associés turcs secondent les gérants locaux. La frontière et le chemin jusqu'à Trieste, les clandestins le font généralement à pied, sous le contrôle d'un passeur qui les conduit à destination. Là encore, des hôtels les accueillent, multipliant par deux, pour l'occasion, le prix des chambres.

Étape suivante : Milan. Le voyage se déroule en train, en car ou en voiture particulière. Deux hôtels, toujours les mêmes, les attendent. Et toujours des prix prohibitifs. Milan, c'est là que les chemins divergent. Certains prennent la direction de Côme et passent en Suisse, puis en Allemagne. Mais, pour la majorité, c'est à Vintimille que les conduisent les cars, vers les hôtels Abbo, Torino et Splendid. Des hommes de paille italiens qui touchent un petit bénéfice pour tenir la fonction de gérants ; des standardistes turcs qui, accessoirement, font fonction de passeur ; la méthode est maintenant éprouvée. Mais, spécificité italienne, les passeurs sont payés directement. L'un d'eux, arrêté par la PAF, affirmera qu'il percevait, pour chaque personne, entre 3500 et 7000 francs. Et précisera que la moitié de cette somme était versée au chef local de la mafia.

Pour franchir la frontière, on a adopté la technique classique : chaque passeur dépose les clandestins à quelques kilomètres de la frontière, passe le

poste de douane à vide, et retrouve son « chargement » — qui, lui, traverse à pied — de l'autre côté. Les passeports restent à Vintimille dans les mains des organisateurs qui trouvent toujours à s'en resservir... Un petit arrêt à Nice où plusieurs hôtels, situés dans les environs de la gare, tiraient eux aussi quelques bénéfices de la combine ; et chacun choisit sa destination, souvent la région parisienne.

Deux des organisateurs du trafic ont été incarcérés. Le bras droit d'Ahmed Turak, d'abord : Arik Kul. Demandeur d'asile sous une identité en France, recherché sous une autre en Suisse où demeure sa femme et ses enfants, il résidait en Italie sous un troisième nom. Lors de son interpellation, il contrôlait le bon fonctionnement de l'hôtel Splendid de Vintimille. Un autre Turc, Hassan Baidar, considéré comme le numéro trois de l'organisation, est lui aussi sous les verrous. Enfin, Yourouk Memet, qui avait essayé de détourner le réseau, a été arrêté par la PAF de Menton. Un mandat d'arrêt international a été lancé contre Ahmed Turak. Caché en Turquie, il ne manque sans doute pas d'argent pour vivre. Selon les enquêteurs, chaque clandestin payait 13000 à 16000 francs le voyage jusqu'à Trieste. Sans compter le prix des chambres d'hôtel. La PAF estime que le « chiffre d'affaires » global de l'organisation sur les seuls six premiers mois serait donc compris entre 21 et 30 millions de francs.

Mais l'organisation n'est pas seule à avoir bénéficié du trafic. A Vintimille, le passage clandestin de la frontière est une industrie qui, selon les enquêteurs, fait vivre directement ou indirectement plus de 3000 personnes. Un chiffre qui a un peu baissé en juillet 1990, lorsque la filière turque a commencé à se sentir menacée. Les passeurs ont quitté la ville frontière. Pour San Remo, à une vingtaine de kilomètres.

Nathaniel HERZBERG

FORUM

RÉFLEXION

LES KURDES, PEUPLE DE L'AVENIR

PIERRE RONDOT

Les nouvelles du Kurdistan sont souvent tragiques, et toujours déconcertantes. Alors que dans le nord de l'Irak la situation se stabilisait, des chocs sanglants se produisaient vers le sud, à Suleimanié. Et les pourparlers entre chefs kurdes et gouvernement irakien, qui à la fin du printemps semblaient sur le point d'aboutir, sont apparemment au point mort.

Ces faits sont indéniables ; encore faut-il leur donner leur exacte dimension.

Suleimanié, à la lisière sud-ouest du pays kurde, a toujours eu un destin à part. Jusqu'à l'issue de la Première Guerre mondiale, la petite cité fut délimitée du joug ottoman, ne se donna-t-elle pas un roi, kurde bien entendu, qui ne put guère se maintenir ? Si graves qu'aient été les récents événements de Suleimanié, ils sont restés locaux.

M. Massoud Barzani continue de négocier avec le gouvernement irakien, et s'affirme toujours optimiste quant à l'issue des pourparlers. M. Jalal Talabani, pour sa part, est plus réservé.

Ainsi, M. Massoud Barzani, porteur d'un nom historique et héritier d'une époque familiale, paraît moins exigeant que M. Jalal Talabani, son aîné de vingt ans, que l'on sait très sensible aux réalités internationales, et de caractère plutôt conciliant.

Certains observateurs kurdes estiment que ces divergences sont plus apparentes que réelles, plus tactiques que fondamentales, et que les deux dirigeants kurdes sont parfaitement d'accord quant à la nature et quant à la portée des concessions et garanties à obtenir de la part de l'Etat irakien.

Ce sont les commentateurs



“Les données politiques de l'Orient favorables”

Turquie, à l'Iran et au nouvel Etat d'Irak ; deux minces fragments, devenus souvent de précieux refuges, à la Syrie et à l'Arménie soviétique. En dépit des efforts politiques ou guerriers, vigoureux mais non coordonnés, des Kurdes, et en dépit du mouvement mondial de libération des colonisées, ce partage subsiste jusqu'à nos jours.

Certes, si le peuple kurde avait été colonisé par des Etats occidentaux, il y a longtemps qu'il serait libre ! Mais il s'est trouvé placé sous la ferule d'Etats orientaux qui formaient, au profit de l'Occident, une ceinture de sécurité opposée aux éventuelles poussées soviétiques. Le fameux Pacte de Bagdad fit apparaître au grand jour cette réalité, restée longtemps discrète.

Mais ce qui hier encore navrait les Kurdes doit les combler aujourd'hui d'espoir : en effet, l'Occident ne ressent plus,

depuis les transformations survenues en URSS, la même nécessité impérieuse de barrages antisoviétiques.

Certes, la Turquie reste un élément majeur du jeu diplomatique occidental. L'Iran joue un rôle politique de plus en plus apprécié. Divers motifs ont conduit à préserver l'intégrité territoriale de l'Irak. Mais il ne s'agit plus la d'imperatifs stratégiques absolus. On peut prévoir que tôt ou tard les politiques d'Occident, plus libres désormais de repenser l'équilibre de l'Asie du Sud-Ouest, estimeront réaliste de faire entrer dans leurs calculs le poids d'un peuple de quelque 30 millions d'âmes.

Le moment viendra où ce ne seront plus seulement quelques idéalistes qui plaideront en faveur des Kurdes : ceux-ci, dans leurs présentes épreuves, peuvent entrevoir que l'avenir leur appartient.

saient, dans ces hautes montagnes d'Asie, deux empires rivaux, l'Iran séfévi et la Turquie ottomane. De chaque côté de leur frontière commune, les principautés kurdes sont alors subjuguées : avec quelques ménagements par la monarchie persane, mais brutalement par le sultan turc redoutant des mixions étrangères.

L'après-guerre du premier conflit mondial redécoupe, en tâtonnant, le Proche-Orient. Le pays kurde est sectionné : trois grandes parts en reviennent à la

occidentaux qui, à tort ou à raison, insistent sur ce qui leur paraît être une mesentente kurde. Ceux d'entre eux qui sont les plus avertis des réalités kurdes rappellent d'ailleurs ce proverbe qui compare le Kurde à tel oiseau qu'aurait : « Tous sont ennemis de la perdrix, et la perdrix est l'ennemie de la perdrix. »

Au cours de l'histoire, il est vrai, les circonstances ont desservi le peuple kurde : divisé en tribus, il se regroupait en émirs au moment où s'impo-

LE MONDE 11-12 août 1991

L'offensive turque au Kurdistan irakien

Bonn et Moscou dénoncent la « violation de la loi internationale » par l'armée d'Ankara

L'offensive militaire lancée par la Turquie dans le Kurdistan irakien commence à inquiéter les chancelleries. Vendredi 9 août, le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a accusé la Turquie d'attaquer des civils kurdes dans le nord de l'Irak. « Il s'agit de graves violations de la loi internationale et des principes de l'acte final d'Helsinki », estime le chef de la diplomatie allemande, qui ajoute que le comportement du gouvernement turc « méprise les valeurs communes que défendent les partenaires de l'OTAN, ce qui compromet ses relations avec la Communauté européenne ». Une lettre de protestation a été remise au chargé d'affaires turc à Bonn.

A Moscou, un communiqué du ministère des affaires étrangères dénonce l'opération de l'armée turque. « Quels que soient les objectifs, et les raisons, elle ne se justifie pas, et, à notre avis, cette voie ne répond pas aux normes en train d'être mises en place pour la solution des problèmes, d'autant plus

qu'il s'agit de la violation des frontières d'un Etat souverain. »

A Ankara, le premier ministre turc, M. Mesut Yilmaz, a annoncé vendredi soir le retrait d'ici à quelques jours des troupes turques qui mènent depuis lundi une « opération de nettoyage » au Kurdistan irakien. Le ministre turc de la défense, M. Barlas Dogu, s'est pour sa part prononcé vendredi, après M. Yilmaz, en faveur de la création d'une « zone tampon » tout au long de la frontière turque après la fin des opérations de l'armée turque. M. Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPK), arrivé vendredi à Ankara, a affirmé qu'il s'était entretenu avec le porte-parole de la présidence de la république turque, M. Kaya Toperi « de la nécessité de prévenir les pertes civiles ». Il n'a cependant pas précisé s'il approuvait l'opération lancée contre les peshmergas du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). - (AFP, Reuter, AP.)

LE VAR MATIN 9 août 1991

Turquie : raids sur le Kurdistan

DES avions de guerre et des hélicoptères de l'armée turque ont lancé de nouveaux raids hier dans le Nord de l'Irak contre des bases du parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K.).

Cette offensive turque, qui dure depuis quatre jours, a entraîné de « lourdes pertes » dans les rangs des rebelles kurdes. Selon la presse turque, un soldat turc est mort dans cette offensive.

Pendant deux heures et demie, des avions de combat F-4 et F-104 ont effectué des sorties dans le Nord de l'Irak.

Des hélicoptères Puma et Sikorsky ont également attaqué et incendié des caches du P.K.K.

Nechervan Barzani, un des dirigeants du parti démocratique du Kurdistan a déclaré qu'au moins 15 Kurdes irakiens avaient été tués et 48 autres blessés au cours de ces attaques. Il n'a pas pu préciser le nombre de victimes parmi les Kurdes turcs.

Cette incursion turque en Irak est au moins la quatrième depuis 1983 dans le cadre de la lutte contre les séparatistes kurdes.

Ouest France 13 août 1991

Turquie : la chasse aux « bandits des montagnes » Le désarroi des Kurdes

ANKARA (correspondance). - La décision turque de créer une zone-tampon de sécurité dans le nord de l'Irak suscite un climat d'angoisse dans les populations kurdes vivant dans le Kurdistan turc, au sud-est de la Turquie. « Plus personne ne veut nous sauver maintenant, se désole Aziz, 17 ans, jeune désœuvré parmi tant d'autres à Nusaybin. Notre seul espoir n'est même plus en vous, Occidentaux, puisque vous laissez faire, mais dans le PKK. Ils peuvent toujours essayer de nous anéantir, mais si vous croyez que l'armée turque contrôle la situation, vous vous trompez, tout comme vous vous trompez si vous croyez que l'on va abandonner notre terre. »

Grâce aux photos de George Bush

Dans la région, les regards sont lourds et chargés de reproches. Jusqu'à présent, seule la Suisse a suspendu ses livraisons d'armes à Ankara. Le reste de l'Europe ferme les yeux sur les opérations de l'armée turque au Kurdistan turc et irakien.

Les ordres donnés au commandement turc sont formels : couper toute retraite aux maquisards du Parti des travailleurs kurdes (PKK) vers l'Irak ou la Syrie et ne faire aucun prisonnier. Le camp de Durgi, où étaient réfugiés quelque sept cents rebelles à l'ouest d'Ankara, est tombé. Ceux qui n'ont pas pu fuir en Iran ont été exterminés. La précision des bombardements a été facilitée par les photos-satellite fournies par les Américains au président Ozal qui en avait fait la demande à George Bush !

La Turquie a toujours su utiliser la moindre opportunité pour faire avancer ses dossiers et ses points de vue. Celui de Chypre l'a été, à la suite du lamentable coup d'État des colonels, contre Makarios, ethnarque grec ; celui des Kurdes le sera à la faveur de l'absence de souveraineté de l'Irak dans la région, l'armée de Bagdad n'ayant pas le droit de circuler sur le 36° parallèle et la frontière turque. Cela devrait permettre à Ankara de renforcer la présence des Turkmènes dans la région.

La presse turque, dans son ensemble, se félicite de l'opération contre les Kurdes. A l'exception du journal *Cunuruyet*, qui demande l'arrêt immédiat des combats. Selon des sources kurdes, ceux-ci ont fait plusieurs dizaines de morts dans le camp de réfugiés kurdes de Kherazouk, théoriquement sous la protection de la force alliée d'intervention rapide basée à Silopi, en Turquie.

Comme, par enchantement, le gouvernement annonce des élections législatives anticipées, au plus tard en avril, probablement en novembre, alors que l'opposition les demandait depuis plus d'un an. Le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz fait donc d'une pierre deux coups : régler physiquement le problème kurde et en récupérer le bénéfice électoral. Son parti, l'ANAP, a le vent en poupe. Peut-être même était-ce la seule raison de cette intervention contre les « bandits des montagnes » du PKK. Motivée, il est vrai, par une série de coups de main contre des objectifs turcs.

Angélique KOUROUNIS.

Tuesday, August 13, 1991

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Turkey Makes Deal With Iraqi Kurds on Border Security

By Sam Cohen

Special to The Christian Science Monitor

ISTANBUL

AS Turkey's cross-border military operation in northern Iraq winds down, Turkish and Iraqi Kurdish leaders have come to terms on security arrangements along the border.

The deal follows several days of talks in Ankara between senior Turkish administration and military authorities and two Iraqi Kurdish leaders about Turkey's military incursion into northern Iraq last week. The Turkish strikes aimed to destroy bases and camps of the Kurdish Workers Party (PKK), an underground Kurdish separatist organization engaged in guerrilla activity in southeastern Turkey.

The Turkish cross-border operation was launched last Monday, after PKK guerrillas escalated their attacks against Turkish military and civilian targets from their bases in northern Iraq. The Turkish Air Force bombed several PKK camps, and this action was followed by intensive "cleanup" operations by commando units and other ground forces.

Prime Minister Mesut Yilmaz said on

Aug. 11 that most of the Turkish forces inside northern Iraq would likely start withdrawing by the end of the week. He said, however, that Turkey's "surveillance of the border areas used by the PKK bandits for infiltration will continue."

Turkish officials and senior officers stress that Turkey will do whatever is needed to protect the lives of its citizens and servicemen in southeastern Turkey, including creating a Turkish "security zone" along the Iraqi-Turkish border, some three miles inside northern Iraq.

Foreign Minister Sefa Giray said last Friday that a Turkish military presence was necessary "at least for the next two months." Other senior government officials also indicated that Turkish troops would have to remain in the so-called "buffer zone" until authority is restored in that region. The official Turkish reason for the military action against northern Iraq was, in Mr. Yilmaz's words, "the lack of authority" that allowed the PKK to set up bases there to conduct raids on Turkey.

Yilmaz made it clear that Turkey does not want to keep large forces in northern Iraq in order to enforce a security zone. Iran and Syria have already expressed suspicion over the Turkish border raid, and some EC countries, including Germany,

have condemned the violation of Iraq's sovereignty by Turkey. Opposition leaders in Turkey have also spoken out against the incursion.

In order to avoid a controversial military presence, the Turkish government decided to make a deal with the Iraqi Kurdish leaders, whose *peşmergas*, or militias, are more or less in control of that area. According to reports yesterday, the Turkish government has agreed to grant food, medicine, and other aid to the Kurds in northern Iraq directly, in return for the Iraqi Kurdish leadership's cooperation in meeting Turkey's security needs in that area.

After talks in Ankara, Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) said, "We don't want the PKK to use our territory for activities directed against Turkey. We shall not permit this. We have given guarantees to the Turkish authorities to this effect."

Before this weekend's talks, Mr. Talabani had criticized Turkey's military action and said the Turks had no right to enter "Kurdistan." He had also claimed that Iraqi Kurdish civilians and *peşmergas* were killed during the Turkish bombing. The Turkish government said that the Iraqi Kurdish leadership was informed before

the cross-border raid and asked to keep their men out of the area.

Privately Talabani has repeatedly said that Turkey's interests lie in dealing directly and cooperating with the Iraqi Kurds and supporting their demand for autonomy in northern Iraq.

In this context, the deal has a deeper political significance: Turkey thus gives moral support to the Iraqi Kurds who want to consolidate their de facto control of northern Iraq.

The question of Kurdish autonomy in Iraq has been an embarrassing issue for Turkey, which itself has a large Kurdish population mostly concentrated along the Iraqi border. Many Turks (even in high administration positions) suspect that the ultimate goal of all Kurds - in Iraq as well as in Turkey - is to achieve separation and independence. Critics of President Turgut Ozal's more flexible policy on the Kurdish problem attack him for starting even a dialogue with the Iraqi-Kurdish leadership.

The Turkish military action to eradicate the PKK presence in northern Iraq has, however, led the government to establish closer contacts with that leadership, and possibly a cooperation with the *peşmergas* whom Turkey now wants to play a role in helping its security.

Kurds May Play Key Role In Shaping Iraq's Future

Rebels use control over Kurdish city to bargain for liberalization

By Laminis Andoni

Special to The Christian Science Monitor

SULAYMANIYAH, IRAQ

THE scene in this Kurdish stronghold is a reminder of 1922, when rebel leader Sheikh Mahmud al-Barzanji established a short-lived independent Kurdish kingdom here. Bearded militiamen, dressed in traditional costumes, confidently patrol city entrances and government buildings, and move freely in the streets.

But the Kurds have come a long way since the Barzanji revolt, which ended tragically when British troops crushed his "kingdom" in 1923. They have no illusions about the extent of foreign, particularly Western, support for a Kurdish independence movement in Iraq.

"The Kurds have learned from the previous experiences. They know better now than to depend on foreign support," says Wamih Nazmi, a political scientist at the University of Baghdad.

So even when the *peshmargas*, or militias, found themselves in charge of Sulaymaniyah, after a short spell of

bloody fighting with the Iraqi Army last month, they knew their control would not amount to more than a bargaining chip at talks over autonomy between the Baghdad government and Kurdish groups.

But the lack of Western support has not forced the Iraqi Kurds to settle for nothing. In the view of analysts and even some Iraqi officials, the Kurdish movement is expected to help shape Iraq's future.

"By coming to Baghdad for talks with the government and linking talks over ... autonomy with demands of democracy, the Kurdish movement has gained respect among the Iraqi Arabs and has placed itself in ... a key role in shaping the future of a united Iraq," says the University of Baghdad's Saed Naji Jawad, an expert on the Kurdish question.

In a Monitor interview early this month, Iraqi Prime Minister Saadoun Hammadi conceded that the four-month negotiations with the Kurdish parties have convinced the Baghdad government to liberalize, in some respects, the laws governing political parties and the press.

Mr. Hammadi says that the future of democratization in Iraq

hinges on the signing of an agreement with the Kurdish parties. The Kurdish opposition, especially in the Kurdish Democratic Party (KDP), believes the weakness of the Baghdad government provides it with a rare chance to reach an agreement, according to Kurdish sources.

The talks, however, have failed so far. Political observers in Baghdad believe that the Baghdad government resents the forceful Kurdish campaign for democratization. Iraqi officials also feel that they can afford to play for time to consolidate their standing and secure an agreement that limits the Kurdish role, according to these observers.

This Iraqi government assessment runs against most Western and even Arab predictions that time is against the Iraqi regime.

Whether to postpone or reach an agreement with Baghdad is a major debate among the Kurdish groups, according to sources in the opposition parties.

KDP leader Masoud Barzani apparently believes that signing an agreement with Iraqi president Saddam Hussein would be better than waiting for a pro-Western government to replace Saddam's Baathist regime. According to



KURDS AT THE IRAQ-SYRIA BORDER. Leaders of the Iraqi Kurdish groups are debating whether to reach a deal with Saddam now or wait for a change.

this line of argument, the Kurdish question will lose its importance

as a pressure point against the regime if a pro-American government takes over in Baghdad.

"The West will then be as apathetic to us as it is to the Kurds in Turkey," says a Kurdish university professor who preferred anonymity. But Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, believes otherwise. He maintains closer ties with the West and thinks that the Kurds could get a better deal if the regime collapses, according to the same Kurdish sources.

KURDISH AUTONOMY BID

Kurd Extremists Train in Lebanon

Guerrilla leader scorns negotiations, in favor of armed raids and 'political lessons'

By Scott Peterson

Special to The Christian Science Monitor

BEKAA VALLEY, LEBANON

NESTLED in the rocks on the far side of Lebanon's Bekaa Valley, near the Syrian frontier, is a training camp for guerrillas of the outlawed Kurdish Workers Party.

Here the Kurdish Workers Party (PKK) guerrillas are taught to be true believers in a separate Marxist-Kurdish state, in the evil of the Turkish government, and in terror tactics.

In late July, for instance, 10 civilians died in southeast Turkey when their minibus hit a mine thought to be laid by the PKK. More than 2,000 people have been killed since 1984 in guerrilla fighting since the PKK started armed attacks. Turkish government forces have recently launched a series of attacks, including air strikes, on guerrilla positions along the border with Iraq. (See story, page 5.)

Against the government

"These are lies - it is the psychology of war and the Turkish press who say this" about civilian deaths, says Abdullah Ocalan, the thick-set founder of the PKK, who looks surprisingly like Saddam Hussein.

"Our war is against the Turkish government, not the people of Turkey. Today there are 1,500 PKK guerrillas inside Turkish prisons, and they do everything to them; some die," Mr. Ocalan says, squinting through heavy black eyebrows.

An estimated 5,000 PKK guerrillas are at work inside Turkey, fighting for an independent Kurdish state.

The United States State Department branded the PKK a "terrorist" organization last year, and

they are by far the most extreme and militant Kurdish group.

In the view of the PKK chief, Iraqi Kurdish leaders Jalal Talabani and Masoud Barzani, who are negotiating with Saddam Hussein for an autonomous region in northern Iraq, betray all Kurds by talking instead of fighting.

"They are both weak, so they talk," says Ocalan, whose nom de guerre is Apo, or Leader. "We refuse this agreement. They negotiate with Turks also, and Turkey is our enemy. Early this year they came to this camp. Their words are good, but they speak too much. They are tribal leaders and work only for themselves."

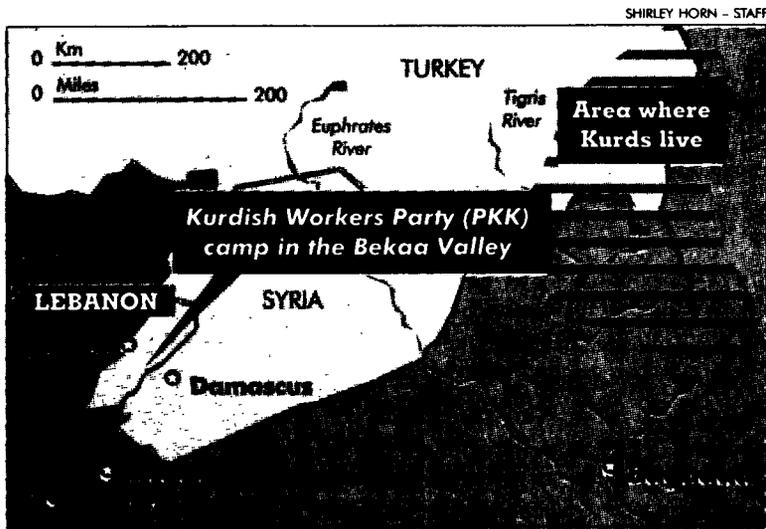
Apo's vision for the PKK is different, and it is evident everywhere in this barren camp, created with the blessing of the nearby Syrians, who have been backing them as a political trump card against Turkey.

At the entrance is a checkpoint for another camp - also on Lebanese soil - of the Damascus-based radical Palestinian faction of Nayef Hawatmeh. Lebanese Army men are nowhere around - all roads to these camps are controlled by plainclothes Syrian intelligence men with pistols stuck in their belts.

Individual salutes

"The guerrillas are more a political force, not a military force," says Apo, his white Adidas basketball shoes contrasting sharply with his plain dark uniform. The mural on the front of his small building shows him waving, his feet lost in a thick carpet of flowers and grass. "We do raids on villages - 50 so far this year - and spread our ideas."

The 300 trainees at the camp, mostly from Turkey, are saluted individually each morning by Apo. The youngest seem no more than 14 years old. They hear three or four hours of "political



SHIRLEY HORN - STAFF

Iraqis Charge US With Double Standard on Kurds

BAGHDAD

IRAQ'S Army newspaper Monday criticized the United States' silence over what it termed Turkey's oppression of the Kurds. "The suspicious silence, especially that of America, toward the oppressive operations against Turkey's Kurds truly reflects ... political hypocrisy," al-Qadissiyah said in an editorial.

Turkish forces, supported by planes and helicopters, last week crossed the Iraqi frontier to strike at Turkish rebel Kurds they said were based in Iraq.

The strike followed an attack by the rebel Turkish Kurds on a police post on Aug. 4 in which nine policemen were killed.

The purpose of the Turkish response was to prevent Kurdish guerrillas in northern Iraq from crossing back into Turkey. The Turks are setting up a buffer zone to protect their frontier from further incursions by the Kurds.

"The American attitude ... is not identical or equal to that it adopted during the events in northern Iraq when America and the European states sent the world topsy-turvy," the Iraqi Army newspaper said.

The US and several European countries sent forces to northern Iraq and established safe havens for Iraqi Kurds to protect them from Baghdad government reprisals when their revolt against Saddam Hussein failed in March.

"This [Turkish] military operation is a new and added proof of the double-standard policy adopted by the US Alliance," it said.

Iraqi Kurds said last week they disassociated themselves from guerrilla operations in Turkey by autonomy-seeking Turkish Kurds.

- Reuters

lessons," where they learn how to incite the Kurdish population of Turkey to revolt, and then win them over with the PKK's stock Marxist-Leninist ideology.

"Marx and Lenin yes, but also democratic and humanist," Apo says about PKK thinking. "We are not relating to the socialism of the Soviet Union. We will have the right socialism."

No country today, Apo adds, serves as a model for his PKK-run Kurdistan.

The training camp is well-inscribed with the paraphernalia of revolution, similar to that of armed rebel groups from southern Africa to southeast Asia. A pristine portrait of Lenin stares down on the proceedings of a

small clinic, and the Soviet hammer and sickle and Kalashnikov assault rifles appear on some flags.

The main meeting chamber, decked out in red and gold, lionizes members of the PKK Central Committee. Guerrillas heed Soviet-exported devotion to martyrs and dates.

"The Day of Honor" - to remember two PKK Central Committee members who died in a 1982 hunger strike in a Turkish prison - is celebrated with a long political discourse by Apo, and flying banners asking for his longevity.

A whistle blows and men and women in unmarked green uniforms and gleaming running

shoes run to the marching ground and line up, a little haphazardly, near a freshly-painted but battered World War I artillery piece.

They train with Kalashnikovs and larger machine guns, but nothing they can't carry in the rugged hills of Turkish Kurdistan.

The PKK work easily along Turkey's border from Syria to the Soviet Union.

"The Turkish Army is afraid," says Apo, though with good reason. According to a PKK statement released last month, 399 Turkish soldiers have been killed, as well as 32 officers, and a handful of "police officers, special team members, village protectors and informers." Only 57 guerrillas were "martyred," it said.

No smoking

The aspiring guerrillas also are cautioned against smoking - a pet peeve of Apo, born of his experience in high-altitude Turkish Kurdistan.

"He hates smoking," says one PKK member in the camp. "Once he challenged some guerrillas to race up a hill, but they could not go beyond halfway and he told them, standing on top: 'For this you would be killed. If the Turkish soldiers don't kill you in those hills, smoking will.'"

As bursts of gunfire continue to ricochet through the mountains, Apo explains: "Now we are married to the war, to the revolution. Our war is for humanism."

LE MONDE 13 août 1991

L'incursion turque au Kurdistan irakien

Ankara n'a toujours pas annoncé la date du retrait de ses troupes

Le premier ministre turc, M. Mesut Yilmaz, a affirmé, dimanche 11 août, que la situation militaire dans le nord de l'Irak était sous le contrôle de l'armée turque mais que les forces d'Ankara poursuivaient leurs opérations de nettoyage dans la région.

Répondant aux questions des journalistes à Abant, province de Bolu, à 200 km au nord-ouest d'Ankara, il a déclaré que « la résistance dans les camps d'entraînement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) avait été tota-

lement brisée » et que « les objectifs prévus ont été atteints ». Il a ajouté que les troupes turques se retireraient après avoir pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité dans cette région mais il n'a pas donné de précisions sur « ces mesures », ni sur la date du retrait.

Pour ce qui est des réactions de la communauté internationale, M. Yilmaz a dit : « Nous n'avons pas reçu de réactions d'importance capitale. De toute manière, nous ne les prenons pas au sérieux, car la Turquie est libre de prendre toute sorte de

mesures contre ces brigands qui opèrent dans des régions où personne n'est souverain pour pénétrer en territoire turc. »

Après l'Allemagne, l'URSS et la Suisse, qui avaient protesté contre l'expédition turque qualifiée de « violation de la loi internationale », la Grèce a condamné ces opérations « qui dépassent le cadre étroit d'un incident de frontières ou d'une chaude poursuite » et sont des actions qui « violent la législation internationale ». La radio de Téhéran a pour sa part comparé « l'incursion des troupes turques au nord du territoire irakien à l'attaque de l'Irak contre son voisin », soulignant que « l'agression de Saddam Hussein contre le Koweït a été réalisée avec les mêmes préparations et arguments ». - (AFP, Reuter.)

A.F.P. — A.F.P. —

FRA0195 4 I 0192 FRA /AFP-KY23

Turquie-Irak-Kurdes

Près d'un millier de manifestants à Paris à l'appel du Comité du Kurdistan

PARIS, 15 août (AFP) - Près d'un millier de personnes, selon la police, ont manifesté à Paris jeudi après-midi de la place de la République à la gare de l'Est à l'appel du Comité du Kurdistan, afin de protester contre l'« agression de l'armée turque au Kurdistan sud occupé par l'Irak ».

Les manifestants entendaient également célébrer la "fête nationale" des Kurdes. Selon un communiqué du Comité du Kurdistan, le 15 août est la date à laquelle, il y a sept ans, a été créée l'Armée de libération populaire du Kurdistan (ARGK). Une représentation de danses et chansons populaires était prévue devant la gare de l'Est après la manifestation.

L'armée turque, rappelle-t-on, a récemment pénétré en territoire irakien pour y mener une opération "de nettoyage" contre les Kurdes.

Le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), principale organisation indépendantiste des Kurdes de Turquie, avait déclenché le 15 août 1984 la lutte armée par deux opérations sur des objectifs militaires turcs à Eruh et Semdinli (provinces de Sirkak et Hakkari).

ΕΛΕΥΘΕΡΟΤΥΠΙΑ Παρασκευή 9 Αυγούστου 1991

«Αττίλας και στο Βόρειο Ιράκ»

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥΠΟΛΗ, 9. ΤΟΥ Σ. ΣΟΛΤΑΡΙΑΗ

ΣΥΝΕΧΙΣΤΗΚΕ για τρίτη μέρα η ακαθάρτη επιχείρηση, την οποία ξεκίνησε η Αγκυρα κατά των Κούρδων του ΡΚΚ, μέσα στα εδάφη του Β. Ιράκ, όπου βρίσκονται οι καταυλισμοί τους.

Τα F-4 και F-104 τα οποία απογειώθηκαν από τα στρατιωτικά αεροδρόμια της Μελιτικής και Ντιγιαρβεκίτης έκαναν περί τις 120 απογειώσεις, ενώ υπολογίζεται ότι βομβάρδισαν 124 κούρδικούς καταυλισμούς.

Όπως έχει γίνει γνωστό η όλη επιχείρηση που συνεχίζεται χαρακτηριστικά από αρμόδιους ως «πολεμική επιχείρηση», αφού μετά τους βομβαρδισμούς, αλεξιπτωτιστές, δυνάμεις πήραν μέρος στις συγκρούσεις καταδιώκοντας τους Κούρδους αντάρτες.

Πληροφορίες που προέρχονται από την περιοχή Ζάχο του Β. Ιράκ επιστημαίνουν ότι οι Κούρδοι αντάρτες χτύπησαν ένα αναγνωριστικό ελι-

ΤΟΥΡΚΟΣ ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ ΑΝΑΛΥΕΙ ΤΗΝ ΕΠΙΘΕΣΗ

κόπτερο τύπου «Ρυμα» το οποίο κι έριξαν. Προσπαθώντας ν' αναλύσει ανώτερος αξιωματικός του τουρκικού ΓΕΕΘΑ την όλη επιχείρηση δήλωσε: «Χρησιμοποιείται κάθε μέσο των Τουρκικών Ενόπλων Δυνάμεων. Γίνεται ό,τι ακριβώς είχε γίνει κατά την εισβολή της Κούρδου. Επί πλέον χρησιμοποιούνται πολύ πιο σύγχρονα και δυνατό όπλα. Η όλη επιχείρηση θα γινόταν πριν οκτώ ημέρες. Είχε γίνει, όμως γνωστό ότι είχαν φύγει προς το εσωτερικό του Ιράν και της Συρίας.

Στις αρχές της βδομάδας τα αναγνωριστικά μας αεροπλάνα ανακάλυψαν ότι οι τρομοκράτες είχαν επιστρέψει στους 124 καταυλισμούς τους, της εκεί περιοχής. Η επιχείρηση ξεκίνησε με ρίψη δυνάμεων στα σύνορα Ιράν και Συρίας. Και αυτό για να

Πάντως, αν και όλος ο πολιτικός κόσμος της Τουρκίας είναι κατά του ΡΚΚ, εντούτοις η αντιπολίτευση άρχισε και κατηγορεί την κυβέρνηση, γιατί μέχρι σήμερα επέτρεψε με την αδιαφορία της να διογκωθεί το πρόβλημα.

Ο πρόεδρος του «Ορθού Δρόμου» Σουλεϊμάν Νεσμερβάλ, σχολιάζοντας την εκτός

συνόρων επιχείρηση του στρατού, είπε ότι «...θα ήταν καλύτερα να τακτοποιηθεί πρώτα η κατάσταση εντός των συνόρων - και συνέχισε: - Σκοτώθηκαν 191 πολίτες μας, ληστεύθηκαν Τράπεζες, κτηρήκαν αστυνομικοί σταθμοί, δολοφονήθηκαν στρατιώτες μας στα σύνορα. Η Ν.Α. Τουρκία φλέγεται. Επί επτά μήνες τα γεγονότα που συμβαίνουν, δεν είναι συνωριστά, αλλά σε περιοχές που απέχουν 400 και 700 χιλιόμετρα από τα σύνορα. Πού βρίσκονται η κυβέρνηση; Και τώρα τι έκανε η κυβέρνηση; Πέρασε τα σύνορα! Μπράβο! Μα, ήδη, τα σύνορα πιο μπροστά τα είχαν περάσει οι τρομοκράτες. Γι' αυτό το λόγο μην αυτοεπαινείστε».

Ο γενικός γραμματέας του Σοσιαλιστικού Λαϊκού Κόμματος Χικμέτ Τσετιν ζήτησε από την κυβέρνηση την άμεση ενθάρρυνση του λαού και επισήμανε ότι «...η κυβέρνηση δεν έχει καλή ενημέρωση για τα γεγονότα που συμβαίνουν στην περιοχή».

Όπως γράφει ο τουρκικός

Τύπος από την όλη επιχείρηση φαίνεται ότι δεν είναι ικανοποιημένο το τουρκικό ΥΠΕΞ, αφού μέχρι πρότινος η κυβέρνηση δεν είχε κάνει κάποια ενημέρωση. Αρμόδιοι του ΥΠΕΞ ζήτησαν από την κυβέρνηση, πριν την οργάνωση παρόμοιων επιχειρήσεων να ειδοποιεί εγκαίρως τις κυβερνήσεις του Ιράκ, του Ιράν και της Συρίας.

Τέλος η δημιουργία ελεγχόμενης περιοχής πέντε χιλιομέτρων δημιουργήσε κάποιον προβληματισμό στους διπλωμάτες των αραβικών χωρών που βρίσκονται στην Τουρκία. Ο Σύρος υπουργός Εξωτερικών Φαρούκ Ελ Σάρα, που βρίσκεται στην Κωνσταντινούπολη, δηλώνοντας ότι «το ΡΚΚ δρα εντός κι όχι εκτός Τουρκίας» έδειξε τη δυσφορία του για τη δημιουργία της ελεγχόμενης ζώνης.

Εξάλλου, υπήρξαν και ορισμένοι οι οποίοι άρχισαν να παραλληλίζουν την Τουρκία με το Ισραήλ, το οποίο στο Νότιο Λίβανο, μονομερώς, έχει κηρύξει «ζώνη ασφαλείας».

A cambio, recibirán ayuda humanitaria

Los 'peshmergas' apoyan a Turquía contra el PKK

Prosigue la operación en el norte de Irak

JONATHAN RUGMAN

THE GUARDIAN/EL MUNDO

ANKARA.—En un alarde de oportunismo político, un líder kurdo ha anunciado que los «peshmergas» del norte de Irak deben apoyar a las fuerzas turcas en sus operaciones militares contra el Partido de los Trabajadores del Kurdistán (PKK).

Antes de marcharse de Turquía, Mohsen Dizai, un representante del Partido Demócrata Kurdo, dijo ayer que si el PKK continúa luchando contra Turquía desde sus bases iraquíes, «les expulsaremos de allí».

«Les diremos que o vuelven a su región o deben cesar sus ataques contra Turquía», añadió Dizai.

Jalal Talabani, el líder de la Unión Patriótica del Kurdistán, también ha estado hablando con el Gobierno turco en Ankara. Estos dos hombres han dejado ya de condenar públicamente la intervención militar de Turquía la semana pasada en el norte de Irak, durante la cual por los menos 29 civiles y refugiados perdieron la vida.

Parece ser que se ha llegado a un acuerdo entre los líderes kurdos y el Gobierno turco que consiste en intercambiar ayuda humanitaria a cambio de apoyo contra el PKK.

La posibilidad de ver a los kurdos de Irak luchar contra los kurdos de Turquía para asegurar las fronteras turcas puede

parecernos extraña, pero desde un punto de vista práctico tiene su lógica.

El presidente Turgut Ozal confirmó ayer que Turquía hará una entrega inmediata de comida y medicina a los kurdos del norte de Irak.

Talabani no sólo quiere que Turquía desempeñe un papel importante en la reconstrucción del Kurdistán iraquí, también sabe que el consentimiento turco es un factor clave para conseguir en un futuro el apoyo de los aliados para una región autónoma kurda en Irak.

El bombardeo aéreo de más de 20 bases del PKK en Irak ha terminado, pero las tropas turcas todavía están llevando a cabo operaciones de «limpieza» en la zona.

Los ministros turcos aseguran que las informaciones que dicen que han muerto personas que no eran miembros del PKK son falsas, pero los trabajadores humanitarios de la ONU apoyan la versión de los propios kurdos de que los aviones turcos alcanzaron objetivos civiles.

El ministro de Defensa turco, Barlas Dogu, ha dicho que por lo menos 35 miembros del PKK murieron durante lo que se ha

denominado «Operación Persecución en Caliente», mientras que muchos otros huyeron hacia Irán con los heridos, y que solamente murió un soldado turco.

«Los turcos dicen que la operación ha sido todavía un éxito, pero los kurdos aseguran que ha sido un desastre», ha declarado un diplomático británico. La prensa ha informado que hay soldados turcos que todavía están retenidos como prisioneros por los rebeldes kurdos.

El Gobierno turco no parece estar muy seguro de cómo seguir supervigilando el norte de Irak. La semana pasada el primer ministro, Mesut Yilmaz, propuso una «franja de seguridad» donde los turcos podrían atacar a cualquiera que entrase. Pero el apoyo de los «peshmergas» puede significar que esto ya no sea necesario.

Aludiendo a las protestas que han emanado de Alemania, Yilmaz ha declarado que «no nos estamos tomando en serio las reacciones extranjeras. El norte de Irak es tierra de nadie, y se han apropiado de ella una banda despreciable de terroristas».

AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—

BAGDAD, 18 août (AFP) — Le quotidien Al-Qadissiah, édité par le ministère irakien de la Défense, a accusé dimanche cinq des pays qui ont des frontières communes avec l'Irak de tremper dans un "complot" contre le dinar irakien.

Le quotidien a affirmé que l'Iran, l'Arabie saoudite, la Turquie, la Syrie et le Koweït participaient à ce "complot" qui consiste, selon lui, à "inonder le marché irakien de faux billets" et ainsi à semer la panique au sein de la population irakienne, sérieusement affectée économiquement.

"Le Nord de l'Irak (Kurdistan) connaît depuis des mois une activité fiévreuse, consistant à collecter la plus grande quantité de billets de 25 dinars (1 dinar = 3,2 dollars au taux officiel), imprimés avant le 2 août 1990", (date de l'invasion irakienne du Koweït), affirme le quotidien.

Les billets de 25 dinars imprimés avant l'invasion de l'émirat sont préférés par les Irakiens aux billets de même valeur mis en circulation durant la crise du Golfe, auxquels ils reprochent leur "mauvaise qualité".

Une fois collectés, ces billets sont regroupés en Turquie et en Iran avant d'être acheminés vers l'Arabie saoudite où ils sont "détruits", écrit Al-Qadissiah. En même temps, poursuit le journal, de faux billets de 25, 50 et 100 dinars, imprimés en Iran et en Turquie, sont introduits sur le marché irakien.

suivra

AFP 181630 AOU 91

TEMOIGNAGE

CHRETIEN

17 août 1991

TURQUIE

TERREUR CONTRE LES KURDES

L'armée turque a lancé, depuis le 5 août, une opération militaire d'envergure contre les Kurdes de Turquie installés dans le Kurdistan irakien, sous le regard quasi-indifférent de l'opinion internationale. Celle-ci n'avait pourtant pas hésité à s'enflammer pour la cause des Kurdes irakiens, victimes de la terreur perpétrée par Saddam Hussein au sortir de la guerre du Golfe.

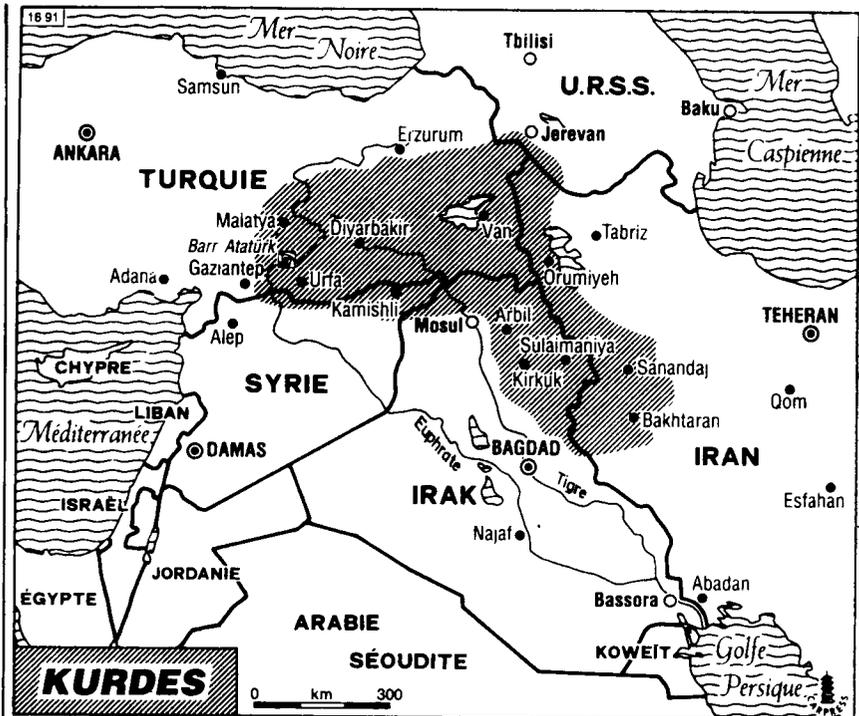
Bien que l'état-major turc ait tiré les leçons de la guerre du Golfe et ne délivre les informations que comme il l'entend, la presse turque a fait savoir que des blindés et des avions de combat avaient pénétré sur une profondeur de dix-neuf kilomètres à l'intérieur du territoire irakien. Objectif avoué : bombarder les camps des « terroristes séparatistes » du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), principale organisation kurde de Turquie, et les empêcher de gagner l'Iran. De nombreuses victimes sont à déplorer parmi les rebelles, mais aussi parmi la population civile.

Un objectif inavoué

Cette opération militaire, qui aurait reçu l'aval de George Bush, relance l'offensive menée depuis 1984 contre les indépendantistes kurdes de Turquie qui se trouvent en territoire irakien. Un accord entre l'Irak et la Turquie, signé le 14 octobre 1984 à Bagdad, autorisait les armées des deux pays à exercer un droit de poursuite sur le territoire voisin. Cet accord a expiré en 1989 et n'a pas été renouvelé officiellement. Cela n'empêche pas le gouvernement turc de se comporter comme s'il était toujours en vigueur.

Le 9 août, l'Allemagne et l'URSS ont dénoncé les graves violations de la loi internationale commises par l'armée turque. « Cette voie ne répond pas aux normes qui se mettent en place pour la solution des problèmes », a déclaré le ministre des Affaires étrangères à Moscou. L'offensive turque intervient en effet au moment où les Kurdes irakiens négocient avec Bagdad un accord d'autonomie pour le Kurdistan irakien. Ces négociations piétinent sur la question de l'attribution géographique du site pétrolière de Kirkuk, en Irak, convoité à la fois par les Kurdes irakiens et par Bagdad. L'intervention militaire turque pourrait avoir comme objectif inavoué de faire avorter le projet d'autonomie du Kurdistan irakien. Ankara craint, en effet, que la contagion ne gagne à son tour le Kurdistan turc.

La population kurde de Turquie représente 10 à 12 millions de personnes réparties essentiellement au Sud-Est du pays. Turgut Ozal, le président turc,



avait autorisé, en février dernier, l'utilisation de la langue kurde. Cette libéralisation soudaine était apparue suspecte à bien des observateurs. Il est vrai que la guerre du Golfe faisait rage et que le gouvernement d'Ankara s'acharnait à donner des gages de son allégeance aux Occidentaux alliés contre Saddam Hussein.

En fait, la répression turque contre les Kurdes n'a jamais faibli au cours des années passées. Depuis 1984, ces derniers ont été à maintes reprises l'objet d'opérations militaires. Au début de l'année 1990, une vague de terreur s'était abattue sur les militants kurdes. Des personnalités connues comme le professeur Muammer Aksoy, le journaliste Cetin Emec et l'écrivain Turan Dursun ont été assassinés. Les auteurs de ces attentats n'ont jamais été arrêtés. Ils auraient agi sur ordre de la « contre-guerilla » – la *gladio* turque – entraînée par la CIA, et qui dépend de l'état-major général.

En août 1990, le gouvernement turc, prenant le terrorisme comme prétexte, annonçait au Conseil de l'Europe de sévères restrictions à l'exercice des

droits de l'homme au Kurdistan. Depuis le début de l'année 1991, les affrontements ont entraîné la mort de plus de deux cent cinquante personnes. Le 5 juillet dernier, Vedat Aydin, président du Parti populaire du travail (HEP), une organisation kurde modérée, avait été enlevé par des personnes armées qui s'étaient fait passer pour des policiers. Deux jours plus tard, Vedat Aydin était retrouvé mort sur la route reliant Diyarbakir à Maden. On lui avait brisé les bras et les jambes. Lors de ses obsèques, le 10 juillet, les forces de l'ordre n'ont pas hésité à tirer sur les quelque cent mille personnes qui composaient le cortège funèbre. Des hélicoptères sont entrés en action tirant, eux aussi, sur la foule. Des parlementaires et des journalistes ont été jetés au sol et battus par la police. Plusieurs ont été blessés.

Ces violations des droits de l'homme les plus élémentaires, ajoutées à l'offensive militaire actuelle, devraient inciter la Communauté européenne à mettre sévèrement en garde le gouvernement turc au moment où celui-ci frappe à la porte de la CEE.

François BELLEC

LE QUOTIDIEN DE PARIS 17 août 1991

Kurdes : Bagdad claironne un accord flou

Le numéro deux irakien, Izzat Ibrahim, a affirmé hier que l'accord entre le gouvernement de Bagdad et l'opposition armée kurde est « pratiquement conclu ». « L'accord avec le Front du Kurdistan est pratiquement conclu », a indiqué M. Ibrahim, vice-président du Conseil du commandement de la révolution, la plus haute instance dirigeante, dans une déclaration faite à Souleimanieh, une des principales villes du Kurdistan irakien, rapporte l'agence officielle INA.

« Cet accord constituera un grand saut qualitatif sur la voie de la consolidation de la victoire », a ajouté M. Ibrahim, dans son intervention devant des membres du Parti Baas au pouvoir à Bagdad. M. Ibrahim a participé aux négociations avec le Front du Kurdistan, qui regroupe les plus importantes formations de peshmergas (combattants kurdes), engagées en avril dernier à la suite de la défaite de l'insurrection kurde dans le nord du pays.

L'un des principaux dirigeants kurdes, Massoud Barzani, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) irakien, avait rencontré jeudi le ministre irakien de la Défense, le général Hussein Kamel Hassan, un des hommes forts du régime. Un autre chef kurde, Jalal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui a également participé aux pourparlers avec les autorités irakiennes, avait annoncé en mai la



Massoud Barzani, l'un des principaux dirigeants kurdes

conclusion d'un « accord de principe » entre les deux parties.

Le contenu de cet accord et le progrès des discussions sont cependant restés nébuleux, tandis que les informations à ce sujet, émanant notamment de la presse arabe, n'ont pas été officiellement confirmées.

Le Département d'Etat américain avait estimé jeudi que la situation s'était tendue au cours des récentes

semaines aux alentours de la ville irakienne de Kirkouk, située au pied du Kurdistan, notamment en raison de combats ayant opposé récemment à Souleimanieh les Kurdes à l'armée régulière, faisant une centaine de tués. Selon le porte-parole du Département d'Etat, Richard Boucher, « des mouvements de troupes significatifs, incluant des éléments de la Garde républicaine (troupes d'élite), ont été observés à Kirkouk et aux alentours ».

AFP — AFP —

FRA0257 4 G 0222 FRA /AFP-HQ71

Kurdes-reconduction

Une famille de quinze Kurdes, dont douze enfants, devra quitter la France

PAU, 22 août (AFP) — Le tribunal administratif de Pau a confirmé mercredi une mesure de reconduction à la frontière prise par la préfecture des Pyrénées-Atlantiques qui concerne une famille de quinze kurdes dont douze enfants, apprend-on jeudi de source administrative.

Cette famille dont le père est Zacharia El Hassan, 37 ans, vit depuis l'été 1988 à Jurançon dans la banlieue de Pau. L'office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) avait rejeté en 89 une demande d'obtention du statut de réfugié politique déposée par les adultes, décision confirmée par la commission des recours en mars 1990.

Le chef de famille possède un passeport syrien qu'il reconnaît avoir acheté. Il dit être un Kurde de Turquie.

Zacharia El Hassan vit à Jurançon en compagnie de ses deux épouses âgées de 35 et 24 ans et de leurs 12 enfants dont 4 sont nés en France. Avant cela, la famille résidait en Allemagne après avoir fui la Syrie avec les faux-papiers dont elle est toujours munie.

A la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, on précise "que les mesures sont en cours d'application" et que la famille bénéficie depuis le 19 août, date de la décision administrative "d'un suivi assuré par des assistantes sociales".

bc/bd

AFP 221343 AOU 91

Télégramme de Brest 24 août 1991

Pour une famille kurde d'Irak le cauchemar a pris fin à Ploufragan

Ali Abdülghafour, 36 ans est Pørchmerga. Pendant huit ans, il a combattu avec la guérilla kurde les armées de Saddam Hussein. En 1988 son village est bombardé par les troupes irakiennes. Il est condamné à la fuite. C'est l'exode, l'épreuve de l'internement dans le sinistre camp turc de Mardin. Il vient de toucher le bout de l'exil en s'installant, avec sa femme Hamdiye, 26 ans, enceinte et ses quatre enfants dans un logement HLM F4 de Ploufragan. Et ceci, grâce à une grande chaîne de solidarité.

Danièle Mitterrand et des membres de son association « France Liberté » ont eu l'occasion de pénétrer dans les camps d'internement, en Turquie, de Kurdes irakiens. Dans ces camps où sont internés des milliers de kurdes, pas de visite ! Sur un papier, Ali avait écrit « France ». Avec 600 familles il sera accueilli quelques mois plus tard à Piriac en Loire-Atlantique au début de l'année. Là, des cours d'alphabétisation intensifs sont donnés. Ensuite, les kurdes-irakiens sont éparpillés aux quatre coins de France, au hasard des bonnes volontés municipales ou d'associations-relais.

Quatre familles dans les Côtes-d'Armor

Dans les Côtes-d'Armor, quatre familles sont ainsi arrivées cet été. Deux à Loudéac, une à Saint-Brieuc et une à Ploufragan. Totallement démunis, ces quatre couples et leurs 23 enfants ont été pris en charge, dès leur arrivée, par l'as-

bes. Dans les montagnes, après un raid aérien sa fille aînée et sa femme seront blessées par éclats de balle. C'est ensuite l'internement en Turquie, après beaucoup de difficultés pour passer la frontière.

L'homme s'est fait silencieux comme replongé dans son ailleurs. Et de poursuivre : « né en 1955, j'ai toujours connu la guerre ex-cépté dans la période de paix de 1970 à 1974 ». De ces longs combats il a retenu deux périodes : 1976, les autorités de Bagdad avaient créé un no man's land de 20 km de profondeur, tout au long des frontières turques et irakiennes. Dans cette zone, les villages kurdes ont été détruits, les populations déportées dans les déserts du sud. 1987-1988, l'Irak a intensifié sa politique de destruction systématique des villages et villes au Kurdistan.

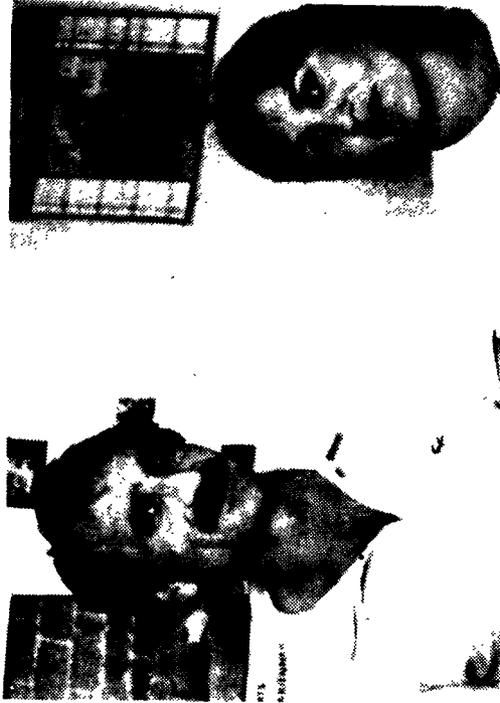
Dans les villages pris, la végétation a été détruite aux défoliants, les sources d'eau bétonnées, le bétail abattu... !

Puis ce seront les gazages chimiques des populations civiles.

Ali n'est pas homme à s'apitoyer : « La vie a continué », explique-t-il et si la situation évolue, « je suis prêt à retourner dans mon pays aussitôt », dit-il avec l'approbation de sa femme.

Un havre de paix

Dans ce petit havre de paix



Grâce à un réseau de solidarité mis en place tout l'été Ali Abdülghafour, le Kurde irakien, et sa famille ont trouvé un havre de paix à Ploufragan.

qu'est devenu pour eux Ploufragan, un événement mineur a pris cette semaine une énorme importance. Un policier français s'est trompé d'étage lors d'une enquête. Il a sonné chez eux par erreur. Les enfants ont hurlé en se cachant sous un lit.

Ali a cru quelques secondes que son passé douloureux l'avait rattrapé ! Les journées sont ponctuées de visites dans cette famille

chaleureuse. Ils reçoivent les amis français de l'association de solidarité. Grâce au téléphone ils peuvent correspondre avec les autres Kurdes irakiens de Loudéac et avec la communauté Turque-Kurde brioquine qui les entoure.

Déjà deux mois qu'ils sont à Ploufragan, dans quinze jours leurs enfants prendront le chemin de l'école maternelle française. Leur vie a basculé.

il manifesto 28 agosto 1991

La guerra turca contro i kurdi, sotto gli occhi occidentali

di Laura Schrader

Il governo turco ha annunciato che sta completando il ritiro delle forze dell'esercito turco dal territorio kurdo iracheno, iniziata sabato scorso. Dovrebbe così finire, se l'impegno sarà mantenuto, senza clamore e nell'indifferenza internazionale l'operazione di pulizia contro le basi del Pkk (il Partito dei lavoratori kurdi, ndr), sulla quale i giornali turchi molto hanno ironizzato: «mentre la Turchia invadeva l'Iraq, il Pkk invadeva la Turchia».

Infatti il braccio armato del Pkk, l'Armata popolare di liberazione del Kurdistan (Argk), continua a impegnare le forze speciali, la polizia e l'esercito. Quando ancora era in corso l'operazione di pulizia il Pkk celebrava per la prima volta con successo, in Turchia, il settimo anniversario dell'inizio della lotta armata dell'Argk, che aveva unificato i gruppi preesistenti.

Il 15 agosto i guerriglieri erano scesi dalle montagne e in diverse città kurde della provincia di Diyarbakir e di Mardin avevano organizzato, di notte,

pubbliche riunioni di propaganda.

Nonostante il potenziamento delle già eccezionali misure di sicurezza attuato dal governo di Ankara, le autorità turche non sono riuscite ad impedire le «celebrazioni illegali» svoltesi anche alla luce del giorno nelle località kurde. Manifestazioni più brevi si sono avute in tutta la Turchia, compresa Istanbul dove vivono consistenti comunità kurde.

I combattenti kurdi controllano, tra l'altro, l'importante arteria nazionale che collega Diyarbakir a Bitlis. Gli editoriali dei quotidiani turchi parlano ormai di guerra civile: mentre si avvicina la data delle elezioni generali, fissate per il 20 ottobre.

Per quanto riguarda l'operazione di pulizia del governo turco, è azzardato tracciare un bilancio militare. Il governo turco si mantiene sul vago e il Pkk dichiara che le perdite dei combattenti kurdi si limiterebbero a 9 morti e 5 feriti, mentre oltre 200 sarebbero i caduti di parte avversa, numerosi i feriti, e l'esercito turco avrebbe perso anche due aerei e 3 eli-

cotteri. L'unico dato certo è il pesante coinvolgimento dei civili kurdi che vivono in Iraq, dove sono stati bombardati villaggi e campi profughi.

Su questo punto concordano le diverse denunce di testimoni oculari. Hanno parlato di decine di vittime tra i civili funzionari delle Nazioni unite, il deputato laburista britannico Jeffrey Corbin, il direttore del settimanale tedesco *Der Spiegel*, il direttore dell'ospedale di Sediq, in Iraq, Wallta Ibrahim, ha affermato che sono stati bombardati con napalm e acido solforico cinque villaggi abitati soltanto da contadini e ha portato come prova i registri dell'ospedale. Il Pkk sostiene di aver accertato 25 morti tra i civili, di 12 dei quali si conoscono le generalità.

L'ultima testimonianza è arrivata da Parigi, dove due donne, un medico e un'infermiera di *Medécine du monde*, impegnate nell'aiuto ai rifugiati kurdo-iracheni, sono tornate sabato scorso.

Dal punto di vista politico, l'operazione di pulizia apre molti interrogativi inquietanti. La Turchia con un forte con-

tingente militare ha violato confini di un altro stato, l'Iraq, senza suscitare adeguate proteste internazionali e per un motivo che appare alquanto fragile.

Il Pkk ha sempre dichiarato che in Iraq vi sono piccoli centri «di istruzione e educazione» per giovani, mentre le basi militari vere e proprie si trovano nel Kurdistan di nord-ovest «cioè in Turchia».

Non solo. L'operazione, che è finita con un ritorno graduale, in sordina, si è svolta sotto gli occhi della base alleata di Silopi - anzi secondo il Pkk, gli alleati avrebbero fornito una certa collaborazione alle forze turche, nel settore delle comunicazioni - e ha colpito pesantemente proprio quei contadini e profughi kurdi iracheni la cui tutela motiva la presenza alleata in prossimità del confine iracheno.

Eppure non ci sono state reazioni nel mondo occidentale. Chissà, forse i contadini dei villaggi e i rifugiati dei campi sotto le bombe, purché queste siano sganciate da Turgut Ozal e non da Saddam Hussein.

Nouvelle négociation irako-kurde

Les représentants du Front du Kurdistan et de Bagdad auraient repris leurs discussions samedi.

Le quotidien *ElIrak* a affirmé hier que les négociateurs du Front du Kurdistan irakien avaient entamé, samedi à Chaklawa (nord de l'Irak), une rencontre avec une délégation officielle irakienne. Selon le quotidien qui reflète les vues des partis kurdes loyalistes, le seul à rapporter cette information, la discussion a notamment porté sur «la conclusion d'un accord définitif» sur le statut du Kurdistan d'Irak, «qui renforce l'unité nationale et l'autonomie du Kurdistan», sans plus de précisions.

La délégation kurde était conduite par Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), selon le journal qui ajoute que Izzat Ibrahim, vice-président du Conseil de commandement de la révolution (CCR), dirigeait la délégation irakienne. Ces négociations buteraient depuis plus de quatre mois sur deux obstacles. Le premier concernerait l'inclusion ou non de la région de Kirkouk, riche en pétrole, dans le

Kurdistan autonome. Le deuxième se rapporterait à la démocratisation du système politique irakien, dominé par le parti Baas au pouvoir.

Par ailleurs, un médecin irakien a déclaré à l'AFP que l'armée turque a utilisé du napalm et des bombes à billes lors de son opération contre des bases de rebelles kurdes dans le nord de l'Irak commencée au début du mois, faisant au moins quinze morts parmi la population civile. Le médecin a appuyé ses affirmations en présentant une photocopie des registres de l'hôpital. Le nombre des victimes devrait être plus important, selon lui, car «des civils ont été inhumés sur place». Ankara a démenti à plusieurs reprises les affirmations kurdes et d'organisations humanitaires étrangères selon lesquelles vingt civils auraient été tués dès les premiers jours de l'opération de «nettoyage» de camps de rebelles kurdes de Turquie.

D'après AFP

Libération 26 août 1991

International Herald Tribune August 31, 1991

British Planes to Help Protect Kurds

LONDON (Reuters) — Britain said Friday that it would send eight Jaguar fighter bombers to Turkey as part of an international coalition protecting Kurds in northern Iraq. The planes will fly out next week to join U.S. and French aircraft at the Incirlik air base in southeast Turkey, near Iraq.

The combined air and land rapid-reaction protection force, based in Turkey, was formed after the Gulf war to protect civilians in northern Iraq from attack by the Iraqi Army. The force also contains troops from the United States, Britain, the Netherlands, Italy, Turkey and France.

Half a million refugees fled to the Turkish border in April to escape attacks by the Iraqi Army, which crushed a Kurdish uprising in the north after Iraq's defeat in the Gulf war.

Tragédie kurde, guerre du Golfe et aide internationale

La Ligue des droits de l'homme a été l'une des toutes premières organisations françaises à s'être intéressée au problème kurde et à avoir pris la défense du peuple kurde. C'est pourquoi c'est toujours avec une grande émotion que je franchis sa porte et chaque fois que je me trouve en présence de ses militants, je suis ému, presque comme la première fois.

Il y a environ deux ans, c'était en juin 1989, il y avait le congrès de la Fédération internationale des droits de l'homme à l'Opéra de Paris. A l'époque, les militants de la Ligue connaissaient déjà tous les malheurs des Kurdes dans tous leurs états d'une manière générale, mais j'ai voulu dans ce congrès décrire un peu brièvement tout ce qui se passait particulièrement en Irak où la France avait des responsabilités importantes, en raison de tout le soutien qui avait été apporté à ce régime irakien et en raison aussi du silence des médias parce que ce pays, c'est-à-dire le Kurdistan irakien, était depuis dix-sept ans fermé aux médias internationaux et des horreurs indicibles s'y perpétuaient.

Deux millions de kurdes dans les camps d'internement

J'avais dit à l'époque qu'un Kurde sur deux, au Kurdistan irakien, vit soit dans un camp d'internement, soit en exil. Il y avait deux millions de Kurdes dans les camps d'internement et déjà 500 000 Kurdes exilés dans les pays voisins en Iran et en Turquie. Tous les villages kurdes avaient

été rasés avec leurs mosquées, leurs églises, leur patrimoine architectural, la nature avait connu un désastre, une catastrophe sans précédent dans l'histoire récente de cette région-là. A l'époque, il y avait déjà eu le massacre aux armes chimiques perpétré par Saddam Hussein et l'offensive finale de septembre 1988 dont les images avaient été diffusées sur les écrans du monde entier. Et puis l'émotion passée, la question kurde était retombée dans le silence, les Etats étaient restés indifférents.

Je me souviens que parmi les auditeurs il y avait certains parlementaires. S'ils ont dû être émus individuellement, le gouvernement n'a rien fait de concret, n'a pris aucune sanction contre l'Irak. Il y avait même des ministres membres de la Ligue des droits de l'homme. Passée l'émotion, chacun est retourné à ses affaires et puis on n'a plus parlé des Kurdes. On pensait maintenant à d'autres problèmes d'actualité, il y a eu les vacances et à la rentrée, au mois d'octobre 1989, nous avons voulu organiser à Paris une conférence internationale pour essayer de relancer la sensibilisation de l'opinion sur le drame des Kurdes au Kurdistan irakien. Alors tout ce monde qui s'était ému le temps d'un congrès, d'une réunion sur les droits de l'homme s'est montré non pas indifférent mais particulièrement réticent. Pour vous donner un exemple, à ce colloque nous n'avons pas eu un seul parlementaire français alors que ça se passait avenue Kléber et pour aller de l'Assemblée nationale à l'avenue Kléber, il aurait fallu marcher à pied un quart d'heure. Nous n'avons évidemment pas eu de ministres. Il y avait des pressions impressionnantes

de la part de l'Irak et de la part de certains pays arabes alliés de l'Irak, dont des représentants sont venus à plusieurs reprises exercer des pressions auprès du gouvernement français.

Et puis il s'est passé le 2 août 1990 ce que vous savez. Tout à fait assuré de l'impunité de la communauté internationale, car on lui avait tout pardonné lorsqu'il massacrait ses Kurdes, lorsqu'il avait lancé la guerre contre l'Iran, l'Irak se sentait en position d'annexer le petit émirat du Koweït. Et dans la nuit du 2 août, l'opinion publique internationale a brusquement découvert que le régime irakien était un régime horrible, peu fréquentable. Les Américains qui s'étaient tus jusqu'à ce jour-là ont immédiatement qualifié Saddam Hussein de "nouvel Hitler". Mme Thatcher qui s'était tue sur le drame des Kurdes, y compris après les massacres aux armes chimiques, voulait que Saddam Hussein soit traduit devant un tribunal international pour crime contre l'humanité. Il y a eu toute cette croisade du droit — vous la connaissez.

Les Américains ont appelé les kurdes à se soulever

Pendant des mois, on a évoqué ce nouvel ordre international qui serait basé sur le droit et la justice pour tous, en particulier le droit des peuples à déterminer leur destin. Et à peine la guerre du Koweït terminée, la population de l'Irak d'une manière générale et du Kurdistan irakien en particulier, probablement ayant cru aux déclarations nombreuses des chefs d'Etat alliés, en particulier des Américains, des Britanniques, mais aussi des Etats de la



région — pour vous donner un exemple, l'Arabie Saoudite a créé sur son territoire une radio qui s'appelle Free Irak, qui diffusait à longueur de journée des appels à la population irakienne à se soulever contre son tyran ; les Américains et les Britanniques larguaient des millions de tracts à la population, l'appelant à se soulever contre le tyran, à se débarrasser de cette dictature honnie — et quand vous êtes dans un camp d'internement, comme c'était le cas pour deux millions de Kurdes en Irak, vous recevez en votre langue, c'est-à-dire en kurde, en arabe, en d'autres langues, ces tracts vous appelant à vous soulever, à vous libérer de la dictature, et vous sentez cette dictature vaciller, faiblir, qu'est-ce-que vous faites ? Eh bien je pense que dans un geste salutaire, après tant d'années de persécutions, vous essayez de briser vos chaînes et de recouvrer votre liberté. C'est un réflexe un peu similaire à celui des gens qui étaient incarcérés dans le ghetto de Varsovie, en avril 1943, lorsqu'ils se sont soulevés contre leur bourreau.

C'est de cette manière-là, c'est d'abord dans le Sud irakien, que des chiites se sont soulevés. Quand on dit chiites, je sais que dans l'opinion immédiatement il y a

une association d'idées, on dit c'est l'ayatollah Khomeiny, la République islamique. En fait ce n'était pas ça le soulèvement populaire dans le Sud irakien. Ce soulèvement a englobé dans ses rangs des démocrates, des conservateurs, des monarchistes, des gens de toutes les classes sociales qui rejetaient massivement cette dictature de Saddam Hussein qui avait apporté tant de malheurs, tant de ruines à son pays, à son peuple et aussi aux peuples voisins. Mais ce soulèvement, dans un premier temps victorieux, a donné une idée aux Kurdes qui étaient dans les camps et ils se sont soulevés également. C'est comme ça que le soulèvement populaire a commencé au Kurdistan irakien, d'une manière tout à fait spontanée, le 6 mars. En l'espace de quelques semaines, la population a pu prendre le contrôle des postes militaires, des casernes et se libérer, goûter enfin à la liberté qu'elle n'avait pas connue depuis 1958.

Les kurdes voulaient que l'Irak soit un pays démocratique

Entre-temps, il y a eu toute une série d'arrangements entre les Américains et

les pétro-monarchies de la région pour prétendument empêcher l'éclatement du pays, alors que ni les chiites au Sud, ni les kurdes au Nord ne voulaient l'éclatement du pays. Les kurdes voulaient un régime démocratique, parlementaire, pluraliste et laïc pour l'Irak et, au sein de ce régime, une autonomie régionale pour leur région. Les chiites voulaient également, quelles que soient les gesticulations d'un ayatollah exhibé par les médias iraniens, les chiites, la population chiite, aspiraient profondément à un régime démocratique en Irak. Donc c'est ce message de démocratie qui était totalement absent — vous l'aurez remarqué dans les discours des chefs d'Etat alliés pendant la crise du Golfe — c'est ce message de démocratie et de liberté qui a fait peur, qui a fait peur aux pétro-monarchistes car une démocratie en Irak serait un péril beaucoup plus dangereux, beaucoup plus grave pour eux que les Scud ou les Mig ou les chars de Saddam Hussein.

De cette manière-là, l'Arabie Saoudite et les Américains, en accord avec quelques autres, ont laissé la dictature de Saddam Hussein faire le sale boulot de la répression, c'est-à-dire la guerre contre son peuple et une fois le sale boulot terminé ils

vont aviser s'ils vont le remplacer par un autre général sunnite, arabe, un peu plus présentable pour tenir le pays car la démocratie n'est toujours pas à l'ordre du jour de leur programme. Alors que les sunnites sont une minorité en Irak représentant à peine 20 % de la population qui compte environ 30 % de Kurdes et entre 49 % et 51 % de chiites, peut-être 1 % à 2 % de chrétiens. Si vous faites le compte ça fait un peu plus de 100 %, mais c'est parce qu'il n'y a pas de recensement fiable, c'est un ordre de grandeur avec une marge d'incertitude. Les sunnites — dont l'un des clans, le clan de Saddam Hussein, contrôle le pouvoir — ne seraient pas exclus dans un régime démocratique irakien. Mais ce que l'Arabie Saoudite ne veut pas et l'Arabie Saoudite a l'air de pouvoir dicter ses choix régionaux, y compris à ses alliés américains, c'est qu'ils deviennent une communauté parmi les autres, c'est que ce pays grâce à une démocratie non confessionnelle, une démocratie pluraliste, puisse aussi reconnaître les droits des autres communautés : des Kurdes, des chrétiens, des chiites et des autres.

Le 22 mars, lorsque les premiers hélicoptères irakiens ont commencé à bombarder une ville kurde, la ville de Kirkouk qui était passée aux mains de la population, les Américains qui avaient dans un premier temps dit qu'ils n'autoriseraient pas le survol du territoire par les avions et les hélicoptères irakiens, ont immédiatement réagi en disant que c'était un accord verbal et que finalement ils n'empêcheraient pas les hélicoptères de mitrailler la population. Alors ce test tenté par Saddam Hussein en utilisant quatre ou cinq hélicoptères a été immédiatement élargi et des dizaines, et plus tard des centaines d'hélicoptères sont intervenus contre la population civile. Ce sont des hélicoptères blindés contre lesquels la population n'a aucun moyen de défense anti-aérienne. Ensuite, il y a eu l'aviation, des avions Soukhoï, des Mig, qui sont intervenus contre les villes. Et puis l'artillerie à longue portée a commencé à pilonner les villes. Alors, quand vous avez toute une population regroupée uniquement dans les villes, lorsqu'il y a un obus qui tombe, ça fait immédiatement des dizaines de morts et plusieurs centaines de blessés.

Eviter la destruction des villes kurdes

C'est pour cela, c'est pour éviter la destruction totale de ses villes, ce qui reste comme seul vestige de son patrimoine historique, que la population kurde a quitté ses foyers. C'était aussi pour éviter une véritable hécatombe. Dans le passé,

quand il y avait une répression, les gens se repliaient dans la montagne. Dans les villages, ils pouvaient survivre pendant quelques mois en attendant que la répression s'atténue. Mais cette fois-ci il n'y a plus de village, il n'y a plus de cheptel, il n'y a plus d'agriculture. Les gens, lorsqu'ils se retirent, n'ont plus d'autre choix que d'aller vers les frontières des pays voisins. Des pays voisins qui, comme vient de le rappeler le président de la FIDH, sont loin d'être favorables et amicaux aux kurdes car en Turquie il y a douze millions de Kurdes et leurs droits ne sont toujours pas reconnus et en Iran les huit millions de Kurdes luttent depuis 1979 pour la reconnaissance de leurs droits également.

Voilà, il y a actuellement un exode sans précédent dans l'histoire de la région. Il y a actuellement toute une population en marche. Le pape l'a appelé l'autre jour un exode biblique. Dans cette population-là vous avez à la fois des petits marchands, des gens qui ne sont pas du tout politisés, vous avez des intellectuels, des enfants, des femmes, des professeurs d'université. Toute une population fuit son tyran, fuit son dictateur qui a été soutenu et sauvé par une coalition alliée. C'est une tragédie, bien sûr sans précédent pour les Kurdes, mais c'est une tragédie aussi, je pense, pour la communauté internationale d'une manière générale car on observe d'une part le silence des Etats de la région, en particulier des Etats arabes, dont jusqu'à maintenant aucun n'a eu le courage ou la volonté ou la justice au cœur, pour dénoncer cette tragédie perpétrée par un tyran qui se réclame de l'arabisme. Mais c'est aussi une tragédie pour la communauté internationale tout entière puisqu'elle prétendait depuis des mois qu'il y aurait un nouvel ordre basé sur le droit et la justice et on constate maintenant son impuissance totale.

Peut-on arrêter le bras d'un bourreau ?

Si, actuellement, certains Etats sont mobilisés pour porter assistance à la population kurde, pour sauver autant de vies que possible, au niveau du respect des droits politiques de cette population, de son droit au retour dans la paix et la liberté, on en est pratiquement au point mort. Pourquoi ? Parce qu'il y a ce sacré dogme de mon intervention dans les affaires intérieures d'un Etat. C'est-à-dire qu'on ne peut pas arrêter le bras d'un bourreau. Un bourreau pourrait massacrer sa population, détruire son pays, mais on n'a pas le droit d'intervenir. C'est dire où on se trouve au niveau du droit internatio-

nal. C'est comme si dans un pays, quelqu'un pouvait impunément massacrer sa femme et ses enfants et on dirait : "Mais il est maître chez lui. Désolé, on ne peut rien faire."

Il est urgent d'agir pour que des tragédies similaires ne se reproduisent pas ailleurs. Il y a d'autres situations qui pourraient dégénérer de cette manière-là. Il y a d'autres régions du monde où il y a des drames silencieux qui se jouent : au Tibet, en Afrique, dans d'autres parties du monde. C'est pour cela que les défenseurs des droits de l'homme, en particulier les membres de la Ligue, devraient se mobiliser davantage, devraient mobiliser davantage les Parlements nationaux et les gouvernements pour faire avancer le droit international dans le sens du respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dans le sens du respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Je ne suis pas juriste, mais je croyais savoir que le droit international ne se limitait pas au dogme d'intangibilité des frontières et de non-intervention dans les affaires d'un Etat. Je pensais que la Déclaration universelle des droits de l'homme avait une certaine valeur contraignante. Je pensais également que la Convention internationale de prévention contre le crime de génocide avait une valeur contraignante. Apparemment, quand on voit ce qui se passe pour les Kurdes d'Irak, ce ne sont que des textes de seconde importance puisque ce qui se passe au Kurdistan irakien, c'est tout de même un génocide. Quand vous poussez tout un peuple à fuir son pays, quand vous persécutez toute une population sans distinction, c'est un génocide, à tout le moins, une tentative de génocide ! Comment le qualifier autrement ? Et la communauté internationale est impuissante, elle n'agit pas.

Alors au niveau individuel, cela ne devrait pas nous décourager totalement, on peut quand même agir en informant et puis en essayant d'agir au niveau des Parlements, des gouvernements, en obligeant chaque député à poser cette question constamment lors des séances d'actualités au gouvernement, en écrivant aux gouvernements de tous les pays démocratiques. Car on ne peut pas rester inactif face à une telle tragédie qui doit nous toucher au plus profond de nous-mêmes. Comme vous l'avez si bien dit : "Là où les libertés sont bafouées, là où les droits de l'homme sont bafoués, nous sommes tous concernés, et nous sommes quelque part tous responsables."

Kendal NEZAN
Président de l'Institut
Kurde de Paris

RESEARCH FILE

DOCUMENTS IN SEARCH OF SCHOLARS

THE KURDISH LIBRARY BROOKLYN, NEW YORK

For a while last spring, the world paid attention to the Kurds, and at the Brooklyn brownstone that houses the only Kurdish library in the western hemisphere, the phone seldom stopped ringing. *Nightline* called, and *The New York Times* and frantic Kurdish exiles with relatives in prison or in flight from Iraq, and all kinds of people who wanted to know how they could help the Kurdish refugees who were dying in geopolitical purgatory. It was late April before Vera Beaudin Saeedpour, the library's fiercely committed founder and director, could find the time to take down the big plastic Christmas tree someone had given her.

Their latest crisis endured, the Kurds have by now slipped down the collective worry list, lodging somewhere behind civil war in Yugoslavia or global warming or the future of the Supreme Court. But for Saeedpour, the self-appointed guardian of Kurdish culture outside Kurdistan, *la lutte continue*. After World War I, the Allies promised the Kurds their own state—a promise

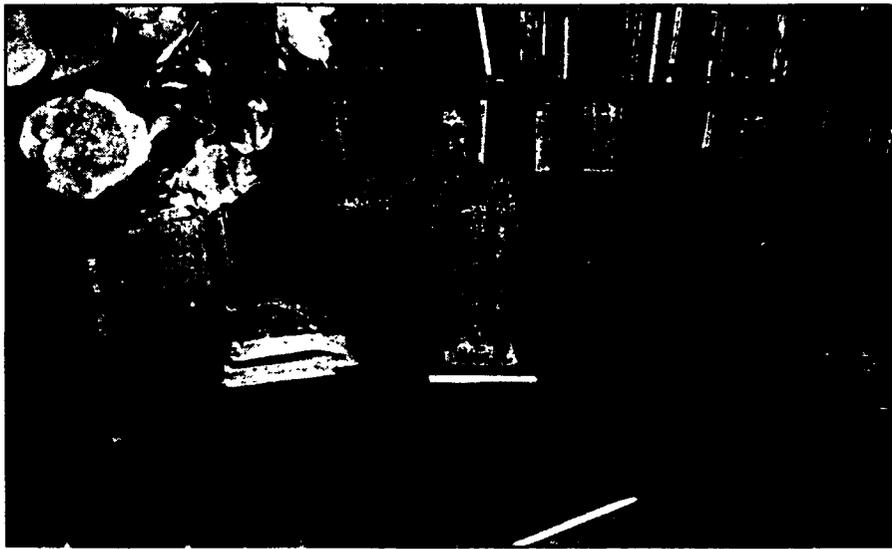
broken in the subsequent repartition of former Ottoman lands. Though they have fought for one ever since, the Kurds are still without a nation of their own; scholars still need Saeedpour's help investigating why.

Since opening the library in 1986, Saeedpour has collected some 1,500 books about the history and culture of the Kurds, who

One particularly strong periodical collection covers the century's only episode of Kurdish autonomy, the short-lived Mahabad republic of 1946. Other important recent acquisitions include the first book of Kurdish proverbs in English translation, an unpublished 3,000-page Kurdish-Arabic dictionary, and a rare history of the Kurdish people written by a

Saeedpour is not, in fact, an ethnographer by training, though she is an inveterate crosser of cultural boundaries. She was a forty-three-year-old doctoral candidate at Columbia, writing a dissertation on the urban environment, and taking care of her five kids from a former marriage when she fell in love with Houmayoun Saeedpour, a twenty-six-year-old Kurdish engineering student from Sandaj, Iran. The daughter of the only Jewish family in the Vermont town where she'd spent most of her life, Vera had never before met a Kurd. And Houmayoun, a quiet, rather melancholy man who had courted her with coffee cake and flowers, didn't talk a lot about his ethnic identity. But one day, not long after

the couple married in 1975, he approached Vera at her desk and shoved an *Oxford English Dictionary* under her nose. As Vera recalls it: "He asked me, 'What means predatory?' I said, 'It means when a lion jumps a gazelle. Now leave me alone, I'm working.' And he said, 'No, it mean *Kurd*.' I looked and sure enough, right there next to *Kurd* in the *OED* it said, 'A tall, pastoral, predatory people.'" Saeedpour started reading everything she could about the Kurds,



VERA BEAUDIN SAEEDPOUR AT THE KURDISH LIBRARY.

number between fifteen and twenty million and constitute the largest ethnic minority without a homeland in the world. She has also acquired reports and monographs, periodicals, maps, photographs, videos and audiocassettes of Kurdish dance and music, and an oral history archive documenting the experience of Kurdish exiles in the United States and elsewhere.

Kurd. The books and papers share the parlor floor of Saeedpour's ivy-draped brownstone with a collection of traditional Kurdish crafts and costumes—musical instruments, brightly colored rugs, skirts of hand-loomed Turkish goat hair, exuberantly beaded and bespangled vests—displayed in glass cases. The place has the look of a Victorian ethnographer's house—overstuffed with the detritus of a culture under siege.

PHOTO BY PATRICIA SENEK

first because "I had to find out whether I was married to a predator," then because she was indignant about the characterization and fascinated by the history of this mostly Muslim mountain people whose aspirations to nationhood had been betrayed with such dispiriting regularity. Enlisting the help of Jean-Paul Sartre and of the sociologist Gunnar Myrdal, she successfully lobbied the OED to drop the derogatory definition.

Houmayoun died of leukemia in 1979 (in the midst of the hostage crisis, Vera Saeedpour managed to bring some of her husband's relatives over from Iran to donate white blood cells, but the treatment didn't take) and Saeedpour's commitment to the Kurds seemed only to intensify.

If you drop by the library these days, you'll probably find Saeedpour on the phone, chain-smoking, blasting press coverage of the Gulf war and its aftermath, or issuing warnings about the plight of the Turkish Kurds. Unlike their Iraqi counterparts, she'll remind you, the Kurds of southern Turkey did not emerge from the war with the promise of an autonomous region, and their very existence is still scarcely recognized. (It was only in April that Turkey eased its ban on

the Kurdish language: It can now be used in unofficial settings but not in publications, schools, or political discourse.) You may also hear something about the precarious future of the library itself. Both the Kurdish Library and the Kurdish Program with which it is affiliated (another brainchild of Saeedpour's, the program sponsors a traveling photography exhibit, a Kurdish

dance troupe, and a scholarly journal called *Kurdish Times*) are entirely reliant on private donations. (Some of those donations come in the form of books, wrapped in brown paper and pitched over the garden wall by night. Saeedpour says the mystery donors are Kurdish exiles still fearful of

retribution for asserting their ethnicity.) "Doctor Vera," as she's affectionately known in the Kurdish community, worries that the trickle of funds that support her and pay for the library's new acquisitions will dry up entirely someday. But in the meantime, she soldiers on. "The curse of the Kurds," she says, only half-joking. "That's what I'm subject to. I just can't seem to escape it." ❏

The Kurdish Library is open to the public by appointment. 345 Park Place, Brooklyn, NY 11238. (718) 783-7930.

Enlisting the help of Sartre, Saeedpour lobbied the OED to drop its derogatory definition of the Kurds**

THE WORD FROM THE KURDS

Taken from Kurdish Proverbs, a special issue of Kurdish Times. Collected by Abdul-Kader Amin. Translated by Abdul-Kader Amir and Charles Hoffman.

BELIEVE NEITHER IN THE OPPRESSOR'S LAUGH NOR THE PLEASANTNESS OF THE WINTER WEATHER.

POVERTY IS LIKE A SHIRT MADE OF FIRE.

A ROCK IS HEAVIEST IN ITS OWN PLACE.

THE FRIEND LOOKS AT YOUR FACE;
THE ENEMY AT YOUR SHOES.

DON'T BE SO SOUR THAT THEY SPIT YOU OUT; DON'T BE SO SWEET THAT THEY SWALLOW YOU.

BE ARROGANT IN EXILE AND FART IN THE DESERT.

YOU CAN'T MILK A COW AND EAT SUNFLOWER SEEDS AT THE SAME TIME.

A ONE-FACED PIG IS BETTER THAN A TWO-FACED MAN

HE WHO DEPENDS ON HIS NEIGHBORS
WILL SLEEP WITHOUT SUPPER.

A BIG HEAD IS A FORTUNE; BIG FEET ARE DISASTER.

NEITHER TIGHT SHOES NOR A QUARRELSOME HOUSE.

DON'T SERVE YOUR SPEECH UNTIL IT IS COOKED.

A CAMEL'S LOAD IS DATES, BUT HIS FOOD IS THORNS.

A FACT IS BITTER.

A FOOLISH HEAD IS LIKE A VEGETABLE KILLED BY FROST.

WORSHIPPING FOREIGNERS BRINGS HEARTBREAK.

A BRAVE MAN DIES ONCE; A TIMID MAN DIES DAILY.

I WOULD RATHER GOD TOOK MY LIFE THAN ASK
MY SON-IN-LAW FOR CLOTHES.

A CHILD MAY GIVE PAIN BUT IS NEVER BORING

HEY, FIGHTERS! DON'T FORGET PEACE.